

Forte remontée de l'or

LIBRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

220 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 M. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique, 17 F. ; Canada, 9 0/10 ; Cote d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 4,50 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 25 sh. ; Italie, 125 lire ; Japon, 240 ¥ ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 150 F CFA ; Suède, 2,50 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 25 ct. ; Yougoslavie, 20 din.

Taux des abonnements page 19

S. EDE DES ITALIENS

7507 PARIS CEDEX 09

C. C. D. 4297-23 PARIS

Tél. Paris n° 65072

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Nouvelle crise en Italie

Une fois de plus, un gouvernement italien a démissionné sans vote de défiance. M. Francesco Cossiga s'est borné à faire le bilan de son action depuis la constitution, le 11 août 1978, de son cabinet de « tre » fondé sur une coalition entre démocrates-chrétiens, libéraux et socialistes. Comme il était convenu, les socialistes ont annoncé leur passage à l'opposition. Sur quel, sans polémique, le président du conseil s'est rendu au Quirinal pour annoncer au président de la République qu'il se retirait.

M. Sandro Pertini avait fait savoir qu'il accèderait au rythme de ses consultations. Et il semble bien que, en un premier stade au moins, M. Francesco Cossiga doive se succéder à lui-même, sans être assuré qu'il aura des moyens nouveaux de déboucher la situation. La précédente crise, au printemps 1979, avait duré cent vingt-six jours.

Une échéance est à l'horizon proche : les élections régionales, provinciales et municipales qui, en mai ou début juin, vont concerner les deux tiers du corps électoral italien. Un gouvernement chargé des affaires courantes peut, à la rigueur, le renvoyer à l'automne, s'il a le consentement de tous les partis. Cela n'est pas acquis dans la mesure même où une consultation d'une telle ampleur fournit le meilleur témoignage des vœux des citoyens. L'expérience montre toutefois que, depuis la guerre, les dirigeants politiques n'ont jamais osé d'attendre que les scrutins apportent des renouvellements marqués, transformant clairement le jeu des alliances. Il n'en a jamais rien été. Contrairement aux préjugés, le corps électoral italien, est d'une étonnante stabilité, ou ne déplace que très lentement la répartition des grandes masses. Il serait donc hasardeux de spéculer sur l'effet des élections de juin.

De toute façon, le problème est toujours le même : c'est celui d'un accord sur le principe et le degré de participation des communistes à la direction du pays. Accord en deux temps : au sein de la démocratie chrétienne d'abord, puis celle-ci dispose de la force parlementaire nécessaire pour avoir toujours la responsabilité du pouvoir, puis avec les formations d'une coalition.

De la D.C. vient, au cours du son dernier congrès, d'exclure toute participation du P.C.I. Elle pourrait en revenir à la formule de centre-gauche, mais les socialistes l'excluent depuis quatre ans et sont eux-mêmes très divisés sur le principe de l'intégration des communistes au pouvoir.

Restent les solutions toujours épuisées, toujours provisoires : ou l'alliance avec les petits partis (républicains, sociaux-démocrates, libéraux), ou le cabinet homogène qui ne tient pourtant que par l'abstention des autres.

La gravité des problèmes auxquels le pays est confronté justifie-t-elle un gouvernement « technique », investi sur un programme limité ? M. Fanfani est toujours candidat pour une telle mission, mais il n'est pas certain que le président Pertini soit disposé à la proposer dès à présent.

En attendant — mais quoi ? — le terrorisme a ouvert une nouvelle vague de meurtres. Sa puissance impressionnante d'autant plus qu'il paraît bénéficier de complicités dans l'appareil même de l'État. Et les scandales financiers auxquels est en proie l'univers politique rongent inéluctablement la crédibilité des principaux acteurs de la vie nationale. Le plus étonnant dans cette conjoncture n'est-il pas que subsiste la confiance que l'Italie s'en sortira ? Et de fait, au niveau économique, on dénote un chômage et de la hausse des prix, elle a fait un remarquable réajustement financier et commercial. Ce qui tend à montrer qu'il est temps de la regarder avec les critères applicables à d'autres situations.

(Lire nos informations page 7.)

• NICARAGUA

Nos relations avec les États-Unis sont inspirées par le réalisme

nous déclarent deux dirigeants sandinistes

Les autorités sandinistes ont entrepris une série de voyages afin de recueillir l'aide internationale dont ils ont besoin pour la reconstruction du pays. Les États-Unis, le Brésil, le Venezuela, Panama, l'Italie et l'Irak ont reçu récemment des délégations nicaraguayennes de haut rang.

L'une d'entre elles, conduite par M. Moisés Hassan, et les commandants Tomas Borge, Henry Ruiz et Humberto Ortega, vient d'achever une visite officielle en Union soviétique, nous indique notre correspondant à Moscou, Daniel Veinat. Un « plan de développement » des contacts entre le parti communiste de l'Union soviétique et le Front sandiniste de libération nationale a été signé, ainsi que des accords de coopération économique, technique, culturelle, scientifique et commerciale. Un accord sur le trafic aérien devrait permettre à l'Aeroflot de desservir Managua.

M. Sergio Ramirez, membre de la Junta de gouvernement, et le commandant Bayardo Arce, membre de la direction du Front sandiniste de libération nationale, viennent, pour leur part, de se rendre en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède et en Allemagne fédérale. Au cours de leur séjour à Bruxelles, ils ont dressé pour le monde le bilan de huit mois de gouvernement sandiniste. Ils ont insisté sur le côté pragmatique de leur révolution, illustré, entre autres, par leurs relations avec les États-Unis.

« Comment définissez-vous la politique économique menée depuis votre arrivée au pouvoir le 19 juillet 1979 ? »

M. SERGIO RAMIREZ. — Les mesures prises pendant ces huit mois nous permettent de dire que notre processus révolutionnaire est irréversible, même si l'économie de notre pays est pauvre et dépendante. C'est, à nos yeux, l'essentiel. Les changements très profonds entrepris dans le domaine économique s'articulent autour de trois piliers : la nationalisation des banques, et des compagnies d'assurance, celle du commerce extérieur et celle de toutes les ressources naturelles, principalement les mines.

— Or, en est la réforme agraire entreprise dès les premiers jours de votre gouvernement ?

Propos recueillis par FRANCIS PISANI.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

BRUTS DE CHAINES

« La jeunesse se désespère, elle ne croit plus en la politique française », s'est écrié, au journal d'Antenne 2, le chanteur Balavoine, qui connaît assez la chanson pour estimer que la « bande des quatre » nous sert une rengaine où les générations montantes ne reconnaissent ni leur langue ni leur musique.

Sans doute Balavoine notait-il le tableau, mais il est vrai que dans ce jeu de quatre coins où les mêmes mots, les mêmes incantations, les mêmes invocations, les mêmes sténographes et les mêmes visages se répètent depuis des années la jeunesse ne peut être tentée de croire aux fantômes qu'une actualité imaginaire convoque comme des revenants ou des bruits de chaînes télescopés.

BERNARD CHAPUIS.

UN ENTRETIEN AVEC M. GRANT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNICEF

Un milliard d'êtres humains vivent en dessous du seuil de la pauvreté absolue

Le nouveau directeur général de l'UNICEF — Fonds des Nations unies pour l'enfance — M. James Grant, qui a pris ses fonctions le 1^{er} janvier, poursuit une tournée dans de nombreux pays en voie de développement et dans le monde industrialisé. Il est allé au Cambodge au février pour évaluer, avec les responsables de la Croix-Rouge internationale, la situation

« Vous avez pris vos fonctions il y a moins de trois mois. Si l'on vous demande, d'entrée de jeu, quel est celui des problèmes qui vous semble le plus criant parmi ceux auxquels l'UNICEF doit faire face, que répondez-vous ? »

— C'est celui de la pauvreté absolue, dans laquelle vivent un milliard d'êtres humains, c'est-à-

dire un quart de l'humanité (1). Il est frappant de constater que l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. y compris les États-Unis, n'ont pas, à ce jour, élaboré de politiques dignes de ce nom sur ce sujet qui préoccupe en compte réellement cet extraordinaire défi que le monde d'aujourd'hui doit relever. Il ne faut pas se borner à poser ce problème en stricts termes monétaires et économiques, mais bien aussi en termes spirituels et intellectuels.

— Vous avez critiqué l'insuffisance du produit national brut par capita pour évaluer le degré de pauvreté — ou de richesse. En quoi vous semble-t-il faussé les estimations dans ce domaine ?

— Nous savons tous que l'utilisation du produit national brut par capita peut fausser totalement les données du problème. Je viens de passer onze ans à l'Overseas Development Council des États-Unis. Nous avions constaté, en menant nos recherches, que dans certains pays où le revenu national par tête est élevé, parce qu'il y a, par exemple, du pétrole ou une

autre matière première, l'état sanitaire de la population restait désespérément bas.

Propos recueillis par CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 15.)

DEUX ROMANS, UNE BIOGRAPHIE, UN ESSAI

Mishima ou « la folie de mourir »

Dix années après que Mishima se fut donné la mort en commettant la « seppuku » selon le rituel japonais, voici quatre ouvrages importants le concernant.

Pour commencer, les deux premiers volumes de sa tétralogie intitulée « la Mer de la fertilité », dans laquelle il se propose de dire « tout ce qu'il savait de la vie ». Traduits en français (de l'anglais) « Neige de printemps » et « Chevaliers égarés » entament brillamment cette saga des âmes. Mishima y dénonce les déchéances engendrées au Japon par la civilisation moderne et exalte le culte de l'honneur et ce dévouement absolu à une cause suprême, dont sa vie et sa mort ont été l'illustration.

Dans le même temps, paraît chez Gallimard une biographie de l'auteur de « Pavillon d'or » : elle

Le plan d'aide aux industries agro-alimentaires

« Les industries agricoles et alimentaires, dont les virtualités sont très importantes, devront contribuer fortement à l'équilibre de nos échanges extérieurs dans les prochaines années », indique le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres du mercredi 19 mars. Les mesures et les orientations que M. Debut, secrétaire d'État depuis un peu plus de quatre mois, a rendu publiques à cette occasion sont-elles de nature à exprimer ces « virtualités » ?

La santé de la branche n'est pour l'instant pas brillante : ses résultats ne sont pas à la hauteur du potentiel de production de l'agriculture française. Le plan commercial et financier, ainsi que les objectifs de développement présentés par M. Debut pour les exportations de produits agro-alimentaires, de viandes, de volailles, de produits de fruits et de légumes, visent à remédier à la situation. Mais les moyens envisagés pour y parvenir restent pour l'instant plus de la création d'un climat psychologique — « rétablir la confiance » — que du traitement de choc nécessaire à ce secteur menacé.

Redonner confiance

Avec 3 395 entreprises de plus de dix salariés, un chiffre d'affaires de 260 milliards de francs (en 1978), ce secteur est cependant celui qui a le moins mal résisté à la crise du chômage. De 1974 à 1978, le nombre des salariées a été réduit de 0,2 % contre une diminution de 1,6 % pour le reste de l'industrie. Mais, depuis 1970, la situation financière des entreprises n'est guère brillante.

L'investissement a baissé de 0,3 % par an, l'endettement est passé de 26 % du chiffre d'affaires en 1973 à 40 % en 1977. Dans le même temps, la part des fonds propres a été réduite de 25 à 16 %. Enfin, la capacité d'autofinancement — du fait du blocage des prix, disent les industriels — ne représente que 3 % du chiffre d'affaires, contre 4,5 % dans les autres secteurs.

Hormis une année 1974 exceptionnelle, le commerce extérieur présente un solde négatif : — 3,7 milliards en 1977, + 1,1 en 1978 et + 6,7 en 1979. Le résultat de cette dernière année fait dire officiellement que la situation se redresse. Mais une autre statistique relative est optimiste : de 1970 à 1978, la France a multiplié ses exportations agro-alimentaires par 2,3, se classant au cinquième rang des deux pays de la C.E.E. Les importations ont, elles, été multipliées par 3,8, ce deuxième position pour ce classement au sein de la Communauté.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 40.)

SEUIL

Jean Cayrol

Exposés au soleil

Courts récits.

Je vivrai l'amour des autres

(1) Le seuil de la « pauvreté absolue », telle qu'elle est définie par les institutions internationales, est évalué à un revenu annuel de 200 dollars. D'après un rapport publié en décembre 1979 par la Banque mondiale (le Monde du 29 décembre 1979), le Rwanda et les Émirats arabes unis disposent de 14 990 dollars par personne et par an, les pays scandinaves de plus de 9 000, la France de plus de 5 000, à l'opposé, le Bangladesh et le Laos disposent de 50 dollars par personne, l'Éthiopie, le Mali et le Niger de 120, la Somalie de 130, le Burundi, le Tchad et le Mozambique de 140. — (N.D.L.R.)

LE CHIC, LE RÉE
TISSUS "COUTURE"
PRINTemps-Été

RODIN

IN AVENT

Le Monde

idées

SOCIALISME

Après les présidentielles

par GÉRARD VÉE (*)

A moins d'événements imprévisibles, la réélection du président de la République apparaît dès maintenant assurée, quels que soient le talent ou les atouts de ses concurrents. Même le parti de François Mitterrand, qui mesure l'importance des dommages causés à son potentiel électoral par le désengagement communiste, le reconnaît.

Désormais donc, l'intérêt se porte sur ce qui suivra les présidentielles.

L'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale étant de moins en moins probable, la vraie question porte sur les conséquences qu'en tirera le parti socialiste, que l'échec éprouvera le plus.

Conviendra-t-il que la voie dans laquelle il s'est engagé à Epinay et qu'il a confirmée à Metz est sans issue ?

Se rendra-t-il compte des changements intervenus dans l'électo-

rat, que les résultats auront confirmés, et qui modifieront la physiologie politique française ?

Certes, la stratégie du programme commun lui a été deux fois profitable, aux élections municipales et aux cantonales. S'il a dû abandonner des municipalités qui lui appartenaient de tout temps au profit des communistes, en revanche, il en a récupéré un plus grand nombre d'autres et le bilan est positif. Mais que de frictions, de désaccords et de crises internes ne se sont-ils pas ces municipalités dites d'union ?

L'objectif essentiel d'un grand parti est-il de gagner ces élections locales et de toujours perdre la plus fondamentale de toutes, l'élection présidentielle, qui seule confère, dans notre actuel régime, la réalité du pouvoir ?

1974 : toutes les chances

En 1974, le candidat de gauche bénéficiait de toutes les chances logiques, ainsi résumées : candidat unique de l'opposition, François Mitterrand prenait habilement ses distances à l'égard du programme commun et se réclamait ouvertement de la social-démocratie, sans susciter de réserves de la part des communistes, qui le faisaient bénéficier d'une surprenante indulgence. En face de lui, la majorité sortante était divisée, et les rivalités de ses deux candidats affaiblissaient davantage, d'autant plus qu'il avait à répondre de quinze années d'usure du pouvoir. Malgré toutes ses chances, François Mitterrand — bien qu'excellent candidat — fut battu.

Une même situation paraissait favorable à la gauche ne se retrouver pas de sitôt ! L'échec suscita bien des explications. Mais la plus évidente d'entre elles résidait selon nous, de l'alliance exclusive du parti communiste et du parti socialiste, liés par leur programme

commun de gouvernement. Cette alliance et l'annonce du partage du pouvoir avec le parti communiste ont effrayé la partie du corps électoral la plus versatile et dont le choix est cependant décisif, puisque c'est d'elle que dépend finalement la victoire ou la défaite. Cette fraction d'électeurs refuse instinctivement de courir le risque pouvant favoriser, même indirectement, tout processus d'insaturation d'un régime s'apparentant à ceux des pays de l'Est.

Cet échec prévisible de 1981 suffira-t-il à faire admettre à nos camarades socialistes qu'ils ont surestimé les possibilités de changement du parti communiste et trop négligé ses aptitudes à redevenir, malgré les apparences, ce qu'il n'a jamais cessé d'être ? Ceux qui n'ont pas voulu croire aux mirages de sa véritable démocratisation et se sont séparés des majoritaires d'Epinay

* Président délégué du Mouvement démocratique-socialiste.

ont trop souffert de la déshérence, pour répéter à leurs amis : « Nous vous l'avions bien dit ».

Ne préjugeons pas encore leurs réactions et espérons qu'elles tiendront compte du bilan de l'expérience.

Dès maintenant, des appels leur sont adressés pour qu'ils envisagent de participer aux responsabilités du pouvoir, élargissant ainsi plus à gauche la majorité. Les appels se multiplieront.

Quelles réponses leur seront-elles faites ?

Il n'est pas difficile d'imaginer le scepticisme de l'Assemblée. En effet, deux objections majeures retiendront les mieux disposés à y répondre favorablement.

La première, vestige du passé, révélera les faibles souvenirs de la troisième force. Les socialistes ont alors consenti, par devoir républicain et par patriotisme, des sacrifices qui n'ont pas été appréciés à leur valeur. C'est pour une part, l'évocation de cette expérience qui a fait échouer en 1954 le lancement de la Grande Fédération, pourtant porteurs d'espoir et fort mobilisatrice.

Pour ce qui nous concerne, nous expliquerons à nos amis que le rapport des forces a changé et qu'il n'est plus aujourd'hui, heureusement, ce qu'il était il y a trente ou même encore vingt ans. Les esprits ont sensiblement évolué et la ligne de démarcation — la seule qui corresponde aux réalités présentes — est celle qui sépare les conservateurs emmurés des progressistes de tous les horizons. Cette ligne s'est sensiblement déplacée au profit de ces derniers et traverse la plupart des formations constituant l'actuelle majorité.

Des armes nouvelles pour le P.G. ?

La seconde objection concerne les perspectives d'avenir et les incertitudes qu'elles peuvent faire naître. Le retour au pouvoir des socialistes, même si les garanties qu'ils exigent leur sont assurées, ne risquera-t-il pas de donner au parti communiste des armes nouvelles dont il se servira outrageusement pour dénoncer plus systématiquement encore le « virage à droite », la gestion de la crise et la collaboration de classes des socialistes ? Le parti de Marchais essaiera d'exploiter la situation, et d'en tirer profit pour regagner le terrain perdu. Condamnant la participation socialiste à un gouvernement d'union, les communistes se prétendent les seuls vrais défenseurs de la classe ouvrière.

Mais ne le prétendent-ils pas déjà dès maintenant ? Il n'y aura donc rien de changé, sinon qu'aujourd'hui, et il faut le souligner, le monde du travail peut être mieux défendu par l'action déployée au pouvoir que par celle de l'opposition. Et le monde des travailleurs ne s'y trompe pas.

Que le parti communiste redouble d'agressivité contre les socialistes, ces derniers y sont habitués depuis soixante ans, et le choix qu'ils auront à faire n'a pas à être influencé par les variations, les menaces, les virées et retournements de Georges Marchais, dont la démagogie la plus délirante se double d'une soumission, récemment réaffirmée, de son parti aux impératifs de la diplomatie soviétique.

De la réponse socialiste dépendront l'avenir d'un nouvel espoir dans le pays, la reprise d'une politique de réforme, une plus efficace mobilisation de toutes les ressources nationales, dont l'Uoé, à la moins négliger, est le capital que constituent les travailleurs qualifiés et sans emploi.

Ajoutons qu'une participation plus active à la construction européenne augmentera les chances de notre pays et son autorité au sein de la Communauté européenne, et tout notre continent en profitera, ce qui l'aidera à jouer enfin dans le monde un rôle à la mesure de sa mission historique.

RECTIFICATION. — Le secrétaire général du Comité pour la langue de l'Europe, dont le nom était cité dans l'article de M. François Seydoux, « Une langue pour l'Europe » (Le Monde du 15 mars), est M. Michel Camus — et non Lazare, comme nous l'avons imprimé par erreur.

Les intellectuels sont-ils un enjeu ?

par GABRIEL GOSSELIN (*)

A place et le rôle des intellectuels au sein et autour du P.S., dans l'analyse théorique, la lutte idéologique et l'élaboration d'une politique culturelle sont plus discrets qu'en matière économique, par exemple.

C'est une des raisons qui expliquent l'absence de grandes idées et d'utopies mobilisatrices, bien au-delà du « projet éducatif », avec son corps unique et se limitant à l'ancienne. Pourquoi un dossier audiovisuel aussi occulté et aussi contradictoire ? Comment faire comprendre un vote pour le monopole en juin, et la multiplication de « radios-épistoles » en septembre ? Quant à la formation permanente, presque tout reste à imaginer.

Mobiliser les femmes et les hommes pour ce vaste chantier, c'est leur demander d'aider à la réflexion et de se faire l'écho de propositions. Au sein du P.S. et à ses marges — et celles-ci s'étendent assez loin chez les intellectuels — on sous-estime et on sous-emploie de grandes énergies qui demandent encore — mais qui ne demandent pas toujours — à se mobiliser.

Seule priorité qu'une bonne proportion de responsables, notamment nationaux, ont des enseignants ou des diplômés du supérieur, un réflexe

collectif s'est installé ici ou là, qui frise l'obscurantisme ou le populisme. Mais ce ne sont pas les ouvriers qui ont peur des intellectuels : ce sont les intellectuels de divers ordres qui ont peur les uns des autres. Accroître la représentation populaire dans toutes les instances, chose tout à fait nécessaire, n'est pas du tout contradictoire avec ce changement d'état d'esprit, bien au contraire. Il ne s'agit pas d'abord de définir des responsabilités nouvelles, même s'il faudrait, sans doute, qu'une instance nationale fût spécialement chargée des relations avec les intellectuels. Il s'agit, au sein et dans les vastes marges du P.S., de leur offrir un potentiel riche et inexploité qui s'interroge sur son utilité et se désolait des traites méliantes et des jalousies mesquines.

Qui ne voit le rapport entre le défaut d'imagination en matière culturelle et la faible capacité à cristalliser une masse intellectuelle qui peut multiplier par cent la force et l'audience d'une politique novatrice, si on sait l'utiliser avec sa liberté et sa capacité créatrice, avec son pouvoir critique et ses remises en question ?

Le quatrième pouvoir de la culture

Le but est de créer un quatrième pouvoir, un pouvoir culturel, public et autonome. Etre résolument hostile à toute élitisme et à tout monopole en matière culturelle, quel que soit l'Etat, quel que soit le monopole, cela ne signifie pas revenir au pouvoir de l'argent, mais rompre avec ce qu'il a fait des monopoles d'Etat. Les libéraux — avancés et les philosophes — qu'on dit nouveaux, critiquent aussi l'Etat et ses monopoles. Mais ce qu'ils souhaitent, c'est qu'il leur laisse le secteur privé. Tel est le sens, par exemple, de l'hostilité de bien des intellectuels gauchistes au monopole de la radio-télévision tel qu'il est apparu au cours des récentes assises du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (C.I.E.L.) du 7, 11 et 13 décembre 1979. — C.I.E.L. au demeurant ambigu : j'y ai adhéré, dès l'origine, en raison de son rôle de tribune et de son action pour les dissidents des pays de l'Est.

Les autogestionnaires du parti socialiste, s'ils considèrent, en ce domaine comme en d'autres, que le pouvoir d'Etat par la voie du suffrage universel est nécessaire, ne la considèrent pas pour autant comme suffisante et doivent résoudre en elle-même tous les problèmes. Il en va pour l'école, à tous ses degrés, comme pour la formation permanente, et pour l'information écrite comme pour la radio-télévision. On ne peut logiquement vouloir la pluralité pour l'information écrite ou la formation permanente et la récupérer pour l'école ou la télévision. Les intérêts privés sont présents partout et il faut, en effet, nous préserver de la malice des monopoles de formation et d'information. C'est bien pourquoi il nous faut un quatrième pouvoir, indépendant de l'exécutif comme devrait l'être le pouvoir judiciaire.

Sauf le pluralisme des pouvoirs est

Le but est de créer un quatrième pouvoir, un pouvoir culturel, public et autonome. Etre résolument hostile à toute élitisme et à tout monopole en matière culturelle, quel que soit l'Etat, quel que soit le monopole, cela ne signifie pas revenir au pouvoir de l'argent, mais rompre avec ce qu'il a fait des monopoles d'Etat. Les libéraux — avancés et les philosophes — qu'on dit nouveaux, critiquent aussi l'Etat et ses monopoles. Mais ce qu'ils souhaitent, c'est qu'il leur laisse le secteur privé. Tel est le sens, par exemple, de l'hostilité de bien des intellectuels gauchistes au monopole de la radio-télévision tel qu'il est apparu au cours des récentes assises du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (C.I.E.L.) du 7, 11 et 13 décembre 1979. — C.I.E.L. au demeurant ambigu : j'y ai adhéré, dès l'origine, en raison de son rôle de tribune et de son action pour les dissidents des pays de l'Est.

Les autogestionnaires du parti socialiste, s'ils considèrent, en ce domaine comme en d'autres, que le pouvoir d'Etat par la voie du suffrage universel est nécessaire, ne la considèrent pas pour autant comme suffisante et doivent résoudre en elle-même tous les problèmes. Il en va pour l'école, à tous ses degrés, comme pour la formation permanente, et pour l'information écrite comme pour la radio-télévision. On ne peut logiquement vouloir la pluralité pour l'information écrite ou la formation permanente et la récupérer pour l'école ou la télévision. Les intérêts privés sont présents partout et il faut, en effet, nous préserver de la malice des monopoles de formation et d'information. C'est bien pourquoi il nous faut un quatrième pouvoir, indépendant de l'exécutif comme devrait l'être le pouvoir judiciaire.

Sauf le pluralisme des pouvoirs est

Un songe sur Rocard

par PHILIPPE BILGER (*)

Qui sera le candidat socialiste aux prochaines élections présidentielles ? Mitterrand ou Rocard ? Ou un substitut de Mitterrand ?

Cette interrogation a perdu son caractère partisan, personnel, pour s'ancre au cœur de la vie politique française. Elle implique en effet un choix entre une conception d'Etat, abstraite, sommaire, de la gauche et une pensée neuve, se fondant sur la réalité et nous, dans sa réflexion, la société et l'Etat.

Mitterrand, en France, est le représentant d'une philosophie, qui a eu la malchance historique, mais le bonheur intellectuel, de ne pouvoir être jugée que sur ses idéaux : paix, liberté, justice sociale. Or, théoriquement, en fonction de l'universalité de ces finalités, rien ne distingue un discours progressiste de ce type d'un discours conservateur. Pour la gauche classique — celle qui suscite, immédiatement, des sentiments d'exaltation irraisonnée ou de ressentiment, parfois nostalgique, — il ne s'agit que de réviser sur la réalité, parce que la métamorphose contraindrait à souiller la pureté de l'idée. Aussi, le présent est expulsé, en profit d'un futur radieux, considéré à la lumière d'un passé embellie. On n'oublie que la pesanteur des choses, le cours des jours.

Des citoyens, depuis toujours, demeureraient vacants, démotivés, dans l'attente d'une autre méthode, de l'émergence d'une opposition, plausible. Entre une gauche qui phantasma sur le réel et une droite qui ne fait que l'écouter, Rocard a décidé de « réviser la réalité ». N'est-ce pas, d'ailleurs, la meilleure définition de la politique que celle qui opère la juxtaposition de ces éléments que les idéologues ont voués distincts ? La politique n'est-elle pas l'art de transformer une réalité sur laquelle on s'appuie ? N'est-ce pas la technique qui rend subversive la leçon conservatrice, enseignée par le réel

l'Etat, la nation, notamment. Il n'a jamais envisagé que de parer, les pouvoirs au quotidien, action qui lui permettait de ne jamais raisonner en termes d'Etat, mais qui, posait, de ce fait, d'infranchissables limites. On ne peut pas faire impunément l'« impasse » sur l'« institution » sacrée : l'Etat, et prétendre subvertir les institutions « profanes ».

Choisir entre la religion de l'Etat et le « spontanéisme » social n'a plus de sens. Une synthèse existe qui consiste à prendre le pouvoir, mais pour le perdre, en l'universalisant, et ce dépassement capital constituerait l'amorce de tous les autres. Ce serait vraiment diminuer la vanité de gouverner, qui n'est, au fond, qu'un gouvernement par la vanité, admettez la rage d'être gouverné, ce serait accepter que l'activité politique devienne une fonction, un service, et non plus un privilège, un rite.

Le parti socialiste, dans son choix, ne peut plus ignorer que des critères internes seraient insuffisants. Rocard n'appartient plus aux socialistes (le considèrent-ils d'ailleurs, comme l'un des leurs ?) mais à la société française, qui espère un vrai débat, en 1981. Un vrai débat, entre deux politiques, dont l'une ne pourrait pas aisément contredire l'autre, à cause de son irréalisme structurel. Pas de faux débat entre la violence d'un socialisme et l'apparente jeunesse d'un libéralisme qui, sans rien prouver d'autre que son aptitude à être présent, ne pourrait que triompher. Pas de faux débat entre des tendances que sépare, peut-être, la répartition des intérêts, mais que concilie leur goût de la rétention du pouvoir.

Est-ce un songe sur Rocard ? Peut-être.

S'il n'est pas prisonnier de ses promesses, qu'il soit des espérances de beaucoup.

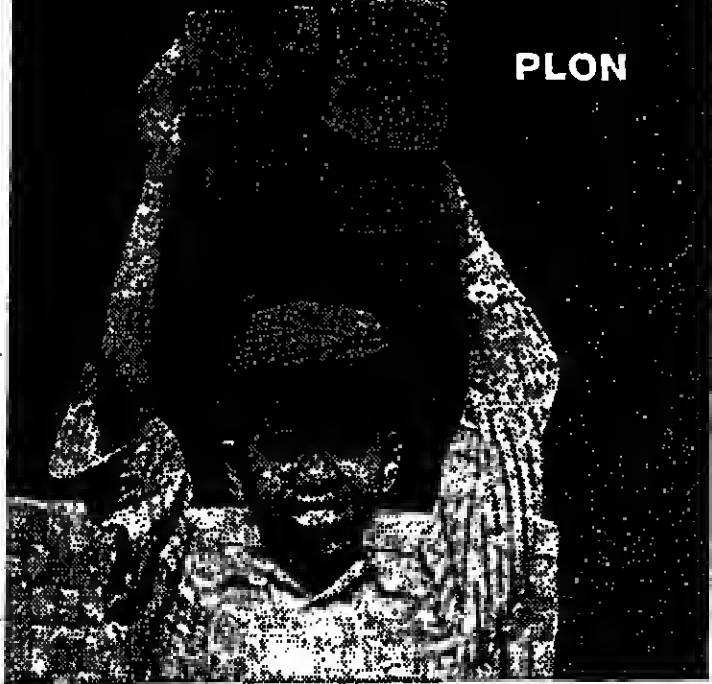
(*) Magistrat.

CHRISTIANE RIMBAUD

52 millions d'enfants AU TRAVAIL

Ce dossier exceptionnel, implacable dans sa vérité, stupéfiant par les faits qu'il rapporte, est comme la photographie d'un malheur insoutenable. Car ce malheur a le visage d'un enfant interdit de jeux, de bonheur, d'amour et d'avenir.

PLON



مكتبة من الأصل

AMÉRIQUES

Nicaragua

Un entretien avec deux dirigeants sandinistes

(Suite de la première page.)

L'effort portera principalement sur l'agriculture et la construction grâce, en particulier, au développement de l'infrastructure sociale du pays.

— Quelle est dans ce cadre votre politique économique à court et moyen terme ?

S.R. — Le premier objectif de notre plan de réactivation économique est de retrouver d'ici la fin de l'année le niveau de 1978. Un effort particulier doit être fait dans le domaine des produits agro-industriels (coton, viande, café, etc.), qui sont notre principale source de devises. Mais dans le même temps nous développons la production des aliments de base, afin de n'avoir plus à les importer.

— Quelle est l'attitude du secteur privé à votre égard ?

S.R. — Certains entrepreneurs ont véritablement envie de s'intégrer au processus révolutionnaire. D'autres tentent de maintenir leur participation économique dans l'espoir de retrouver une partie du pouvoir politique qu'ils avaient du temps de Somoza. Un troisième groupe, enfin, soutient de l'extérieur, voudrait que la révolution renonce aux mécanismes par lesquels s'exerce son pouvoir politique, comme par exemple les comités de défense sandinistes ou la Centrale des travailleurs. C'est absurde.

« L'objet de notre révolution n'est pas de perfectionner le capitalisme. Il est, au contraire, de changer radicalement les structures injustes de notre pays. Dans ce cadre, l'entreprise privée a un rôle à jouer. Elle pourra faire des bénéfices, mais plus importants. Les entrepreneurs doivent maintenant penser au progrès et au bien-être du Nicaragua, et non plus au progrès et au bien-être d'un petit groupe de Nicaraguayens.

Un exploit silencieux

— Avez-vous rien de l'étranger vu, rien de l'étranger entendu ?

S.R. — Nous avons très rapidement compris que nous ne résoudrions rien en acceptant un enlèvement illimité, et nous nous sommes imposés de ne pas dépenser 400 millions de dollars d'emprunts extérieurs (notre P.N.R. est de 1 400 millions de dollars en temps normal). Ce chiffre est pratiquement atteint. Nous considérons même avoir réalisé dans ce domaine l'un des exploits silencieux de la révolution : en moyenne, ces prêts nous ont été accordés à un taux de 4,5 %, avec un délai de grâce de dix ans, et une échéance de remboursement qui s'étend sur trente-cinq ans.

— Où en êtes-vous dans le processus de transformation du Front sandiniste de libération nationale en un parti ?

COMMANDANT BAYARDO ARCE. — La création du parti sandiniste est un processus relativement long. Nous l'avons engagé en implantant des comités de base sandinistes qui regroupent autour des critères très simples nos vieux militants, ceux qui ont collaboré avec nous pendant la guerre, et les sympathisants qui le désirent. Parallèlement, nous avons reorganisé la direction nationale

et créé des comités de direction dans chaque département du pays. Nous avons, d'autre part, créé, au début de mars, un Bloc patriotique révolutionnaire regroupant cinq des principaux partis et le Front sandiniste sur les critères suivants : défense et développement de la révolution, anti-impérialisme et soutien au programme de reconstruction nationale. Quelques formations sont restées en dehors de ce Bloc patriotique, bien que nous les ayons incitées à s'y joindre.

Pas un seul dollar pour l'armement

— Y aura-t-il bientôt des élections au Nicaragua ?

B.A. — Le contenu de la démocratie ne saurait être le même en Europe et dans un pays comme le nôtre. Pour nos travailleurs, nos ouvriers, nos paysans, la démocratie est d'abord l'accès à l'éducation, à la santé, à un logement digne de ce nom, aux loisirs. Nous ne pouvons pas perdre notre temps et notre argent, pour voir réaffirmer ce que le peuple a déjà abondamment démontré en participant massivement à l'insurrection, à savoir qu'il est sandiniste. Nous préférons mobiliser deux cent mille jeunes pour alphabétiser la moitié du pays plutôt que d'occuper tout un appareil bureaucratique à organiser des élections.

S.R. — Il est plus important pour notre peuple de participer d'une façon organisée à la gestion municipale ou à la surveillance critique et active des ministères, comme il le fait déjà, que d'aller à des élections. Les Nord-Américains nous avaient imposé ce type de démocratie en 1977. Vous devez comprendre que nous n'avons pas entrepris notre lutte pour obtenir de simples modifications politiques, pour avoir des élections tous les quatre ans ou pour changer régulièrement de président. Nous avons lutté pour transformer radicalement une situation dont la dictature n'était qu'une conséquence. Une situation de dépendance et d'injustice totale. Le premier devoir de notre révolution est d'aller jusqu'au bout dans l'élimination de cette injustice et de cette dépendance.

— Vous avez promis de respecter la liberté de la presse. Or vous avez interdit le journal d'inspiration marxiste Pueblo.

B.A. — Cette décision a été l'une des mesures de sécurité que nous avons été obligés de prendre contre un groupe aux origines douteuses et qui travaillait à déclencher une guerre civile. Ces individus se servaient de leur journal pour inciter les « ouvriers » à prendre le pouvoir et en même temps qu'ils se préparaient militairement. Une opération de police a permis de découvrir dans trois de leurs caches, plus de deux cents armes de guerre, dont plusieurs pièces d'artillerie légère. Mais il était plus rentable pour nos ennemis extérieurs de présenter l'interdiction de Pueblo comme une atteinte à la liberté de la presse que comme une mesure destinée à enrayer une tentative contre-révolutionnaire précoce.

— Comment avez-vous réglé les problèmes de formation et d'acquisition de matériel pour votre armée ?

B.A. — L'essentiel de l'équipement technique nous a été fourni par les Panaméens, et nous avons bénéficié de quelques missions-délais des Cubains. Pour ce qui est de l'armement, nous avons dépensé des demandes dans le monde entier. Nous ne doutons pas que certaines l'ont par être satisfaites, puisqu'il nous en avons dépensé aussi bien aux États-Unis qu'en Union soviétique. Mais ce problème est d'autant plus difficile à régler que nous avons formulé des demandes de dons. Nous nous refusons à dépenser un seul dollar en armement. Par nos pays, est trop pauvre. Heureusement, Somoza avait prévu une guerre longue et nous avons de quoi nous défendre, grâce à l'armement récupéré sur son armée.

— Quelles sont vos relations avec les États-Unis ?

B.A. — Notre victoire totale n'aurait pas été prévue par Washington, qui a tout fait, jusqu'au dernier instant, pour sauver Somoza. Mais, depuis le 19 juillet, on assiste, de part et d'autre, à l'apparition de ce que je qualifierais de « syndrome pragmatique ». Les États-Unis ont compris que l'ambassade à Managua ne pourrait plus fonctionner comme un consulat, qu'ils avaient affaire à un gouvernement sérieux, à un petit pays pauvre mais qui exige qu'on le respecte. Nous avons compris, pour notre part, que les États-Unis sont proches et qu'ils sont une puissance, dans tous les sens du terme.

« Depuis huit mois, nos relations sont inspirées, avec des hauts et des bas, par cet état d'esprit éminemment réaliste. Le prêt de 75 millions de dollars, que l'administration Carter se proposait de nous accorder sans aucune contrepartie, a été refusé. Nous avons demandé, et nous obtenons, une illustration de tout cela. Il s'agit pour Washington d'inaugurer une ère nouvelle de relations avec l'Amérique latine, en montrant qu'il était possible d'aider un gouvernement ouvertement révolutionnaire et qui admettait les concessions ni conditions.

« Mais il suffit, hélas ! d'une vague d'hystérie guerrière pour que la droite du Congrès retrouve immédiatement les attitudes du temps où les États-Unis nous occupaient militairement. Elle veut nous humilier en mettant des conditions à son aide.

Mais nous n'acceptons de personne et nous nous réservons la possibilité, en dernière instance, de refuser ce prêt.

Admiration pour Cuba

— Pourquoi vous êtes-vous intéressés à Cuba lors du début de l'intervention soviétique en Afghanistan ?

S.R. — Les États-Unis n'ont, face au peuple du Nicaragua, aucune autorité morale pour condamner des interventions militaires. Ils ont, en revanche, le droit de nous joindre à ceux qui votent pour les États-Unis, contre l'Union soviétique. De plus, nous estimons que le problème ne pouvait être résolu d'une façon approfondie de la militarisation

de l'océan Indien, de la situation en Iran et du bellicisme pakistanais, sur lequel l'Inde avait déjà attiré l'attention du monde.

— Pourquoi, dans ces conditions, n'avez-vous pas voté avec l'Union soviétique ?

S.R. — Parce que nous adhérons pleinement au principe de non-intervention, ce que nous avons clairement exprimé. Mais la presse internationale ne s'est pas donnée la peine de le dire.

— Comment voyez-vous la situation en Amérique centrale ?

S.R. — Somoza était un facteur considérable d'instabilité, car il intervenait dans toute la région et bénéficiait de la concentration de ses seules armes d'aviation. Le seul fait de le renverser était donc une contribution à la stabilité de la région. Aujourd'hui, le pays le plus résorbé à notre égard est le Guatemala. Nous avons également eu des difficultés avec le Honduras, dues essentiellement à notre inexpérience. Elles ont été surmontées par le dialogue, une constante de la révolution sandiniste. Quant aux relations avec la jungle salvadorienne, elles sont extrêmement cordiales, voire amicales. Mais la situation de ce pays est extrêmement instable.

— Voyez-vous qu'une intervention militaire des États-Unis soit possible en Amérique centrale ?

B.A. — Nous condamnons une telle intervention, si elle devait avoir lieu. Politiquement, bien sûr, car matériellement nous n'en avons pas les moyens. Notre problème est la reconstruction de notre pays.

S.R. — Le président Carter a trop placé au niveau des principes sa condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan pour pouvoir envoyer des « marines » lorsque l'évolution de la situation d'un pays d'Amérique centrale ne lui plaît pas.

— Pensez-vous que la Guatémala pourrait intervenir ?

S.R. — Il y a effectivement dans ce pays une droite terroriste, armée, puissante, qui veut s'enrichir grâce à la guerre. Mais les principaux dangers qui la menacent se trouvent à l'intérieur du Guatemala lui-même.

— Quelles sont vos relations avec Cuba ?

B.A. — C'est souvent l'impression que Cuba, en Europe, est synonyme de « lièvre ». Nous avons avec ce pays des relations fraternelles et respectueuses. Nous avons la plus grande admiration pour l'expérience internationale des Cubains, élevée au niveau d'une des valeurs fondamentales de leur révolution. Ils se distinguent dans le monde parce qu'ils sont capables de partager leur victoire avec des peuples encore plus pauvres qu'eux. Ainsi nous ont-ils donné l'équivalent de 50 millions de dollars. Grâce aux mille deux cents tonnes de matériel militaire envoyés, nous avons pu créer six cent vingt écoles, qui vont nous permettre d'intégrer quatre à cinq mille enfants à notre système éducatif. Sans eux, cela n'aurait pas été possible. Mais l'aide qui a peut-être le plus touché les Nicaraguayens est celle de la petite île de Grenade. Elle se monte à 5 millions de dollars.

Propos recueillis par FRANCIS PISANI.

Chili

Le général Pinochet découvre le grand large pacifique

Le général Pinochet, parvenu au pouvoir il y a six ans et demi, après avoir renversé le gouvernement d'Unité populaire du président Salvador Allende, cesse, peu à peu, d'être le paria de la communauté internationale. Jusqu'ici, il n'avait guère voyagé qu'en Amérique latine, chez son homologue paraguayen, le général Stroessner, — au Brésil, en Argentine et à la frontière bolivienne. Il s'était également déplacé, premier chef d'État à ce faire, dans le continent antarctique, pour réaffirmer les prétentions chiliennes à une souveraineté sur une portion de cet univers glacé.

Désormais, le général Pinochet élargit son horizon vers le grand large de l'océan Pacifique. Il commencera, modestement, par les îles Fidji, vers lesquelles il doit s'embarquer le 22 mars, annonce l'agence Franco-Pressa de Santiago. Le point culminant de sa visite sera les Philippines, partenaire évident plus important que le modeste archipel fidjien (à cent mille habitants). Puis le chef de l'État chilien se rendra à Hong Kong en visite privée. Son avion fera des escales techniques à Tahiti et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

A l'automne, le général Pino-

chet entreprendra une tournée étonnamment ambitieuse, puisqu'il sera reçu au Japon et en Chine. L'objectif du chef de l'État chilien est double. Il entend, d'abord, rompre l'isolement diplomatique dont son régime est l'objet depuis plus d'un lustre. La « cible » de Santiago, en ce sens, est un groupe de pays particulièrement récents, voire hostiles, envers l'Union soviétique, inlassable adversaire de la campagne contre le gouvernement anticomuniste des militaires : les États de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), dont les Philippines font partie, avec la Malaisie, Singapour, le Thaïlande et l'Indonésie ; et la Chine, seul pays socialiste, avec la Roumanie, à n'avoir pas rompu les relations avec Santiago après le GOLPE de 1973.

En second lieu, le général Pinochet entend resserrer les liens avec des pays avec lesquels la Chili a, désormais, d'excellentes relations économiques, comme le Japon, Tokyo, en particulier, est en train d'inonder le marché chilien d'automobiles nippones. Santiago offre en échange à ses partenaires du bois, des fruits, et surtout du cuivre, dont il est, avec le Pérou, le Zambie et le Zaïre, un des premiers producteurs mondiaux. — J.-P. C.

États-Unis

M. POMATOWSKI, L'HEBDOMADAIRE « STERN » ET LA MAISON BLANCHE

A la suite des déclarations de M. Michel Pomatowski se plaignant d'avoir été « piégé » par l'hebdomadaire ouest-allemand

QUAND UN MINISTRE CHINOIS VOTE CARTER...

Washington (A.F.P.). — M. Zhang Wenjing, vice-ministre chinois des affaires étrangères, a provoqué, mercredi 19 mars, une vive surprise à Washington en prenant publiquement position en faveur de la réélection du président Carter. M. Zhang Wenjing, ministre des affaires étrangères chinoises, a déclaré à la presse américaine : « J'ai rencontré avec le vice-président Walter Mondale. Il a déclaré à un groupe de journalistes que le président chinois Hua Guofeng serait « très heureux d'apprendre » que le président Carter avait battu son rival démocrate, M. Edward Kennedy, dans la course à la Maison Blanche, lors des primaires de l'Illinois (le 11 Mars) du 20 mars).

Le vice-ministre chinois, dont la visite officielle de trois jours à Washington prenait fin ce jeudi, a, en outre, affirmé que cette victoire du chef de l'exécutif américain était un événement important. Visiblement surpris, M. Mondale s'est borné à répondre que le président Carter et lui-même étaient « très heureux » de leur succès dans l'Illinois.

Stern, à l'occasion de la publication d'une interview qui lui a permis de visiter la Maison Blanche (le 19 mars), la rédaction en chef de Stern nous a fait parvenir le texte suivant :

« Nous déclarons expressément que les propos de M. Pomatowski ont été rapportés avec exactitude. Le 5 mars 1980, Stern a eu un entretien de deux heures avec M. Pomatowski. Le 6 mars, l'attaché de presse personnel de M. Pomatowski a eu connaissance de notre texte définitif. Il nous a donné son accord pour publication. Celle-ci a eu lieu le 13 mars.

« M. Pomatowski déclare que ses propos ont été mal rapportés. Il s'agit, apparemment, d'une réaction de M. Pomatowski au fait que la administration américaine ait refusé de le recevoir, après avoir pris connaissance, dans Stern, de ses attaques contre M. Carter.

D'après le texte publié par Stern, M. Pomatowski disait de M. Carter : « Cet homme a agi comme un imbécile et tout laisse à penser qu'il se comportait comme un baptiste politique. »

[On indiquait, jeudi 20 mars, dans l'entourage de l'ancien ministre, que les problèmes de traduction entre Paris (où a été faite l'interview), Hambourg (siège de Stern) et Washington étaient à l'origine de cette affaire. On précisait, de même, que si M. Brzezinski, conseiller de M. Carter, n'avait pas reçu M. Pomatowski, il avait affirmé qu'il serait heureux de le rencontrer lors de son prochain passage à Washington et que les deux hommes, qui sont d'accord sur beaucoup de points, entretenaient des relations personnelles.]

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● M. LEONID ILYCHOV, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, est arrivé mercredi 19 mars en Angola, première étape d'une tournée africaine qu'il doit poursuivre au Mozambique, en Zambie et en Tanzanie. — (Reuters.)

R.D.A.

● LE MARÉCHAL KOULIKOV, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, a été reçu mercredi 19 mars à Berlin-Est par M. Honecker, secrétaire général du parti communiste et chef de l'État est-allemand. C'est la deuxième fois depuis le début de la crise afghane que le maréchal soviétique se rend en R.D.A., alors que ce genre de visite est habituellement annuel. — (A.F.P., Reuters.)

Rhodésie

● LES QUATORZE CANDIDATS AU SÉNAT présentés par l'Union nationale rhodésienne du Zambie (ZANU) de M. Robert Mugabe ont été élus mercredi 19 mars par les membres noirs du Parlement rhodésien aux quatre sièges destinés aux noirs. Le ZANU avait désigné treize de ses membres et soutenu M. Joseph Meka, ministre des ressources natu-

relles et membre du Front patriotique (F.P.) de M. Joshua Nkomo. F.P. avait présenté de son côté dix candidats. Les quatorze nouveaux sénateurs vont constituer avec dix chefs de tribus, dix membres blancs du Front rhodésien de M. Smith, également élus mercredi, et six sénateurs nommés par lord Christopher Soames, gouverneur britannique, le nouveau Sénat, qui comptera quarante membres. — (A.F.P.)

Surinam

● LE CONSEIL NATIONAL MILITAIRE A LEVÉ LA MESURE DE RÉSIDENCE SURVEILLÉE prise à l'encontre de l'ancien chef de gouvernement, M. Henk Arron, renversé le 25 février par un coup d'État des forces armées. Les onze ministres du précédent cabinet sont également, désormais, libres de leurs mouvements. L'ancien chef d'État-major de l'armée, qui était en prison depuis plus de trois semaines, a été, pour sa part, placé en résidence surveillée, a-t-on appris le mercredi 19 mars à Paramaribo. — (A.F.P.)

Syrie

● LE GOUVERNEMENT SYRIEN A POURSUIVI la réorganisation de l'administration dans les provinces du nord du

pays — où des troubles se sont produits récemment — en désignant, mercredi 19 mars, deux nouveaux gouverneurs. Un décret présidentiel a nommé M. Ahmed Asaad Amrou gouverneur de la province de Deir-El-Zor, dans le nord-est du pays, sur l'Euphrate, où les troubles ont été signalés ces derniers jours. Par le même décret, M. Amna-ah Gideh a été nommé gouverneur de province d'Idlib, dans la région d'Alep, en effervescence depuis quelques semaines. — (A.F.P.)

Tanzanie

● LE GOUVERNEMENT TANZANIE A remis, mardi 18 mars, environ un millier de prisonniers de guerre ougandais à un représentant du gouvernement de Kampala à Mwanza, sur les rives du lac Victoria, a annoncé la radio tanzanienne. Ces prisonniers avaient été capturés au cours de la guerre entre les troupes de l'ancien président ougandais Idi Amin et la Tanzanie. — (A.F.P.)

Uruguay

● LE DIRECTEUR D'UNE RE-EMPRISONNÉ A ÉTÉ EMPRISONNÉ le 17 mars pour offense au chef de l'État. Il s'agit de M. Ramon Diaz, responsable du

mensuel *Busqueda*. L'article incriminé remontait au mois de juillet 1977 et critiquait une loi promulguée par le président Aparicio Mendez, modifiant le système judiciaire. Les autorités avaient répliqué à l'époque en suspendant pendant deux mois la publication. — (Reuters.)

Venezuela

● L'ANCIEN PRÉSIDENT CARLOS ANDRÉS PÉREZ EST COUPABLE DE CORRUPTION A conclu une commission d'enquête parlementaire vénémélienne, au terme d'une investigation de trois mois. M. Pérez, qui fut chef de l'État de 1974 à 1979, avait, en 1977, frauduleusement acquis un navire frigorifique pour une somme de 20 millions de dollars, supérieure de 8 millions à son prix réel. — (A.F.P.)

Zaire

● A L'ISSUE D'UNE VISITE OFFICIELLE A BUCAREST DU PRÉSIDENT MOBUTU SISE SEKO, un communiqué conjoint publié mercredi 19 mars, affirme la volonté de la Roumanie et du Zaïre de renforcer leur coopération bilatérale. MM. Mobutu et Ceausescu ont également signé un traité d'amitié et de coopération d'une durée illimitée. — (A.F.P., Reuters.)

HAROUN TAZIEFF

Ouvrez donc les yeux

Conversations avec Claude Mossé sur quelques points brûlants d'actualité.

François par amour de ce pays, Haroun Tazieff ne cache plus ses inquiétudes devant les « bavures » trop nombreuses de la société française. Les conversations qu'il a eues avec Claude Mossé ne parlent pas sur la volcanologie. Elles abordent sans parti pris ni complaisance quelques-uns des problèmes concrets d'aujourd'hui. Il s'agit ici de notre liberté et de notre vie. Cela vaut qu'on y prête attention.



AFRIQUE

Algérie

Le président Chadli va se rendre à Damas, à Amman et à Bagdad

De notre correspondant

Alger. — Le président Chadli Bendjedid effectuera ses premières visites officielles à l'étranger depuis son accession à la tête de l'Etat dans le courant de la semaine prochaine. Il se rendra en Syrie, en Jordanie et en Irak. Le chef de l'Etat entend ainsi confirmer l'appartenance de l'Algérie au monde arabe et l'intérêt qu'elle porte à ses problèmes et surtout au premier d'entre eux, la question palestinienne.

Ainsi s'explique le choix des pays visités : la Jordanie et la Syrie se trouvent en première ligne dans la confrontation Israël-Libans, situés à proximité immédiate, joue en quelque sorte, dit-on, le rôle de base arrière. La décision du président répond aussi implicitement à l'interrogation de ceux qui se demandent si l'Algérie ne situe pas de plus en plus son action dans la sphère africaine au détriment de la sphère arabe. Les déplacements à Monrovia et à Bamako de M. Bendjedid, son absence, au contraire, au dernier sommet arabe, avaient suscité des questions. Seules les circonstances ont pu conduire à donner une telle impression, fait-on remarquer dans les milieux proches de la présidence, en évoquant les derniers développements de l'affaire saharienne et le rôle croissant joué par l'O.U.A. à propos de ce dossier.

Il est de fait, cependant, que de très nombreux chefs d'Etat africains ont fait, durant les deux derniers mois, le voyage d'Alger pour rencontrer le président du pays. De nombreux liens se sont tissés, notamment avec l'Afrique anglophone. Le séjour qu'a accompli depuis dimanche en Algérie le président gambien, M. Jawara, en constitue un nouvel indice. Mais il est vrai aussi que le président Chadli a accueilli les chefs d'Etat libanais et irakiens ainsi d'ailleurs que celui du Sud-Yémen, et il ne faut donc pas rendre les visites reçues, il n'est pas surprenant qu'il aille d'abord dans la capitale syrienne. Le président Assad est

l'un des plus fidèles amis de l'Algérie : il y est venu pour assister à tous les événements marquants, qu'il s'agisse des obsèques du président Boumedienne ou du vingt-cinquième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le 1^{er} novembre dernier.

En allant à Damas à un moment où les dirigeants syriens doivent faire face à de graves difficultés causées par les milieux intégristes et traditionalistes musulmans, le président Chadli Bendjedid apportera à cet ami libanais un soutien moral et politique. On estime ici, en effet, que les troubles secouant actuellement la Syrie font le jeu des partisans de l'accord de Camp David dans la mesure où ils affaiblissent le principal adversaire d'Israël.

Le voyage à Amman va marquer, quant à lui, une nouvelle étape dans le rapprochement survenu entre les deux pays depuis que le roi Hussein a choisi la voie de la fermeté dans l'affaire palestinienne en refusant d'être dans l'engrenage des accords de Camp David. Le réchauffement des relations était clairement apparu lors de la visite effectuée par le roi Hussein en 1979 à Alger.

Enfin, à Bagdad, le président discutera sans aucun doute des projets de sommet économique et de charte interarabe présentés dernièrement par les autorités irakiennes et qui ont reçu ici un accueil favorable. De façon générale, le chef de l'Etat algérien plaidera dans les trois capitales visitées la cause d'un non-alignement « positif » par la recherche d'une véritable indépendance nationale, notamment sur le plan économique, par-delà les différences de système et de régime. Il tentera aussi de rallier ses hôtes aux thèses algériennes sur le Sahara occidental, bien que certains de ses interlocuteurs manifestent sur ce point de grandes réserves, et soulèvent de ne pas se couper du Maroc, gardien des distances à l'égard du Polisario.

DANIEL JUNQUA.

Tunisie

Le procès du commando de Gafsa Le procureur demande la peine de mort contre tous les « agresseurs pris les armes à la main »

Tunis (A.F.P., Reuter). — La peine de mort a été requise, mercredi 19 mars, contre tous les membres du commando qui ont participé « les armes à la main » à l'attaque de Gafsa le 27 janvier. Dans son réquisitoire qui a duré deux heures, le procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat, M. Abdelaziz Hamzaoui, n'a pas précisé le nombre de peines capitales qu'il demandait, mais, d'après l'acte d'accusation, trente-quatre inculpés en sont passibles. Il a d'autre part demandé « la plus grande sévérité » à l'encontre des complices du commando.

M. Hamzaoui a dénoncé le régime libyen pour sa responsabilité dans la préparation de l'« agression », qui, a-t-il dit, avait pour objectif de renverser le régime tunisien. Après avoir affirmé que les assaillants avaient été recrutés, entraînés et armés par la Libye, il a longuement rappelé les « menées subversives » de Tripoli contre la Tunisie depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi. Pour le procureur général, le chef de l'Etat libyen ayant échoué dans « sa tentative d'imposer à la Tunisie son régime tyrannique », la Tunisie s'est vue « envahie par les soldats du régime de Tripoli, qui ont tenté de détruire le pays comme il l'a fait au Soudan et au Tchad ». Soulignant la gravité de l'attaque de la ville minière, qui a fait « quarante-cinq victimes innocentes », le procureur a stigmatisé les membres du commando, « un ramassis de criminels de tout commun qui ont trahi leur patrie et se sont vendus à l'étranger pour un peu d'argent ».

Lors des interrogatoires des jours précédents, aucun des assaillants ne s'était prévalu de motifs politiques pour expliquer son action, mais tous avaient reconnu avoir été payés par le « bureau arabe de Tripoli ». Un seul inculpé, M. Essedine Chérif, avait pu parler brièvement des « complications algériennes » dans l'opération avant que la cour ne prononce le huis-clos pour entendre ses déclarations sur l'aide qu'il aurait trouvée auprès de trois officiers algériens. Le président s'était ensuite attaché à empêcher les autres membres du commando, arrivés en Tunisie via Rome et Alger, d'évoquer les circonstances de leur passage par l'Algérie. D'autre part, les interrogatoires ont révélé que les assaillants n'avaient pas trouvé l'adhésion des habitants de Gafsa qui leur avait été promise.

La Tunisie, célébrant ce jeudi le vingt-quatrième anniversaire de son indépendance, la Cour de sûreté de l'Etat reprendra ses débats vendredi. Cet anniversaire a été marqué par la décision du président Boumedienne d'accorder une libération conditionnelle à

huit des quatorze syndicalistes, membres de l'ancienne direction de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), condamnés le 10 octobre 1978, à des peines de cinq à dix de travaux forcés à la suite des émeutes du 26 janvier. Cette mesure concerne six membres de l'ancien bureau exécutif, MM. Khereddine Sahli, Tahar Baccouch, Hassine Gaddour, Abderrazak Ayoub, Mustapha Gharbi, Abdelhamid Belaid et deux membres de l'ancienne commission administrative, MM. Ismail Sahbani et Naji Chaari.

L'ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., M. Habib Achour, condamné à dix ans de travaux forcés, avait été gracié le 3 août dernier et se trouve, depuis lors, en résidence surveillée à son domicile de Tunis.

Six anciens dirigeants syndicalistes et une douzaine d'autres militants demeurent encore emprisonnés.

République Sud-Africaine

CONDAMNÉ A MORT POUR « HAUTE TRAHISON » M. James Mange serait à nouveau jugé en appel dans le courant du mois de mai

Plusieurs organisations (le Mouvement anti-apartheid, l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) ont appelé à manifester, ce jeudi 20 mars à 18 heures, à Paris, contre la condamnation à mort pour « haute trahison » par un tribunal sud-africain, de M. James Mange, un Noir âgé de vingt-quatre ans, lequel a fait appel. Cette manifestation, sous forme d'une marche du ministère des affaires étrangères à l'ambassade sud-africaine, coïncide avec le vingtième anniversaire du massacre de Sharpeville, date dont les Nations unies ont fait la Journée internationale de lutte contre le racisme.

De notre correspondante

Johannesburg. — Isolé et soumis aux mesures de sécurité les plus strictes, M. James Mange, un Noir âgé de vingt-quatre ans, attend dans la section des condamnés à mort de la prison de Pretoria son procès en appel, lequel, selon ses avocats, pourrait avoir lieu en mai. Si la sentence est confirmée, M. Mange sera la première personne à être exécutée en temps de paix pour « haute trahison ».

La lecture du dossier n'indique pas ce qui lui vaut une aussi lourde peine. Selon sa mère, domestique dans les quartiers blancs populaires du centre de la ville, James Mange était un petit garçon sérieux qui aurait aimé faire des études, devenir prêtre ou docteur. Mais, à la maison, l'argent manquait et James dut quitter tôt l'école pour aider sa mère à nourrir la famille. Il devint magicien à Soweto, l'immense cité africaine de la banlieue de Johannesburg. Selon Mme Mange, son fils ne prit pas part à sa connaissance aux révoltes étudiantes de juin 1976. Pourtant, il disparut en octobre de la même année. Elle n'eut de ses nouvelles que de jour en jour, par le biais d'un ami de novembre 1978, l'avertir que son fils avait été arrêté.

Selon des témoins à charge, James était entré d'Afrique du Sud fin 1976 et aurait suivi un entraînement militaire en Angola puis en Union soviétique avec d'autres partisans du mouvement interdit African National Congress (A.N.C.). Il revint en 1978 en Afrique du Sud. Sa mission aurait été d'attaquer un tribunal et une station de police près du Cap. Mais, à l'heure de l'arrestation, pour avoir brûlé un stop automatique, déguisé en prêtre, il allait remplir sa mission. Entraîné à la guérilla, appartenant à un mouvement interdit, intention de

commettre un acte de terrorisme, est-ce suffisant pour condamner à mort James Mange ? Le verdict semble lié à la haine que le juge portait à lui-même, le premier jour en lui prêtant un « caractère complètement objectif et reposant ».

L'attitude fière et parfois provocante de l'accusé n'était pas faite pour plaire à la cour. Il fut tenu pour responsable des nombreux incidents qui émaillèrent les audiences. Il récolta, d'ailleurs, pour cette raison, outre la peine principale, dix-huit mois de prison.

James Mange comparut avec une autre compagne frappée de peines allant de treize à seize ans de prison. Leur procès dura sept semaines houleuses. Tout commença quand le juge ordonna que les témoins à charge soient entendus à huis clos. Les accusés décidèrent alors de ne pas accepter le procès et, en signe de protestation, refusèrent leurs avocats. Au bout de quelques heures, ils furent relâchés, mais ils furent de retour à la cour en criant : « Vous allez pour cela ! »

La fiancée de James le dépeint comme un homme « capable de donner du courage aux plus lâches ». Mais, à l'heure de l'arrestation, le premier juge n'a pas voulu pardonner. Le second se montre-t-il plus clément ?

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Ethiopie

Addis-Abeba amorce un rapprochement avec Kharطوم

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Après trois ans de brouille, le Soudan et l'Ethiopie sont en train de négocier un processus de réconciliation. Une délégation gouvernementale éthiopienne au congrès annuel de l'Union socialiste soudanaise le parti au pouvoir à Kharطوم — avait marqué fin janvier la première étape de ce rapprochement. Peu après, les deux pays déclarent de « renouer » leur commission frontalière conjointe (le Monde du 2 février). Un nouveau pas vient d'être franchi avec la visite officielle à Addis-Abeba du 10 au 13 mars — du général Hamid Khalil, premier vice-président et ministre de la défense soudanais, qui répondait à l'invitation « personnelle » du commandant en chef Mengistu Haile Mariam.

A la suite de cette visite, les deux gouvernements vont réactiver, notamment en matière commerciale, les traités et accords conclus avant leur brouille. Une commission commune se réunira le 17 avril à Kharطوم en vue de préparer l'examen des différends frontaliers. Des pourpar-

lers se sont ouverts à Asmara, mercredi 19 mars, entre le commandant provincial de Kassala et l'administrateur en chef de l'Erythrée.

A cet égard, le communiqué signé au terme de la visite du général Khalil ne souffle mot du conflit érythréen, principale pomme de discorde entre les deux pays. Chacun des deux gouvernements s'engage à « respecter scrupuleusement l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'unité nationale » de l'autre. Cette formule diplomatique traditionnelle vaudrait-elle condamnation, par le Soudan, du combat séparatiste des Erythréens ? Il ne le semble pas. Rien ne prouve, en effet, que le maréchal Mengistu, chef de l'Etat soudanais, s'approprie à l'identique ses protégés érythréens. Toutefois, l'accueil de quatre cent mille réfugiés d'Ethiopie — auxquels s'ajoutent quelque cent mille exilés d'Ouganda, du Tchad et du Zaïre — représente une écrasante charge financière qui incite les dirigeants de Kharطوم à favoriser une solution politique.

En janvier, le président soudanais avait déclaré que l'Ethiopie avait accepté sa médiation dans le conflit en vue de créer une « Erythrée autonome ». Addis-Abeba n'avait pas démenti cette information. En tout cas, trois jours avant le voyage du général Khalil, le représentant du F.L.E. (Front de libération de l'Erythrée) à Kharطوم, déclarait à la radio avoir reçu des responsables soudanais l'assurance que « leur position demeurerait inchangée et que le Soudan continuerait d'apporter son soutien total aux combattants Erythréens ». En fait, les dirigeants de Kharطوم et d'Addis-Abeba ont décidé de passer sous silence un conflit qu'ils ne sont pas à même de résoudre sans l'accord des principaux intéressés. Aux tables rondes — infructueuses — du type de celle qui échoua, l'an dernier, en Soudan, Leone, ils ont préféré substituer une prudente relance de leur coopération bilatérale. Il reste que seul le règlement de la question érythréenne permettrait une « normalisation » véritable des relations entre les deux régimes antagonistes.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Ouganda

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURAIENT LIEU AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

(De notre correspondant en Afrique orientale.)

Nairobi. — Les élections législatives ougandaises auront lieu avant la fin de cette année, probablement en octobre ou novembre, a déclaré mercredi 19 mars M. Godfrey Binaisa, le chef de l'Etat. Si cette date est respectée, les électeurs ougandais seront donc consultés avec six mois d'avance sur l'échéance prévue (juin 1981). Lorsque le Front de libération est arrivé au pouvoir après la chute d'Iddi Amin, a ajouté M. Binaisa, nous avions promis de rester deux ans en fonction et si possible moins que cela. Si le peuple ne pouvait pas nous voir rester au pouvoir plus longtemps, je ne vois pas pourquoi nous ne nous présenterions pas devant l'élection.

Selon le président ougandais, la décision finale concernant la date du scrutin revient au Conseil national consultatif (N.C.C.), organisme qui, depuis un an, fait office de Parlement. La préparation matérielle des élections se poursuit activement. L'inscription des électeurs pourrait avoir lieu en juin. Le N.C.C. devra aussi décider si la bataille électorale se livrera dans le cadre du Front de libération ou selon un système multipartite.

M. Binaisa a, d'autre part, confirmé que la moitié des vingt mille soldats tanzaniens présents en Ouganda auront quitté ce pays à la fin de ce mois. La seconde moitié du contingent regagnera la Tanzanie en septembre. Le chef de l'Etat s'est déclaré favorable au remplacement de ces unités par une force du Commonwealth, mais, a-t-il ajouté, « cela ne dépend pas de moi, mais de la décision du N.C.C. et de l'attitude du gouvernement tanzanien. » — J.-P. L.

incroyable UNE TONDEUSE QUI FERTILISE VOTRE GAZON



2 temps
et 4 temps

BOLENS

Une gamme complète de 3 à 5 cv an tondeuses hautes ou avec bac de ramassage. Grâce à un double système de coupe, l'herbe PULVERISEE est projetée sur le sol et se transforme en humus qui fertilise votre gazon. Facile à entretenir, le BOLENS se fait tout seul.

Documentation GRATUITE Tondeuses BOLENS
YVAN BEAL & Cie
IMPORTATEUR : 21, av. de l'Agriculture
63014 CLERMONT FERRAND CEDEX
TEL (03) 91.93.51 — TELEX : 390 305
NOM :
ADRESSE :

ASIE

Afghanistan

KABOUL APPELLE LES « RÉFUGIÉS RÉELS » A REGAGNER LEUR PAYS

L'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, qui regroupe cinq des principaux mouvements de résistance, s'est donné, mercredi 19 mars, un chef, à la suite de plusieurs semaines de tractations ; un autre mouvement, le Hezbi islami, est resté en dehors de cette confédération. Le président de l'Alliance, M. Abdur Rasool Sayat, universitaire et théologien islamique du Caïre, et âgé d'environ trente-cinq ans, avait été emprisonné en 1974 sous le régime Daoud et n'était sorti de prison qu'en janvier dernier, à la faveur de l'annulation décrétée par M. Karim Babrak après son arrivée au pouvoir. Il avait aussitôt rejoint la résistance.

L'Alliance annonce très prochainement la composition complète de sa direction. D'après sa charte, qui a été publiée mercredi, elle se veut « représentative de la volonté et de la détermination de la nation musulmane afghane » et entend « combattre pour la libération de l'Afghanistan, l'établissement d'un Etat islamique et la défense des intérêts et du patrimoine de la nation. Elle ne permettra pas à quelques individus, dynastie ou gouvernement que ce soit de décider au nom de la nation afghane ou d'utiliser sa cause pour servir ses propres intérêts ».

D'autre part, l'agence de presse officielle de Kaboul, citée par l'agence Tass, a annoncé mercredi que le gouvernement afghan était prêt à régler le problème des réfugiés afin de « favoriser la liquidation du danger aux frontières, consolider la paix et assurer le climat des relations internationales ». Kaboul distingue deux catégories de réfugiés, « les réfugiés réels et ceux qui se sont enrôlés dans les rangs des combattants », et a déclaré que le gouvernement ne permettra pas à quelques individus de « servir leurs intérêts nationaux ».

Parallèlement à cette offre d'amnistie, Kaboul s'apprête à renforcer les mesures de mobilisation pour lutter contre la résistance islamique. Tous les hommes âgés de plus de dix ans seront appelés sous les drapeaux au début du printemps, et les gouvernements de province sont invités à « ramener dans le droit chemin » les soldats et policiers « qui ont hésité jusqu'à présent à se présenter aux centres de recrutement régionaux ».

Enfin, selon l'agence indienne P.T.I. citant elle-même l'agence afghane Bekhtar, des crédits de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est seront inclus dans le prochain projet de budget. Moscou aurait en effet décidé d'accorder à son allié une aide immédiate d'environ 40 millions de dollars en produits alimentaires et biens de consommation, et d'environ 100 millions de dollars en crédits et subventions. Le nouveau budget afghan a été adopté dimanche dernier : le montant des recettes prévues est de 333 millions de dollars. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Le Monde

Au sommaire du numéro du 23 mars

VISAGES DE L'ENA

Pépinière de technocrates, l'Ecole nationale d'administration est devenue un symbole ambigu. Les rites s'y perpétuent, mais le temple n'est plus ce qu'il était.

Par André Harris et Alain de Séduay

« NOUVEAUX » INTELLECTUELS DES ANNÉES 30

L'avant-garde connue un mouvement intellectuel dont l'histoire rappelle — toutes proportions gardées — celle de certains courants actuels.

Par Jean-François Sirinelli

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

مكذبا من الأصل

ASIE

Cambodge

Pékin cherche à renforcer la coalition antivietnamienne

(Suite de la première page.)

On précise, de même source, que le chef du F.N.L.P.K., qui bénéficie de l'hospitalité des autorités thaïlandaises depuis qu'il est venu, l'an dernier, diriger sur place son mouvement de résistance, a été soumis à de « très fortes pressions pour aller négocier à Pékin une entente avec les Khmers rouges ». M. Son Sann s'y est refusé, mais a fini par donner son accord de principe à une rencontre, dont le lieu et la date restent à déterminer, avec les chefs khmers rouges.

On ajoute que l'escalade imprévue, mardi, du ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, à Bangkok — avant de rentrer jeudi dans son pays — ne serait pas étrangère à cette affaire. Il y a déjà plusieurs mois que le F.N.L.P.K., très dépendant du bon vouloir des autorités de Bangkok et de l'aide militaire, financière et matérielle extérieure, est sommé de faire cause commune avec les Khmers rouges.

En décembre, sous la pression de la Chine et des pays de l'ASEAN (1), soucieux d'améliorer l'image de marque du régime khmer rouge, qu'ils confèrent à reconnaître, celui-ci s'était finalement résolu à faire changer de fonctions M. Pol Pot, à repousser sa Constitution socialiste et à inviter tous les Khmers à collaborer au sein d'un « Front de grande union nationale et patriotique », par eux proposé et contrôlé (le Monde du 22 décembre). Depuis, aucun ralliement de quelque conséquence n'a été signalé et il s'agit d'interroger les réfugiés pour mesurer le poids réel de leur aversion à l'égard des Khmers rouges. L'image internationale de ces derniers n'a guère été renforcée, qui plus est, les réalistes non communistes, pour éviter de prendre le risque d'une nouvelle association tactique, rappelant trop celle des années 70, misent sur pied avec le caution du prince Sihanouk et le soutien de Pékin, dont on sait qu'elle se termine dans le sang.

Pris au piège

D'autre part, le prince n'a cessé de poursuivre son entreprise diplomatique de démolition des Khmers rouges. Les militaires thaïlandais demeurent très réticents à son égard. Il reste alors, pour évaluer la nouvelle politique des Khmers rouges et pour mesurer la résistance de ce « d'un patriotisme sans tâche, la « solution Son Sann ». Celui-ci, personnalité intègre et respectée, est pris au piège. M. Son Sann a toujours été conciliant, pour mener à bien le labeur de son mouvement, du caractère inévitable de certaines tractations : c'est le prix de la survie du F.N.L.P.K. S'il n'avait pas écarté une certaine dose de « neutralité bienveillante » à l'égard des Khmers rouges sur le terrain, il nous avait cependant déclaré, en décembre, être opposé à une alliance formelle ou trop ostensible, qu'il jugeait contre nature, porteur de dissensions au sein de son mouvement. Pour éviter d'ouvrir à son avenir, le F.N.L.P.K. avait même envisagé récemment la création d'un « gouvernement » dans une zone libérée. Cette initiative, considérée comme un désaveu et comme une concurrence dangereuse pour le projet de « grande union » des Khmers rouges, a relancé les mises en garde et les pressions extérieures. Elle paraît avoir été momentanément écartée.

Ces manœuvres s'inscrivent dans une stratégie beaucoup plus vaste, caractérisée par l'offensive diplomatique que conduisent les Chinois pour rallier le maximum de soutien derrière leurs protégés. Ceux-ci sont, à l'ordre d'une nouvelle saison des pluies qui va les avantager, en bien meilleure position qu'il y a six

mois : réorganisés, ravivés par l'aide internationale, réapprovisionnés par Pékin en armes et munitions, leurs chances de survie ont augmenté. Les Vietnamiens, malgré des moyens tant fois supérieurs, peinent sans parvenir à conclure. Cependant, la position des Khmers rouges reste délicate : l'option se dédouble de plus en plus des drames de l'Indochine pour se concentrer sur ceux de l'Afghanistan et de l'Iran.

Ainsi, la Grande-Bretagne a rompu avec le gouvernement du Kampuchée démocratique. M. Nguyen Co Thach, ministre des affaires étrangères du Vietnam, doit entamer une tournée des pays de l'ASEAN. M. Phan Van Dong se rendra en avril en visite en Inde. Certains pays de l'ASEAN (le Malaisie et l'Indonésie notamment) s'efforcent d'obtenir un règlement négocié et ne cachent plus leur désaccord avec la Chine, qui souhaite une guerre prolongée au Cambodge. La normalisation menace et, de guerre lasse, l'opinion peut changer d'attitude : les représentants des organisations d'aide des Nations

unies font état d'une amélioration sensible des conditions de vie à l'intérieur des zones sous contrôle des autorités de Phnom-Penh, et la plupart des gouvernements souhaitent voir le problème du Cambodge et de ses réfugiés, qui leur coûte cher, réglé le plus tôt possible. Pour faire pièce à cette évolution, la Chine doit préserver le soutien des instances internationales à la « légitimité » des Khmers rouges, et renforcer les moyens politiques et militaires indispensables pour continuer à emboîter et à « saigner » l'armée vietnamienne. Dans cette perspective, terrible pour un peuple tant éprouvé, d'une guerre d'usure prolongée, et à défaut de la caution du prince Sihanouk, le prestige de M. Son Sann, associé à l'efficacité militaire des Khmers rouges, pourrait être un atout majeur dans la tactique de la coalition antivietnamienne.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

Les experts de la C.E.E. vont étudier rapidement les modalités de leur participation au nouveau programme d'assistance

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Grant, le directeur exécutif de l'UNICEF, qui a été reçu mardi 18 mars par M. Cheysson, le commissaire européen chargé de la coopération — et dont nous publions une interview en première page), a demandé à la Communauté de participer à un second plan d'assistance en faveur des populations du Cambodge.

Selon M. Grant, il faudrait que la contribution de la Communauté et des États membres au nouveau programme d'aide prévu jusqu'à la fin de l'année (200 millions de dollars) soit du même ordre que celle accordée pour le premier, soit environ 80 millions de dollars. M. Cheysson n'était pas en mesure de donner une réponse immédiate, mais s'engageait à transmettre la demande de participation à la Commission de l'ASEAN à Kuala-Lumpur, la Communauté s'étant engagée à poursuivre activement l'aide aux Cambodgiens. Dès mercredi 20 mars, les experts de la Commission et ceux des États membres vont examiner ensemble le dossier, voir ce qu'il est souhaitable de faire. On devra donc connaître assez rapidement le montant et les modalités de la participation de la C.E.E.

MM. Grant et Cheysson ont examiné les conditions d'exécution du premier programme. L'aide fournie à trois destinations : les deux grands camps de réfugiés installés en Thaïlande ; une zone qui est à cheval sur la frontière de la Thaïlande et du Cambodge ; le Cambodge lui-même.

Dans la zone proche de la frontière s'étaient rassemblés jusqu'à cinq cent mille personnes, réfugiés mais aussi éléments armés, dont, explique M. Cheysson, on ne sait pas très bien lesquels protègent les autres. Au cours des derniers mois, la situation a changé : cette région s'est transformée en une sorte de base de réfugiés permanents y est retombée à cent cinquante mille, mais environ six cent mille, qui circulent à peu près tranquillement, comme si un modus vivendi s'était établi entre les groupes armés en présence, viennent s'y approvisionner. C'est un progrès. Il veut mieux, observe M. Cheysson, que des gens vivent dans une zone dangereuse. Évidemment, ce n'est pas une situation sans ambiguïté.

Personne ne peut affirmer qu'une partie de l'aide qui est distribuée ne sert à l'un ou l'autre des groupes combattants. »

En novembre et décembre, les Vietnamiens faisaient stocker les médicaments et éléments fournis par la communauté internationale et refusaient qu'ils soient distribués à la population cambodgienne. L'aide est désormais distribuée. M. Cheysson note aussi la volonté des Vietnamiens de limiter au maximum le personnel international au contact de la population. L'UNICEF, le C.I.C.R. et les organisations d'aide non gouvernementales ont tout juste une cinquantaine de personnes sur le terrain, jusqu'en février, il était impossible d'envoyer des médecins, même ceux engagés dans des pays du camp socialiste (sauf pour travailler en laboratoire). Aujourd'hui, le personnel médical diminue plus vite (militaires) n'est que de vingt-deux personnes, qui viennent dans leur grande majorité des pays de l'Est.

PHILIPPE LEMAITRE.

Selon un responsable des Nations unies

LA DISTRIBUTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES S'EST BEAUCOUP AMÉLIORÉE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — De passage en Belgique, le responsable des opérations logistiques de l'équipe conjointe UNICEF-C.I.C.R. au Cambodge a déclaré mardi 18 mars, qu'un cours des derniers mois, la distribution des produits alimentaires avait fait des progrès très sensibles. « Nous sommes maintenant à la conduite jusqu'à dans les villages les plus éloignés », a dit M. Ian Hopwood, mais nous allons très prochainement être dans une très grande phase de déficit alimentaire et pendant plusieurs mois, la population va dépendre presque exclusivement de l'aide extérieure pour sa nourriture. C'est le résultat des facteurs connus, auxquels est venue s'ajouter une sécheresse sévère. La récolte du mois de décembre est presque épuisée. »

Les principaux problèmes qui se posent sont ceux des routes, des ponts ou des quais de débarquement. « Actuellement, a précisé M. Hopwood, la distribution des vivres se fait par le port de Koy-Pong-Som vers celui de Phnom-Penh et de là, vers les provinces et les districts. Nous disposons d'environ mille camions pour assurer les transports routiers, mais c'est insuffisant. L'organisation va donc s'efforcer de mieux utiliser le chemin de fer qui circule entre Phnom-Penh et Battambang. Nous envisageons également d'employer la voie fluviale et nous achetons de petits bateaux à Singapour pour pouvoir remonter le Mékong. »

M. Hopwood a évoqué le problème de l'aide qui aurait été détournée par les Vietnamiens. « Nous faisons un gros effort de vérification et n'avons pas de preuve significative que des détournements importants ont eu lieu. Des agents des Nations unies opèrent en permanence à l'intérieur du pays et constatent que les distributions sont normalement assurées par des responsables cambodgiens. »

M. Hopwood constate un grand changement dans le pays depuis l'an dernier. La vie reprend et les paysans rentrent dans leur village. PIERRE DE VOS.

Un livre prophétique qu'il faut lire maintenant

SAMUEL PISAR



Salué comme un livre d'exception par de nombreuses personnalités, dont :

- Jacques Attali
- Jean Bernard de l'Académie française
- Robert Badinter
- Willy Brandt, Prix Nobel
- Jacques Chancel
- Edgar Faure de l'Académie française
- Max Gallo
- E. Le Roy Ladurie
- André Lwoff, Prix Nobel
- François Mitterrand
- Arthur Rubinstein
- J.-J. Servan-Schreiber
- Lionel Stoleru
- Louise Weiss

ROBERT LAFFONT

Pascal QUIGNARD CARUS

roman

Ce roman est une suite d'accords parfaits.

Jean-Louis Ezine - Les Nouvelles Littéraires

Gallimard

EUROPE

Le référendum nucléaire en Suède

Les Suédois se prononceront, le dimanche 23 mars, par voie de référendum, sur l'avenir de l'énergie nucléaire dans leur pays. Trois options sont soumises au vote : les deux premières sont favorables à la mise en service des douze réacteurs programmés sur une période de vingt-cinq ans à trente ans ; la troisième prévoit le démantèlement, avant 1990, des six réacteurs actuellement en exploitation

et l'abandon immédiat des six autres installations, qui sont prêtes à être couplées au réseau ou en construction.

Ce référendum est consultatif, mais les dirigeants se sont engagés à en respecter le résultat. Ils espèrent pouvoir mettre un point final à une controverse qui domine la vie politique depuis plus de quatre ans et qui a contribué à la chute de deux gouvernements : le cabinet

social-démocrate de M. Palme, en 1976, et la première coalition tripartite bourgeoise de M. Fälldin, à l'automne 1978.

Le débat passionné, est principalement animé par les adversaires du nucléaire, regroupés dans la « Campagne populaire pour le non ». Selon un sondage publié au début de mars, ceux-ci bénéficiaient de 29 % des intentions

de vote, les partisans du nucléaire en totalisaient 50 %, mais 21 % des personnes interrogées n'avaient pas encore fixé leur choix. Ce référendum est la quatrième de l'histoire suédoise : les précédents avaient porté, en 1922, sur la prohibition des boissons alcoolisées ; en 1955, sur la circulation à droite, et en 1957 sur la généralisation de la retraite complémentaire.

Stockholm. — Un seul sujet de conversation en Suède ces derniers mois : le nucléaire. Autant la campagne pour les législatives de septembre 1978 avait été marquée par la prudence et la crainte de la plupart des formations de perdre les voix des indécis, autant le débat qui précède le référendum du 23 mars impressionne par les passions parfois excessives qu'il suscite. Les Suédois sont habituellement peu bavards et réservés, c'est vrai. Mais il suffit en ce moment de prononcer les mots « atome » et « centrale » pour les déchaîner.

Les cercles d'étude sur l'énergie, organisés par les associations de culture populaire, ont un grand succès. Des discussions s'engagent dans le métro : la cinématique nationale abandonne temporairement les classiques pour présenter des documentaires sur le problème nucléaire ; les écoles consacrent une journée à l'énergie, les élèves votent et les fabricants de badges font des affaires d'or. Comme le remarque un sociologue : « En Suède, il n'y a de place que pour une seule idée à la fois. Pendant la guerre du Vietnam, nous ne discutions

1. — Une passion excessive

De notre correspondant ALAIN DEBOVE

que du Vietnam et de l'impérialisme américain. Le débat n'était guère nuancé : c'était tout noir ou tout blanc. Quelques années plus tard, ce fut l'engagement pour le Chili, et aujourd'hui c'est l'énergie nucléaire. Lorsque aucune question ne mobilise pleinement l'opinion, nous maugérons à propos des impôts... »

Les Suédois sont submergés d'informations, mais apparemment cela ne leur déplaît pas, car, comme de coutume, pour avoir l'impression de tout savoir, réajustent, ils désirent étudier le problème à fond avant de fixer leur choix. Non au nucléaire ! un livre de cent soixante pages, la bible des écologistes, a été vendu à 250 000 exemplaires, alors que le tirage moyen d'un roman dépasse rarement les 5 000 volumes. Jamais la radio et la télévision n'ont eu autant de difficultés à faire respecter les principes d'impartialité et d'objectivité auxquelles elles sont soumises. Les émissions doivent être équilibrées, la moindre intervention d'un responsable

des informations est considérée comme une « censure intolérable ». Plusieurs journalistes jugés trop engagés ont été priés de se mettre en quarantaine pendant la campagne, ce qui fait dire exagérément à certains : « Nous assistons au début d'une chasse aux communistes sans égale dans l'histoire de la Suède. » Force est de constater cependant que les tenants de l'option nucléaire, hostile au nucléaire, ont largement le droit à la parole dans les médias d'information et bénéficient en outre de l'appui du plus grand quotidien du matin.

Le débat ne manque pas de déclarations fracassantes. Certains scientifiques préconisent la distribution immédiate de compensations d'indemnité à la population pour atténuer les effets des radiations en cas d'accident. Pour d'autres, un abandon du nucléaire signifierait presque le retour à l'âge de pierre. Dans ces discussions souvent confuses, on accorde en revanche peu de place aux méfaits de l'exploitation du charbon et du pétrole.

quer sur le nombre de réacteurs qui doivent être mis en service alors que dans le monde on parle de l'intervention soviétique en Afghanistan et on se préoccupe du sort de Sakharov.

Il est vrai que depuis l'avarie de la centrale de Three-Mile-Island aux Etats-Unis en mars 1979, les Suédois ne s'intéressent plus autant aux événements qui se passent en dehors de leurs frontières, moins qu'ils n'ont trait au nucléaire. Au lendemain de l'accident de Harrisburg, les sociaux-démocrates, jusqu'alors opposés à l'idée d'un référendum, faisaient

voite-voite, ce qui leur permettait, entre autres, d'écarter la question énergétique de la campagne en vue des législatives de septembre. Les autres formations furent obligées d'embrasser le pas aux socialistes et d'accepter le principe d'une consultation. Autre conséquence de l'accident de Harrisburg : le débat technique porte beaucoup moins à présent sur le problème de la gestion et du stockage des déchets hautement irradiés que sur la sûreté des réacteurs, et diverses mesures visant à l'améliorer ont déjà été prises dans les installations suédoises.

Les adversaires de la « nucléocratie »

C'est à cette époque également qu'a été constituée la « Campagne populaire pour le non » qui rassemble une quarantaine d'organisations, dont le Parti du Centre, membre de la coalition au pouvoir, le parti communiste, le Rassemblement chrétien démocratique ainsi qu'une série de groupes écologistes, féministes et gauchistes. Ces différents mouvements ont réussi à oublier temporairement leurs profondes divergences idéologiques pour former un front commun contre le nucléaire qui sera probablement dissous après le référendum, même si certains rêvent d'un grand parti écologiste.

La contestation du nucléaire mobilise beaucoup d'intellectuels qui mettent en garde contre la société « nucléocratie », mais, indirectement, c'est le système actuel suédois qui est mis en accusation : la centralisation, le contrôle des citoyens par ordinateurs, le déplacement de la main-d'œuvre suivant les fluctuations de la conjoncture, la bureaucratie, le manque de rapports sociaux, de contacts comme on dit ici, le sentiment d'être un simple numéro dans la collectivité. M. Lennart Dalén, président de la « Campa-

gne populaire », nous déclare à ce sujet : « Il s'agit d'un mouvement profond. Nos militants sont très souvent des personnes qui ne s'étaient jamais engagées auparavant, qui n'avaient jamais assisté à une réunion syndicale, mais qui maintenant prennent des responsabilités en organisant des manifestations ou en tenant des meetings dans la rue. C'est un phénomène nouveau, car notre organisation n'est pas politique. Personnellement, je suis persuadé que la Suède, quel que soit le résultat du référendum, ne sera plus la même après le 23 mars. Les Suédois sont fatigués d'un certain type de raisonnement politique. » Quatre années de débats sur l'énergie ont aussi marqué le personnel politique et les industriels. Rares sont ceux qui osent dire tout haut que l'énergie nucléaire est la plus propre de toutes les sources d'énergie ou qu'elle est sans danger.

Prochain article :

L'ARRIÈRE-PLAN POLITIQUE

CIRCUS
BANDES DESSINEES
au sommaire du mois :
BOURGEON-PICHARD
SERRE-PRATT
DON LAWRENCE / RAMAOLI
GARCIA / SANAHUJAS / ROYET
DUVEAUX / MARCELLIN
BRUNEL...
tous les mois
chez votre marchand
de journaux
84 pages. 15F.

LE N° 25
VIENT DE
SORTIR

LES ÉDITIONS JURIDIQUES LAMY
pour répondre concrètement
à tous les problèmes juridiques




LAMY FISCAL
Toute la fiscalité de l'année présentée de façon précise, objective, critique lorsqu'il le faut.



LAMY SOCIAL
L'ouvrage de référence en droit social.



LAMY SOCIÉTÉS
Exposé clair et exhaustif d'un droit complexe et changeant, assorti de nombreux modèles. Conscience et clarté dirigées et précieuses.



LAMY TRANSPORT
Une véritable encyclopédie du droit des transports qui regroupe toute la documentation indispensable à l'usager comme au professionnel.

Quels que soient son objet, sa forme et son importance, l'entreprise est insérée dans un réseau d'obligations juridiques de plus en plus dense.

Il n'est guère de décision, au niveau des options essentielles comme au niveau de la gestion, qui n'ait des implications relevant du droit des sociétés, du droit fiscal, du droit social et pour certaines d'entre elles, du droit des transports.

Les Éditions Juridiques LAMY, conçues et réalisées par des juristes qui ont l'expérience des problèmes concrets de l'entreprise, fournissent aux responsables et aux professionnels du droit les références nécessaires pour asseoir leurs décisions sur des bases sûres.

La réédition annuelle à laquelle elles s'astreignent permet, seule, une adaptation aussi exacte que possible aux situations nouvelles que créent aussi bien l'évolution législative que le courant jurisprudentiel et même les tendances doctrinales qui amorcent le droit de demain.

Éditions LAMY :
un ensemble cohérent dans le droit des affaires.

Lamy s.a.
155, rue Legendre - 75050 PARIS Cedex 17 - Tél. 627.28.90
S.A. au capital de 1.000.000 F - R.C.S. Paris 936.254.161 - C.C.P. PARIS 97 2028115 H

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, une information complète sur :

☐ le Lamy Fiscal ☐ le Lamy Social ☐ le Lamy Sociétés ☐ le Lamy Transport

Société _____ Téléphone _____

Nom _____ Fonction _____

Adresse _____

Code Postal et Ville _____

Date et Signature _____

مكتبة من الأصل

EUROPE

Allemagne fédérale

LES PARTIS ADOPTENT UN CODE DE BONNE CONDUITE POUR LES ÉLECTIONS DU 5 OCTOBRE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Après des négociations prolongées et difficiles, les grands partis de la République fédérale ont signé, mercredi 19 mars, un accord visant à définir les « règles du jeu » durant la campagne pour les élections générales du 5 octobre prochain. Personne, à vrai dire, n'attache une importance exagérée au document signé par les secrétaires généraux de la CDU, de la CSU, du FDP, et du SPD. La décision la plus concrète concerne les dépenses que les partis engagés dans la campagne électorale. Celles-ci ne devront pas dépasser le niveau de 1979, c'est-à-dire 38 millions de deutschemarks pour le parti chrétien-démocrate, 9 millions pour les chrétiens-sociaux bavarois, 8 millions pour les libéraux et 40 millions pour l'organisation social-démocrate. En fait, tous les partis, ayant accumulé depuis des années des dettes assez substantielles, manquent des moyens de faire un effort supplémentaire. Les partis s'engagent d'autre part à renoncer aux attaques diffamatoires ou injurieuses et à ne pas troubler les réunions électorales de leurs adversaires. La campagne, cependant, il sera très difficile d'établir, en cas d'incident, que les dirigeants d'un parti ont vraiment encouragé leurs militants à lancer des tomates ou des œufs pourris sur un orateur d'un camp adverse ou, au contraire, qu'ils ont été débordés par leurs troupes.

Jusqu'ici, de tels codes de bonne conduite électorale n'ont jamais fonctionné de façon satisfaisante. Ils ont d'ailleurs été abandonnés depuis 1969. Mais la nouvelle tentative est un peu plus sérieuse que les précédentes. Pour la première fois, en effet, elle prévoit une cour d'arbitrage comprenant un délégué de chacun des partis. Ceux-ci sont en principe des personnalités qui ont pris suffisamment de recul vis-à-vis des polémiques d'aujourd'hui. Le SPD sera représenté par l'ancien ministre des finances, M. Alex Müller, la CSU, par un ancien président du Landtag de Bavière, M. Rudolf Hübner, la CDU, par l'ancien président du Bundestag, M. Eugen Gerstenmaier, et les libéraux par M. Bernhard Levenez, qui fut ministre de la justice du Schleswig-Holstein. Comme cet arbitrage prendra ses décisions à la majorité, l'influence décisive reviendra au président indépendant sur lequel les partis se sont mis d'accord. Il s'agit de Mgr Hermann Kunst, évêque de l'Église évangélique, qui connaît aussi bien le chancelier Schmidt que son rival, M. Franz-Josef Strauss. Mais, de toute façon, ces arbitres du combat électorale ne seront pas en mesure d'imposer des sanctions effectives si le code de bonne conduite est violé. Les partis s'engagent cependant à publier les verdicts de la commission dans leurs propres services de presse. Personne, semble-t-il, n'a voulu adopter à cet égard le système autrichien imposant une pénalité financière à ceux des partis dont les excès ou la mauvaise foi sont reconnus.

JEAN WETZ.

La visite de M. François-Poncet à Copenhague

« LA FRANCE ET LE DANEMARK MANIFESTENT UN ÉGAL ATTACHEMENT AUX PRINCIPES COMMUNAUTAIRES » estime le ministre des affaires étrangères

M. Jean François-Poncet, ministre français des affaires étrangères, a rendu visite, mercredi 19 mars, à Copenhague, à son collègue danois, M. Kjeld Olesen. Leur précédent entretien avait eu lieu en novembre 1979 à Paris. Ce nouveau déplacement de M. François-Poncet, qui faisait suite à son voyage à La Haye, la veille, en compagnie de M. Raymond Barre (le Monde du 20 mars), et précédait l'entretien qu'il a ce jeudi à Paris avec M. Henri Simonet, ministre belge des affaires étrangères, s'inscrit dans la préparation du prochain conseil européen de Bruxelles, les 21 mars et 1^{er} avril.

Les deux ministres ont passé en revue les principaux points figurant à l'ordre du jour de ce conseil, indique notre correspondante à Copenhague, Camille Olsen. Ils ont constaté que la position du Danemark était très proche de celle de la France sur un certain nombre de ces questions.

« Nous avons, de part et d'autre, le désir de rechercher des solutions au problème qui est posé par la Grande-Bretagne », a déclaré M. François-Poncet à l'issue de l'entretien, mais nous avons un égal attachement aux principes sur lesquels est fondée la Communauté ». Le ministre français a indiqué que, parmi les points d'accord, figuraient « la préférence communautaire, l'unité du marché, le fait que les marchés agricoles doivent être l'objet d'une organisation et que la solidarité financière, qui fonde cette organisation, est inséparable de la politique agricole commune ».

MM. François-Poncet et Olsen

Italie

Un magistrat est assassiné à Milan

De notre correspondant

Rome. — Une réunion extraordinaire se tient au Quirinal ce jeudi 20 mars pour faire le point sur la lutte antiterroriste. Le chef de l'Etat, M. Sandro Pertini, y a convoqué le président du conseil démocratique, son ministre de la justice, le chef de la police et le commandant général des carabinieri.

En d'autres termes, une telle initiative aurait ému les milieux politiques, car la Constitution italienne limite strictement les pouvoirs du chef de l'Etat. Mais l'assassinat, mercredi à Milan, d'un magistrat — le troisième en quatre jours — a provoqué un choc dans l'opinion. « Ce soir, le pays est menacé », n'a pas hésité à dire le présentateur du journal télévisé de la première chaîne.

Dans plusieurs villes du Nord, des magistrats se sont réunis spontanément pour exprimer leur colère et réclamer « des mesures extraordinaires au gouvernement ». Ce nouveau crime, revendiqué par Prima Linea, a eu lieu le 19 mars vers 18 h. 40, en pleine faculté de droit. La victime, M. Guido Galli, juge instructeur au tribunal de Milan, lisait calmement dans un couloir en attendant de donner un cours de criminologie à ses étudiants. Le couloir était désert lorsque deux hommes et une femme se sont approchés de l'enseignant, lui ont demandé s'il était bien le professeur Galli, puis l'ont froidement abattu de trois coups de revolver.

Un autre crime technique semblable à celui de l'assassinat de M. Vittorio Bachelet, le mois dernier, à l'université de Rome, les terroristes ont provoqué la pan-

que en criant : « La bombe ! La bombe ! » ; un nuage fumigène a recouvert leur fuite. On les a vu enfourcher des bicyclettes puis s'évanouir au milieu du trafic automobile.

Agé de quarante-sept ans, M. Guido Galli avait enquêté sur plusieurs attentats et, à ce titre, incriminé l'un des principaux dirigeants des Brigades rouges, Corrado Alunni. C'était un homme courageux, « démocrate et catholique », désireux d'améliorer le fonctionnement de la justice. M. Galli se tenait pas à avoir un garde du corps. « On aurait dû lui en imposer », disent ses collègues. Une remarque semblable avait été faite après l'assassinat de M. Bachelet.

La magistrature est l'une des professions les plus atteintes par le terrorisme depuis dix ans. Ce n'est pas par hasard : dans un « Etat de droit » où la classe politique n'assume pas toujours ses responsabilités, les magistrats sont appelés à jouer un rôle essentiel. En s'en prenant à eux, les terroristes cherchent à ébranler les institutions et à empêcher le fonctionnement de la justice, mais aussi à se venger des sentences prononcées.

ROBERT SOLÉ

Tchécoslovaquie

LE PORTE-PAROLE DE LA CHARTRE 77 EST ARRÊTÉ

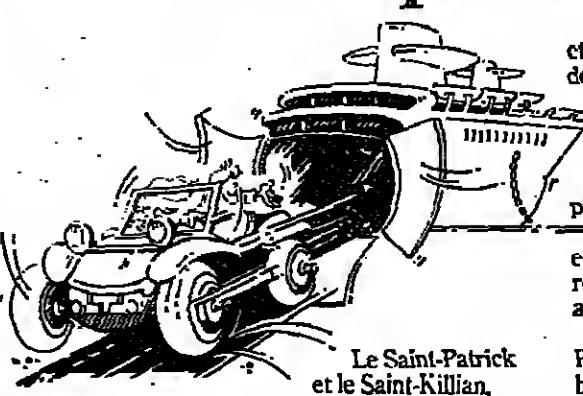
Prague, (A.F.P.). — Le porte-parole de la Charte 77, M. Milos Rejchrt, pasteur évangéliste, et le philosophe Julius Tomin ont été arrêtés, le mercredi 19 mars dans la soirée, avec six autres personnes, au domicile de M. Ivan Dejmal, où se tenait une conférence en présence de vingt-sept personnes, a-t-on appris de source proche des intéressés.

Une vingtaine de policiers en uniforme et quatre inspecteurs en civil auraient pénétré par effraction au domicile de M. Dejmal, trente-deux ans, signataire de la charte. A ce moment, le Dr Radim Palous, soixante ans, docteur en médecine, assistait à une conférence sur la « phénoménologie de la science ». Les policiers ont saisi huit personnes : outre les quatre déjà cités, MM. Jan Bunc, trente ans, membre du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VOVS), Jiri Streda, vingt-neuf ans, étudiant à la suite, vingt-cinq ans, fils d'Otto Streda (écroûté après les procès de 1953, puis réhabilité) et Mlle Tereza Koubkova, vingt ans, fille de l'écrivain éminent Pavel Koubek. L'épouse de M. Tomin craint que son mari ne soit transféré dans un asile psychiatrique, comme on l'en avait menacé il y a quelques jours.

Yougoslavie

● LA PRÉSIDENCE COLLECTIVE DE L'ÉTAT YOUGO-SLAVE, qui s'est réunie mercredi 19 mars, a décrété une amnistie. Aucune précision n'a été donnée sur l'étendue de cette mesure qui devrait exclure les personnes condamnées pour « délit contre le peuple et l'Etat ». La répression de ces délits a été en effet renforcée depuis le début de janvier, à la suite de l'appel à un « renforcement de la vigilance ». Une amnistie analogue avait été annoncée le 25 janvier dernier. D'après le bulletin médical publié mercredi, l'état de santé du président Tito restait « très grave », malgré une réduction de l'hémorragie stomacale. Le chef de l'Etat avait retrouvé, « ces derniers temps, quelques moments de lucidité, au cours desquels il a reconnu ses vices, sans toutefois être capable de leur parler ».

Jusqu'au 19 juin : Offrez l'Irlande à votre voiture, sans dépenser un sou.



et celui de votre caravane est réduit de 40 %.

Si vous êtes deux ou trois passagers, le transport de votre voiture est réduit de moitié.

Deuxième avantage spécial : si vous partez au milieu de la semaine (lundi, mardi, mercredi, jeudi), en mai, juin et septembre, vous bénéficierez d'une réduction d'environ 20% sur le tarif aller-retour.

Troisième avantage spécial : le Saint-Patrick et le Saint-Kilian étant des bateaux irlandais, l'Irlande commence à l'embarquement : bar garni à profusion, restaurants, boutiques hors taxes. Rappelez-vous : votre voiture vous fait faire des économies. Alors ?

Premier avantage spécial : au printemps (et à l'automne), si vous êtes quatre, le transport de votre voiture est gratuit.

* Jusqu'au 19 juin.

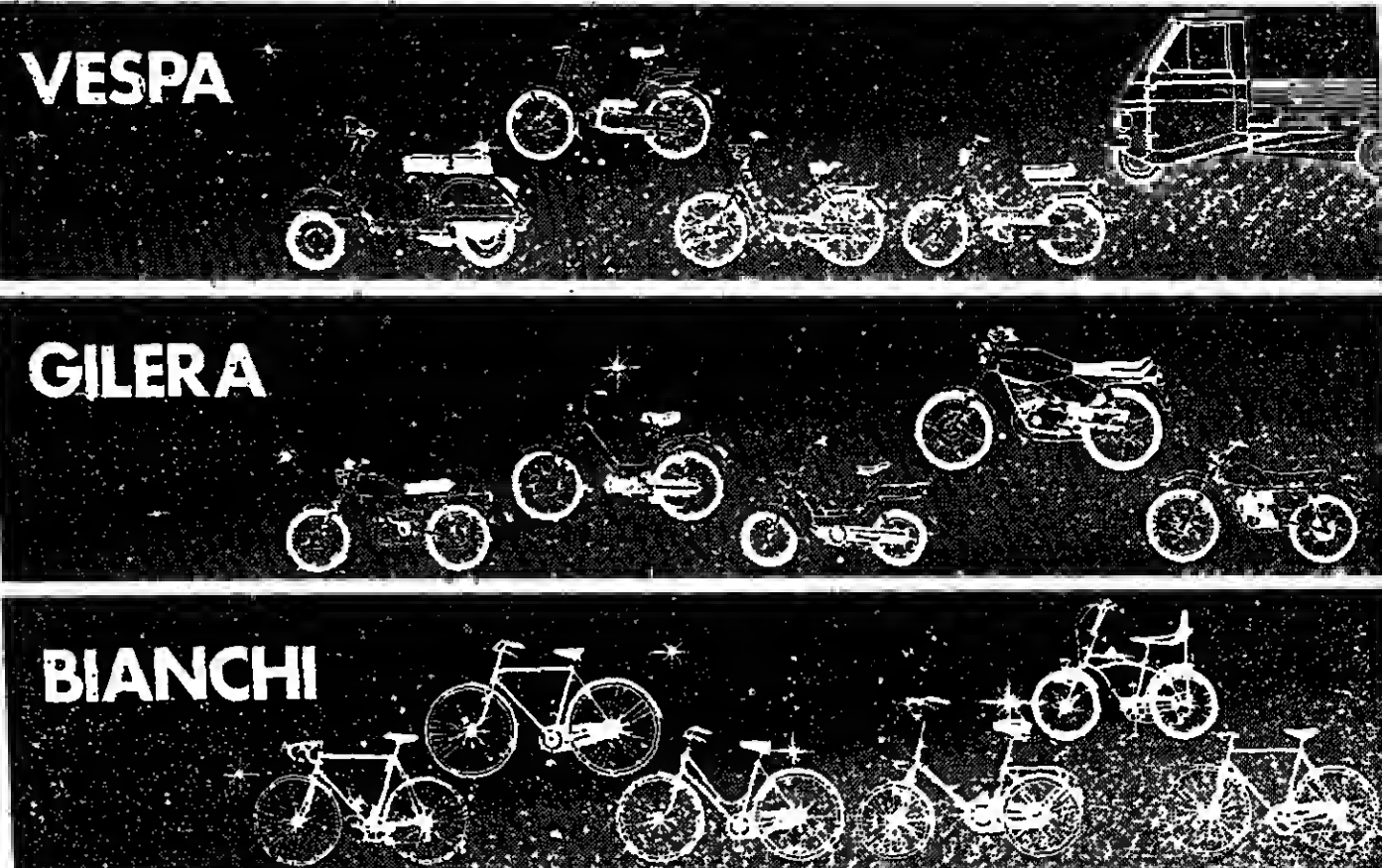
Irish Continental Line

Agent Général : Transports et Voyages : 8 rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 3669090

Nom

Adresse

DECOUVREZ L'UNIVERS PIAGGIO C'EST LE MONDE DU 2 ROUES



Piaggio, leader du transport léger, c'est plus de 35 000 points de vente qui scintillent tout autour de la planète, dans 118 pays. 8 unités de production en Italie et 4 dans le monde entier, plus de 4 000 unités produites chaque jour, plus de 750 000 véhicules en 1979 et un programme de presque 1 million pour 1980. Piaggio, c'est 3 divisions :

VESPA

un mythe dans lequel se reconnaissent tous les jeunes. Vespa, symbola même de la liberté, de l'espace, de la joie de partir et de communiquer. Des produits, résultats de la technologie Piaggio :

scooters VESPA 50 à 200 cc. cyclomoteurs CIAO - BRAVO - BOXER - SI

lourgonnettes VESPA CAR motoeurs marins HYDROJET Produits dans 3 unités toscanes : Pontedera, Pise, Montecatini, employant plus de 12 000 personnes.

GILERA

depuis toujours au cœur de la compétition moto, c'est aujourd'hui des motos de tourisme et cross, des cyclomoteurs CBA, CB1, ECO produits à Arcore, près de Milan. Protagoniste depuis toujours du championnat du monde, Gilera est, aujourd'hui, champion d'Italie, catégorie 125 cc. motocross : une expérience course, au service de la production de série.

BIANCHI

des bicyclettes au prestigieux palmarès (qui plus que tout autre marque ont été plusieurs fois championnes du monde). Une gamme complète pour tous les besoins : bicyclettes de course, demi-course, pour la piste, bicyclettes de cyclotourisme, enfants, cyclo cross, produites à Treviglio (provinces de Milan), et à Cisterna di Latina près de Rome. Bicyclettes Bianchi des champions d'hier et d'aujourd'hui.

GROUPE PIAGGIO

un leader mondial : scooters, cyclomoteurs, motos, bicyclettes

LE GROUPE PIAGGIO est représenté en France par : VESPA DIFFUSION 51 boulevard de la Mission Marchand - 92400 Courbevoie - tél 788 51 25

EUROPE

Turquie

Le premier tour de l'élection présidentielle

L'armée semble se maintenir au-dessus de la mêlée

Ankara. — Le septennat du chef de l'Etat, M. Korkut, s'achève le 6 avril prochain. Quel sera le nouvel élu du palais de Cankaya ? Selon la Constitution, nul ne peut être élu président de la République deux fois de suite. C'est la Grande Assemblée nationale turque (les deux Chambres réunies) qui devra désigner le successeur de M. Korkut, quinze jours avant l'expiration du mandat de ce dernier, parmi ses propres membres, au scrutin secret et à la majorité des deux tiers.

Le premier tour de cette élection aura lieu le samedi 23 mars. Si, jusqu'au 6 avril, aucun candidat ne réussissait à obtenir la majorité, c'est le président du Sénat qui assurerait l'intérim. En vertu de la Constitution, M. Korkut deviendra automatiquement, à l'expiration de son mandat, membre à vie du Sénat.

La Grande Assemblée nationale compte six cent trente-quatre députés et sénateurs. Réunir la majorité des deux tiers exige donc 424 voix. A partir du troisième tour, la majorité absolue de 318 voix suffira. Or, théoriquement, ni le parti de la Justice, au pouvoir, ni le parti républicain ne peuvent réunir suffisamment de voix sur leurs candidats respectifs. Le parti républicain de M. Ecevit, avec ses apparentés, ne pourrait compter, au mieux,

De notre correspondant

que sur 306 voix, tandis que la part de la justice de M. Demirel et ses alliés ne pourront réunir que 311 voix au maximum. Encore y aura-t-il des parlementaires des deux bords qui ne se plieront pas à la discipline de vote. Dès lors, le parti du salut national (pro-islamique) du professeur Erbakan, avec ses vingt-neuf élus, jouera un rôle important.

L'élection présidentielle précédente de mars 1973, pleine de rebondissement, avait nécessité quinze tours de scrutin. La désignation de M. Korkut n'avait été rendue possible qu'à la suite d'un accord entre le parti de la justice et le parti républicain qui, durant plus de trois semaines, avait réussi à tenir en échec la candidature du chef d'état-major d'alors, le général Gurier, appuyé par l'armée.

Or, à présent, malgré sa récente lettre d'avertissement aux organes constitutionnels du pays (le Monde du 3 janvier), l'armée semble se maintenir au-dessus de la mêlée. Mais, compte tenu de la grave crise économique et sociale que traverse le pays, une impasse de la Grande Assemblée nationale risque d'irriter le haut commandement.

La « transformation d'un militaire en civil »

L'introduction d'un candidat ancien militaire dans la course se déroule selon une pratique maintenant bien établie. L'un des quatorze sénateurs du « contingent présidentiel » (c'est-à-dire nommés par le président de la République) donne sa démission. Le candidat militaire quitte à ce moment l'armée, puis est désigné comme sénateur par le chef de l'Etat. Devenu parlementaire, il peut alors être élu selon les règles constitutionnelles.

Une fois devenu président de la République, il laisse libre son siège de sénateur et y désigne plusieurs reprises.

Union soviétique

APRÈS UNE MYSTÉRIEUSE ÉPIDÉMIE DANS L'OURAL

Washington se demande si Moscou n'a pas violé la convention interdisant la production d'armes biologiques

Washington (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Le gouvernement américain a recueilli des informations montrant qu'en avril 1979, à Sverdlovsk, un important centre industriel de l'Oural, une épidémie d'antrax pulmonaire, peut-être provoquée par un produit biologique mortel, expérimenté à des fins militaires, avait fait « un nombre important de victimes, se chiffrant peut-être par centaines ». (Certaines informations ont même fait état de mille morts.) Le porte-parole du département d'Etat, M. David Passaye, a refusé de donner d'autres détails et d'indiquer de quel produit mortel il s'agissait.

Jusqu'à présent, les autorités soviétiques démentent qu'il y ait eu épidémie à Sverdlovsk. Il s'agit, affirment-elles, « d'une calomnie et de falsification de la propagande américaine ». On affirme même au ministère soviétique des affaires étrangères n'être pas au courant d'une demande d'explications des Etats-Unis à ce propos.

Cependant, l'ambassadeur américain à Moscou, M. Thomas Watson, a fait une déclaration. En 1972, une convention internationale, signée, notamment par l'U.R.S.S., interdisait la mise au point, la production et le stockage d'armes biologiques. Cette convention est entrée en application en 1975. L'ambassadeur n'a pas encore obtenu de réponses aux questions qu'il a posées.

Le porte-parole du département d'Etat a dit que, contrairement à certaines informations parues dans la presse américaine, Washington n'avait aucune indication que des incidents similaires se fussent produits ailleurs qu'à Sverdlovsk. Les renseignements dont disposent les Etats-Unis sur cette affaire sont « inquiétants », a-t-il ajouté, mais ils ne permettent pas encore de confirmer que l'U.R.S.S. a violé la convention de 1972.

Le « Financial Times » affirme, ce jeudi 21 mars, que certains de ses collaborateurs avaient entendu parler de l'accident de Sverdlovsk dès le printemps dernier, mais qu'il était impossible d'aller vérifier en place les informations, la ville étant interdite aux étrangers. Le quotidien britannique affirme également qu'un journal local, « Vecherny Sverdlovsk », a publié à la même époque une série de trois articles mettant en garde les habitants de la région contre une maladie appelée « peste de Sibirie » et qui désigne l'antrax pulmonaire. Par téléphone, un responsable de « Vecherny Sverdlovsk » a confirmé à « Financial Times » la diffusion des articles mais a nié que cette publication ait été motivée par un accident. Toujours par téléphone, un responsable de la municipalité de Sverdlovsk n'a ni confirmé ni démenti l'hypothèse d'un accident dans une usine militaire. « Je ne peux rien dire du tout à ce sujet », a-t-il simplement répondu à « Financial Times ».

La Chine : Jet Tours.

Grande croisière de Chine avec Jet Tours.

19-20 jours à bord du M.S. Aquamarine avec accompagnateur Jet Tours. Hong Kong, Shanghai, Pékin, Grande Muraille de Chine, Mer Intérieure du Japon, etc. Une exclusivité Jet Tours. Consultez votre agent de voyages.



La Chine : Jet Tours.

Les capitales chinoises.

Circuit de 15 jours avec accompagnateur Jet Tours. Canton, Shanghai, Suzhou, Pékin, Hong Kong. Consultez votre agent de voyages.



Jocelyn

4, FAUB. SAINT-HONORÉ 78, Champs-Élysées (Lud) 134, boul. St-Germain 5, rue du Chevre-Midi

Printemps de JOCELYN une silhouette dessinée par JOCELYN

COLLECTIONS complètes pour ELLE pour LUI COUTURE CHAUSURE MAROQUINERIE

5, rue du Chevre-Midi

PROCHE-ORIENT

MM. Sadate et Begin vont discuter séparément en avril avec M. Carter des « moyens de poursuivre » le processus de Camp David

La Maison Blanche a annoncé, mercredi 19 mars, que le président Sadate et M. Begin viendraient, séparément, s'entretenir avec le président Carter à Washington dans le courant du mois d'avril. M. Sadate a précisé jeudi que sa visite aurait lieu « au début de la deuxième moitié du mois d'avril ».

M. Jody Powell, porte-parole de la présidence, a insisté sur la nature de ces rencontres consacrées « uniquement », a-t-il dit, aux négociations sur l'autonomie de la rive ouest du Jourdain et de la bande de Gaza. Les pourparlers de Washington, a-t-il dit, « ne remplacent pas les négociations, mais les soutiennent ». Il a précisé que, dans le cadre des accords de Camp David, la question de l'auto-

nomie était celle qui devait poser le plus de problèmes. MM. Carter, Sadate et Begin ont jugé qu'il était temps de discuter au plus haut niveau des progrès effectués et des moyens de poursuivre le processus », a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis ne pensent pas que la prochaine session des négociations, prévue pour le 25 mars, suivant celle, infructueuse, de La Haye au mois de février, permettra à elle seule de respecter la limite du 26 mai.

Tout effort sera fait pour atteindre ce but, a déclaré M. Jody Powell. Mais il a ajouté que chacune des trois parties en cause « espère que le processus aura pris suffisamment d'élan pour se poursuivre, même si un accord sur l'autonomie n'était pas atteint à cette date ».

Éviter un constat d'échec

De notre correspondant

Jérusalem. — Il s'agit d'une reprise en main. Alors que les négociations sur l'autonomie sont pratiquement bloquées sur les questions essentielles et paraissent actuellement ne pas pouvoir aboutir à la date fixée (le 26 mai), le président Carter manifeste clairement ses intentions de reprendre le contrôle du processus de paix défini à Camp David sous son patronage en 1978. Il entend le rappeler aux Egyptiens et surtout aux Israéliens, ces derniers semblant vouloir faire traîner les choses bien au-delà du 26 mai, ainsi que le laissent entendre M. Begin et les autres dirigeants de Jérusalem tout récemment (le Monde du 16 mars). Accessoirement, le chef de la Maison Blanche rappelle à la France et aux autres pays européens, après leur récente prise de position et leur tentative d'intervention diplomatique, que toute démarche à propos du Proche-Orient doit être faite sous l'autorité américaine. Ce rappel s'adresse également aux pays arabes qui auraient pu être tentés d'accorder moins d'attention à la politique de Washington.

Un ultimatum ?

L'annonce des invitations lancées par le président Carter n'a pas été tout à fait une surprise en Israël. On savait que Washington interviendrait d'une manière ou d'une autre avant le mois de mai, mais l'on ne pensait pas que la décision serait prise aussi tôt. Les membres du gouvernement israélien attendent maintenant le venue à Jérusalem dimanche 23 mars de M. Sol Linowitz, ambassadeur américain pour le Proche-Orient, afin de connaître les intentions précises du président Carter. Interrogé dans la soirée du 19 mars, le radio et à la télévision, M. Begin s'est gardé de le dire le moindre commentaire. Il a seulement dit qu'il avait eu une conversation téléphonique le 18 mars avec M. Carter.

Quand le président Carter lance une invitation, nous l'acceptons », s'est-il contenté de déclarer, il a toutefois démenti que le chef de l'Etat américain l'ait « sévèrement mis en garde contre l'éventualité d'un échec des négociations. M. Yossef Burg, ministre de l'Intérieur, qui dirige l'équipe de négociateurs israéliens, paraissait plus inquiet. Il a reconnu avoir été averti par M. Linowitz que les Etats-Unis considéraient vendredi le 26 mai comme une « date limite ». Il a laissé entendre que cela ressemblait fort à un ultimatum.

Toutefois, la plupart des observateurs israéliens estiment que M. Carter, le mois prochain, ne cherchera pas à obtenir un accord définitif entre La Caire et Jérusalem, mais plutôt, selon des informations en-

provenance de Washington, un « accord intérimaire » qui permettrait d'éviter le constat d'échec et de poursuivre des pourparlers plus longtemps. Certains journaux israéliens croient savoir que le délai pourrait être de trois mois, mais d'autres supposent que l'on pourrait attendre les élections de novembre aux Etats-Unis, qui seront évidemment déterminantes pour la définition de la politique étrangère américaine. Le quotidien Haaretz remarque pour sa part que les voyages du président Sadate et de M. Begin à Washington pourraient coïncider avec la visite — plusieurs fois ajournée — du roi Hussein de Jordanie dans la capitale américaine. Enfin l'ensemble de la presse souligne que les projets du président Carter ont déjà un résultat positif : en effet, ils donnent à M. Begin un répit sur le plan intérieur dans la mesure où les attaques dont il est l'objet et les menaces de défection au sein de la majorité seront temporairement oubliées. Il devrait donc être moins question d'élections anticipées au cours des prochaines semaines (le Monde du 20 mars).

FRANCIS CORNU.

● La visite en Afrique du Sud de M. Weizman, ministre israélien de la Défense, annoncée mercredi 19 mars par la radio israélienne, a été catégoriquement démentie à Pretoria (nos dernières éditions du 20 mars).

M. LECANUET : la France doit avoir une politique « d'amitiés parallèles »

Interrogé jeudi 20 mars au micro de T.P. 1, M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a indiqué que, au Proche-Orient, la France doit avoir une politique « d'amitiés parallèles ». M. Lecanuet a précisé : « L'U.D.F. est intrinsèquement fidèle à nos amitiés pour le peuple et l'Etat d'Israël. Elle souhaite également développer une politique d'amitié avec le monde arabe. L'effort du président de la République est précisément de rapprocher des points de vue antagonistes. (...) Aujourd'hui, il faut laisser se dérouler les efforts de M. Carter, Sadate et Begin. (...) L'U.D.F. déploie un courant d'opinion pour assurer la sécurité d'Israël, mais aussi pour assurer les droits des Palestiniens et se déterminer eux-mêmes. »

La Chine : Jet Tours.

Au fil du Yang Zi kiang.

Circuit de 19 jours avec accompagnateur Jet Tours. Une découverte inédite du cœur de la Chine : le Sichuan et les gorges du Yang Zi. Consultez votre agent de voyages.



TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVÉ SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

La Chine : Jet Tours.

Regards sur la Chine bouddhique.

Circuit de 17 jours avec accompagnateur Jet Tours. Découverte des grottes et monastères des provinces du Shanxi et du Henan. Consultez votre agent de voyages.



PROCH

Iran

REVUE TOUR DES EUG. LES LEGISLATIVES SERAIT EN CAISON DE LA BIER DU DEPOUILLEME.

230 pour Les recycle — gestion — électron — informat — fonction — techniq — prépar

مكذبا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Iran

LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SERAIT REPOUSSÉ EN RAISON DE LA LENTEUR DU DÉPOUILLEMENT.

Téhéran (A.F.P.). — M. Hassan Habibi, porte-parole du Conseil de la révolution, a indiqué mercredi 19 mars que la date du second tour des élections législatives ne serait fixée qu'une fois tous les résultats du premier tour connus. Or, bien que le vice-ministre de l'intérieur ait indiqué que le deuxième tour devrait se tenir le 4 avril, il est clair qu'à cette date les résultats de la ville de Téhéran n'auront pas tous été rendus publics.

En effet, après cinq jours de dépouillement et de contrôle, le bureau de vérification n'a comptabilisé pour Téhéran qu'un peu moins de 5 % du total des votes. En revanche, soixante-dix députés sont déjà élus dans les provinces, dont une trentaine de candidats soutenus par le Parti de la République islamique, et cent vingt sièges sont en ballottage. Les résultats du premier tour en provinces pourraient donc être connus dans leur totalité dans quelques jours, mais il faudra encore attendre les conclusions de la commission mise en place par le Conseil de la Révolution et les décisions prises au sujet des irrégularités par le président de la République pour les considérer comme définitifs.

Mercredi, un responsable du bureau de contrôle de Téhéran a avancé la date du 20 avril pour la publication des résultats définitifs. Cette date semble optimiste pour Téhéran. Cependant, même sans tous les députés de la capitale (une dizaine d'entre eux pouvant être élus dès le premier tour) et sans les six députés des régions où les élections ont été reportées, l'Assemblée pourrait siéger, la Constitution prévoyant qu'elle peut le faire en présence des deux tiers au moins des députés.

Yémen du Nord

SAANA AURAIT DÉCIDÉ DE METTRE FIN

A L'AIDE MILITAIRE SOVIÉTIQUE

Aux termes d'un accord conclu avec l'Arabie Saoudite, le gouvernement nord-yéménite aurait promis de ne plus acheter d'armements soviétiques et de se débarrasser au plus tôt des stocks venus d'U.R.S.S. qui, au nombre d'une centaine, entraînent son armée à l'utilisation des blindés et avions reçus au cours de l'année dernière. En échange, l'Arabie Saoudite se serait engagée à reprendre l'aide financière à Saana, qu'elle avait interrompue en décembre dernier pour contraindre le gouvernement nord-yéménite à abandonner sa nouvelle politique de rapprochement avec l'U.R.S.S. et le Yémen du Sud.

L'accord entre Ryad et Saana, qui a été annoncé par le *New York Times*, mais n'a pas été confirmé de source officielle à Washington, comporterait en outre un engagement du gouvernement yéménite à mettre fin à sa politique de rapprochement avec le régime d'Aden et le Front national démocratique qui regroupent l'opposition de gauche au Nord-Yémen. Cependant, les pourparlers en vue de réaliser l'unité entre les deux Yémens se poursuivraient. Le lieutenant-colonel Hussein El Dafel, un des conseillers du président nord-yéménite Ali Abdallah Saleh, a déclaré, mercredi 19 mars, à l'issue d'une visite officielle à Aden, que les travaux des commissions mixtes chargées de mener à bien cette unification se déroulent « normalement ». Dans la soirée, le ministre de la défense du Yémen du Sud, le colonel Ali Ahmed Anhar, est arrivé à Saana à la tête d'une importante délégation militaire dans le cadre des accords de coordination et de consultation conclus entre les deux pays.

A Saana, le chef du gouvernement, M. Abdel Ghani Abdel Aziz, a déclaré à l'environnement du *Financial Times* que l'aide militaire soviétique avait été sollicitée parce que les fournitures d'armes américaines ne répondaient pas entièrement aux besoins du Yémen du Nord. Il a ajouté que les récents achats d'armes soviétiques ne comportaient aucune menace pour la sécurité du pays.

Jet Tours : le spécialiste de la Chine



Derrière la Grande Muraille, remontez 4000 ans d'Histoire.

La Chine s'éveille, sous les yeux ébahis du monde. C'est le moment d'assister à cette formidable mutation, qui prépare l'avenir sans renier le passé.

La Chine d'aujourd'hui se désire à travers les cités ouvrières de Shanghai, les villages populaires sur les murs de Pékin, les palais d'acier transformés en lieux publics de promenade et de détente.

les communes populaires, autonomes, industrielles et agricoles. Mais aussi en perpétuant les moeurs dans les plaines ininterrompues, les cultures en terrasses, les fleuves source d'une activité économique millénaire.

Découvrez avec Jet Tours une Chine soignée, qui cultive son futur et préserve amoureux-

Demandez vite le catalogue Jet Tours Printemps/Eté 80 à votre Agent de voyages ou dans les Agences Air France.

Jet tours

Choisissez les vacances qui vous ressemblent.

HAUTS-DE-SEINE :

Le Conseil Général agit pour l'emploi 500 stages emploi-formation sont financés

Au cours de sa dernière session budgétaire, le Conseil Général des Hauts-de-Seine, premier département économique et industriel de France, a décidé de prendre des mesures concrètes pour améliorer la situation de l'emploi dans les Hauts-de-Seine, bien que celle-ci soit meilleure que dans les autres départements.

Ce qui caractérise cette situation, c'est l'inadéquation croissante entre offres et demandes d'emplois par manque de qualification des intéressés ou des demandeurs.

Sur proposition de son Président, M. Jacques BAUMEL, et après avis favorable des présidents de la Commission des Finances, de la Commission Départementale et de la Commission des Affaires Economiques, le Conseil Général a voté fin décembre un crédit de 6 millions de francs en vue de la création de stages de formation en faveur des demandeurs d'emplois du département, essentiellement pour des jeunes à la recherche du premier emploi et pour des cadres en chômage du fait des restructurations de leurs entreprises.

Un crédit supplémentaire de 4 millions de francs ou plus, viendra s'y ajouter en juin.

Les modalités d'organisation des stages, d'attribution de bourses et de conclusion de conventions ont été établies le 19 février par la Commission départementale présidée par M. Roger PREVOT.

Les stages de formation sont destinés à environ 500 personnes.

230 stages pour cadres en chômage pour des motifs économiques

Les recyclages proposés concernent les domaines suivants :

- gestion d'entreprise
- électronique
- informatique
- fonctions commerciales
- techniques de laboratoire et de recherche
- préparation aux concours de la fonction publique.

270 stages pour jeunes à la recherche d'un premier emploi

Les formations proposées concernent les métiers suivants :

- bâtiment et travaux publics
- emplois administratifs, sténodactylo, secrétariat bilingue
- transports
- entretien
- automobile et motocycle
- industries alimentaires
- électricité et électronique
- préparation aux concours de la fonction publique.

Le déroulement des stages

Les critères retenus pour le choix des stages sont ceux qui donnent aux stagiaires les meilleures garanties de placement.

D'ailleurs, pour la plupart d'entre eux, l'assurance de l'emploi est pratiquement garantie dès le début du stage grâce à une prospection sérieuse des débouchés ultérieurs.

Les placements ne se limitent pas au département des Hauts-de-Seine et peuvent même se concrétiser à l'étranger (ex. : direction de succursales).

Les stages sont d'une durée moyenne de 4 mois et peuvent commencer dès le mois de mars.

Pour les stagiaires qui ne bénéficieront plus des allocations ASSÉDIC, des bourses sont prévues pour leur permettre de suivre la totalité de la formation.

Comme les stages eux-mêmes, ces bourses sont financées par le département qui complète ainsi l'action de l'Etat.

C'est la première fois qu'un Conseil Général prend une initiative d'une telle ampleur, initiative qui, certainement, connaîtra d'importants prolongements, tant dans les Hauts-de-Seine que dans d'autres départements français.



Conseil Général des Hauts-de-Seine
177, av. J. J. Curie - 92000 Nanterre
Tél. : 725.95.00

IL Y A TOUJOURS DES MILITANTS...

IV. - P.C.F. : beaucoup de travail pour les plus chevronnés

par PATRICK JARREAU

Cette enquête sur le militantisme a passé en revue, successivement, les giscardiens (Noël-Jean Bergeroux, « le Monde », du 18 mars), le P.S. (Jean-Marie Colombani, 19 mars) et le R.P.R. (André Passeron, 20 mars).

Puis que tout autre parti, le P.C.F., accorde une grande importance aux adhésions qu'il recueille, le sens de l'adhésion s'est modifié. Les cours et les dernières années de devoir communiste a moins souvent, aujourd'hui, la valeur d'un engagement que celle d'un accord général avec les positions du P.C.F. M. Paul Laurent, secrétaire à l'organisation, a encouragé cette évolution et préconisé de faciliter la prise de contact en apportant celle-ci à domicile ou au travail, au lieu de cet air de parade, au sein d'un parti qui, malgré tout, demeure un parti militant, est cependant susceptible de renouveler son adhésion en début d'année.

Cette dernière, en choquant certains communistes qui ont conservé la conception d'un parti d'avant-garde, a, que l'on rejout plutôt qu'il ne vient à l'esprit, dans l'ensemble, été bien accueillie. Les dirigeants du parti de « masse » se sont donc admis, aujourd'hui, par les cadres du P.C.F., pour lesquels le recrutement est une préoccupation majeure, à reconnaître et recueillir à l'occasion d'un conflit social, dans une file de chômeurs à la porte d'un bureau de l'U.R., ou lors de l'assemblée d'une population, une clientèle doit organiser au début de l'année, permettant de mesurer l'audience du parti dans les milieux où il agit et sert, d'organiser, à l'occasion, des conférences, même si les militants sceptiques. La direction du parti oppose volontiers ces indications aux sondages lesquels, en 1952, accusent un basculement de popularité du P.C.F. de son secrétaire général.

« Depuis le début de janvier, vingt-trois mille hommes et femmes sont devenus communistes », a déclaré M. Georges Mathieu, 22 février, à Villeneuve (Val-de-Marne), « et ce chiffre, indiqué, le 12 mars, que ce nombre avait atteint vingt-cinq mille personnes, ces chiffres traduisent un « cours de la révolution » qui se traduit, en filigrane, plusieurs fois par semaine, d'expressions venues de quelque fédération, Parti communiste ou autre, et qui sont reprises et citées par le quotidien communiste. Ainsi a-t-on pu lire que les assemblées populaires y remportaient 12 et 13 janvier, deux mille les 13 et 19 janvier, deux mille sept cents les 8 et 10 février, quatre mille les 16 et 17 février, deux mille trois cents les 23 et 24 février, deux mille sept cents les 8 mars, le nombre des cellules ayant organisé ces assemblées allant de dix-huit (les 8 et 10 février) à sept (les 13 et 17 février). Dans cette fédération, qui était, au mois de décembre, sur le point de retrouver vingt-trois mille adhérents, on comptait, le 12 février 1978, plus de neuf cent vingt cellules. La faible partie de celles-ci, jusque présent, ont organisé leur assemblée populaire. Le reste, sur la ligne pourtant, que là où les assemblées ont eu lieu, le nombre des adhésions enregistrées par les cellules de la fédération, a été de 100. Le journal a cité, d'autre part, le cas de la cellule de l'usine Ecoscot de Lille, dont l'assemblée du 6 janvier, a réuni cent quatre-vingt personnes, contre quarante l'année précédente.

En dépit de ces incitations appuyées le 25 février encore le bureau politique, qui a invité les cellules à réunir des assemblées avant la mi-mars, militants semblent manquer de l'empressement à organiser cette manifestation, qui est venue, plus importante que celle de celle-ci, qui doit être l'œuvre du P.C.P. « un événement politique ». Un responsable de la fédération des Bouches du Rhône indiquait, par exemple, le 18 février, dans l'Humanité, que quatre cent cellules n'avaient pas fixé la date de leur manifestation. Selon M. Laurent, le 14 février, quinze mille ce au total, sur vingt-huit

avaient tenu au prévu de tenir cette assemblée avant la fin de février; quatre mille autres l'ont fixée au mois de mars.

Les raisons de ce manque d'empressement peuvent être diverses selon les cas. Parfois, la cellule où l'on a existence végétative, boit, dans un environnement indifférent ou hostile, l'assemblée reviendrait à réunir les quelques militants qui participent ordinairement aux activités de la cellule. Ailleurs on craint que l'assemblée ne soit l'occasion de désaccords entre les militants ou entre ceux-ci et des sympathisants que hante la politique actuelle du P.C.F. Comme toujours, un moyen d'ouverture du parti aux autres est une nécessité populaire se justifie moins rare que la tendance est au repli.

En revanche, l'activité militante de ceux qui se veulent, avant tout, fidèles au parti, trouve, dans une telle période, matière à s'employer. Les chiffres d'adhésions montrent qu'il ne manque pas de militants pour aller les solliciter. Les résultats de la campagne de vente de l'*Humanité-Dimanche*, à l'occasion du lancement de sa nouvelle formule, en deux éditions vendues chacune 450.000 francs, témoignent aussi de ces efforts. « La diffusion de l'*Humanité-Dimanche* s'est accrue de soixante mille exemplaires », a indiqué

M. Marchais, le 29 février. L'appel des dirigeants du parti à tous les cadres et à tous les militants, pour assurer la promotion de l'hebdomadaire, a été entendu.

Cette campagne avait été préparée par une dénomination plus vive et plus systématique que d'habitude des grands moyens d'information et de la presse. accusés de « fautes » politico-morales. Le sentiment qui animait, en France, est sélective et manipulée étant de ceux qui font l'unanimité des militants communistes. Mais d'un côté, d'un autre, les militants de l'extrême gauche soutiennent le parti communiste, c'est une tâche assez aisée. Au surplus, dans une période d'incertitude et d'interrogations, la vente d'un acte militant minimum, aussi peu de communistes se refusent, du moins en une occasion exceptionnelle. C'est le cas avec le lancement du « journal » du dimanche dont six cent mille exemplaires ont été vendus les 3 et 4 février. Pour la vente régulière, c'est autre chose, et on remarque ici que le militant qui tient le stand le dimanche matin, change moins souvent d'une semaine à l'autre que dans les semaines passées. Les ventes, mille exemplaires par huit mille, se sont conformées aux nouveaux statuts du parti, qui prévoient, depuis mai 1979, la constitution, dans chaque cellule, d'un comité de diffusion de l'« Émancipation » (C.D.E.).

Désaffection et relance

Il est impossible de savoir quelle proportion de membres du parti communiste se sont éloignés de lui après les élections législatives de mars 1978 et la crise provoquée par le refus de la direction de permettre la publication d'un aït lieu, au sein du parti, sur la situation créée par la rupture de l'union de la gauche. Tel dirigeant communiste affirme que le nombre de défections est de 100, c'est-à-dire le nombre d'adhérents de 1978 qui ont repris leur carte l'année suivante, a été le plus élevé depuis la libération. Le bureau du parti, le 19 décembre, de quatre-vingt-dix mille adhésions nouvelles, et il a annoncé que le nombre total de membres dépassait cent mille, chiffre présenté, à la veille du vingt-troisième congrès (mai 1979), comme celui de effectifs réunis en 1978. M. Luan, ministre de l'Intérieur, a déclaré le 12 mars : « En 1979, nous avons consolidé nos écrivains, sept cent cinq mille adhérents. Le nombre de communistes qu'il y a dans le parti est de quatre-vingt-cinq mille. »

Les observations faites localement confirment qu'un mouvement de désaffection s'est produit en 1978-1979. Certains ont pu constater que, dans les années 1978, d'autres dans la période de préparation du congrès, au printemps suivant. Les uns n'ont pu reprendre leur carte ; d'autres l'ont perdue. Les autres ont vu la disparition du congrès permettant la discussion ; constatant qu'en fait rien, ils se sont tenus à l'écart des activités militantes. La preuve d'opposition est donnée en 1978-1979, 10 % des militants en adhérents subies. À Paris, ce sont mars 1978, ces pertes étaient selon elle, importantes dans les cellules d'entreprise. Selon d'autres, les cellules d'entreprise ont été réduites à l'extrême. Val de Marne, Ivry-sur-Seine (Paris), le nombre de cartes placées serait tombé de trois mille cinq cents en 1978 à moins de mille. Les pertes ont été énormes. Les pertes dans la même période, une baisse de 50 % de ses effectifs. Il y a une perte de soutien, des chutes de soutien, ce qui donne la dimension sont vérifiables.

En relançant, à l'automne 1977, l'activité du parti dans les entreprises, les responsables P.C.F. ont voulu compenser, sur terrain, les reculs subis, d'un part, dans les couches de la population autres qu'ouvrières, d'autre part, dans l'organisation communiste au niveau local.

difficultés rencontrées parmi les
représentants des cadres et des fonc-
tionnaires pour faire adopter la
politique inaugurée par la rup-
ture de septembre 1977, ont été
et demeurent importantes. La
direction semble s'y être résignée
à l'avance et avoir encouragé les
très peu d'efforts pour se concilier
ces catégories sociales. La
préparation de la réunion du
conseil national des 9 et 10 fé-
vrier 1978, qui devait décider
n'a guère mobilisé les militants
concernés et rien n'a été fait
pour les amener à s'intéresser au
débat. L'écho rencontré par la
politique de la direction n'a pas
été « positif » parmi les en-
sablants et les employés montre
que les vœux de nombreux mem-
bres du P.C.F., dans ces milieux,
sont restés lettre morte à la li-
gure par leur verbiage.

[illegible]

avec le parti communiste, nous sommes en accord avec la suite des positions qu'il a prises dans l'affaire algérienne, sont entendus de tous les hommes politiques et sociaux du parti. Ceux qui se transforment en appli qui ne se manifestent jusqu'à que par le bulletin de vote, en une adhésion. De ceux qui ont été déjà des militants dans le passé, lorsque le P.C.F. était on se voulait a été. Mais, d'une part, cette transformation qualitative du rapport entretenu avec le parti, ceux qui se situent dans le champ d'influence rétrécit celui-ci et, d'autre part, elle fournit pas de militants aux Certes, beaucoup de militants communistes, que les positions adoptées ces dernières années avaient mécontentés, ont renoncé du service; mais cela ne se passe toujours à compenser la désaffection ou le départ de ceux qui étaient les militants actifs dans la période précédente. Au total, si la capacité d'interaction du parti communiste par égale à ce qu'elle était dans les dernières années — à quel verbiage, et non des moins dres, comme on se le rappelle, que le P.C.F. offre d'une résultant l'engagement accru de plusieurs de ses militants, et non au développement de son audience.

LA POLITIQUE FRANÇAISE AU PROCHE-ORIENT EST DANGEREUSE

Elle est dangereuse pour la paix

parce qu'elle compromet le traité signé par l'Egypte et par Israël.

Parce qu'elle constitue un désaveu à l'égard de l'initiative historique du Président SADATE, qu'elle désigne à la vindicte publique.

Elle est dangereuse pour la sécurité d'Israël

Elle est dangereuse pour la sécurité des chrétiens du Liban

L'O.L.P. et Yasser ARAFAT ne laissent aucun doute à ce sujet.

Elle est dangereuse pour l'indépendance nationale de la France

parce qu'elle lie notre approvisionnement énergétique à notre soumission aux pays arabes les plus extrémistes.
Renier ses amitiés pour du pétrole n'est pas digne de la France.

Elle est dangereuse pour la sécurité de la France

parce qu'en proposant de faire garantir un règlement par les cinq grandes puissances, la France contribue à réintroduire l'impérialisme soviétique en Méditerranée orientale deux mois après l'invasion de l'Afghanistan.

***L'intérêt et l'honneur de la France
appellent un examen
de notre politique au Proche-Orient***

Général LECOMTE,
Président de l'Alliance
France-Jaël.

PIERRE-BLOCH,
ancien ministre,
Président de la LICRA

André MONTEIL,
ancien ministre,
Président d'honneur
de l'Alliance France-Israël.

[illegible][illegible]

MAGNIEN Louis, MAUJOLAIN Nicolas (chambre de commerce), Père MARIE-BENOÎT
MAZAS Emile, MAURICAUSST Gaston (professeur agrégé de philosophie), MORAN Jean
MORIN Raymond, MOINEAU Eugène (attaché de presse), docteur NISON NERIS, NAYMAN
NÉPOMUCÉ (président du conseil d'administration), NEUMANN (interne), NEUMANN
(professeur), NOYEBARD Arthur (député), NORDEAD (secrétaire), NODOT René
(maître de l'Institut), PIERRE-BLOCH Gaby (officier de la Légion d'honneur, médaille de
Résistance), PIERREARD Pierre (professeur à l'Institut catholique de Paris), PERREIN Louis
(président de l'Assemblée consultative provisoire), PINEAU Christian (ancien ministre, compagnon de
Libération), PRE Roland (ancien membre du Conseil économique).

REGAUDIE René (président du Conseil général de la Haute-Vienne), DE RUY DEN
REMOUEUX (président du conseil d'administration de l'École d'Arts et Métiers,
d'Arondissement de Paris, conseiller général de Paris, conseiller d'arrondissement), BETHOIR
Raymond (député honoraire), ROMAN Jacques, ROQUET LA GARRIQUE Victor (professeur
à Paris), ROSENTHAL David, à l'école des hautes études; sciences sociales, ROBESSEAT Marie-
Hélène, ROGEE Marcel (artiste peintre), ROSSIGNOL Maurice (directeur des
moyens et services de l'Association haute-saône-monts de saugepère et de l'adoles-
cence), SAUVIANT-ARRHUGH Jean-Philippe, SOPER Elie (officier de la Légion d'honneur),
SOUVERAIN Georges (médecin de recherche honoraire au C.N.R.S.), STOK AS (professeur)
STODOLZI Robert, THOMAS André, THOMAS Paul, THOMAS Roger.

VANDERBEEK Alexandre, VANDERBEEK André (Nord), VANDENBOESSCHE André (professeur université
de droit de Paris), WEIDBERG Maurice (secrétaire général de la LICRA), WISENGRUB Albin
(architecte), WATHIER Renée (conseiller administratif des services universitaires), ZWIGLI

SOUTIEN FINANCIER A ADRESSER A LA L.I.C.R.A.
40, r. de Paradis, 75010 PARIS - C.C.P. Paris 270-16.

TOUS AU GRAND MEETING DE LA MUTUALITÉ
mardi 25 mars à 20 h. 30.

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL de l'Antiquité et de la Brocante

FOIRE à la FERRAILLE et aux JAMBONS à PARIS

PORTE DE PANTIN
14 au 23 mars

Visiter le secteur gastronomique
Organisation SONECT tel. 202 50 70

Organisation SOMECT tel. 202 50 70

FIN

POLITIQUE

Le quatrième programme de simplification administrative

Le secrétariat général du gouvernement a rendu public, lundi 17 mars, le quatrième programme de simplification administrative annoncé le 13 mars par M. Raymond Barre

(« Le Monde » du 15 mars). Vulci, en résumé, les quarante-huit mesures arrêtées, qui entreront en vigueur soit par voie législative, soit par voie réglementaire.

Suppressions des formalités inutiles

- Suppression de pièces figurant aux dossiers d'inscription aux concours administratifs.
- L'extraît n° 3 du casier judiciaire devant figurer au dossier sera remplacé par une déclaration du candidat sur l'honneur certifiant que son casier judiciaire est vierge.
- Suppression du visa annuel du permis de chasser.
- Suppression de certificats médicaux.
- Cette mesure concerne l'admission des mineurs dans les centres de vacances et les placements familiaux de vacances; les départs en classes de neige, de mer ou classes vertes, et les épreuves olympiques des enfants; le dossier d'inscription d'un élève de l'enseignement privé dans un lycée d'enseignement public.
- Suppression des licences d'exportation pour les fers et aciers alliés.
- Ces licences seront remplacées par un certificat de l'exportateur précisant que l'exportation est en conformité avec la réglementation en vigueur.
- Amélioration des conditions d'emploi des personnes handicapées.
- Suppression de l'arrangement pour le paiement en espèces de la garantie de ressources dans les établissements de travail protégé.
- Suppression de l'obligation pour les communes de verser la moitié de la location des logements d'instituteurs non utilisés à la caisse des écoles.
- Suppression du visa annuel du titre de navigation pour les navires de plaisance jusqu'à 12 mètres.
- Suppression de l'examen pour l'obtention de l'équivalence entre le C.A.P. de conducteur routier délivré par l'éducation nationale et le permis de conduire de la catégorie CI.
- Suppression de pièces à fournir au dossier de demande d'agrément des sociétés coopératives agricoles.
- Les seniles pièces que les coopératives devront désormais fournir sont: un exemplaire du règlement intérieur; le certificat d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés; la liste des associés avec indication de leur profession.
- Suppression des droits de contrôle phytosanitaire des pépinières.
- Suppression des bons de contrôle délivrés par la société interprofessionnelle des oléagineux pour la commercialisation des graines oléagineuses françaises.

Allégements de procédure

- Unification de deux seuils prévus pour la passation de certains marchés publics.
- Désormais, le seuil de dérogation aux procédures normales de passation des marchés prévus à l'article 321 du Code des marchés publics est uniformément fixé à 100 000 francs au lieu de 50 000 ou 100 000 francs selon l'importance des communes ou établissements.
- Extension du versement d'intérêts moratoires, en cas de retard de mandatement des sommes dues au titre des marchés de l'Etat, aux achats sur factures et aux travaux sur mémoires.
- Relèvement du seuil de dispense de production des factures par les fournisseurs de l'Etat et des collectivités publiques.
- La limite jusqu'à laquelle les fournisseurs de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics sont dispensés de produire une facture ou un mémoire sera portée à 500 F.
- Simplification des procédures régissant l'appareillage des personnes handicapées.
- La mesure vise à réunir les deux commissions qui ont pour objet l'agrément des appareils (dont les prix sont révisés annuellement) et la nomenclature simplifiée et la fixation des tarifs de remboursement. Les handicaps sont classés en deux catégories: les handicaps de première main et les handicaps de seconde main. Les prescriptions des appareils seront simplifiées; les conventions en cas de renouvellement d'appareil ou pour la réception de ceux-ci seront réduites au strict minimum. La procédure de prise en charge et celle d'examen technique de l'appareillage se dérouleront simultanément. L'inscription de la prise en charge sera accélérée. Ces deux mesures réduiront de trente à quarante jours le délai nécessaire (actuellement de cinquante jours en moyenne).
- Simplification de la notification par la Caisse de mutualité sociale agricole de la révision du taux d'incapacité d'une victime d'un accident du travail.
- Simplification de la déclaration d'accident du travail par
- L'employeur à la Caisse de mutualité sociale agricole.
- Simplification de l'immatriculation des salariés agricoles auprès de la Caisse de mutualité sociale agricole compétente.
- Il suffira aux intéressés d'adresser à la C.M.S.A. une fiche familiale d'état civil; la fiche individuelle qui était envoyée en plus ne sera plus exigée.
- Simplification de la désignation des représentants des coopératives agricoles à la commission départementale des structures.
- Ces représentants seront désormais désignés par le préfet sur proposition de la fédération départementale des coopératives agricoles, et non plus élus.
- Alignement de procédure en matière de révision de pensions d'invalidité.
- Cette mesure vise à permettre, par l'alignement des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité sur celles du code des pensions civiles et militaires de retraite, la rectification d'une erreur de droit (au détriment de l'intéressé ou du trésor public) dans la procédure d'attribution d'une pension ou d'une rente viagère.
- Fonctions publiques: simplification du fonctionnement des commissions de réforme.
- Il s'agit de fusionner au niveau départemental les commissions de réforme de fonctions très voisines, la commission de réforme et la commission de réforme.
- Harmonisation et simplification des formulaires d'inscriptions aux concours de l'Education nationale.
- Il s'agit de mettre en vigueur un document unique, simplifié, d'inscription aux principaux examens (BAC, BEP, CAP, etc.); chaque candidat, quelle que soit sa série, aura plus à remplir qu'une fiche unique d'inscription au lieu de remplir jusqu'à huit imprimés comme c'est le cas aujourd'hui.
- Pensions civiles et militaires de l'Etat: prise en compte d'une partie des enfants élevés lors de la liquidation de la pension.

Réductions de délais

- Délivrance accélérée et automatisée des diplômes universitaires à leurs titulaires.
- Il est proposé d'expédier dans deux semaines, en 1980-1981, un système informatisé d'établissement des diplômes, en vue de généraliser progressivement cette procédure sur la base de ces expériences.
- Statut du personnel communal: application automatique aux agents des collectivités locales de certaines mesures prises en faveur des agents de l'Etat exerçant des fonctions homologues en matière de primes et d'indemnités.
- Accélération du versement par l'Etat des avances de trésorerie aux établissements de travail protégé.
- Maintien du versement de l'allocation aux adultes handicapés en cas de révision de la situation de l'intéressé.
- Accélération de l'instruction des demandes d'allocation formulées par les personnes handicapées devant les COTOREP (Commissions techniques d'orientations et de classement professionnels).
- Accélération du versement d'indemnisation des éleveurs pour l'abattage d'animaux dans le cadre de la prophylaxie de la brucellose et de la tuberculose.

Assouplissements de contrôles et de contraintes

- Fractionnement des retraits à vue par les titulaires des C.C.P.
- Le montant maximal (3 000 F) reste inchangé, mais l'opération pourra être fractionnée. Ainsi, lorsque, à un jour donné, le client aura perçu seulement 1 000 F, il pourra obtenir un second paiement de
- 1 000 F dès le lendemain, alors qu'il doit actuellement attendre le quatrième jour.
- Simplification des formalités de prise en charge des frais d'hospitalisation des assurés sociaux.

[Désormais, la présentation d'un seul document (bulletin de salaire mensuel, attestation annuelle d'activité salariée, brevet de pension, attestation d'assurance à un régime particulier, etc.) justifiant que les droits aux prestations d'assurance-maladie ont bien été ouverts au cours des douze mois précédant la date de soins doit suffire pour permettre à l'hôpital d'obtenir la prise en charge des frais d'hospitalisation.]

● Simplification des règles d'attribution de l'allocation d'éducation spéciale.

● Simplification du mode de calcul de l'allocation différentielle versée aux personnes handicapées.

● Allocation d'éducation spéciale: simplification des prestations versées aux familles pour les périodes de retour de l'enfant au domicile.

● Simplification des contrôles effectués par les agents du ministère de l'Agriculture et de l'ONIBEV (Office national interprofessionnel du bétail et des viandes) dans les groupements de producteurs de bovins et d'ovins.

[Sauf exception dûment justifiée, aucun groupement de producteurs de bovins et d'ovins ne sera soumis à plus d'une visite de contrôle dans l'année.]

Formalités simplifiées

● La mise en place de l'appareil de « libre-service administratif » réduira très sensiblement l'attente du public dans les bureaux de poste et la charge de travail assumée par les guichetiers.

● Amélioration de l'information des entreprises importatrices et exportatrices sur les tarifs douaniers.

● Cette mesure vise à mettre en place le « tarif d'usage des données », rassemblant l'ensemble des positions relatives aux données à l'importation et à l'exportation de marchandises, édité sur microfilm.

● Création d'un guichet unique pour les démarches des personnes handicapées.

● Ce guichet sera mis en place pour les adultes, au secrétariat de la commission départementale de reclassement professionnel et, pour les mineurs, à la commission d'éducation spéciale.

● Création d'un formulaire unique pour les demandes d'allocation faites par les handicapés.

● Simplification de la déclaration annuelle sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et des travailleurs handicapés dans les entreprises de plus de dix salariés.

● Simplification de la demande d'un certificat d'urbanisme.

● La mesure vise à mettre au point une liste unique de formalités à remplir concernant le certificat d'urbanisme.

● Création d'un formulaire adapté aux personnes effectuant de fréquents voyages à l'étranger.
- Il s'agit de mettre en service un passeport à grande page de destination, devant être rempli par le titulaire de nombreux déplacements à l'étranger pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

● Simplification du renouvellement de la carte d'identité consulaire.

● Il sera possible désormais de renouveler deux fois cette carte, pour chaque fois trois ans; la même carte sera donc valable neuf ans.

● Simplification et unification des formulaires de déclaration de perte et de vol de pièces d'identité.

● Simplification de la rédaction de la feuille de soins par l'assuré social pour la demande de remboursement auprès de la Caisse de mutualité sociale agricole.

● Simplification de la procédure de validation de services accomplis par un fonctionnaire avant sa titularisation, devant être pris en compte dans ses droits à retraite.

● Un modèle unique de déclaration d'engagement destiné à l'Office national interprofessionnel des vins de table à l'Institut national des appellations d'origine contrôlée et à la direction générale des impôts est expérimenté dans plusieurs régions. Au cours des deux années à venir, l'expérience sera progressivement généralisée.

Ainsi, après les 101 mesures de septembre 1977, les 41 de février 1978 et les 66 de février 1979, ce nouveau programme porte à 266 les mesures de simplification administrative décidées en trente mois par le gouvernement.

LA PRÉPARATION DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

M. Barre s'emploie à prévenir la « grogne » du R.P.R.

Indifférent à l'appréciation péremptoire émise, la 17 mars, à l'Assemblée nationale par M. Jacques Chirac, selon lequel « le gouvernement n'existe pratiquement plus », M. Raymond Barre poursuit ses consultations préparatoires à la session parlementaire de printemps.

Selon le rituel en usage à pareille époque, les représentants de la majorité se succèdent, au moment à l'hôtel Matignon. Après les présidents des commissions des lois de l'Assemblée nationale, c'est M. Raymond Barre, mercredi après-midi 19 mars, au tour de M. Claude Labbé. Le président des députés R.P.R., qui est également le conseiller politique du mouvement gaulliste, a été reçu pendant près d'une heure et demie par le chef du gouvernement, avec lequel il s'est entretenu sur les dossiers de l'ordre du jour de la prochaine session, mais aussi de l'ensemble des problèmes politiques.

M. Barre a notamment confirmé à M. Labbé que le gouvernement, conformément à ses engagements, désire associer le R.P.R. à la relance de la « participation » soumise par le chef de l'Etat et prise en charge par M. Jean Mattéoli, après avoir été préparée par Robert Bonin. Dès le début de la session, l'Assemblée nationale sera appelée à débattre du projet de loi proposant que certaines sociétés distribuent gratuitement des actions à leurs salariés, puis, immédiatement après, de la proposition de loi de M. Labbé et de ses amis sur « l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et de la gestion des entreprises ».

Le gouvernement proposera vraisemblablement certains amendements au texte du R.P.R., mais M. Barre a donné à M. Labbé l'assurance qu'il respecterait les trois objectifs de cette proposition de loi: extension des dispositions de l'ordonnance du 17 août 1967, dont bénéficient actuellement quatre millions huit cent mille salariés, création d'un nouveau type de société d'actionnariat pour les salariés et participation des salariés à la gestion des entreprises. Selon le président du groupe R.P.R., il n'existe, sur ce point, pour l'instant, « aucune source de conflit » avec le gouvernement.

A l'hôtel Matignon on souligne au demeurant — en présentant cela comme un geste conciliatoire — que le premier ministre ne déposera pas le projet de loi prévoyant la participation de représentants des cadres aux conseils d'administration et de surveillance de entreprises de plus de cinq cents salariés puisque le texte du R.P.R. vise le même objectif.

M. Barre a également confirmé que l'Assemblée sera saisie de textes relatifs à la politique familiale — thème particulièrement cher à M. Michel Debré, qui le rappela, dimanche soir 16 mars, au Club de la presse d'Europe 1. Après les propositions de loi de M. Henry Berger (R.P.R.), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les problèmes de la Sécurité sociale, ceux qui ont marqué la session d'automne 1979, au cours de laquelle le gouvernement avait été contraint d'engager six fois sa responsabilité devant l'Assemblée, et avant

la session budgétaire de l'automne prochain qui risque d'être tout aussi animée, ces textes politiques accordés aux gaullistes ne sont évidemment pas fortuits.

M. Barre s'emploie ainsi à prévenir la « grogne » du R.P.R., sans pour autant se faire d'illusions sur ses chances de succès auprès de l'état-major de la formation gaulliste. M. Jacques Chirac, en effet, a clairement annoncé la couleur, le 4 mars, à l'Assemblée nationale, lorsqu'il a rebaisé au niveau d'un « gag » la participation à l'Assemblée nationale, avant de conclure sèchement: « Si vraiment on veut faire du gaullisme, je vous propose de laisser faire par les gaullistes, qui savent, plutôt que de faire faire par les centristes ».

Mais il ne déplaît sûrement pas à M. Barre de prendre au moins son prétexte, qui avait aussi défrayé le gouvernement de concretiser son « rôle gaulliste » en acceptant de discuter des propositions de loi du R.P.R.

« Inch Allah ! »

En mettant en avant sa volonté de répondre aux vœux de la formation gaulliste, le premier ministre cherche à désamorcer

d'éventuelles critiques ultérieures. La présence de M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation, aux journées parlementaires R.P.R., qui doivent avoir lieu du 26 au 28 mars à Saint-Raphaël, procède du même souci.

M. Labbé, pour sa part, s'est montré circospect à l'issue de son entretien avec M. Barre. Il a pris acte des intentions du premier ministre, mais a souligné que les initiatives gouvernementales ne représentent, pour le R.P.R., qu'un début, un point de départ.

Indiquant que le R.P.R. se propose, à Saint-Raphaël, lors de ses journées parlementaires, d'examiner les quelques trois cents propositions de lois, déposées depuis le début de la législature par ses députés, et d'en retenir une quinzaine à soumettre en priorité au gouvernement, M. Labbé a ajouté toutefois: « Nous n'aurons pas fait de propositions ».

Tout cela ressemble fort à un round d'observation.

Comme on lui demandait si la session de printemps lui apparaissait devoir être « en gaule », M. Labbé a répondu: « C'est exact, mais la session de printemps est une réponse de sphinx: « Inch Allah ! » C'est aussi, sans nul doute, ce que pense M. Barre.

ALAIN ROLLAT.

L'ANNIVERSAIRE DU CESSÉ-LE-FEU EN ALGÉRIE

Plusieurs centaines d'anciens combattants se sont rassemblés à l'Arc de triomphe

Comme ils le font chaque année à la mairie de Paris, entourés par M. Valéry Giscard d'Estaing, les membres de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie (FNACA) ont participé, le mercredi 19 mars, à une brève cérémonie qui les a rassemblés à l'Arc de triomphe de l'Etoile, à l'occasion de l'anniversaire du cessez-le-feu en Algérie.

Plusieurs centaines d'anciens combattants, auxquels s'étaient joints des parlementaires et des conseillers de Paris, dont le général Cassot, président de la commission des anciens combattants,

tants à la mairie de Paris, entourés par M. Valéry Giscard d'Estaing, les membres de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie (FNACA) ont participé, le mercredi 19 mars, à une brève cérémonie qui les a rassemblés à l'Arc de triomphe de l'Etoile, à l'occasion de l'anniversaire du cessez-le-feu en Algérie.

M. Marek a exprimé ses regrets à propos de la décision, prise par le conseil des ministres du mercredi 19 mars, où il avait été dit que « l'anniversaire des accords du 19 mars 1962 pour l'Algérie n'a pas à faire l'objet d'une commémoration » (nos dernières éditions). Pour M. Marek, il ne peut y avoir d'autre date que le 19 mars pour honorer les soldats tombés en Algérie, « au moins tant que vivra la génération qui s'est battue dans cette guerre ».

Contre-manifestation le 22 mars

Le Comité d'action pour le respect de la mémoire des civils et militaires morts pour l'Algérie française (I), créé à l'initiative de M. Pierre Descaves, a tenu, mercredi 19 mars, une conférence de presse pour dénoncer en particulier la commémoration, par la FNACA (Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie), du « cessez-le-feu » en Algérie il y a dix-huit ans (le mardi 19 mars) et justifier la manifestation qu'organiserait ce comité, le samedi 22 mars, à 16 h 30, à l'Arc de triomphe de l'Etoile.

Dans une déclaration préalable, devant une assistance où l'on distinguait notamment M. Léon Delbecq, ancien porte-parole du comité de salut public Algérie-Sahara — le colonel Jean Gardes et le colonel Jacques Desroches — président de l'Union nationale des parachutistes — M. Descaves a rappelé le non-respect, par les nouvelles autorités algériennes, de nombreux points

consignés dans les accords d'Evian, ajoutant: « Dire que 90,7 % des Français ont approuvé la politique des autorités de l'époque (FNACA) est une déformation ». On sait aujourd'hui que le F.L.N. entendait par coopération et on a appris que le gouvernement français était hors d'état de faire respecter les accords signés, a dit encore M. Descaves. « Nous venons de voir ce que dissimulent les accords du 19 mars 1962 et il faut toute la mauvaise foi des représentants de la subversion pour en faire une journée du souvenir à la mémoire des milliers de jeunes Français morts pour la France en Algérie ».

Plusieurs orateurs ont dénoncé la présence de personnalités gouvernementales, comme MM. André François-Poncet, Marc Bécarré et René Monory, lors des inaugurations de la rue d'Alger, le 19-Mars-1962, et menacé de faire tomber, lors des prochaines élections, les conseils municipaux qui auront accepté ces plaques commémoratives.

En ce qui concerne la manifestation du 22 mars — « la plus proche, en fait, de la date du 19 mars 1962, qui marqua la fin de la rue d'Alger », M. Descaves a fait état du soutien, notamment de l'ANFANO (dont le président, M. Viard, était à la tribune), de la Fédération nationale des rapatriés français de confession islamique, ainsi que de l'U.N.C.-A.F.N., principale organisation concurrente de la FNACA.

Plusieurs orateurs — dont le colonel Gardes — ont souligné les liens étroits qui existent, selon eux, entre le parti communiste et la direction de la FNACA, association qui, comme l'ARAC, ne serait, disent-ils, qu'une « simple courtoisie de transmission ».

(1) Délégation générale: 37, rue de la Harpe, 75005 Paris, téléphone 266-25-76. Présidents d'honneur: M. Georges Bidault, ancien président du Conseil national de la Résistance (C.N.R.); le général Edmond Jonhaud, et M. Léon Delbecq.

● M. Jean-Marie Le Pen, candidat à l'élection présidentielle et président du Front national, a annoncé, mardi 18 mars, qu'il participerait à la manifestation organisée samedi prochain, à l'Arc de Triomphe de l'Etoile, pour protester contre la commémoration, par certaines associations d'anciens combattants, du cessez-le-feu du 19 mars 1962 en Algérie. De son côté, M. Haddad Lach, président du rassemblement des Français musulmans, a annoncé la participation de ce mouvement d'anciens harkis à la manifestation du 22 mars dont l'initiative revient au Comité d'action pour le respect de la mémoire des civils et militaires morts pour l'Algérie française.

DÉFENSE

Les femmes

SCIENCES PO. Préparations

Cours d'anglais et en Universités amér.

même sans vous pouvez bien

avec les circuits

Organisateur de voyages

5 circuits de F.6.200

programmes combinables

nombreux départs accompagnés

مركز من الأصل

Evening
R.

Les femmes dans l'armée française

OUVERTURE DE LA SOUSCRIPTION 1980

"*T'or est tenu éternellement et universellement comme une valeur inhérente et fiduciaire par excellence.*" (1)

P. de Gaulle

Diamètre réel : 27 mm. Ces photos ont été agrandies pour montrer les détails.

Voici enfin le "DE GAULLE"

OR massif 24 carats, dans les ateliers de fabrication des Monnaies et Médailles⁽²⁾.

1980 : Année DE GAULLE.

Pour rendre hommage à celui qui a rendu sa liberté à la France.

- 10^e anniversaire de la mort du Général
- 50^e anniversaire de son accession
- 40^e anniversaire de l'appel du 18 Juin
- 2^e année d'émission du DE GAULLE

Un événement exceptionnel pour les collectionneurs et investisseurs.

Ne manquez pas cette première année d'émission.

Veuillez noter que le tirage du De Gaulle s'étendra bien au-delà de ce que nous avons annoncé de millions de pièces dont les émissions monétaires ont fait l'objet.

Nous sommes persuadés que ce faible tirage du De Gaulle 1980 sera inférieur à la demande des millions de Français qui s'intéressent aux objets du Général, sans parler de tous ceux qui reconnaissent en lui un personnage décisif dans l'Histoire, et de tous ceux qui veulent commencer une collection numismatique tout en profitant d'un placement nouveau et inédit sur les métaux précieux.

Ainsi, les futures souscriptions qui n'aient pu se procurer les premiers De Gaulle 1980 seront strictement priées d'offrir une plus-value substantielle à ceux qui voudront un jour les revendre.

Une réunion de Partenaire signée S. Samet et Monnaie de Paris

La gravure du De Gaulle 1980 a été confiée au Maître-graveur Serge SANTUCCI. Les matrices ont été directement gravées à la main dans l'acier. Sur le plan de la technique monétaire, le De Gaulle 1980 est frappé en qualité "Fleur de Coins" hors

du circuit industriel, à l'aide de matrices (coûts) neufs, sur des flans sélectionnés ayant subi un traitement spécial destiné à les rendre plus brillants. Les différentes opérations de fabrication sont effectuées dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles par un personnel spécialisé et toute manipulation est réalisée à l'aide de gants. Chaque De Gaulle sera livré avec son état, sous pochette de protection, et accompagné d'un Certificat officiel qui garantira le tirage limité, le poids et le titre du métal précieux.

Conditions de souscription.
Répondez dès aujourd'hui!

1^{re} L'édition et la diffusion sont assurées en exclusivité par les Editions LALETA. Les souscriptions y seront enregistrées selon leur ordre d'arrivée et dans la limite de l'émission. Par ailleurs, la souscription sera close sans préavis.

2^o Cette offre est strictement limitée à 10 exemplaires en or et 20 en argent par foyer, pour donner satisfaction au plus grand nombre de demandes et afin d'éviter la spéculation.

3^o Les prix sont garantis jusqu'à la livraison pour les 10 000 premiers De Gaulle en or et les 20 000 premiers en argent. Au-delà de cette limite, les prix risquent d'être majorés en fonction des cours des métaux précieux. Si votre souscription arrivait trop tard, un supplément de prix vous serait demandé, mais vous seriez tout libre de continuer votre commande ou de la ramener.

4^o Les premiers De Gaulle sortiront des balances monétaires, à partir de Mai 1980. Les expéditions se feront par colis postal assuré voyageant sous risques et périls des Editions LALETA et s'achèveront jusqu'en décembre 1980.

5^o Garantie de remboursement : si à réception de votre colis vous n'êtes pas entièrement satisfait, vous serez intégralement remboursé en le renvoyant dans les 30 jours.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à renvoyer aux Editions J.M. LALETA, Revendeur agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles
9, Faubourg Saint-Honoré - 75006 PARIS

Je désire soumettre (sous réserve d'acceptation et conformément à vos conditions de vente décrites ci-dessus) au De Gaulle 1980 frappé à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles.
Veuillez donc m'adresser dès sa sortie, par colis postal assuré à vos frais et risques :

_____ De Gaulle en OR 24 Carats au prix unitaire de 1500 F, soit F (*)

_____ De Gaulle en ARGENT 1^{er} titre au prix unitaire de 200 F, soit F (*)

Je régit le montant de cette souscription, dès réception de votre facture, dans ma seule enveloppe. Les expéditions auront lieu à partir de mai 1980, au fur et à mesure des livraisons de la Monnaie.

Date: _____ Signature: _____

M. Mlle, Mlle _____

Adresse complète _____

Code Postal _____ Ville _____

(*) Ces prix sont garantis conformément au paragraphe 3 des conditions de Souscription ci-dessus. Pour l'échangeur, port et taxes douanières éventuelles, à charge du souscripteur.

ENREGISTRE EN MAJUSCULES S.V.P.)

AUX EDITIONS MARC LALETA PROPRIETAIRES AGREEES DE L'ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MEDAILLES 75008 PARIS

N.C. Paris 313 B14

Diamètre réel : 27 mm

station le 22 mai

...and the

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is expected to reach 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to reach 1.7 billion by the year 2015.

1. *Journal of the American Medical Association*, 277, 1996, 2322-2326.

[illegible][illegible]

1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 26

* *Journal of Management Education* 24(10):1139-1150, 2000.
 ** *Journal of Management Education* 24(10):1139-1150, 2000.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

1

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

100

1

• **1997** – **1998** – **1999** – **2000** – **2001** – **2002** – **2003** – **2004** – **2005** – **2006** – **2007** – **2008** – **2009** – **2010** – **2011** – **2012** – **2013** – **2014** – **2015** – **2016** – **2017** – **2018** – **2019** – **2020** – **2021** – **2022** – **2023** – **2024** – **2025** – **2026** – **2027** – **2028** – **2029** – **2030** – **2031** – **2032** – **2033** – **2034** – **2035** – **2036** – **2037** – **2038** – **2039** – **2040** – **2041** – **2042** – **2043** – **2044** – **2045** – **2046** – **2047** – **2048** – **2049** – **2050** – **2051** – **2052** – **2053** – **2054** – **2055** – **2056** – **2057** – **2058** – **2059** – **2060** – **2061** – **2062** – **2063** – **2064** – **2065** – **2066** – **2067** – **2068** – **2069** – **2070** – **2071** – **2072** – **2073** – **2074** – **2075** – **2076** – **2077** – **2078** – **2079** – **2080** – **2081** – **2082** – **2083** – **2084** – **2085** – **2086** – **2087** – **2088** – **2089** – **2090** – **2091** – **2092** – **2093** – **2094** – **2095** – **2096** – **2097** – **2098** – **2099** – **2100** – **2101** – **2102** – **2103** – **2104** – **2105** – **2106** – **2107** – **2108** – **2109** – **2110** – **2111** – **2112** – **2113** – **2114** – **2115** – **2116** – **2117** – **2118** – **2119** – **2120** – **2121** – **2122** – **2123** – **2124** – **2125** – **2126** – **2127** – **2128** – **2129** – **2130** – **2131** – **2132** – **2133** – **2134** – **2135** – **2136** – **2137** – **2138** – **2139** – **2140** – **2141** – **2142** – **2143** – **2144** – **2145** – **2146** – **2147** – **2148** – **2149** – **2150** – **2151** – **2152** – **2153** – **2154** – **2155** – **2156** – **2157** – **2158** – **2159** – **2160** – **2161** – **2162** – **2163** – **2164** – **2165** – **2166** – **2167** – **2168** – **2169** – **2170** – **2171** – **2172** – **2173** – **2174** – **2175** – **2176** – **2177** – **2178** – **2179** – **2180** – **2181** – **2182** – **2183** – **2184** – **2185** – **2186** – **2187** – **2188** – **2189** – **2190** – **2191** – **2192** – **2193** – **2194** – **2195** – **2196** – **2197** – **2198** – **2199** – **2200** – **2201** – **2202** – **2203** – **2204** – **2205** – **2206** – **2207** – **2208** – **2209** – **2210** – **2211** – **2212** – **2213** – **2214** – **2215** – **2216** – **2217** – **2218** – **2219** – **2220** – **2221** – **2222** – **2223** – **2224** – **2225** – **2226** – **2227** – **2228** – **2229** – **2230** – **2231** – **2232** – **2233** – **2234** – **2235** – **2236** – **2237** – **2238** – **2239** – **2240** – **2241** – **2242** – **2243** – **2244** – **2245** – **2246** – **2247** – **2248** – **2249** – **2250** – **2251** – **2252** – **2253** – **2254** – **2255** – **2256** – **2257** – **2258** – **2259** – **2260** – **2261** – **2262** – **2263** – **2264** – **2265** – **2266** – **2267** – **2268** – **2269** – **2270** – **2271** – **2272** – **2273** – **2274** – **2275** – **2276** – **2277** – **2278** – **2279** – **2280** – **2281** – **2282** – **2283** – **2284** – **2285** – **2286** – **2287** – **2288** – **2289** – **2290** – **2291** – **2292** – **2293** – **2294** – **2295** – **2296** – **2297** – **2298** – **2299** – **2300** – **2301** – **2302** – **2303** – **2304** – **2305** – **2306** – **2307** – **2308** – **2309** – **2310** – **2311** – **2312** – **2313** – **2314** – **2315** – **2316** – **2317** – **2318** – **2319** – **2320** – **2321** – **2322** – **2323** – **2324** – **2325** – **2326** – **2327** – **2328** – **2329** – **2330** – **2331** – **2332** – **2333** – **2334** – **2335** – **2336** – **2337** – **2338** – **2339** – **2340** – **2341** – **2342** – **2343** – **2344** – **2345** – **2346** – **2347** – **2348** – **2349** – **2350** – **2351** – **2352** – **2353** – **2354** – **2355** – **2356** – **2357** – **2358** – **2359** – **2360** – **2361** – **2362** – **2363** – **2364** – **2365** – **2366** – **2367** – **2368** – <

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

1

1000

[illegible]

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

1. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* were determined by the method of Lichtenthaler and Whistler (1973). The total chlorophyll content was determined by the method of Arar and Cook (1980). The carotenoid content was determined by the method of Lichtenthaler and Whistler (1973). The total carotenoid content was determined by the method of Arar and Cook (1980). The total carotenoid content was determined by the method of Arar and Cook (1980).

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

... ..

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

100

100

100

• • •

Le Monde

société

Aux Pays-Bas

Une enquête judiciaire relance un débat national sur l'euthanasie

La Haye. — Aux Pays-Bas, l'euthanasie fait actuellement l'objet de presque autant de discussions que l'avortement dans un passé encore récent.

De plus en plus nombreux sont les partisans de la « mort douce », avec toutes les garanties judiciaires et morales nécessaires, quand il est acquis que les soins médicaux en vain de garder en vie des malades dans un état désespéré revenant, en fin de compte, à la prolongation de leurs souffrances.

Ce sont surtout des médecins, des psychologues, des psychiatres, des juristes et des membres des autres groupes professionnels directement concernés qui déploient des initiatives pour que l'euthanasie ne soit plus considérée, aux Pays-Bas, comme une atteinte

à la moralité et à la loi, dont les « auteurs » peuvent être condamnés à des peines de prison.

Mais le couple Sybrandy, dans le Friesland, province du nord des Pays-Bas, a choisi de sortir du cadre de la spéculation intellectuelle pour poursuivre ses activités « plus provocatrices », aux dires de M. Sybrandy, sur la place publique.

Ces activités ont amené le parquet de Leeuwarden, capitale de la province du Friesland, à ouvrir une enquête judiciaire, qui pourrait aboutir sous peu à un procès « par incitation intentionnelle à suicide d'autrui », par assistance dans l'acte ou par la fourniture des moyens nécessaires à son accomplissement, infraction à l'article 294 du code pénal, qui peut être passible d'une peine de prison de trois années.

De notre correspondant

le manteau, le conviction s'impose que les autorités judiciaires s'étaient résolues, au préalable, à ne pas intervenir d'action bien qu'étant parfaitement au courant du travail du Centre d'information pour l'euthanasie volontaire.

Testament de vie et substance de mort

Quelque chose dans le hameau de Vinkega, qui est éloigné des grands centres de population aux Pays-Bas, le centre jouit d'une renommée nationale. Il compte un peu plus de cinq mille membres à part entière. Ceux-ci peuvent faire appel aux époux Sybrandy ou à son épouse, qui ne disposent de moyens de médecine fin à leurs jours, en cas de maladie incurable et à un stade terminal. Quand il le pourra, le centre fournira lui-même le médicament Vesperax, comme l'a affirmé Mme Sybrandy dans plusieurs interviews. Son épouse refuse cependant de divulguer ses sources pour se procurer le médicament « étant donné l'enquête en cours ».

À part les cinq mille membres, le centre d'information compte environ quinze mille donateurs, qui lui ont confié la tâche d'administrer leur « testament de vie ». Ce document, que la personne en question n'est autorisée à rédiger qu'en pleine possession de ses facultés intellectuelles, doit être une garantie éventuelle contre la prolongation artificielle de la vie quand tout espoir de guérison a été abandonné.

Il n'y a pas que le centre créé par le couple Sybrandy qui possède des archives de « testaments de vie ». D'autres instituts avec les mêmes objectifs lui ont emboîté le pas. Parmi celles-ci, l'Association néerlandaise pour l'euthanasie volontaire, qui se trouve à Amsterdam, et compte parmi ses responsables des médecins et des juristes d'une grande renommée professionnelle, est la plus importante.

L'année dernière, la Fraternité des néerlandais aux Pays-Bas a déposé le feu vert à ses membres pour rédiger eux aussi des testaments de vie. M. Sybrandy estime à sixante mille le nombre de documents de ce genre que des Néerlandais ont eu le soin de préparer, nombre qui s'accroît certainement depuis que le centre d'information et ses partisans ont pleinement capté l'attention après les poursuites judiciaires contre Mme Sybrandy.

Celle-ci ne pouvait se douter de l'ampleur que prendrait le mouvement quand, en 1975, le docteur Postma, qui seignait depuis longtemps la famille Sybrandy, fut condamné à une peine de prison de trois ans pour avoir incité à la mort, en collaboration avec son épouse, sa belle-mère, qui était malade incurable, et cela par le biais d'une forte dose de morphine. C'est à partir de cette affaire que la famille Sybrandy, et le docteur Postma ont engagé la lutte pour que l'interdiction de l'euthanasie soit éliminée du code pénal néerlandais.

En dressant, cinq ans plus tard, un bilan provisoire, M. Sybrandy constate que l'idée des testaments de vie est maintenant accueillie favorablement par bon nombre de médecins, à qui ce document procure un élément de sécurité vis-à-vis de la volonté du malade. Le conseil des hôpitaux néerlandais a informé ses membres qu'il ne peut pas être tenu compte du contenu du testament de vie, signifiant ainsi que rien ne les oblige à agir conformément aux souhaits du malade exprimés dans le testament.

La Société royale néerlandaise de médecine n'a pas pris position jusqu'à présent sur le sujet, mais les points de vue sur l'avenir de l'euthanasie aux Pays-Bas, débat qui a pu se développer tout récemment grâce à l'opinion des deux qui se considèrent « la mort douce » comme un des droits de l'homme.

RENÉ TER STEEGE.

JUSTICE

DEUX CENT CINQUANTE JEUNES ANIMATEURS BÉNÉVOLES DANS LES PRISONS

Le chef de l'État encourage l'action du GENEPI

Le président de la République a reçu, mercredi 19 mars, une délégation du GENEPI. Créé en 1975 sur l'initiative du chef de l'État, le Groupe national d'enseignement aux personnes incarcérées affirme rassembler deux cent cinquante élèves de l'enseignement supérieur, qui consacrent bénévolement une partie de leur temps à des activités scolaires, culturelles et d'animation dans les prisons.

Le GENEPI a été tenu sur les fonts baptismaux par MM. Giscard d'Estaing et Lionel Stoléru, alors conseiller économique de l'Élysée, après la révolte des prisonniers en 1974 et la poignée de main du chef de l'État à des détenus des prisons Saint-Paul et Saint-Joseph de Lyon. Les membres du GENEPI étaient à cette époque élèves des écoles supérieures de commerce, ce qu'ils sont restés dans leur majorité, même si le recrutement s'est élargi depuis aux élèves de ces écoles des sciences et des U.E.R. de droit.

Les « bénévoles » ont trois atouts : par leur âge, ils sont plus proches des délinquants que ne le sont les visiteurs de prison. Ils cessent d'appartenir au mouvement lorsqu'ils entrent dans la vie active. Le deuxième tient aux responsabilités que les étudiants cadres et futurs chefs d'entreprise, à ce titre, les anciens « bénévoles », exercent dans leurs parloirs, devraient être plus

favorables que leurs pairs au recrutement qui commande leur réinsertion sociale.

Le troisième atout, à double tranchant, est ce haut parainage et les subventions qu'il a suscitées. Le GENEPI partage avec une photothèque une pièce adjointe au cinquième étage d'une annexe de la chancellerie, rue Saint-Henri, à Paris. L'appui des pouvoirs publics ouvre bien des portes, en premier lieu celles des prisons. Mais il suscite parfois, la méfiance des détenus que ces jeunes gens de bonne famille ne parviennent pas toujours à dissiper.

« Les « bénévoles » — c'est à leur honneur — fuient la publicité et se seraient passés de l'annonce par l'Élysée de l'audience qu'ils ont accordée au chef de l'État. Ne qu'ils refusent ce patronage, mais ils craignent les effets grossissants des médias et surtout d'apparaître comme des dames patronesses en milieu carcéral.

Un double pari

Si elle est à cent lieues des analyses de Michel Foucault et de la Commission des prisonniers, l'opinion des « bénévoles » sur la prison tranche sur les idées qui ent généralement cours dans leur milieu. La fréquentation des détenus leur a révélé leur misère morale, le surpeuplement, la nouveauté des peines de trop longue durée, l'analphabétisme d'un nombre impressionnant de pri-

sonniers, le caractère choquant de la détention provisoire et la marque indélébile que constitue pour un ancien détenu un casier judiciaire qui n'est plus vierge.

Chaque fois que les « bénévoles » évoquent ces questions, leurs interlocuteurs, magistrats ou directeurs de prison, leur déclarent : « Voyez plus haut ». Mercredi ils ont rencontré le président lui-même. M. Giscard d'Estaing les a écoutés, les a encouragés à persévérer et leur a promis que leurs propositions de réforme seraient étudiées.

Dans un numéro à paraître de la lettre du GENEPI, redigée par le chef de l'État, écrit : « En suscitant puis en encourageant il y a cinq ans la création du GENEPI, j'ai tenté un double pari. Un pari sur la finalité de la justice, dont le rôle est de punir les coupables, certes, mais aussi de préparer à leur réinsertion sociale une fois la peine accomplie. Un pari sur la solidarité de la jeunesse et sur sa capacité à se dévouer bénévolement pour une cause d'intérêt général. Ce double pari, les responsables de l'administration pénitentiaire du GENEPI sont en train de le gagner ».

Ce serait ignorer le réconfort et l'aide que les « bénévoles » apportent aux détenus que de leur reprocher de cautionner par leur présence à l'Élysée une politique pénitentiaire dont ils déplorent avec une certaine lucidité les insuffisances.

BERTRAND LE GENDRE.

« GENEPI », 231 rue Saint-Henri, 75002 Paris Cedex 01. Tél. (14-48-14-14) : 261-80-23, poste 5488.

Faits et jugements

Les suites judiciaires des manifestations de Plogoff.

Rennes. — Près d'un millier de personnes se sont rassemblées mercredi 19 mars devant le palais de justice de Rennes, où commencent devant la 3^e chambre de la cour d'appel M. Clet Anquer, cinquante-sept ans, retraité de l'administration pénitentiaire, condamné à six mois de prison par le tribunal correctionnel de Quimper (le Monde du 29 février), à un mois d'emprisonnement ferme, après des manifestations à Plogoff.

Le substitut du procureur général, M. Jean Mayron (le Monde du 29 février), a déclaré devant la cour d'appel de Rennes, qu'il n'y avait pas eu de « manifestation de Plogoff », mais qu'il y avait eu une « aggrégation de la peine d'emprisonnement » au tout au moins sa confirmation. Les trois défendeurs ont été condamnés à six mois de prison, dont quinze jours de suspension pour M. Anquer.

La cour d'appel rendra son arrêt le 16 avril, le jour même où comparait devant elle M. Yann Chouca, avocat au barreau de Nantes, condamné le 6 mars par le tribunal de grande instance de Quimper à dix jours de suspension pour délit d'incendie.

À la demande de la défense, la cour a ordonné la mise en liberté de M. Anquer « à pré-jugement » pour deux jours de détention.

Les de la même audience, la cour a également rendu la peine de prison de M. Clet Anquer, condamné à six mois de prison, dont quinze jours de suspension pour délit d'incendie.

Le parquet avait, lui aussi, fait appel « à minima » de la première condamnation. M. Coquet n'a cependant pas été remis en liberté, le tribunal de Quimper ayant réitéré le sursis de deux autres peines d'un total de trente-cinq jours d'emprisonnement pour avoir réitéré sans lien avec les manifestations de Plogoff. — (Corresp.)

Le hold-up au Club Méditerranée de Corfou. — Un journaliste italien, M. Alessio Montella, qui avait été accusé de complicité avec les auteurs du hold-up, le 16 juillet 1977, au village de Ciot Méditerranée de Corfou (Grèce), au cours duquel un employé du club, M. Jean-Maurice Plompon, trente-six ans, avait été tué (le Monde du 19 juillet 1977), a été acquitté, le 19 mars, par la cour d'appel de Rome pour insuffisance de preuves.

Le journaliste avait été accusé d'avoir facilité la fuite des malfaiteurs en mettant son yacht, l'Alexia, à leur disposition. En juillet 1978, il avait été condamné, en première instance, à six ans de réclusion et à une amende de 15 000 francs pour complicité et recel. (le Monde du 27 avril 1978). — (A.F.P.)

MM. Regard et Rouméas inculpés dans l'affaire des « pots-de-vin » sont remis en liberté.

Deux des inculpés impliqués dans l'affaire des « pots-de-vin » de Ligny-en-Barrois qui restent encore détenus (le Monde du 16-17 mars), MM. Roland Rouméas, président-directeur général de la S.O.G.E. et des établissements Rouméas, et Robert Regard, adjoint au directeur de la division « Infrastructures » de l'armée de l'air, ont bénéficié, le mercredi 19 mars, d'une ordonnance de mise en liberté signée par Mme Martine Bouillon, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bar-le-Duc, chargée de dossier. L'un, et l'autre, sont placés sous contrôle judiciaire.

M. Roland Rouméas était écroué depuis le 22 novembre 1979 sous l'inculpation de banqueroute frauduleuse. M. Robert Regard, appréhendé à Paris en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par le magistrat instructeur, avait été placé sous mandat de dépôt le 13 février après avoir été inculpé de corruption passive, de fonctionnaire et de trafic d'influence.

L'enquête sur le meurtre de M^{lle} Flaude.

Les sept membres de la famille Clarenq qui avaient été interpellés, le mardi 18 mars, par les enquêteurs de la police judiciaire de Nancy (le Monde du 20 mars), et entendus à propos du meurtre de M^{lle} Jean Flaude, le notaire de Com-la-Gravotte (Meurthe-et-Moselle), ont été remis en liberté dans l'après-midi du mercredi 19 mars, à l'issue de trente-quatre heures d'interrogatoires, bien que le parquet de Nancy ait accordé aux poli-

ciers une prolongation de garde à vue de vingt-quatre heures, ce qui leur aurait permis de continuer leurs investigations jusqu'au jeudi 20 mars dans la matinée. Les alibis fournis par les deux femmes et les cinq hommes quant à leur emploi du temps le jour du crime sont difficiles à vérifier, car leurs occupations — ils sont tous ferrailleurs ou vanziers — les obligent à de constants déplacements.

La divulgation des feuilles d'impôts : M. D. Marie est libéré.

L'ancien vacataire du ministère des finances, M. Dominique Marie, qui avait été écroué le 11 octobre 1979 après avoir été inculpé de vol, recel, violation du secret professionnel, l'fabrication et l'usage de faux documents administratifs, a été libéré le mercredi 19 mars par ordonnance de M. Kinnle Cabié, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

M. Marie, qui a été placé sous contrôle judiciaire, devra notamment résider dans le département de Calvados, dont il est originaire. Il lui est toujours reproché d'avoir pris des photocopies des feuilles d'impôts de plusieurs personnalités, dont celle de M. Valtéry Giscard d'Estaing et celle de M. Marcel Dassault, qui devait le son côté publier le Canard enchaîné. Ce fait le directeur de l'hebdomadaire, M. Roger Frison, et le rédacteur en chef adjoint, M. Claude Angeli, avaient été eux-mêmes inculpés le 20 décembre 1979 de recel de documents administratifs volés. Cependant, au cours de l'information, M. Frison et Angeli ont toujours soutenu d'avoir jamais rencontré M. Dominique Marie, ce que ce dernier devait confirmer à l'occasion d'une confrontation.

FAITS DIVERS

ÉCHEC D'UNE TENTATIVE D'ENLEVEMENT DANS LES ALPES-MARITIMES

Epouse d'un riche industriel belge, Mme Marie-Louise Soesdorp, soixante-deux ans, a été enlevée, mercredi après-midi 19 mars, dans sa résidence de Villeneuve-Loubet, près de Nice (Alpes-Maritimes), avant d'être remise en liberté quatre heures plus tard par ses ravisseurs. L'enlèvement avait eu lieu à 18 heures environ, alors que Mme Soesdorp était sa voiture dans le garage de la résidence. Selon elle, deux hommes armés l'avaient frappée à coups de crosse, bâillonnée avant de la conduire, poignée et chevilles entravées par des menottes, à monter dans une voiture. Quelques instants plus tard, un homme remettait à M. Soesdorp une enveloppe contenant ce message : « On nous signale que l'on vient d'enlever votre femme. Ne prenez pas la police. Ce n'est pas une plaisanterie. » Revenu à son appartement pour appeler la police, l'industriel belge devait recevoir, quelques minutes plus tard, un appel téléphonique des ravisseurs.

exigeant un rançon de 5 millions de francs. La gendarmerie établissait immédiatement des barrages sur toutes les routes de la région. Soit qu'ils aient été effrayés par la rapidité de la réaction policière, soit que, comme ils le disent à leur époque, ils se soient trompés de personnes, les ravisseurs devaient rendre sa liberté à Mme Soesdorp, abandonnée, vers 30 heures, sur une route à zéro de kilomètres du lieu de l'enlèvement. Mme Soesdorp a indiqué qu'elle n'avait, durant ses quatre heures, jamais quitté la voiture de ses ravisseurs.

« L'intention contre une agence de l'E.D.F., avenue d'Italie, à Paris, commis le 19 mars, a été revendiquée auprès de l'A.F.P. par un groupe baptisé « Action révolutionnaire autonome ». Un correspondant anonyme a affirmé qu'il visait à « soutenir la lutte des habitants de Plogoff » contre la construction d'une centrale nucléaire.

En Belgique

LES POUVOIRS PUBLICS LANCENT UNE CAMPAGNE CONTRE LE TABAC

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le gouvernement belge déclare la guerre au tabac. À partir du 1^{er} avril, les distributeurs automatiques de cigarettes, les machines à distribuer les journaux seront interdits sur tout le territoire. Les paquets de cigarettes devront mentionner en français, en néerlandais et en allemand (qui est la troisième langue nationale) : « Le tabac nuit à la santé », ainsi que la date de fabrication, la teneur en goudron et en nicotine et préciser que la cigarette contient de l'oxyde de carbone.

En outre, à partir du 1^{er} octobre 1980, il sera interdit de faire de la publicité pour le tabac à la radio et à la télévision. Il n'y a pas de publicité à la R.T.B. mais elle pourrait y être introduite d'ici peu. Cependant, grâce à la télévision par câbles, les Belges captent une dizaine de chaînes étrangères et surtout R.T.L., qui diffuse une abondante publicité pour plusieurs marques de cigarettes. Comment va faire le gouvernement pour empêcher que ces campagnes pénètrent en Belgique ?

On ne pourra plus non plus, à partir d'octobre, projeter de la publicité pour les cigarettes dans les salles de cinéma ; les affiches seront interdites, ainsi que l'utilisation des marques « sur des objets usuels autres que ceux qui sont directement liés à l'usage du tabac ». On ne pourra plus organiser de concours ou de tombolas et, dans les quotidiens, la publicité pour le tabac ne pourra plus dépasser une demi-page.

Ces mesures ont été accueillies avec consternation dans les milieux sportifs, car la plupart des clubs vivent en bonne partie grâce aux fabricants de cigarettes, qui subventionnent notamment les courses automobiles et cyclistes.

PIERRE DE VOS.

Après l'avis défavorable du Conseil d'Etat

LE GOUVERNEMENT A RENONCÉ AU PROJET D'AUTOMATISATION DES CARTES DE TRAVAIL

La commission nationale Information et Libertés a annoncé, d'autre part, le mercredi 19 mars, qu'elle avait voté à l'unanimité ses membres, M. Henri Caillavet, sénateur (Gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, la mission « d'enquêter d'urgence » sur l'existence éventuelle du fichier des Juifs établi sous l'occupation. Cette enquête fait suite à une information parue dans « le Canard enchaîné » du 5 mars selon laquelle ce fichier serait « soigné » par la gendarmerie au fort de Bony-Bois (Seine-Saint-Denis). Cette information avait été « formalisée » d'urgence par la gendarmerie (le Monde du 3-10 mars), sans convaincre la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), qui reste persécutée de l'existence de ce fichier.

Le communiqué de la commission indique que M. Caillavet a « pris la disposition, conformément à la loi, les moyens d'investigation nécessaires et qu'il devra faire devant la commission un rapport dans des délais aussi brefs que possible, en regard à l'émotion suscitée par ce dossier ».

« Une perception saignée dans le Bas-Rhin. — Des inconnus se sont introduits, dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 mars, dans les locaux de la perception de Saverne (Bas-Rhin). Les dossiers ont été éparpillés, les téléphones arrachés et du goudron répandu.

Une enquête sur le fichier des Juifs sous l'occupation confiée à M. Henri Caillavet

LE GOUVERNEMENT A RENONCÉ AU PROJET D'AUTOMATISATION DES CARTES DE TRAVAIL

La commission nationale Information et Libertés a annoncé, d'autre part, le mercredi 19 mars, qu'elle avait voté à l'unanimité ses membres, M. Henri Caillavet, sénateur (Gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, la mission « d'enquêter d'urgence » sur l'existence éventuelle du fichier des Juifs établi sous l'occupation. Cette enquête fait suite à une information parue dans « le Canard enchaîné » du 5 mars selon laquelle ce fichier serait « soigné » par la gendarmerie au fort de Bony-Bois (Seine-Saint-Denis). Cette information avait été « formalisée » d'urgence par la gendarmerie (le Monde du 3-10 mars), sans convaincre la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), qui reste persécutée de l'existence de ce fichier.

Le communiqué de la commission indique que M. Caillavet a « pris la disposition, conformément à la loi, les moyens d'investigation nécessaires et qu'il devra faire devant la commission un rapport dans des délais aussi brefs que possible, en regard à l'émotion suscitée par ce dossier ».

« Une perception saignée dans le Bas-Rhin. — Des inconnus se sont introduits, dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 mars, dans les locaux de la perception de Saverne (Bas-Rhin). Les dossiers ont été éparpillés, les téléphones arrachés et du goudron répandu.

مكتبة من الأصيل

JUSTICE

EN SAVOIE

Un employeur est écroué pour trafic de main-d'œuvre

De notre correspondant

Grenoble. — Le propriétaire d'une scierie de Beaufort-sur-Doron (Savoie), M. Paul Julien, soixante-deux ans, a été inculpé et écroué, dimanche 16 mars, par le juge d'instruction d'Albertville, M. Jean-Pierre Bernard. On lui reproche d'avoir facilité le séjour en France de quatre travailleurs clandestins de nationalité turque, d'avoir utilisé des attestations et des certificats falsifiés et de s'être marié à l'étranger.

M. Julien et son épouse, qui a été libérée, ont d'autre part été inculpés pour fausse déclaration en vue d'obtenir des prestations de Sécurité sociale.

L'affaire a été découverte il y a quelques semaines, à la suite d'une enquête effectuée par les inspecteurs de la Sécurité sociale de la Savoie et par la gendarmerie. Le 26 décembre 1979, au cours d'une de dix-sept ans, M. Metin Curnaz, employé dans la scierie de M. Julien, avait eu une oreille arrachée et un traumatisme crânien. Transporté à l'hôpital d'Albertville par son patron,

il fut inscrit sous le nom d'un de ses parents entré régulièrement en France il y a plusieurs années. Aussitôt après sa sortie de l'hôpital, le 31 janvier, le jeune homme fut licencié et renvoyé par avion en Turquie, via la Suisse, par les soins de M. Julien qui voulait éviter « tout ennui ». Les trois autres travailleurs clandestins subirent le même sort, mais ils demeurèrent à Beaufort où vivent onze familles turques depuis 1971. La préfecture devrait déléguer prochainement aux trois Turcs des cartes de séjour temporaires pour qu'ils puissent rester en France pendant la durée de l'instruction.

L'enquête a, d'autre part, permis de découvrir que dans la scierie, qui emploie treize salariés dont huit Turcs et cinq Français, M. Julien ne déclarait à la Sécurité sociale que 45 heures de travail hebdomadaire au lieu de 55 heures réellement effectuées. La Sécurité sociale estime à 120 000 francs le préjudice subi. — C.F.

Les affaires corses. — M. Yves Corneloup, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, est chargé, depuis mercredi 19 mars, des dossiers concernant des membres du mouvement anti-autonomiste français. Le 5 mars, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait dessaisi le juge d'instruction d'Alger (le Monde du 7 mars). D'autre part, quelque cent cinquante personnes, parmi lesquelles M. Alain Krivine, se sont rassemblées, mercredi soir, près du ministère de la Justice, à Paris, pour réclamer la libération des autonomistes corses encore détenus.

La radiation de l'ordre des avocats de M. Agniet. — La cour d'appel d'Alger - en - Provence vient de confirmer la radiation à vie de l'ordre des avocats de M. Maurice Agniet, l'ami de Mlle Agnès Le Roux, fille de l'ancien P.-D.G. du Palais de la Méditerranée de Nice, disparue depuis le 30 octobre 1977.

Un entretien avec M. James Grant, le nouveau directeur général

(Suite de la première page.)

Pour cette raison, nous avons mis au point un instrument d'analyse plus fine que nous avons intitulé « Physical quality of life index » (P.Q.L.I.) et qui comprend à la fois la mortalité infantile, l'espérance de vie et le degré d'alphabétisation. Cet indicateur est, par exemple, très bas pour le Gabon ou l'Arabie Saoudite, où le revenu par tête dépasse pourtant 2 000 dollars par an. En revanche, cet indicateur est très élevé à Sri-Lanka, où le revenu par tête est inférieur à 300 dollars ! Il est tout de même surprenant

de constater que l'espérance de vie est la même à Sri-Lanka que dans la ville de Washington ! Il faut absolument développer les recherches sociales et économiques qui nous permettront de percevoir de tels mystères. Toutefois, est-ce que nous savons à présent une chose : quels que soient le régime politique et l'idéologie de base d'un système, certains pays comme la Chine populaire, Taiwan, la République de Corée, Sri-Lanka, sont parvenus en quelques dizaines d'années à de spectaculaires résultats. Le Costa-Rica, la Jamaïque, Cuba, ont aussi réalisé beaucoup de progrès. Il faut absolument que nous comprenions pourquoi.

Aider le Cambodge

— L'UNICEF doit faire face à des types de situation fort variés : guerres, catastrophes naturelles, pauvreté endémique. Pourtant, ses moyens ne sont pas illimités.

— C'est vrai, et c'est l'un des buts de mon voyage : trouver des fonds. Par exemple, nous tenons absolument à intervenir dans les situations de violence.

C'est pourquoi nous avons déjà dépensé 200 millions de dollars pour la population cambodgienne. Il nous faut trouver encore 300 millions d'ici à la fin de 1980 si l'on veut éviter que la catastrophe se reproduise.

Vous rentrez du Cambodge. L'aide internationale vous a-t-elle semblé parvenir à la population ?

Oui, l'aide parvient à présent à destination. La meilleure preuve en est que l'apparence physique de la population s'est considérablement améliorée. Cette amélioration remonte à décembre à peu près. Elle a été d'autant plus nette que les autorités du pays ont décidé de laisser le riz à la disposition des paysans qui le cultivaient.

Mais nous sommes à la merci d'une autre catastrophe. Il y aura sûrement une nouvelle pénurie alimentaire au printemps, qui sera atténuée en avril et en

mal par la maigre récolte de la saison sèche, tributaire de l'irrigation. Cette pénurie peut redevenir dramatique en été et à l'automne jusqu'à la principale récolte de riz de la saison des pluies, vers la fin de l'année. Pour éviter cette catastrophe, il faudra absolument que l'aide internationale parvienne, et massivement.

L'UNICEF recourt à bien d'autres formes d'action que la fourniture d'aides d'urgence. Il y a ce que vous appelez les urgences silencieuses.

La fourniture d'aides urgentes — forme d'intervention que nous n'entendons pas abandonner — a été la mission initiale de l'UNICEF qui a été créé après la seconde guerre mondiale pour venir en aide aux enfants victimes de la guerre.

Nous continuons bien sûr ce type d'action. Mais il y a aussi les urgences qui ne font aucun bruit : ce sont, par exemple, ces quinze millions de nourissons qui meurent annuellement dans le tiers-monde. Treize millions d'enfants au moins ne seraient pas morts s'ils étaient tout simplement nés ailleurs, dans le monde industrialisé. La mort de ces enfants mesure des conséquences directes de la malnutrition. C'est l'équivalent

d'Hiroshima : tous les trois jours, cent mille morts. S'il y avait un bombardement comme celui d'Hiroshima tous les trois jours, le monde serait en armes. Mais nous ne sommes pas en armes.

L'UNICEF a échappé, jusqu'à présent, à la violence qui menace ou qui frappe de nombreuses institutions internationales. Pensez-vous que ce danger soit définitivement écarté ?

Bien sûr que non ! C'est un risque devant lequel nous devons tous rester vigilants, en permanence. Mais je pense que l'UNICEF a su échapper à cette violence, ce n'est pas le fait du hasard. D'abord, l'UNICEF s'occupe des enfants, et ce n'est guère une matière qui se prête aux controverses idéologiques et à la paralysie qui peut en résulter. D'autre part, l'UNICEF a pour mission d'agir directement, sans l'intervention ou l'autorisation des Nations unies. Nous l'avons vu au Biafra, nous le voyons au Cambodge. Elle est la seule institution des Nations unies qui est en droit de faire travailler des nationaux dans leur propre pays. Enfin, l'UNICEF est très décentralisé. Tout ne se décide pas au siège de New-York !

Vous êtes américain. Vous succédez à la tête de l'UNICEF, à un autre Américain. Les États-Unis ont montré qu'ils tenaient beaucoup à ce qu'un Américain demeure à la tête de l'institution. Ne pensez-vous pas que ce fait risque d'être mal compris dans le tiers-monde ?

Je suis américain, c'est un fait. Mais ce qui compte, me semble-t-il, ce sont les actions passées de quelqu'un, bien plus que sa nationalité. J'ai passé les trois quarts de ma vie hors des États-Unis, en Chine d'abord où je suis né, en Inde aussi. Je travaille depuis des années sur les problèmes du tiers-monde, et ma nomination a été approuvée par les instances dirigeantes de l'UNICEF. Je suis américain, certes, mais je ne suis pas un représentant du gouvernement des États-Unis.

Vous venez d'avoir, à Paris, des entretiens avec des responsables français et notamment avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet. La contribution officielle de la France au financement de l'UNICEF est faible. Avez-vous reçu l'assurance qu'elle serait augmentée ?

La France a joué un rôle moteur dans le développement de l'UNICEF à ses débuts. Mais la contribution financière de la France n'est plus du tout à la mesure de sa participation passée et de son influence. Par exemple, du fait de l'inflation, la contribution française est inférieure de 35 % à ce qu'elle était en 1973. Chaque Français dépense pour l'UNICEF 16 centimes par an, si l'on ne tient compte que des versements officiels. Heureusement, le comité français pour l'UNICEF (2) fait un remarquable travail et parvient à collecter, sous forme de fonds privés, quatre fois plus que ce que verse le gouvernement. De tous les pays industrialisés, seule l'Australie verse moins. La contribution la plus élevée provient des pays scandinaves, qui nous versent l'équivalent de 3 dollars par personne et par an, suivis par les Suisses et — de loin — par les Américains, les Anglais et les Allemands.

M. François-Poncet ne m'a pas donné l'assurance que la contribution française serait relevée. Il m'a dit que nous en reparlerions lors de notre prochaine rencontre. Nous espérons que cette question sera reconsidérée. Le ministère de la coopération étudiera quant à lui des projets sur lesquels nous pourrions travailler en commun dès cette année.

Mais j'ai surtout parlé, avec M. François-Poncet, du Cambodge et de l'importance de maintenir l'aide internationale dans les mois qui viennent.

Propos recueillis par
CLAIRE BRISSET.

(2) 35, r. Félicien-David, 75015 Paris, tél. 524-60-00.

PLUS DE PUNCH AU LITRE. TALBOT HORIZON.

A force de ne parler que d'économie on finit par oublier qu'autour du réservoir il y a une voiture. L'Horizon GLS ne consomme que 6,2 litres à 90 km/h en vitesse stabilisée, c'est bien. Ce qui est encore mieux c'est le tempérament qu'elle manifeste avec une telle consommation.

Grâce à son moteur de 1,5 litre, l'Horizon avale de l'autoroute à vitesse légère sans limitation de quantité. L'Horizon grimpe comme un cabri, sa traction avant et sa suspension à 4 roues indépendantes lui permettant d'enfermer

des lacets à la volée et sans s'effrayer. Les sièges maintiennent et soutiennent agréablement, le tableau de bord est très complet. De plus, grâce à l'allumage transistorisé l'Horizon démarre par tous les temps sans hésiter.

Pour l'Horizon, c'est une évidence. Économie c'est important, mais un simple essai convaincra ceux qui aiment l'automobile qu'avec le punch en plus, c'est beaucoup plus séduisant.

Garantie 6 ans anticorrosion Talbot.

L'ESPRIT AUTOMOBILE.

TALBOT

ÉDUCATION

Les mouvements de protestation dans l'éducation nationale

Le second degré prend le relais

L'opposition des enseignants à la politique éducative, et singulièrement aux fermetures de classes annoncées pour le rentrée prochaine, a connu, mercredi 19 mars, son premier fort de la semaine, avec la manifestation nationale des instituteurs à Paris. La deuxième a lieu, ce jeudi 20 mars. L'action passe du premier au second degré, puisque ce sont les professeurs des collèges et des lycées qui sont appelés à la grève par cinq syndicats (1). Ceux-là mêmes qui avaient, en décembre 1979, organisé une grève nationale dans le secondaire et une « marche sur Paris » (2). Le 13 décembre 1979, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) indépendant ne participe pas, cette fois, à la manifestation nationale, mais seulement dans certaines académies, à Nancy-Metz notamment. A Paris, une manifestation était prévue, en fin de matinée, de la Nation à Richelieu-Drouot.

Comme en décembre, des sections départementales du SNI-P.E.G.C., au nombre de vingt-deux, ont organisé une grève par la tendance Unité et Action (proche du parti communiste), qui détient aussi la majorité dans les deux syndicats de la FEN organisateurs de cette action du 20 mars, se joignent à la grève. Ainsi

beaucoup d'écoles primaires sont elles affectées par le mouvement, d'autant que le SGEN-C.F.D.T. ne limite pas son mot d'ordre d'arrêt de travail au secondaire.

Dans les écoles de Paris et de la région parisienne, la grève sporadique et l'occupation par des parents continuent. A Argenteuil (Val-d'Oise) par exemple, depuis le 10 mars, le nombre d'instituteurs grévistes oscille de cent seize à deux cent cinquante le 18 mars, après avoir atteint le chiffre de trois cent soixante le 14 mars.

Tandis que des surveillants et des conseillers d'éducation, qui ont commencé une grève lundi 17 mars, l'ont poursuivie depuis le début de la semaine et sont présents dans le mouvement ce 20 mars, de même que des professeurs d'écoles normales, les enseignants et personnels de l'enseignement privé sont appelés par les syndicats C.F.D.T., C.F.T.C., autonome, C.G.T. et C.G.C. à la grève, le vendredi 21 mars. Ils demandent « que le gouvernement tienne les promesses faites aux maîtres par la loi Guemour » et, notamment, la parité avec le secteur public sur les retraites et les promotions. L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) apporte son « total soutien » aux enseignants dans ces revendications, mais regrette la forme d'action choisie, la grève étant « toujours source de perturbation de la vie scolaire au préjudice des enfants ».

La manifestation nationale organisée à

Paris par le SNI-P.E.G.C. le 19 mars a rassemblé 50 000 personnes (nos dernières éditions datées 20 mars). Le cortège a défilé entre 11 heures et 15 heures, de la Bastille au Louvre, sans incident notable. A aucun moment les forces de l'ordre n'ont été visibles. En tête de la manifestation, autour de M. Guy Georges, secrétaire général du SNI-P.E.G.C., et de M. Alfred Sorel, leader de la tendance Unité et Action, avaient pris place une dizaine de parlementaires socialistes (MM. Louis Mexandeau, Laurent Fabius, Paul Quilès, députés) et communistes (M. Jacques Brunhes, député, Mmes Danielle Bideau et Hélène Luc, M. Raymond Dumont, sénateurs), M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national du P.S., des conseillers municipaux de Paris, socialistes et communistes.

Le SNI-P.E.G.C. réunit son conseil national ce jeudi 20 mars pour décider de la poursuite éventuelle du mouvement. Si le principe d'une journée de grève avec la FEN n'était pas exclu par M. Guy Georges, après Pâques, pour demander un collectif budgétaire quand le Parlement sera en session, la direction du SNI ne paraît pas disposée à accepter la demande de la minorité Unité et Action qui préconise « une action nationale en mars, et jusqu'à satisfaction », et encore moins celle des comités de grève qui réclament la « grève générale dans l'éducation ». Jeudi matin, à Europe 1, M. Beullac a déclaré qu'« il n'y aura pas de collectif budgétaire », qu'il n'y aura pas d'argent supplémentaire pour l'éducation.

Cinquante mille instituteurs ont manifesté à Paris

« Un jour, c'est un peu juste ! »

La manifestation du 19 mars ne fut pas tout à fait comme les autres : marquée par la juxtaposition, le mélange parfois de ce côté exubérant, enjoué, que les deux défilés parisiens d'enseignants ont connu depuis le 4 mars, et de l'aspect plus grave, plus retenu, moins « amateur » que l'appareil du SNI-P.E.G.C. sait donner à ses démonstrations de masse.

Bellons, pancartes colorées, gibus de carton et visages maquillés, « pour que ce soit un peu moins triste de manifester pour obtenir vingt-cinq heures par semaine », recevait une jeune institutrice. Et des chansons. L'inépuisable répertoire révolutionnaire. Mais aussi le folklore basque ou occitan : « Si j'étais un petit ministre qui n'aurait jamais mangé, ohé, ohé... » Et le malement d'une cabrette de l'Aveyron. Quelques enfants sont là. « Ils ont raison de faire grève », affirme Edith, huit ans et demi, parce qu'il ne faut pas qu'on supprime les enfants. « Réponse par sa mère, elle rectifie : « Je veux dire les classes... »

Voilà pour la jeunesse et la gaité. C'est encore plus net au sein du groupe des grévistes parisiens en majorité, que sont venus écouter des provinciaux : ils sont quelque mille bus vers le derrière la bannière des comités de grève. L'extrême gauche domine ici. Mais il y a aussi des « non syndiqués », quelques militants du SGEN et d'autres du SNI-Unité et action, et même du SNI de la tendance majoritaire qui comprennent mal que la direction de leur syndicat ne développe pas le mouvement, et des parents. Ce groupe des comités de grève a tenté au départ de prendre la tête du cortège, comme il le faisait, lors des manifestations d'entraîneur, mais vers le ministère de l'éducation sans y parvenir : on ne détournait pas facilement l'état-major et le service d'ordre du SNI, rompu à ce genre d'exercice.

Il est vrai que, cette fois, il y a tout. Le chiffre de dix mille manifestants il y a un an, « contre le redéploiement », — déjà — (le Monde du 16 mars 1979), est quintuplé, sans que le ciel complaisant de mardi suffise à tout expliquer. Alors, les comités de grève défilent de la Bastille au Louvre, entre les deux Pyrénées, derrière les Atlantes, devenus les « Orientales ». Ces types ne remplissent de tristesse », confie le directeur d'une école de province.

Tous les manifestants pourtant, les mille cent environ du Pas-de-Calais, aussi bien que les cent cinq de l'Indre-et-Loire, partagent le même sentiment, que cet instituteur d'un village de la campagne poise fait chanter à sa façon : « Nous, les instituteurs, on ne peut pas rester dans nos terriers et laisser le gouvernement faire n'importe quoi ».

Aussi quelque coquetterie marquera-t-elle la délocation du cortège, face au ministère des finances. La direction du syndicat veut en rester là pour aujourd'hui. Et demain, elle n'a guère envie que le mouvement lui échappe dans l'« anarchie ». Parce que les dirigeants d'un syndicat important n'aiment pas ça : et parce que le SNI ne veut pas prendre le risque de compromettre, par une épreuve de force avec le ministre de l'éducation, la revalorisation du salaire des instituteurs, qu'il espère obtenir le mois prochain. Les comités de grève réclament un appel à la grève générale, illimitée, même si elle est reconduite chaque jour. Les militants d'Unité et Action souhaitent une action « nationale » et « répétitive », même s'il ne s'agit pas uniquement de grève. L'un d'eux constate, en retournant vers son département du Nord : « Un jour, tout de même, c'est un peu juste ! »

N. B. et C. V.



De déroute en déroute...

« C'est la déroute de ceux qui essaient de liquer les chiffres depuis des semaines... », a proclamé M. Christian Beullac mardi 18 mars sur Antenne 2. Résumant les chiffres que le Monde venait de publier (« encore ce soir, un journal... »), le ministre de l'éducation a lancé la leçon : « Je suis sûr que les chiffres de la semaine dernière ont été inventés, le document où elle figure n'étant d'ailleurs pas recrus par le ministre ».

Et que, enfin, la citation du directeur des écoles n'a pas été inventée, le document où elle figure n'étant d'ailleurs pas recrus par le ministre.

Cette antienne en rappelle une autre. Vouant à l'oubli les chiffres cités dans le Monde du 12 mars, selon lesquels le nombre moyen d'élèves par classes s'est élevé de 24 en 1975-1976 à 24,2 en 1976-1977 dans les classes élémentaires et de 27,8 en 1976-1977 à 28,2 l'an dernier dans les divisions de lycées, le ministre a publié un document tendant à prouver que tout allait de mieux en mieux. Il n'a oublié qu'une chose : les chiffres des cours, troubles du métabolisme (diabète) peuvent induire un ralentissement, une « inertie » de la

Pourquoi parler de trinquages ?

Les moyens restent les mêmes pour « le système éducatif dans son ensemble », comme l'a précisé M. Beullac le lendemain matin à France-inter. Mais il reste que d'une part, il faudra bien de mille classes, dégager l'instituteur, même si l'on remet une partie de ces instituteurs dans d'autres classes. Que, d'autre part, le solde sera pour la première fois négatif dans le

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants en éducation physique à Nice (le Monde du 18 mars), nous avons attribué par erreur à M. Azzano, président de l'université de Nice, des propos tenus en

fait par des enseignants de la section d'éducation physique. Il s'agissait de la dénonciation de l'« incohérence » de la politique dont ils sont victimes et ce la démonstration qui suivait.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la grève des étudiants



Le Monde DES LIVRES

Vladimir Volkoff et le mythe de Caïn

● Le premier volet des Humeurs de la mer ne fait pas oublier le Retournement.

En septembre dernier, le *Retournement*, de Vladimir Volkoff, captait l'attention de la critique et du public. Sans innover dans la forme, il illustrait brillamment le retour au romanesque — aventures et débats d'idées — qui semble actuellement tenter le roman. Greffés sur une histoire d'espionnage, la claudéenne conversion d'un agent soviétique donnait lieu à un affrontement de fibre silure entre deux Russes, la blanche et la rouge, entre deux religions, le communisme et le christianisme orthodoxe. Ces thèmes graves se développaient dans une sorte de jeu où s'inversaient toutes les données : le monstre devenait martyr, la partie légèrement engagée s'achevait sur une mise à mort, le passage d'une foi à l'autre s'opérait dans une savoureuse ironie.

Le *Retournement*, qui avait non pas révélé un total inconnu mais mis en lumière un écrivain qui avait déjà publié sous son nom ou sous un pseudonyme plusieurs romans, nous avait été offert comme le prélude à une œuvre antérieure d'une tout autre di-



Dessin de J.-P. CAGNAT d'après LE TINTORI

mension, une tétralogie, les *Humeurs de la mer*. Oldoups est le premier mouvement de cette symphonie. On l'attendait. Il surprend, retient, époustouille, lasse et, finalement déçoit le lecteur, qu'il a laissé froid.

L'auteur n'a certes pas joué la facilité. Au cœur d'Oldoups s'inscrit une pièce de théâtre en pentamètres iambiques, s'il vous plaît, dont le texte se fuit par fragments à travers un roman qui porte à la fois le commentaire de

la pièce, le récit minutieux de sa mise en scène, de répétition en répétition jusqu'à sa représentation finale, et les relations ambiguës et fluctuantes qui se tissent entre les acteurs. Deux plans donc : l'histoire — intellectuel — d'un exil et celle — vivante — d'une petite communauté comme en fait naître le théâtre.

La pièce, en deux parties, se passe au dix-huitième siècle. Dans un duché d'Angleterre, on voit d'abord s'opposer deux jeunes gens, frères, au nom symbolique, et Montbrun, le sombre, tuer Montrose, l'aimable, pour des raisons à la fois sentimentales (il aime la même femme que son frère et la lui cède) et idéologiques (l'un dit oui à la vie, dont il chante la louange, et l'autre, voué à l'imprécation, lui dit non). Après son meurtre, Montbrun est condamné à l'exil. Nous le retrouvons trente ans plus tard gouverneur de la colonie qu'il a fondée au Nouveau Monde et qu'il salue d'une révolte d'Indiens matée avec vigueur par l'exécution du chef rebelle.

Le roman, lui, se déroule de nos jours aux États-Unis, sans que ce pays soit jamais nommé. Armin, le héros, est un Français de vingt-deux ans, bâtard, qui débarque à bas pour y chercher son père inconnu. Assistant à l'université, il est happé par un groupe d'émigrés comme lui, truffé de quelques indignités et qui fait du théâtre d'amateur. Sous la houlette d'un puissant et inquiétant meneur de jeu, Frank Bloch ou Blok, le groupe s'apprête à monter Oldoups. C'est aussi le titre de la pièce. Dans la ville imaginaire où l'action se situe et qui porte maintes traces de la civilisation américaine, des émeutes raciales se produisent, auxquelles Armin, par idéalisme, se trouve mêlé. En tant que personnage de la pièce, Armin va passer du rôle de Montrose à celui de Montbrun, ce qui change son regard sur la vie. En tant que personnage du roman, il va passer d'un père à l'autre, se trompant à deux reprises dans sa quête et finira par découvrir qu'il est le fils d'un mort donné comme l'auteur de la pièce.

À quoi mènent ces deux intrigues embrouillées, une simplissime et une archétypale, l'autre compliquée à plaisir, ces deux époques superposées, ces deux scènes parallèles où se dévident des discours différents, celui, noble et rythmé, qui parodie la tragédie classique et celui, prosaïque, qui donne, à travers le whisky, l'automobile, le sexe, les gestes quotidiens, l'image opaque du réel ? À quoi mènent ces personnages qui se réfèrent ou se déforment dans les rôles qu'ils tiennent ? L'auteur paraît se complaire à une construction sophistiquée où s'entremêlent des symboles, s'agencent des symétries, se répondent des échos, s'organisent jusque dans les détails des « mises en abyme » répétées.

GABRIELLE ROLIN.
+ L'INSTRUCION DE LA VIE, de Florence Delay, Gallimard, 210 p., Rivages 42 F.

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 18.)

La revanche de Jodelle

● Quatre siècles plus tard, un divertissement roté se transforme en apothéose.

GRACE à Florence Delay, voici Jodelle revêtu. Septième tome de la *Pièce* (alors donc citer les six autres !), l'infortuné poète n'a droit qu'à quelques lignes dans les dictionnaires et manuels qui reconnaissent à sa *Cléopâtre* le mérite d'annoncer la tragédie classique. La belle gloire que de jouer les aboyeurs, saluant l'entrée des invités de marque ! Enfin, après quatre siècles d'humiliation, un roman lui rend la parole. Il ne s'agit pas d'un roman historique mais plutôt de la remise en liberté provisoire d'un condamné à l'oubli, d'une occasion de se racheter aux yeux de la postérité, ou de lui demander des comptes.

Jodelle le sait, il devait réussir. Il avait à peine vingt ans que Ronsard l'accueillait dans sa brigade, l'immortalité semblait à portée de la main. Et soudain, c'est le désastre, le coup fatal, la carrière brisée dans l'oubli. Que s'est-il passé ? Florence Delay a mené l'enquête au cœur de la Renaissance, sa seconde patrie (ou peut-être la première). Sous le titre *L'Instructeur de la vie*, les événements se déroulent au ralenti, resserrant

leurs nœuds autour de la victime, dont la conduite d'échec ravirait les psychanalystes.

À-t-on idée de monter en quatre jours un spectacle susceptible de plaire au roi, à son ministre et à Monseigneur de Guise ? Pourquoi, lorsqu'on est capable d'écrire en une nuit cinq cents vers latins, ne pas se contenter de rédiger un éloge de circonstance ? Le prévôt de Paris a donné la consigne : « Endormez l'opposition, étalez la beauté, l'amitié, la jeunesse. » Sa Majesté n'aspire-t-elle pas à la réconciliation générale ? Mais Jodelle l'irréconciliable choisit les risques de l'improvisation. Il convoque des chèvres, des canaris, importe un sauvage du Nouveau Monde, constelle les murs de l'hôtel de Ville de siges et de devises : R.I. pour le roi, P.C. pour la prise de Calais, incite à se désabîmer les dames qui lui servent de figurantes. En bref, « conscient de son inaptitude à séduire, il opte pour la terreur et l'éblouissement ».

Il n'obtiendra ni l'une ni l'autre. Ses intentions, inventions, ballades, mascarades, se fondent dans un chaos dont résonneront quelques débris qui l'exhorteront aux galères et les Grands en devineront le sens. Heureusement pour lui, les princes baillent ou se gaussement devant cette formidable maladresse. Les gags se multiplient, les œuvres dévalent le flanc du décor, les musi-

ciens étouffent à l'intérieur d'un pâtre, une nef de bois, trop volumineuse pour la scène, échoue parmi les spectateurs, et le sauvage allume sa pipe à la barbe du souverain. Il y a de quoi pleurer. Jodelle n'y manque pas.

Mais nous nous, nous, lecteurs, gagnés par l'allégresse de cette catastrophe. Et nous saluons d'un clin d'œil les nombreuses coïncidences qui relient les intrigues d'hier aux rivalités d'aujourd'hui. N'était la langue dont la richesse nous éblouit, on se croirait à Beaumont, un soir de happening. Peut-être avons-nous tort de rire. Et burlesque soit-il, le carnaval de Jodelle exprime une malediction, celle de l'artiste contraint, d'un siècle à l'autre, à divertir le public, sous peine de crever de faim.

Sous la bannière de Jodelle se rangent les éternels marginaux, ceux qui rêvent à haute voix, qui créent hors des sentiers battus, qui choquent, irritent, scandalisent. Florence Delay leur a offert une « seconde chance » et cette fois, miracle, ils nous communiquent leur fureur, nous imposent leur génie. Leurs défaits passés tournent à l'apothéose et lorsque le rideau tombe, qui oserait nier que la fête a eu lieu ?

Le P.C.F., de la « drôle de guerre » à la libération

● Quand la route de l'histoire était sinieuse.

PENDANT longtemps, une période de l'histoire a été taboue dans les publications officielles du P.C.F. : celle de la guerre, et plus particulièrement les années 39-41. À l'extérieur, on n'en parlait guère, sauf à l'occasion de polémiques, parfois violentes. Puis, le temps a passé, des recueils de souvenirs ont été publiés, des collections entières de journaux clandestins reproduites : études de détail et livres de synthèse se sont multipliés. Et voici qu'un gros ouvrage vient de sortir des presses, qui entend, en quelque sorte, faire le point de la question.

L'auteur, Stéphane Courtois, possédait dès le départ trois atouts importants. Le premier était tout simplement son âge : né en 1947, il n'avait ni à con-

ter les fantômes de sa jeunesse, ni à régler des comptes avec son propre passé. Il pouvait jeter un regard clair et froid sur des événements qu'il n'avait point vécus. Le second, c'était qu'il pouvait désormais disposer d'une documentation riche et accessible. Ajoutons que S. Courtois, dès le début, s'est rappelé que le P.C.F. en 1939 était... la S.F.I.C., la Section française de l'Internationale communiste, aux directives de laquelle (en dernière analyse les directives de Staline) il devait se soumettre. Aussi a-t-il en recours, le cas échéant, aux publications de cette institution (en anglais et en allemand). Troisième atout, enfin, sa formation d'historien, avec son expérience de la critique des textes et des témoignages. S. Courtois a rencontré, en effet, nombre d'anciens témoins et acteurs de ces années : Charles Tillon, Jean Chastagnol, Pierre Delon, André Toffet, etc.

C'est dire qu'on est en présence d'un ouvrage solide, intéressant, souvent passionnant. À quoi contribuent encore une attention particulière de l'auteur à « décoder » la langue, parfois si particulière, des textes communistes, et une adresse, souvent remarquable, à s'orienter dans les méandres d'une époque compliquée, par exemple lorsqu'il reconstitue l'histoire embrouillée du concept de Front national, repris et popularisé à des moments différents par la direction du parti, ou lorsqu'il démêle l'écheveau compliqué des relations changeantes du P.C.F. avec de Gaulle et avec les autres organisations de la Résistance. À croire, parfois, que pendant tout ce travail, le jeune historien était assisté de fées avisées et savantes — plus prosaïquement d'atouts qui avaient bien connu de l'intérieur, le drame de ces cinq années...

Ce livre ne suscite-t-il aucune objection, ne plonge-t-il jamais le lecteur dans la perplexité ? Si, bien sûr.

D'ailleurs, par exemple, trouveront que l'exégèse des textes tient trop de place. L'histoire d'un parti ne se ramène pas à une succession d'articles relatant les variations de « la ligne ». D'ailleurs qu'il convient de ne pas oublier l'importance toute relative d'écrits clandestins : combien de militants ont pu suivre, numériquement, l'Humanité, la Vie du Parti, la Vie ouvrière ? Pour ne pas parler des millions de Français qui, pendant les quatre années d'occupation, n'ont jamais eu en main le moindre tract ou journal clandestin. Bref, la parole ici est trop souvent substituée à l'acte.

RENÉ L'HERMITTE.
(Lire la suite page 24.)

« LE SCRIBE », de Régis Debray

A genoux

RÉGIS DEBRAY avait publié le *Pouvoir intellectuel* chez Ramsay, l'éditeur indépendant, et orienté à gauche, de son ami Gilles Perrault. Il donne son nouvel essai à Grasset, filiale du groupe Hachette et fil des nouveaux philosophes, dont on le croyait ennemi juré. Il aurait obtenu un bon contrat. Si l'apporte ces précisions, contre mon habitude et mon goût, c'est qu'en matérialiste conséquent l'auteur invite lui-même, dans la partie la plus convaincante du *Scribe*, à ne pas masquer, au nom d'un ne sait quelle discrétion bourgeoise, les conditions concrètes de toute production intellectuelle.

J'ajoute que je ne suis pas choqué. Conséquences de la règle libérale du plus offrant, et preuve de pluralisme, ce regroupement sous le même toit de Debray et de B.-H. Lévy n'est dérangeant qu'au premier abord. Il souligne des parentés que le postérité accusera, parce qu'elle tiendra à notre esprit national et à une génération. Dans leur souci, très français et post-1983, de troquer le statut obscur d'universitaire pour celui d'écrivain, le matérialiste ronchon et l'orgueilleux monothéiste ont en commun de faire passer, en héritiers plus ou moins consentants de Maitreux, leurs humeurs du moment et le rendu littéraire avant le sérieux philosophique.

Comme le *Testament de Dieu*, dont le hantise de fonder sur la Bible la résistance à la barbarie s'accommodait d'une érudition hâtive, et la faisait oublier, le vaste essai à froid que se veut le *Scribe* glisse sans cesse à des polémiques circonstancielles, qui en font finalement le prix.

Le propos proclame exode de loin ces boutées pamphlétaires. En marge de son *Traité de médiologie*, il paraît en deux volumes, et d'une *Critique de la déraison théorique*, annoncée incidemment en note, Debray se propose de mettre ici en place une « batterie de concepts » balayant à la fois la « généalogie » des intellectuels, des idées à nos jours, la genèse du politique en général (c'est le sous-titre du livre), une théorie de l'État, et une expli-

par Bertrand Poirot-Delpech

Non du sacré : rien de moins. Thèse centrale, en résumé : le complot aux idées et aux écritures est plus que le complot du Prince selon Machiavel, il est la condition et la légitimité du pouvoir, un État à lui tout seul. Plus qu'accroché, le *Scribe* est congénitalement à genoux !

On attend cette démonstration marxiste de la dépendance invincible de l'intellectuel avec d'autant plus d'intérêt que Marx l'a étudiée. Comme le rappelle excellemment Debray, l'auteur du *Capital* ne se pose nulle part la question des faiseurs d'idées, et partant du marxisme. Contrairement aux romanciers comme Balzac ou Flaubert, il ne distingue pas le moindre sous-classe de clercs dans les révolutions du dix-neuvième siècle.

Ce n'est pas un oubli de se part. L'homme de pensée et de communication n'a pas sa place dans son système. Même révolutionnaire, il n'a pas lieu d'être. Le mouvement d'émancipation des exploités sacrifiera ses théories et leur diffusion, par en bas, sans chefs. Si l'inverse s'est produit, c'est que Marx, avec le foi simpliste du temps des Lumières dans la force du « vrai », a négligé ni plus ni moins la théorie matérialiste de sa théorie matérialiste...

La lacune est partiellement comblée par les allusions zigzagantes de Debray aux firmes politiques de l'écriture, lors de sa naissance en Mésopotamie et sous Philippe le Bel, à l'organisation de l'Eglise et à son décalage par l'université néo-scholastique, à la langue comme élément, et masque, des stratégies impérialistes.

Mais, dès l'évocation des premiers glyphes humains, l'auteur glisse une allusion au poète de... Késinger pour les stariettes. L'école d'Unifrag l'occupe plus que celle de Charlemagne, et l'Express de François Giroud plus que l'Encyclopédie de Diderot. Impossible de nier que le beau projet de construction conceptuelle remontant au déluge a cédé à l'impudence de régler son compte à l'intelligentsie d'aujourd'hui. Déjà, le *Pouvoir intellectuel* dérapait du traité universitaire vers le mouvement d'humour ombrageux ; d'où la réputation faite à l'auteur, avec malice mais non sans prétexte, de spécialiste et d'ennemi des médias.

La généalogie envisagée commence, en fait, au début de notre siècle, avec l'apparition du mot « intellectuel ». Debray refile, pour l'essentiel, les trois tomes de base sur la question : les *Méfaits des intellectuels*, de Berthelot (1914) ; la *Trahison des clercs*, de Benda (1927) ; et les *Princes des nuées*, de Maurras (1933). Il en tire la conclusion que le rêve pégyste d'un parti de l'intelligence « chimiquement pur » est une utopie. L'évent-guerre et la guerre l'ont tristement prouvé.

Des trente-cinq dernières années, il ressort, selon lui, que le « technocrate du faire-croire » produit de l'inconscience, et un nihilisme qui mettrait l'Occident à la merci de la moindre poussée extérieure. Mais notre prétention à dominer en profitant l'Universel, liée à notre centralisation administrative et où le contestataire a sa place assignée, n'aurait pas flechi. Après de Gaulle, dont le rayonnement rendait facultatifs les relais d'opinion, l'agnosticisme et la sécheresse comptable d'après 1968 favoriseraient le retour des fournisseurs d'idées générales, vieille gourmandise nationale, et d'oracles. Après Sartre et Foucault : Clavel, Geraud.

(Lire la suite page 20.)

Ah, les romans brésiliens !

Après les sept titres déjà parus chez Stock

TIETA d'AGRESTE de Jorge Amado

VIENT DE PARAÎTRE

LA MAISON DE LA PASSION de Nelida Piñon

DORA DORALINA de Rachel de Queiroz

(A PARAÎTRE EN AVRIL)

"Nouveau Cabinet Cosmopolite" STOCK

romans

La langue des bistrots

● René Fallet fait l'éloge d'André Vers.

L'INTELLIGENTIA, parisienne ou autre, si elle connaît Jacques Lacan sur le bout des ongles (à héritage, pour rester dans la note) ne dépasse pas celui de son nez quant aux choses de la vie, quant à la vie de la langue. Pour l'intelligentsia, il y a la Mécène de Saint-Germain-des-Près, et il y a le reste, à savoir rien. Dans ce rien, il y a pourtant beaucoup, et même des écrivains. Qu'elle n'honore que morts et mandats, plus tard.

La mitraille de Klotz

● L'histoire d'une femme qui adore sa vieillesse.

C'est Klotz, c'est une mitraille. Cette fois, il nous tire une rafale de nouvelles, *Passe-temps*, baptisées « roman » par Latite, vu que la plupart tournent autour du même sujet : la vieillesse.

Klotz enfonce ce dada et le même grand train. Il faut dire que la vieillesse, c'est un peu comme la pauvreté : on la cache. Mais pas les dignes dames de *Passe-temps*. Leur vieillesse, elles la revendiquent, surtout leur leader, Jérôme, qui déclare :

« Vieillesse, moi, j'ai adoré ça, et je continue à l'aimer ».

Pourquoi donc ? Parce que, selon l'axiome du professeur Cavallero, « à partir du moment où il y a des inconvénients, il y a sûrement des avantages ». Et Jérôme Potelin le prouve. Elle combat l'injustice et la goujaterie avec l'ardeur d'une suffragette motivée. Elle et ses petites camarades considèrent un prof floué, flouéront un politicien ignoble, lanceront une nouvelle mode. De rudes luronnes.

Du pur Alphonse Allais

Klotz a peut-être eu tort de s'en débarrasser, même s'il l'a fait fort joyeusement : « Églantine erra deux fois dans l'appartement désert, remuant les statuettes et secouant les robes de sa sœur. Elle se coucha un soir et laissa le chagrin pousser les portes de son cœur ».

Même la mort ne les séparera pas, vous verrez comment. D'autres nouvelles complètent ce recueil. Retenons : la *Très Étonnante Évasion d'Amadeus Wolfa*. C'est du plus pur Alphonse Allais. Klotz confirme sa maîtrise. Ce diable d'homme peut tout faire. Faut-il souhaiter qu'il place un jour son ambition à la hauteur de sa technique ?

● *PASSE-TEMPS*, de Claude Klotz, 256 p., J.-C. Lattès, environ 45 F.

On la connaît, l'intelligentsia, pour qui la pointe du progrès a toujours été un mètre de retard pris au vol et un doigt dans l'œil. Elle passera en faisant « bof ! » à côté d'un petit roman d'André Vers, *Gentil n'a qu'un œil* et ce sera bien fait. Elle en a raté d'autres.

André Vers fut un ami d'André Breton et de Prévert. Demeure celui de Bonnard et de Braconnier. Né dans une rue des Halles, il a vu les Halles le quitter. Il n'a pas quitté pour le peu sa rue. Pour le remède de cette fidélité, la rue lui a fait dou d'une langue en grand danger de devenir étrangère, d'une langue en voie de disparition, qu'aucun « Assimil » n'enseigne, la langue populaire.

Elle fut longtemps, parait-il, celle des chauffeurs de taxi. L'un d'eux, d'ailleurs, s'appelait Alexandre Breffort. On peut dire, aujourd'hui, que les Breffort ont singulièrement disparu de la circulation. Et, sans froisser le quart restant, on peut de surcroît dire que les trois quarts de nos cochers fascistes, racistes, mutins comme des haribels, ne parlent plus guère que le moldavalaque de leur autoradio.

D'après l'un des derniers spécialistes, Michel Audier, la langue populaire parisienne ne s'entendrait plus guère qu'autour des alms fréquentes par les coursiers de presse. « *L'Argot*, ça ne signifie rien, déclare volontiers Raymond Bussières. Qu'on dise « riji » ou « rizi » ou « rimbi », je m'en fous. L'important, c'est l'invention verbale ! L'image ! »

« Dans les bistrots pas à Beaubourg »

Gentil n'a qu'un œil a tout du cours magistral tenu par un professeur de l'université du pavé de Paris. On ne vous racontera pas l'anecdote, qui fleurit quelque peu le mûle. On ne vous dira pas que Vers c'est Dickens, c'est Hugo, mais ces deux-là, entre autres, n'y allaient pas avec le dos de la cuillère, question mûle.

A l'ombre de ces glorieux antécédents, Vers mélange sans vergogne la chaleur de l'ouvrier d'usine à celle de la pute de la rue Saint-Denis. Il y a du Carco mal élevé, là-dedans. Du phono d'avant, bien avant la H-F. De la concierge d'avant les interphones. La « soupe aux herbes sauvages » d'André Vers, c'est plutôt le mauvais genre du petit blanc sec qui tue le ver (le Vers, dirait ce cher Lacan).

En lisant *Gentil n'a qu'un œil*, on a tout loisir de se mettre une fausse barbe, expression dont vous ne saisissez le sel et le sens qu'en le lisant, précisément. Et on a également le droit de songer, à propos de ce livre, à un aphorisme signé Louis Chevalier, professeur au Collège de France : « La culture se fait dans les bistrots, pas à Beaubourg... ».

● *GENTIL N'A QU'UN ŒIL*, d'André Vers, Éditions Plasma, 160 p., environ 35 F.

au fil des lectures

Notre crime quotidien

Si quelqu'un est bien de quoi il parle, c'est Michel Lebrun, dès qu'il s'agit de romans policiers.

D'abord en tant qu'écrivain. Il en a fait plus de quatre-vingts, sous différents pseudonymes. Pour ceux qui aiment les chiffres, il trouve un polar en dix jours. Il possède une bibliothèque polaire de douze mille volumes, et il a accumulé vingt-cinq mille fiches, pour une anthologie du polar.

En hors-d'œuvre, il vient de nous offrir un remarquable almanach du crime (1). A quel saint se vouer ? Par exemple, à saint Sébastien, comme jadis bien sûr. Car Sébastien, comme le héros, peut se pratiquer dans l'ordre et le désordre. Mais Lebrun est un bon cheval de retour, avec lui on gagne à tous les coups. Il sait s'amuser. Écoutons-le parler du pseudonyme :

« L'écrivain ambicieux et débutant, se réservant pour une « œuvre future », ne tient pas à obliger celle-ci du cachet inamant d'auteur de polars. Il prend un alias pour garder vierge son nom propre — ou propre son nom virgée... »

Le polar même à tout. Même la poésie : « Poésie et roman policier font bon ménage, nous n'en voulons pour preuve que les innombrables envoies surréalistes ou oniriques qui parsèment la quasi-totalité de la littérature policière. Fantomas ne fut-il pas récupéré par le groupe surréaliste ? Qui n'a un mémoire l'admirable « Complainte de fantomas », de Robert Desnos, et la savante étude de Raymond Queneau sur « Les crimes de Fantomas » in « Bâtons, chiffres et lettres » ?

« Mais sait-on que d'innombrables poètes, et parmi les plus grands, se sont illustrés dans l'histoire criminelle ou policière ? À commencer par Edgar Poe... Dans le domaine anglais, par exemple, Thomas Hardy, R.L. Stevenson, Oscar Wilde, Rudyard Kipling, A.A. Milne ont écrit des nouvelles proprement policières. »

« Domaine américain, l'on peut citer — entre autres — Longfellow, Walt Whitman, Stephen Crane, Mark Van Doren... »

« Sur le plan français... »

En bien, vous le saurez en feuilletant ce livre à surprises.

Pour les inquiets, précisons encore que Michel Lebrun est membre fondateur de l'Oulipo (Ouvroir de littérature policière).

« Domaine américain, l'on peut citer — entre autres — Longfellow, Walt Whitman, Stephen Crane, Mark Van Doren... »

« Sur le plan français... »

En bien, vous le saurez en feuilletant ce livre à surprises.

Pour les inquiets, précisons encore que Michel Lebrun est membre fondateur de l'Oulipo (Ouvroir de littérature policière).

Attention à l'objectif

J'AVAIS beaucoup aimé le *Selon du prêt-à-signer*, de Joseph Bialot, Grand Prix de littérature policière 1979. Action, rapidité, profonde connaissance d'un milieu, ce coup d'essai a imposé d'emblée cet auteur parmi les meilleurs.

Babel-Ville (2), comme son titre l'indique, se passe dans Belleville. Des femmes sont retrouvées assassinées. Toutes portent une croix fichée. Crimes nazis ? Mais que vient faire à chaque fois sur les lieux ce mystérieux chien, menaçant en diable, et qui ne laisse pas d'empreintes sur le neige ? Bialot s'est-il égaré dans la fantasmagorie ? Non. Cette fois, il s'intéresse à la folie.

Le problème, c'est qu'il s'intéresse à trop de choses. A ce quartier, qu'il aime et dont il sait parler. A la politique. A ce qui lui passe par la tête. Tous ces éléments seraient les bienvenus s'ils s'intégraient vraiment à l'histoire. Il vaut mieux éviter d'écrire un livre en donnant l'impression qu'on pense à un autre.

Au choix des lecteurs

FRANÇOIS RIVIERE imagine ce qui pourrait se passer si une perte ne se déroulait pas comme prévu. Cette partie, c'est bien sûr un livre, et l'intrigue, tout ce qui reste quand le romancier a choisi de le retirer : « Nous préférons, dit-il, nous pencher sur les ratés, les manques, les épisodes impossibles... »

Cela s'appelle de la littérature. Pour y entrer, il suffit de jouer le jeu et de consentir à tenir le rôle de lecteur, d'ailleurs prévu dans le texte. Au fil du récit, nous croiserons Lana Turner et sa fille Cheryl, qui lui peigne sagement les cheveux, comme sur la couverture.

L'intérêt d'un livre, ce n'est pas forcément ses limites, mais ce qu'il permet d'imaginer. Il n'est pas nécessaire d'aller quelque part, et le plus court chemin pour ne pas s'y rendre ne passe pas forcément par le trottoir rouillé de la station Châtelet. Quête-enquête, le roman de Rivière (3) sera ce que vous choisirez de lire.

CLAUDE COURCHAY.

(1) *L'Almanach du crime 1980*, de Michel Lebrun. Guénaud-Poliz, 280 pages. Environ 54 F.
(2) *Babel-Ville*, de Joseph Bialot. Série noire, 190 pages. Environ 12 F.
(3) *Le Dernier Crime de Cécile Gordon*, de François Rivière, 220 pages. Environ 22 F.

Volkoff et le mythe de Caïn

(Suite de la page 17.)

Sans doute, nourrissant les dialogues nombreux du roman, les thèmes foisonnent : théâtrale, exil, paternité, colonialisme, racisme surtout où se spécifie le problème du Mal, qui paraît être au cœur du livre. L'homme est condamné à tuer son frère comme Caïn tua Abel, comme les colons anglais massacrent les Indiens, comme les Noirs sortis de leur esclavage rêvent aujourd'hui de massacrer les Blancs. Loin de se révolter contre ces meurtres et cette violence, Vladimir Volkoff en souligne la fécondité : ce sont des forces motrices pour tout changement de civilisation. Le mythe biblique émet son ombre sur le roman où il s'insinue tantôt dans un spectacle de marionnettes inclus dans la pièce, tantôt dans une lecture commentée de la Bible.

Oldouai est donc un roman mythique. En témoignent son titre bizarre emprunté à la vallée où fut découvert l'un des plus vieux squelettes humains. Mais l'œuvre tend aussi à répondre par les deux plans où elle s'inscrit : l'art et la vie. Comme elle ne renonce d'autre part ni au suspense psychologique, ni même à certains procédés de romans

policiers ou d'espionnage, on dirait que, pour revivifier un genre menacé d'épuisement, elle entend jouer sur tous les tableaux.

Le malheur, c'est qu'elle ne gagne vraiment sur aucun. La pièce coupe le roman et refroidit l'intérêt que l'on prend à la recherche paternelle d'Arnold. Ce-lui-ci, comme héros, est concurrencé par Blok, le meneur de jeu, autour duquel le mystère s'épaissit : juif ou boureau de juifs, on ne sait. L'énigme sera peut-être levée au prochain numéro. Mais si chaque livraison compte près de cinq cents pages, c'est une conception dangereuse du feuilleton à épisodes.

Dans l'un des chapitres, Vladimir Volkoff s'amuse à faire juger par des critiques la pièce qui va être représentée. Leurs propos discordants s'adressent en fait au roman. Avec ironie, l'auteur, tout en s'expliquant, croise les points de vue sur son œuvre, réactionnaire pour l'un, progressiste pour l'autre, et se paye le luxe de la traiter sévèrement : « *Oldouai*, dit l'un de ses détracteurs, est un enchevêtrement de couleurs divergentes qui ne mènent nulle part... » Il y a du vrai dans cet étonnement.

On a du mal à dire qu'un livre

n'a pas les moyens de son ambition. Et autant de mal à reconnaître à l'univers qu'une architecture très savante marque l'effet recherché. Devant l'insatisfaction que me cause *Oldouai*, j'hésite entre les deux explications. Quand Volkoff se réfère dans son prologue au *Quatuor d'Alexandrie*, de Lawrence Durrell, je penche vers la première : *Oldouai* n'exerce point d'enchantement. Il laisse en suspens ce qui me ramène à l'autre grief : Volkoff en fait trop pour le résultat qu'il obtient. La forte impression que produit une grande œuvre se dégage peut-être des tomes suivants, quand cette pyramide sera terminée. Pour l'instant, malgré quelques affrontements royaux entre Noirs et Blancs, et une ironique remise en question de l'auteur par lui-même, j'en tiens toujours pour le *Retournement*. Il n'y a pas dans *Oldouai* un personnage qui ait l'envergure monstrueuse de Popov, ni de scènes où éclatent, dans le choc des idées et des tempéraments, autant d'ambiguïté omlque et de flamboyants grandeur.

JACQUELINE PIATIER.

● LES HUMERES DE LA MER, de Vladimir Volkoff, Julliard, L'Age d'homme, 456 pages. Environ 61 F.

JOSEPH GIBERT

25%

- LA PLEIADE
- DICTIONNAIRES LAROUSSE
- BANDES DESSINÉES
- ASSIMIL
- ATLAS
- MUSICASSETTES

DE REMISE sur les prix marqués (livres neufs) Du 8-12-79 au 31-3-80

26, BOULEVARD ST-MICHEL (6^e)
MÉTRO : ODÉON - R.E.R. LUXEMBOURG
AUTOBUS : 21-27-38-58-63 81-82-84-85-86-87-89
Arrêts : Cluny, Ecoles, Luxembourg
Titres disponibles chez les éditeurs

« Chaque roman de Patrick Grainville est un arbre... celui-ci a la beauté ambiguë et la force magique du grand arbre des contes nordiques »

Jean-Louis Ezine / Les Nouvelles littéraires

« Cet accouplement de l'écriture avec la nature et la culture laisse une sensation de richesse et de saine ébriété »

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Ce qui lève, s'enfle et éclate dans la prose superbe de Grainville, c'est la sève même de la terre, vie et mort intimement mêlées, la sauvagerie à la fois simple et baroque des rythmes naturels et la beauté cruelle des rites, des mythes et des légendes »

Pierre Lepape / Télérama

« Ce livre enchante ceux pour qui lire c'est rêver »

Pierre Sipriot / Le Figaro

PATRICK GRAINVILLE

Le dernier Viking

ROMAN 256 pages

SEUIL

L'œuvre de ALAIN DECAUX
de l'Académie française

Alain Decaux raconte, tomes I et II.
Histoire des Françaises, 2 volumes.

Blanqui l'insurgé.

Les face à face de l'Histoire.

Dossiers secrets de l'Histoire.

Nouveaux dossiers secrets.

La Castiglione,

d'après sa correspondance et son journal inédits.

Letizia, Napoléon et sa mère, couronné

par l'Académie française.

Les Grandes Heures de Versailles,

grande médaille d'or de la ville de Versailles.

Grandes aventures de l'Histoire,

prix Plaisir de lire.

Offenbach, roi du second Empire.

Les Heures brillantes de la Côte d'Azur.

Grands mystères du passé.

Grands secrets, grandes énigmes.

Histoire de la France et des Français

au jour le jour, 8 volumes (en collaboration

avec André Castelot, Jacques Leyron

et Marcel Jullian).

LIBRAIRIE ACADEMIQUE FERRIN

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75471 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-25

ABONNEMENTS

3 mois 8 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

116 F 226 F 422 F 543 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

326 F 556 F 850 F 1 250 F

ÉTRANGER

(par mandats)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

205 F 335 F 536 F 650 F

IL - SUISSE - TURQUIE

250 F 430 F 650 F 850 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements) vou-

dront bien vouloir se charger de leur

chèque.

Changements d'adresse décla-

résés ou préavis (deux semaines

avant) sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

rediger tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être

L'APPARTEMENT

que vous recherchez

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits
médiéval de romans
poésies, essais, théâtre. Les
ouvrages retenus seront
révisés et publiés
par presse, radio et
télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la
Pensée Universelle 4 rue Charlemagne,
75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par
l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur
la propriété littéraire.

l'Originel

Deux albums :

- **MÉTAPHYSIQUE ET DIALECTIQUE (I)**
Tantora, Souffisme, Tai-chi-chuan, Alchimie, Linguistique, Astro-
logie, Kriya-Yoga, Hermétisme, Kathakali.
- **RÉVOLUTION - RÉVOLUTION (II)**
Le Grand Jeu, Taoïsme, Kaya Kalpa, Tarot, Anthropologie,
Théâtre, Danse, Peinture, Musicologie.

Chaque volume illustré
Diffusion : ÉDITIONS CHIRON, 40, rue de Seine, 75006 PARIS.



LE FOU PARLE

N° 12

EST PARU

EN VENTE PARTOUT

(12 F)
et 10, rue de la Félicité,
75017 PARIS

Abonnements 6 n° : 72 F
12 numéros : 144 F
Soutien FOU à partir de
200 F

Au sommaire :

LE RACISME LA DROGUE

Des textes de Thomas S. Szasz, Georges Perce, Roland Dubillard,
Roland Topor, Conrad Debray, François Bot, Tahar Ben Jelloun,
André Leu, etc.

Des dessins de René Descloux, Fulg Rosado, Cardon, Willem,
Anne Brown, Olivier O. Olivier, Foussin, Christian Zeimer,
Daniel Stok, etc.

Pour en finir avec
le mur
des lamentations
"Rire à Jérusalem"
Ephraïm Kishon
Alte Collection "11" comme humour

Se perfectionner, on apprend
la langue anglaise
LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
Documentation gratuite :
ÉDITIONS DISQUES SACM
8, rue de Bani - 75008 Paris

PARIS MODE D'EMPLOI

Le "premier" guide,
quartier par quartier,
pour tous les jours.

→ 400 pages,
des milliers de contacts,
de lieux, de reportages.

Un prix exceptionnel : 39F
En librairie et sur commande : revue autrement,
73 rue de Turbigo, 75003 Paris.

JAPON Un autre monde à découvrir



Pour toute documentation, envoyez ce bon à
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS
4-8, rue Sainte-Anne (angle de l'avenue de l'Opéra)
75001 PARIS - Tél. : 296.20.29

Nom : _____
Adresse : _____

A GENOUX

(Suite de la page 17.)

DE somma savante, on a compris que le Scribe tourne au libella, sans trace de la rigueur matérialiste promise. Comme tous les auteurs, sans exception, qui l'ont précédé, Debray subit le malentendu qui s'attache au sujet, et ne l'ignore pas. Né de la « guerre civile libelle » qu'était l'œuvre de Dreyfus, la notion même d'« intellectuel » garde chez nous un contenu polémique, superstitieux, et rebelle à l'analyse, surtout de l'intérieur. Il faudrait qu'un nouveau Montesquieu, parti d'Iran, se demande comment on peut... être Européen.

Conscient que ce recit ne lui est pas plus possible qu'à quiconque, en dépit de certaines distances passées et présentes, Debray ne cherche ni à faire de l'anti-intellectualisme, ce qui se toujours relève d'une démagogie réactionnaire, ni à se distinguer de ses pairs. Il reconnaît que l'intellectuel révolutionnaire n'a plus de fonction à remplir dans notre société, qu'il exclut toute contre-société, donc toute contre-culture, et où le prolétariat, déjà très minoritaire, refuserait, pour avoir trop à y perdre, toute modification du système d'exploitation du tiers-monde.

par Bertrand Poirot-Delpech

Si Debray espérait échapper au lot, nous l'avons dit : il se trompe. Au cas où les essais des années 80 laisseront une trace, ce sera celle de brillants normaliens s'efforçant, dans la dépression de l'après-gauche et toutes opinions confondues, de cumuler le prestige ancien du chercheur et l'éclat nouveau du styliste. Lévy et Debray, même combat : pour survivre comme individus, par l'écriture.

CHIOTS du même chenal, mais riches de différences indéniables, et pareillement dignes de respect. Lorenzaccio n'est ni plus ni moins méritant, et risible, qu'Alceste. De sa ressemblance avec ce dernier, l'auteur un rien mesochiste du Scribe tire une précieuse lucidité sur soi.

Il vérifie son propre adage selon lequel « les meilleurs penseurs sont ceux qui pensent contre eux-mêmes ». Sans céder au précepte déchu qui en est souvent le prix, il s'inscrit dans la grande tradition du pamphlétaire moraliste. Il en a les traits acérés à la Sartre, notamment contre Sartre même. On comprend qu'il ne boude pas son don évident de la formule. Il se refuse assez de choses comme ça.

Les mots les plus clignants qui relancent l'ardeur de l'auteur comme du lecteur, et auraient justifié un libelle à part visent le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés. Rapproché de textes similaires datant de 1919 et 1935, le manifeste publié par la GIEL en 1978 est interprété comme une suite d'abstractions aprioristes. La culture dite « libérale » se déclare, sans preuve, distincte du politique et de l'économique. Elle ignore délibérément l'exploitation qui a permis sa naissance, et qui pourvoit à sa survie.

LE meilleur du Scribe est dans cette interpellation qui n'épargne personne, pas même l'auteur. Fernand Breu-del l'avait déjà dit : « L'Europe devient incompréhensible sans ses esclaves et ses économies sujettes ». Non, l'auteur n'est pas une dentée tombée du ciel : ni la liberté, ni la faillite sans ses esclaves et ses économies sujettes. Qui dit le prix des droits de l'homme en conquêtes et en confiscations ? Qui sait à leur idéologie n'a pas pour conséquence, sinon pour fonction, de maintenir ailleurs le sous-développement ? Comment accepter les cours de la souffrance et de l'arbitraire, dès lors qu'ils sont fixés exclusivement au marché libre de l'humanisme et dans nos métropoles gérées, comme ceux du sucre et de l'éclairage, sont au Stock Exchange de Londres, et non en Zambie ? Et si votre liberté, la mienne, celle de l'auteur, coûtait dix vies d'enfants au loin ?

Debray remplirait mieux son contrat si, dépassant sa verve felleuse, il répondait irrésistiblement. Mais il a déjà le mérite immense d'être pratiquement le seul à poser l'encombrante et fondamentale question.

★ LE SCRIBE, de Régis Debray, Grasset, 316 pages, environ 50 francs.

autobiographie

Un Ecossais têtue

● La savoureuse vie d'A.S. Neill, fondateur de Summerhill.

QUI l'aurait cru ? A.S. Neill, le célèbre pédagogue libéral, le créateur en Angleterre de l'école de Summerhill, 9, lui aussi, été à ses débuts, un adepte de la discipline, imbu de sa dignité, distant, fouettant même à l'occasion de jeunes insolents. Il le raconte dans son autobiographie : *Peau de mandarine* (c'est le surnom que lui avaient donné ses élèves de Summerhill), un bouquin épatant, plein d'anecdotes, de souvenirs, de rencontres, de réflexions sur la vie, les femmes, l'humanité, la vanité ; un bouquin qu'il a écrit en grande partie à quatre-vingt-neuf ans, une année avant sa mort survenue à Londres, le 23 septembre 1973.

« Je veux qu'on se souvienne de moi, disait Neill, comme d'un type ordinaire qui croyait que la haine n'a jamais rien résolu, et que se trouver du côté de l'enfant est la seule façon de garantir une scolarité heureuse et par la suite une vie heureuse. » C'est bien l'image que gardera de lui la postérité, l'image d'un homme qui, pour reprendre une de ses expressions favorites, fut intensément « pro-vie ». « Être pro-vie, précisait-il, c'est aimer les amusements, les jeux, l'amour, le travail intéressant, les visions d'anges (...), être anti-vie, c'est aimer le devoir, l'obéissance, le profit et le pouvoir. »

Alexander Sutherland Neill est né le 17 octobre 1883 à Forfar, en Écosse, dans une famille résolument anti-vie, plongeant sous le poids des conventions sociales son père était instituteur — et marqué du sceau du calvinisme le plus rigoureux. La religion, note Neill, ne s'enseignait pas ; elle se respirait dans l'air que nous vivions ; pratiquement tout ce qui était agréable « menait à la perdition », à commencer par la désobéissance.

Le péché le plus haïssable

Quant au sexe, c'était, bien entendu, le péché le plus haïssable. Parvenu au terme de sa vie, il se souvient encore avoir été fouetté à l'âge de six ans et enfermé dans une pièce obscure pour avoir regardé sa petite sœur nue. Invité de préciser que par la suite le sexe sera associé au péché et que sa sœur deviendra l'objet d'une singulière fixation incestueuse.

Personne dans la famille Neill ne doutait de l'existence de l'enfer, et le petit Alexander était instinctivement persuadé qu'il y réintégrait dès l'éternité. Il en était si convaincu qu'un jour, alors que sa mère était malade, il lui demanda : « Est-ce que ce ne sera pas affreux pour papa et toi quand vous serez tous les deux au ciel et moi en enfer ? » « Non », répondit-elle avec simplicité.

placé, parce que Dieu changera nos cœurs pour que ça nous soit égal. »

Lorsque plus tard sa sœur Clunie lui confessa qu'elle ne croyait plus en Dieu, il fut persuadé qu'elle allait tomber morte, frappée par la malédiction divine. Il éprouva la même terreur lorsque son frère aîné, Willie, à l'âge de treize ans, sortit un jour d'orage et invita le Tom-Puissant à le fonder pour le punir d'avoir blasphémé. Willie, par la suite, devint pasteur. Quant à Clunie, qui durant toute sa brève existence ne transigea jamais avec son athéisme, elle

d'ailleurs comme le reste de la famille et s'il entra néanmoins à l'université, avec bien des années de retard sur ses condisciples, ce fut après une scolarité houleuse et difficile.

Passons sur les premiers emplois, sur les premières amours de Neill, sur son service militaire qui se termina par une dépression nerveuse, et retrouvons-le à Vienne, en 1925, où il est alors en analyse avec Wilhelm Stekel. Pourquoi Stekel ? Parce que ce dernier affirmait qu'une analyse ne devait pas durer plus de trois mois. « affirmation que mon sens de l'économie bien écossaise trou-

sant Reich masser ceux de ses muscles qui étaient raides. En quelques semaines, écrit-il, il se sentit plus « libéré » qu'en des années de psychothérapie. « Il déracina en moi, ajoute-t-il, les derniers vestiges du calvinisme écossais concernant la sexualité, en me montrant que mon approbation des jeux sexuels enfantins était intellectuelle et non émotionnelle. »

Par la suite, il se lia d'amitié avec Reich, dont il déplorait cependant l'absence totale de sens de l'humour (Neill, heureusement, en avait pour deux), l'anxiété constante, les colères imprévisibles et le goût du martyre. Il tient également à désigner un malentendu : Reich n'eut aucune influence sur son école : « Je la dirigeais depuis vingt-cinq ans quand je le rencontrai ». En revanche, ses trois écrits favoris, Bernard Shaw, Oscar Wilde et H. G. Wells, le marquèrent plus profondément que tous les psychologues qu'il put étudier ou rencontrer par la suite.



★ Dessin de Zoran OBILIC.

implora Dieu sur son lit de mort de sauver son âme.

Leur père était un instituteur consciencieux et rigide, n'appréciant que les forts en thème. Le modèle qu'il proposait à ses propres enfants était un petit principet à lunettes qui ne jouait jamais, qui travaillait dur en classe, pleurant quand il n'était pas le premier. « Nous laissons ce garçon, complète Neill ; il devint porteur dans une pare. » Quant à lui, il préférait s'amuser avec les enfants du voisinage plutôt que de se pencher sur sa grammaire latine. « Je n'eus certainement pas le fils idéal pour un père qui se rêvait que d'honneurs académiques pour sa progéniture. » On le considérait

voit séduisant », ajoute Neill. Précisons qu'il avait déjà quelques années de psychothérapie derrière lui avec Homer Lane, un pédagogue américain qui soutenait qu'il faut toujours être du côté de l'enfant et avec Maurice Nicoll, un psychologue jungien.

Deux ans plus tard, à Oslo, à l'occasion d'une conférence qu'il donnait sur Summerhill, il rencontra Wilhelm Reich, avec qui il eut de longues conversations. Dans un accès d'enthousiasme, il lui confia qu'il était le seul homme capable de relier le somatique et le psychologique. Dans le même élan et avec la même ferveur, il entreprit une psychothérapie, c'est-à-dire qu'il s'étendit nu sur un divan, fais-

Détruire l'enseignement moral

Aussi, quelle ne fut pas sa déception quand, après avoir rencontré Wells, le héros de sa jeunesse, et lui avoir envoyé un livre de Reich, il reçut comme réponse la lettre suivante : « Vous m'avez envoyé un terrible galimatias qui est l'œuvre de prétentieux charlatans. Reich emploie mal à propos un mot sur quatre et Wolfe (son traducteur) est un benêt pontifiant. Il n'y a pas l'ombre d'une vision neuve dans tout ce fatras. Je vous prie de ne plus m'envoyer ce genre de littérature. »

Concernant les diverses écoles de psychologie, Neill se montre résolument sceptique. Sa devise est : prends à chacun ce qui t'intéresse et rejette le reste. « Il me déplaçait fort de penser, précise-t-il, que longtemps, après ma mort, des enseignants se décerneraient comme des summerhilliens, affichant ainsi devant tous leur propre sécheresse. »

Il avait également compris, et c'est un des principes directeurs de Summerhill, que ce n'est pas telle ou telle théorie qui guérit les enfants ou les adultes, mais bien la liberté d'être eux-mêmes. Cette liberté, cet Écossais têtue l'a durement conquise. Elle permet de mieux comprendre la distance qu'il a prise à l'égard de l'éducation bourgeoise, ainsi que cette affirmation apparemment paradoxale qui résume toute son œuvre : « Je suis convaincu que c'est l'enseignement de la morale qui rend l'enfant mauvais. J'ai découvert que, lorsque je détruis l'enseignement moral qu'un mauvais sujet a reçu, il s'améliore automatiquement. »

ROLAND JACCARD.

★ NEILL, A.S. NEILL : *PEAU DE MANDARINE*, de A.S. Neill. Traduit de l'anglais par Maurice Wilson, Éditions Maresché, 350 p., Environ 45 F.

SYROS

« Un roman à lire et à discuter... »

EL MOUJAHID

«... un roman superbe... où l'on vibre à la description des chaînes qui enserrant encore les femmes algériennes »

JOURNAL DU DIMANCHE

« un roman qui est la réalité de beaucoup de femmes algériennes »

DES FEMMES HEBDO

Diffusion SYROS - 9, rue Borromée - 75015 PARIS -

une femme pour mon fils

امرأة لأبني

SYROS

مكتبة من الأصل

Le Grand Robert. Mieux qu'un dictionnaire, un outil de communication.

Toute la richesse de l'analogie.

Quiconque a observé la façon dont évolue une conversation a déjà tout compris de l'analogie.

L'analogie qui permet de passer d'un mot à un autre, d'une idée à une autre. De rebondir de richesses en richesses, de nuances en précisions. L'analogie qui est le principe même du langage et le cœur de la méthode du Grand Robert. Le Grand Robert est alphabétique pour classer les 60 000 mots et les 40 000 noms propres qu'il contient.

Mais il devient analogique pour permettre de trouver un mot inconnu à partir d'un mot que l'on connaît. Pour offrir de chaque champ d'expression une vision globale et complète. Par un système de renvois, la méthode analogique permet à partir d'un mot donné de découvrir tous les mots de même sens, ou de sens proche, tous les contraires, et bien d'autres termes liés au premier.

Au mot "doux" par exemple on ne trouve pas moins de 130 mots de sens proches et plus de 50 contraires, répartis en 3 familles de sens, et plus de 20 emplois différents, employés dans les contextes de 40 citations choisies.

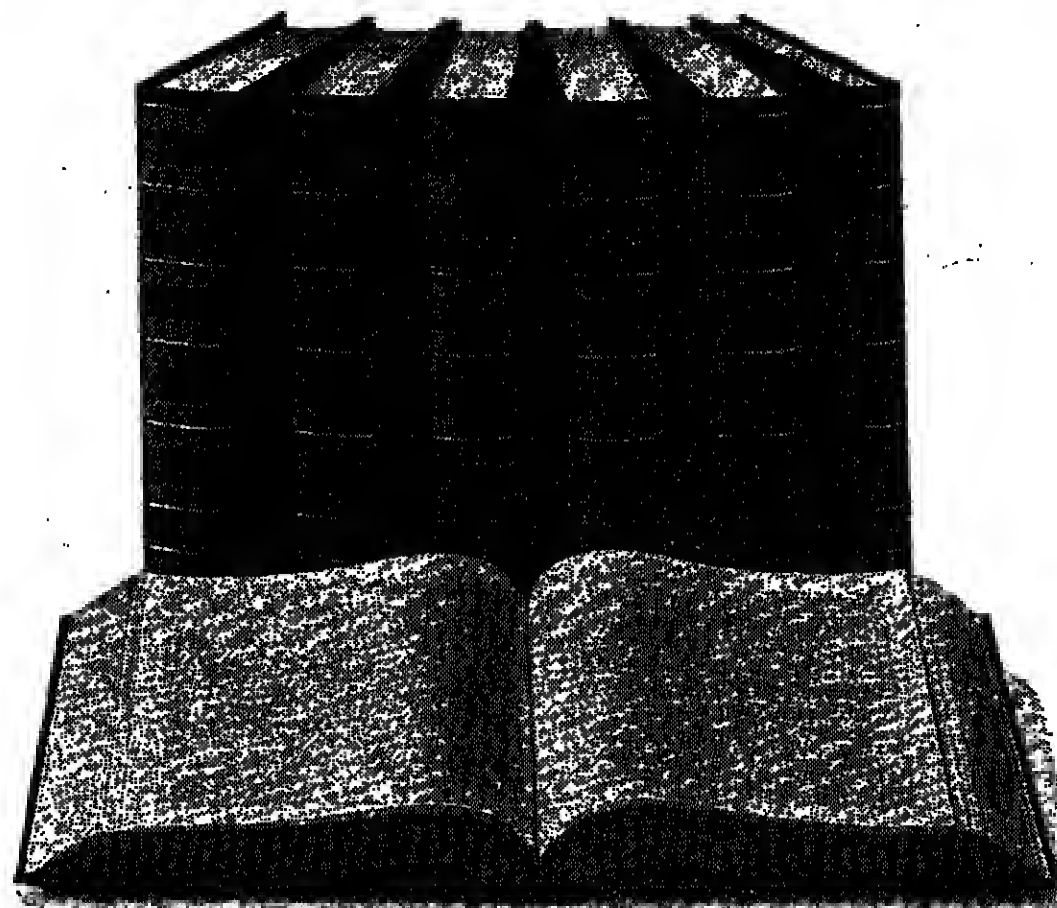
Un outil pour la vie d'aujourd'hui.

Chaque époque a son vocabulaire, sa culture, ses personnages marquants. Et, chaque époque a son dictionnaire.

Parce qu'un dictionnaire n'est pas un musée, mais le reflet de son époque. Un ouvrage de référence, un outil, un allié pour qui souhaite vivre avec son temps. Pour la seconde moitié du XX^e siècle

ce dictionnaire c'est le Grand Robert. Mots nouveaux, anciens ou même oubliés, expressions, tournures, citations récentes, personnages contemporains, héros de livres célèbres, de films, de bandes des-

sinées... tout ce qui caractérise notre culture contemporaine et l'histoire de notre civilisation à travers le langage se trouve dans le Grand Robert.



Le Grand Robert en quelques chiffres.

Le Grand Robert en 11 volumes réunit un vrai grand dictionnaire de la langue française (7 volumes et 6 000 pages) et un vrai grand dictionnaire des noms propres (4 volumes et 3 200 pages).

En plus des 60 000 mots et des 40 000 noms propres qu'il contient, il offre 200 cartes et plans originaux, 5 000 illustrations en couleurs et plus de 200 000 citations empruntées aux meilleurs auteurs français de François Villon à Françoise Sagan.

Tous les jours.

Chaque jour, ou presque, vous éprouverez votre Grand Robert. Pour vérifier le sens d'un mot, une définition, une date. Pour finir votre grille de mots croisés, ou pour en trouver la clé. Pour éclaircir une idée et trouver ou apprendre le mot juste. Pour répondre aux questions de vos enfants, ou, tout simplement pour rêver, en vous laissant porter par la richesse des idées, des Arts, des Sciences, des Lettres, des événements, des pays, et des mots de notre langue avec tout ce qu'ils expriment.

Avec 91 F. recevez ces 7 volumes.

L'essentiel et le meilleur.

Le monde dans lequel nous vivons nous abreuve tous les jours d'une masse d'informations. Mais cette prodigieuse richesse a aussi un inconvénient : on peut s'y noyer.

Pour s'y retrouver, pour en tirer

l'essentiel et le meilleur, il faut un fil conducteur. Vous le trouverez dans le Grand Robert.

Le "savoir dire."

Etre écouté est une condition nécessaire à toute communication. Il n'est pas

utile de parler fort ou d'employer des mots rares et complexes. Il suffit d'employer les mots justes. De les associer correctement en des tournures fortes et précises. Ce pouvoir, ce "savoir dire", le Grand Robert veut vous l'offrir et chacune des lignes de ces 11 volumes y

contribue.

C'est là une mission importante car, la maîtrise du langage est une nécessité, tant pour l'épanouissement intellectuel des enfants que pour l'harmonieuse insertion de chacun dans sa vie professionnelle, familiale ou culturelle.

Dès demain au centre de votre bibliothèque.



"Ce qui frappe une fois de plus c'est la gaieté, la jeunesse, la chaleur et, si l'on peut dire, la santé des dictionnaires Robert."
Michel Cournot.

"Le modernisme, l'actualité des notices géographiques et historiques, l'importance donnée aux renseignements statistiques, sont remarquables."
Jacques Cellard.

"Cette œuvre va rendre les plus grands services à tous ceux qui usent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire."
Charles de Gaulle.

Cadeau gratuit.*

A ceux qui auront commandé le Grand Robert et quel que soit le mode de paiement choisi, sera offert gratuitement la reproduction en tirage limité, sur papier chiffon, de 5 planches extraites du "Livre de Lecture bourguignon".

Ce charmant ouvrage du XVII^e siècle, imprimé avec des clous sur du papier à chandelle, est un objet rare et peu connu. Ces extraits constituent un cadeau exceptionnel que le Grand Robert est heureux d'offrir à ses amateurs.

* offre valable 2 mois à compter du 21 mars 1980.

Offre exceptionnelle.

A tout acquéreur du Grand Robert de la Langue Française, nous offrons la possibilité de recevoir sans droit de réservation supplémentaire et selon les conditions exceptionnelles exposées dans le bon à découper, le Grand Robert des Noms propres en 4 volumes.

Cet ouvrage illustré de plus de 5 000 photos en couleurs et de plus de 200 cartes et plans originaux, complète harmonieusement le Grand Robert de la Langue Française en 7 volumes. Grâce à cette offre, c'est ainsi 11 volumes élégamment reliés "havane" que vous pourrez, dès demain, mettre au centre de votre bibliothèque.

Je choisis.

- ☐ de profiter tout de suite de votre offre en vous demandant de me faire parvenir :
☐ le Grand Robert Luxe reliure havane en 7 volumes,
☐ le Grand Robert Luxe reliure havane de la Langue Française en 7 volumes et le Grand Robert des Noms propres en 4 volumes (soit 11 volumes au total).
 Je vous adresse avec le présent coupon la somme de 91 F, correspondant aux droits de réservation des 7 volumes du Grand Robert, par ☐ chèque bancaire, ☐ C.C.P. ou ☐ mandat-lettre. À l'exclusion de tout autre mode de paiement, établi à l'ordre de Sodoci.
 Je choisis de régler le solde selon les modalités suivantes :
☐ au comptant les 7 volumes au prix de 1 798 F (soit au prix total de 1 707 F plus l'avance versée de 91 F).
☐ au comptant les 11 volumes au prix de 3 000 F (soit au prix total de 2 909 F plus l'avance versée de 91 F).
 Votre facture me parviendra en même temps que les volumes commandés et je la réglerai dès réception.
☐ à crédit les 7 volumes au prix total de 2 070 F correspondant à 23 mensualités de 90 F au taux effectif global de 20,07%.
☐ à crédit les 11 volumes au prix total de 3 538,20 F correspondant à 23 mensualités de 153,40 F au taux effectif global de 20,07%.

* Offre réservée aux personnes majeures résidant en France métropolitaine. À retourner à Sodoci, BP 115-75410 Cléon. Les personnes résidant hors de France métropolitaine peuvent demander une documentation à SNL Le Robert 107 avenue Parmentier 75011 Paris.

Les informations concernant vos conditions générales de vente avec offre préalable me seront transmises en même temps que les volumes.

J'ai bien noté qu'à réception des ouvrages, 7 ou 11 volumes, je disposerai d'un délai de 7 jours pour renvoyer à mon achat, en vous renvoyant, à vos frais, les volumes dans leur emballage d'origine. Si, je ne les renvoie pas dans ce délai, vous pourrez considérer que mon achat est confirmé et me facturer selon les modalités que j'ai choisies ci-dessus.

2 ☐ de recevoir gratuitement une documentation complémentaire sur le Grand Robert en 11 volumes sans aucun engagement de ma part.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Ville _____

Code postal _____ No de Tél. : _____

Signature obligatoire _____

**DICTIONNAIRES
LE ROBERT**

société

Le métier d'instituteur

De Charlemagne à la grève de 1980.

S'il n'est pas le plus vieux du monde, le métier d'instituteur est néanmoins fort ancien. Jean Vial, dans *Les instituteurs*, se contente de raconter avec tendresse jusqu'il fut l'un des leurs — les douze derniers siècles de leur existence, depuis Charlemagne, figure tutélaire de l'école primaire française.

Ce très bel ouvrage est à la fois diaphané et sérieux. Superbe-ment illustré, il tient compte, dans ses développements, des recherches les plus récentes et les plus récentes sur l'histoire de l'éducation en France, notamment celles de François Furet et de Jacques Ozouf sur l'alphabetisation de Calvin à Jules Ferry.

Comme ces travaux, le livre de Jean Vial brise l'image d'Épinal d'une discontinuité fondamentale dans l'histoire de l'école primaire française, correspondant à l'établissement, au début de la III^e République, de l'école laïque et obligatoire. En France, les taux d'alphabetisation progressent assez régulièrement depuis le dix-septième siècle : dans ce domaine, l'Eglise et le village n'ont pas attendu l'État républicain. Mais parce qu'il étaye plus d'importance aux méthodes pédagogiques, Jean Vial minimise moins que les chercheurs « quantitativistes » l'apport de la III^e République.

Vers 1900, l'enseignement primaire est beaucoup plus qu'un apprentissage de la lecture et de l'écriture. Le calcul est enseigné, l'histoire, la leçon de choses, l'éducation civique également.

Alors triomphe l'instituteur, personnage social, élément essentiel de la synthèse républicaine. Breviement, la gloire du maître d'école de la Belle Époque n'est qu'une parenthèse entre la misère matérielle des instituteurs d'Anjouan Régime et l'actuelle dégradation de leur statut social.



L'enlèvement du crucifix dans une école

On voit bien dans ce livre très riche l'ambiguïté fondamentale de l'école primaire française, instrument de progrès, mais aussi, incontestablement, instrument de discipline. La frénésie éducative des années 1875-1900 naît surtout de la déroute de 1870. De l'école et de l'instituteur on attend qu'ils fabriquent des soldats pour la revanche. L'émancipation intellectuelle et morale des individus apparaît souvent secondaire. L'école laïque restera longtemps marquée par cette contradiction fondamentale : une doctrine libérale héritée des Lumières, une pratique disciplinaire s'inspirant plutôt du modèle prussien (ou de l'idée qu'on s'en fait en France). L'instituteur « modèle III^e République », autoritaire et de gauche, amateur de Voltaire et praticien du coup de règle sur les doigts, fut l'incarnation vivante de cette contradiction, lentement résolue, aujourd'hui, par le triomphe posthume du libéralisme de Célestin Freinet.

Les instituteurs ne méritent cependant pas l'indifférence et

parfois le mépris dont on les gratifie volontiers aujourd'hui. Ils ont joué et continuent de jouer un rôle décisif dans l'histoire nationale.

Les travaux de Carlo M. Cipolla (1) démontrent clairement que le dynamisme économique des diverses nations, en cette deuxième moitié du vingtième siècle, dépend étroitement des efforts scolaires consentis à la fin du dix-neuvième siècle. Derrière les difficultés de l'Angleterre et de l'Italie actuelles on trouverait aisément des déficiences de longues périodes de leurs systèmes d'enseignement.

Derrière le dynamisme des pays scandinaves, de l'Allemagne, de la France, on découvrirait non moins aisément, entre le dix-huitième et le dix-neuvième siècle, un effort d'enseignement remarquable, associé au développement du protestantisme dans le cas des pays germaniques à celui du radical-socialisme dans celui de la France. A vrai dire, la carte actuelle des « P.N.B. par tête » décalque très exactement les niveaux d'instruction populaires atteints dans les divers pays à la fin du dix-neuvième siècle.

Les auteurs (économistes) du monumental ouvrage paru en 1972 sur la Croissance française (2) ont bien souligné à quel point les performances industrielles des années 1945-1970 n'étaient au fond qu'un encaissement de bénéfices sur l'investissement éducatif de la III^e République. Facteur historique fondamental, l'éducation est un investissement à très long terme. Aussi, ce n'est pas la France actuelle que l'on pulvérisera en comprimant son système d'enseignement, en payant mal et en déprimant ses instituteurs. C'est celle du vingt et unième siècle.

EMMANUEL TODD.

★ LES INSTITUTEURS, de Jean Vial, 64, Jean-Pierre Delors, Environ 180 F.

(1) Literacy and Development in the West, Penguin, 1969.
(2) J.-J. Carré, P. Dubois et R. Maitrevaud, La Croissance française, un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre, Seuil.

UNE VOCATION FAMILIALE

LES cahiers de la famille Sandre, que présente Mona Ozouf dans la Classe interrompue, sont un document exceptionnel, la révélation d'un monde. Entre 1780 et 1960, quatre générations successives d'instituteurs, occasionnels puis professionnels, ont consacré ce qui fut leur vie : les trois premiers, Bertrand, Baptiste, Joseph dans des cahiers, la quatrième, Marie, plus brièvement, dans une réponse à un questionnaire. L'ensemble de ces témoignages décrit une trajectoire familiale, une histoire de l'enseignement primaire, une histoire de France, puisque l'aventure scolaire se confond, entre 1780 et 1830, avec le développement national. Le système d'enseignement est l'enjeu principal des luttes politiques et religieuses.

Le premier des Sandre, Bertrand, est le plus lointain et le plus érotique. Il écrit au teneur de la Révolution. Sa prose a la sensibilité et l'exhibitionnisme caractéristiques de la deuxième moitié du dix-huitième siècle. Fils de négociant, il joue pourtant volontiers au paysan pauvre. Parant de lui-même à la troisième personne, il n'est pas sans évoquer une sorte de Norman Mailer de province et d'Antoine Régime, qui aurait cependant vécu des événements plus importants et spectaculaires que le romancier américain. Ses descendants s'identifient

également à leurs époques respectives. Baptiste, son fils, a la religion durcie, néo-réformée, née des affrontements révolutionnaires. Joseph, puis Marie, symbolisent, au contraire, l'acceptation progressive d'une culture laïque, mais non anticléricale.

La force de l'introduction de Mona Ozouf, brillante et précise, vient de ce qu'elle fait ressusciter ce qui est typique dans les idées et les pensées des divers personnages, sans jamais trahir leur individualité.

Le rythme des témoignages proprement dits est lent, comme la vie, sauf dans le cas de Bertrand qui parcourt une époque tellement agitée qu'elle détourne le cours de sa propre existence. La Constitution civile du clergé de 1791 supprime pour lui la possibilité d'une carrière religieuse. Mais de Bertrand à Baptiste, de Baptiste à Joseph, on passe, par étape de la Terreur à l'échec. C'est l'histoire de France qui paraît si rapide. Quatre générations mènent de la convocation des états généraux au pacte Briand-Kellogg, de la nationalisation à la mondialisation des problèmes politiques.

E. T.

★ LA CLASSE INTERROMPUE, CAHIERS DE LA FAMILLE SANDRE, ENSEIGNANTS 1780-1960, présentés par Mona Ozouf, Hachette, 435 p., Environ 69 F.

INÉGALITÉ SCOLAIRE ET JUSTICE SOCIALE

Les étonnantes conclusions d'un sociologue américain.

L'INÉGALITÉ, souvent confondue avec l'injustice, est fort mal considérée dans la rhétorique de nos sociétés démocratiques, même si pratiquement chacun s'en accommode fort bien. Il est entendu que « tous les hommes naissent égaux », comme l'affirment les pères de la nation américaine, ou encore qu'ils sont égaux face à Dieu et qu'ils doivent l'être devant la loi.

L'égalité, comme la liberté ou la fraternité, est un de ces détestables mots, selon Valéry, qui ont plus de valeur que de sens, qui chantent plus qu'ils ne parlent, qui demandent plus qu'ils ne répondent. C'est à lui que se réfèrent les réformateurs ou les révolutionnaires luttant ferme pour éliminer l'inégalité due à des facteurs économiques, raciaux ou sexuels.

L'égalité des chances, particulièrement pour les enfants en âge d'être scolarisés, occupe bien évidemment une place de choix dans le tableau social de créer une société organisée de façon à procurer le maximum de bien-être au plus grand nombre.

Concernant l'école, deux thèses s'affrontent : selon la première (optimiste), elle réduirait progressivement les inégalités sociales, selon la seconde (pessimiste), elle tendrait au contraire à les reproduire. L'ouvrage savant du sociologue américain Christopher Jencks, *Influence de la famille et de l'école en Amérique*, renvoie ces deux thèses des à dos.

Agir sur la politique des revenus

En effet, après une minutieuse enquête de trois années, C. Jencks et ses collaborateurs ont abouti à la conclusion que l'école n'est ni le levier privilégié de l'égalisation sociale, ni l'institution responsable de la reproduction des inégalités. *L'élimination des différences de niveau scolaire entre les individus ne contribuerait que faiblement à les rendre plus égaux entre eux une fois adultes*, écrit Jencks. La diminution importante des inégalités scolaires durant ces vingt-cinq dernières années aux États-Unis n'a pas en effet rendu

plus équitable la distribution des revenus et des statuts.

Jencks nous apprend également — et j'avoue avoir quelque peine à le croire malgré le dépitement impressionnant de ses statistiques — qu'il y a autant d'inégalité économique entre frères élevés sous le même toit que dans la population totale. Cela signifie, ajoute-t-il, que l'inégalité est recréée à nouveau, à chaque génération, même parmi les personnes qui démarrent dans la vie avec un environnement identique.

Par conséquent, si l'on tient véritablement à rendre la société plus juste — et c'est l'objectif déclaré de Jencks — il faut agir directement sur l'inégalité économique, c'est-à-dire sur la politique des revenus, plutôt que de croire que la démocratisation de l'école conduira *ipso facto* à ce résultat.

Deux conditions psychologiques

Deux conditions psychologiques doivent à cet égard être prioritairement réalisées. Tout d'abord, ceux qui ont des revenus faibles doivent cesser d'accepter leur condition comme juste et inévitable ; au lieu de croire, comme des joueurs malchanceux, que leur numéro va finir par sortir, ils doivent exiger des modifications dans les règles du jeu. Ensuite, certains de ceux qui disposent de revenus élevés, et spécialement leurs enfants, doivent commencer à se sentir honteux de l'inégalité économique...

Le moralisme qui perce sous les options socialistes de Jencks n'enlève rien à l'intérêt d'un livre qui, comme l'écrit Raymond Boudon dans son avant-propos, « représente un moment important dans les recherches en matière de sociologie de l'éducation ». On regrettera, en revanche, que l'auteur n'ait pratiquement jamais comparé les résultats qu'il a obtenus aux États-Unis avec les données recueillies en Europe par des sociologues comme Roger Giron en Suisse, Walter Müller en Allemagne ou Raymond Boudon en France.

R. J.

★ L'INÉGALITÉ - INFLUENCE DE LA FAMILLE ET DE L'ÉCOLE EN AMÉRIQUE, de Christopher Jencks, traduit de l'américain par J.-M. et A.-M. Laporte, Presses universitaires de France, 366 p., Environ 110 F.

l'inconscient à venir

Juan David Nasio

Séminaires de théorie lacanienne
Essais sur le travail du psychanalyste

Collection Énonciations
CHRISTIAN BOURGEOIS ÉDITEUR



Comptes : environ 920 F. TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 170 x 45 cm) en glace Saint-Gobain 8 mm. Prix indicatif au 1.11.79 avec pose gratuite, joint de calfeutrement compris. Crédit gratuit 3 versements, 10 ans de garantie.

Déjà plus de 10 000 survitrages posés

Contre le froid et le bruit

Doublez vos vitrages
en glace Planilux
Saint-Gobain

Vous réduirez de près de 50% les pertes de chaleur dues aux vitrages, vous diminuerez les bruits de la rue d'environ 50%, et vous paierez moins d'impôts.

* Marque déposée par Saint-Gobain

Sté Paris Isolation

55, av. de La Motte-Picquet, 75015 Paris

Tél. 566.65.20 et 783.82.34

Devis gratuit sur demande

Pose : Paris et grande banlieue

Pasolini cheminant vers Damas.



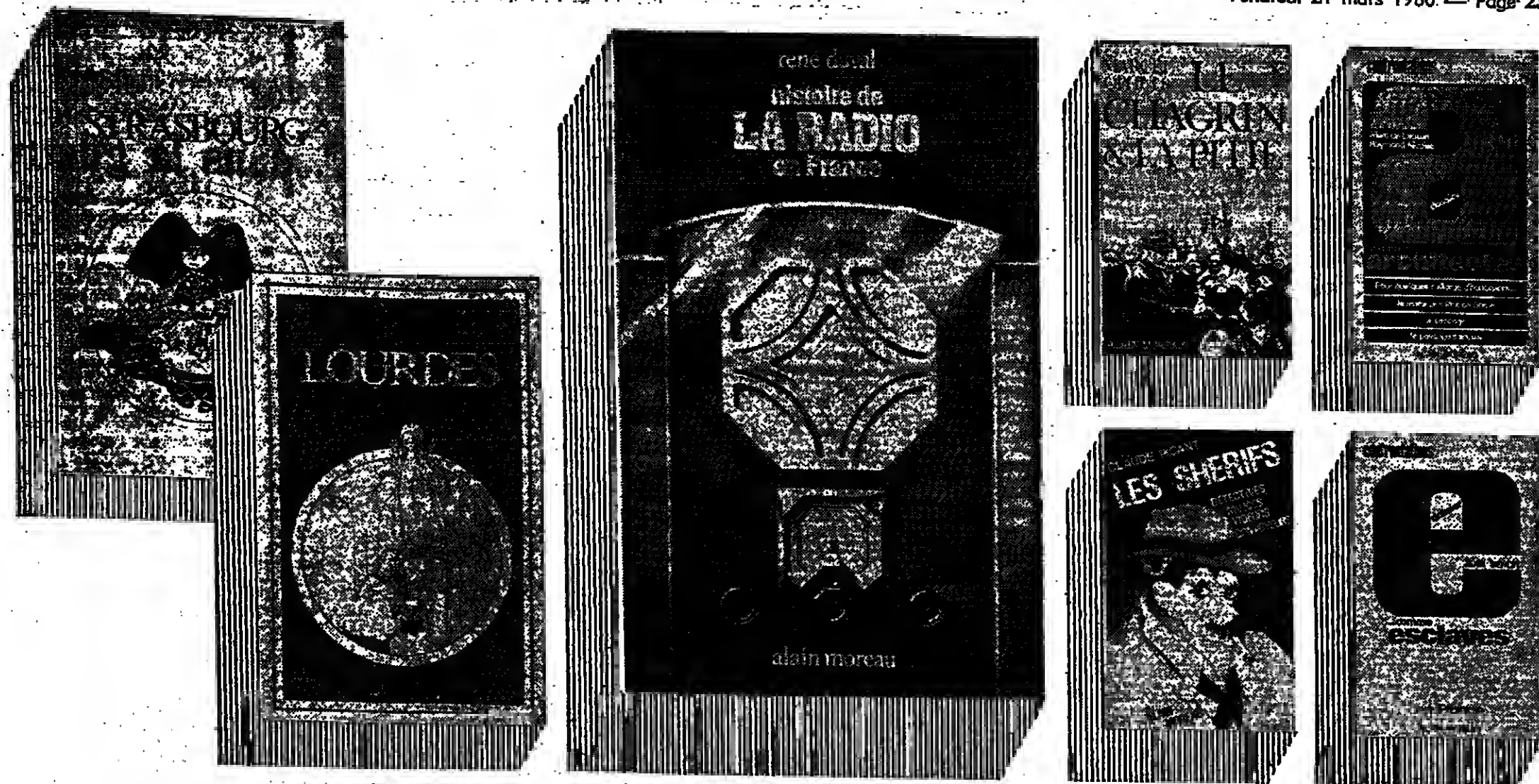
Dans ce scénario, Pasolini fait vivre Saint Paul entre 1928 et 1928, lui fait prononcer les paroles des Actes des Apôtres et des Éphés, un mot, confronté son message aux contradictions des trente années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. (Traduit de l'italien par Giovanni Joppola) 208 pages.



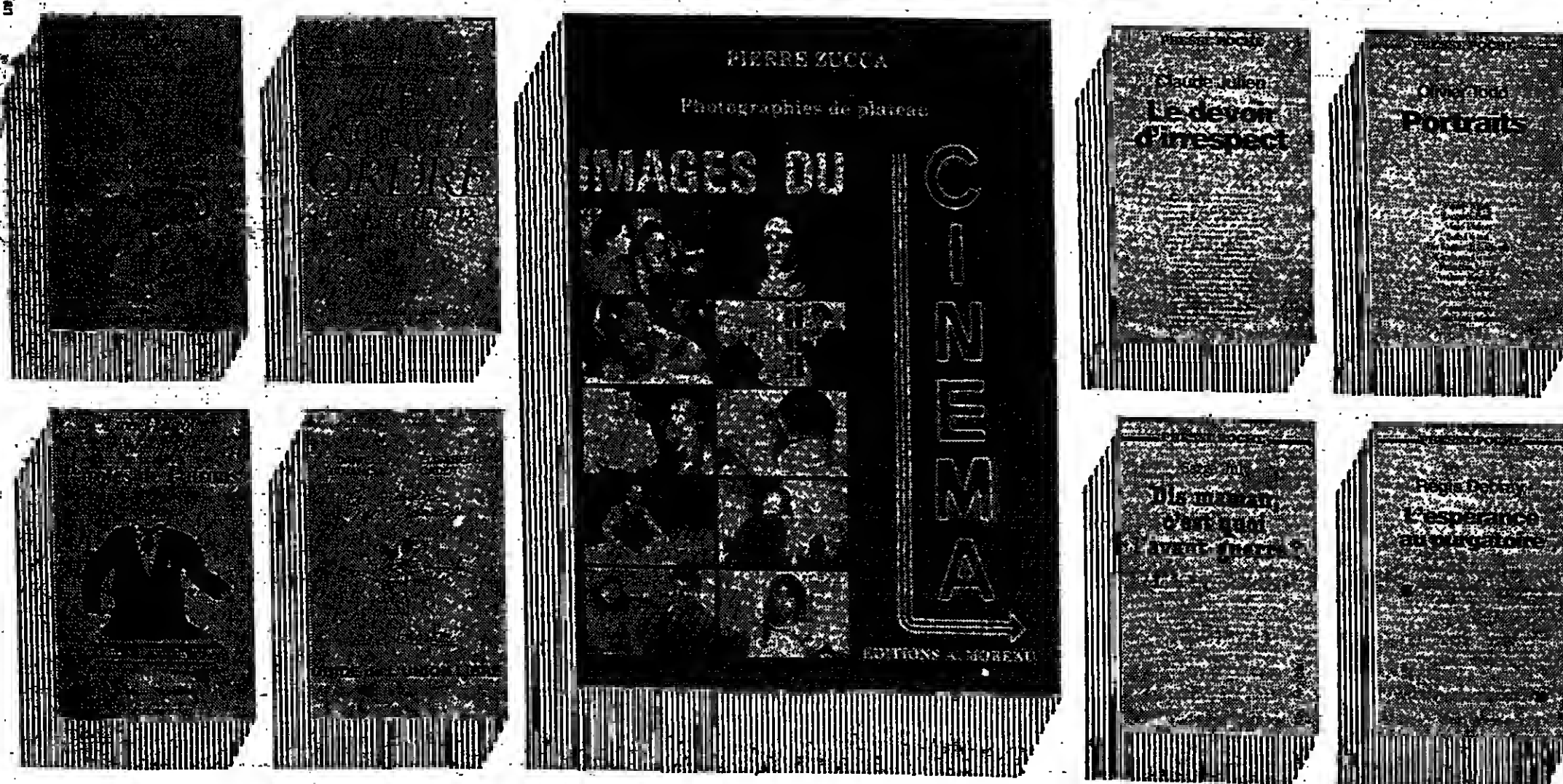
Anticipant dans une note préliminaire sur les circonstances de sa propre mort, se dédouant en Dario et Vito, Pasolini revient à la fois encore sur les points polémiques d'une confrontation inépuisable entre la littérature et la réalité de notre temps. (Traduit de l'italien par Daniela Salenave) 120 pages.

FLAMMARION

مكتبة من الأصل



AUJOURD'HUI C'EST LE PRINTEMPS LE PRINTEMPS DES IDEES AUX EDITIONS ALAIN MOREAU



SCOLAIRE
TE SOCIALE

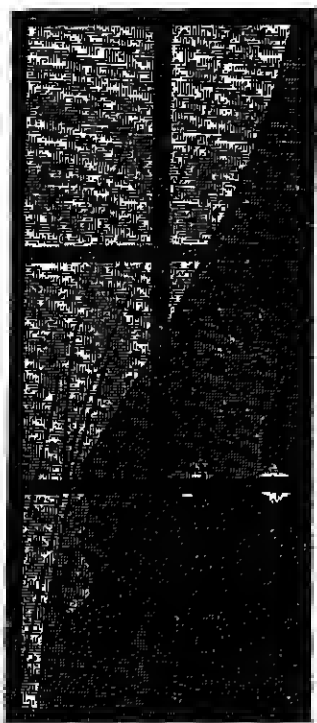
R

dominant
mas.



ION

LA DEMOISELLE DE LA LÉGION D'HONNEUR



Le portrait tout en nuances d'une femme qui n'est ni un emblème, ni une caricature. L'histoire d'une vie à la fois extraordinaire et banale. La chronique d'une époque incertaine et mouvementée.

par Pierre
CHRISTIN
et Annie
GOETZINGER
DARGAUD ÉDITEUR

histoire

Vichy et les paysans

● Du corporatisme à la « révolution agricole »

DINSPIRATION exclusive-ment française, la Corporation paysanne est de toutes les réalisations de la révolution nationale l'une des plus riches d'enseignements. Isabel Bousard, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, a reconstitué presque au jour le jour la vie de cet organe-clé qui, imposé à l'administration de l'extérieur, fut constamment rejeté, tel un corps étranger.

Dès le départ, tout avait d'ailleurs commencé dans le malentendu. La loi du 10 décembre 1940 fixant les modalités de la période transitoire fut le résultat d'un compromis entre les corporatistes, qui ne voulaient laisser à l'État qu'un rôle « régulateur », et le ministère de l'Agriculture, beaucoup plus dirigiste. À partir de cette équivoque, les crises se succédèrent, tant jusqu'en 1942 qu'après l'établissement du système définitif.

La commission de notables très conservateurs installée début 1941 sous la présidence du comte Hervé Basles de Goubert a immédiatement beaucoup de mal à remplir ses fonctions. En difficulté avec l'occupant, qui reproche à la presse qu'elle patronne de n'être pas suffisamment engagée politiquement, elle est en outre chargée de tâches impossibles, comme la collecte en vue du ravitaillement.

C'est en 1943 que la corporation atteint son apogée et redécouvre le charme discret de la démocratie : les élections aux postes de syndics de 1943 et 1944 sont un épisode insolite dans l'histoire du régime autoritaire que fut Vichy. Tombées dans une dépendance étroite vis-à-vis des Allemands, contestées par les col-

laborateurs parisiens, par les journaux clandestins d'obédience communiste ou socialiste, les dirigeants de la Corporation demeurent sereins, en dépit du malaise qui s'accroît à la base. Ils sont à 100 lieues de penser que la libération, qu'ils voient venir, changera fondamentalement leur sort. Dans une atmosphère irréelle, ils multiplient les actions de propagande, les émissions de timbres, les commémorations, convaincus que demain l'ordre nouveau aura besoin d'eux.

Il ne se trompent pas complètement. Abolies par le gouvernement provisoire en 1944, la Corporation n'est pas entièrement reniée : se référant à une idéologie toute différente, la Confédération générale de l'agriculture utilise de 1944 à 1948 son œuvre et quelques-unes de ses structures. Mais surtout lorsque, à partir de 1948, les chambres d'agriculture reprennent vie, c'est par gros bataillons — René Blondelle et Camille Laurens en tête — que les ex-membres de l'organisation vichyssoise reviennent sur le devant de la scène. Isabel Bousard a même calculé que jusqu'en 1961 tous les présidents et secrétaires généraux de la F.N.S.E.A. avaient fait partie de la Corporation. « Quel signe de continuité ! », observe, dans sa préface, René Rémont, qui ajoute : « C'est qu'en dépit des principes autoritaires du gouvernement de Vichy la paysannerie française a fait, dans le cadre de la Corporation, une première expérience de démocratie professionnelle qui l'a préparée à affronter la grande mutation que l'agriculture française a connue après la seconde guerre mondiale. »

ÉRIC ROUSSEL.

★ **VICHY ET LA CORPORATION** PAYSANNE, d'Isabel Bousard. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 414 p. Environ 150 F.

Le jour le plus long d'Abbeville

LE 21 mai 1940, en huit heures d'intense bombardement, huit siècles d'histoire vont disparaître, une collégiale et dix églises, des hôtels particuliers immenses, un superbe couvent du dix-huitième siècle, et des hommes, des femmes, des enfants : deux mille cinq cents ? Trois mille ? On ne saura jamais combien au juste.

Enrassés, brûlés, fondus avec les 35 000 tonnes de sucre que l'incendie de la raffinerie transforme en caramel. Un petit Dresden. Cela se passe à Abbeville, à l'intérieur du plan Marshall, une avancée risquée « en doigt de gant » vers la mer.

Salissant, le récit d'Henri de Wallis. Heure par heure, il montre la ville abandonnée de toutes les autorités administratives, vidée, presque, de tous ses habitants, aussitôt remplie des réfugiés venus du Nord, de Belgique, trouver la mort stupide. Un carré des inconnus, au cimetière, témoigne de leur passage : ultime.

Dans ce chaos, des scènes insupportables. Qui donne l'ordre, à un petit groupe de terrifiées, sur place, de fusiller, quatre par quatre, les « suspects » arrivés là, avec les autres, dans un car belge. Des « espions » ? Certains, peut-être. Des « parachutistes », cette grand-mère de soixante ans, qui tient sa petite-fille par la main ? La psychose de cinquante ans est à son comble.

Au milieu du drame et des lachetés, des héros, comme toujours : Léon, le biffin, à son lieutenant, tous deux anonymes, qui mourront près de leur mitrailleuse, seuls défenseurs d'une ville déjà prise ; et les trois médecins à l'hôpital, qui opèrent dans des conditions effroyables des blessés de la guerre ; et Sour Saint-Charles, qui, à sa suite, console, organise les secours. Il y a aussi l'étonnant Le Moine, un antiquaire révéillé tout à coup à lui-même, qui, collé de la casquette du sous-préfet en luit, va négocier avec les Allemands la survie des malheureux bombardés et réhabiliter l'ordre en place de la panique, des pillages, de l'épidémie menaçante.

Une anecdote, sans doute, dans l'effrayant massacre qui vient de commencer. Mais l'historien qui s'attache à la raconter, quand « les témoins longtemps fermés sur leurs chagrins, les humiliations, les rancœurs » acceptent de parler, nous fait bien comprendre, par ce qui est alors arrivé à sa ville, ce qui, dans le même temps arrivait à la France, qui n'en est pas encore tout à fait remise.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ **LE COUP DE VAUX** d'Henri de Wallis. Casterlot, 256 p. Environ 60 F.

Le P.C.F. dans la guerre

(Suite de la page 17.)

Stéphane Courtois n'en est pas entièrement responsable, car la documentation est, dans le domaine de l'action, plus difficile à réunir. Et l'on peut rêver, à cet égard, à la riche moisson que fera l'histoire de l'avenir qui aura accès aux archives de « la section des cadres » du P.C.F., aux innombrables « blocs » qu'ont rempli tous ceux qui, à tel ou tel moment, furent appelés à y exercer une responsabilité.

Autre trait qui frappe le lecteur : l'importance donnée aux syndicats et aux syndicalistes (sauf, curieusement, aux enseignants — et plus généralement aux intellectuels). Il y a à cela des raisons de fond et des raisons circonstanciées. Raisons de fond : l'auteur, qui connaît ses classiques, sait le rôle des syndicats, considérés depuis le dixième congrès du parti bolchevique, en 1920, comme « prodomi » (c'est-à-dire « prédominant ») par excellence du parti. Raison circonstanciée : dans son livre, S. Courtois s'est fondé sur sa thèse de doctorat de troisième cycle, portant justement sur « le P.C.F. et ses aspects syndicaux : août 39 - août 44 ».

Frachon contre Duclos

Mais il y a encore autre chose : une des idées cardinales de l'ouvrage, qui apparaît plus ou moins nettement selon les pages, c'est l'existence d'une différence fondamentale entre les deux dirigeants du parti clandestin — Jacques Duclos, l'homme qui a la liaison avec Moscou, dont il transmet et fait exécuter les instructions, et Benoît Frachon, le syndicaliste, qui a le moment où quittera la France (Duclos, en 1939-40, est en Belgique) et qui connaît la situation concrète des travailleurs dans telle ou telle région, telle ou telle usine.

De là, chez S. Courtois, un soin vigilant pour traquer la moindre divergence entre l'humanité et la vie ouvrière, entre les mots d'ordre proprement politiques et les mots d'ordre syndicaux, notamment dans les phases cruciales : la « drôle de guerre » et la ligne de « lutte contre la guerre impérialiste », qui aurait dû déboucher sur « le défilé révolutionnaire » ; l'été 40 et les appels à la constitution d'un gouvernement communiste (?), et, plus tard, lors du déclenchement et de l'extension des opérations armées.

Est-ce une conséquence de cette idée directrice, un fait ne manquera pas, non plus, de surprendre : la rareté relative des références à l'activité de Maurice Thorez ; tout au plus évoque-t-on sa signature au bas d'articles ou de proclamations. Mais on le perd de vue, dans sa vie personnelle, entre le jour d'octobre 1939 où il quitte son unité pour gagner la Belgique et le moment où, en 1943, il demande, de Moscou, l'autorisation à de

Gaulle de gagner Alger et où il reçoit du Général un refus sec. Au passage, S. Courtois n'aura aucune peine à montrer toutes les invraisemblances et les contradictions de la lettre adressée au Général, en août 1977, par la veuve de l'ancien dirigeant, où elle se réfère à de prétendues notes de son mari, datées de juin 40...

De-ci, de-là, au gré des pages, on aurait envie d'élever une objection, de poser à l'auteur une question. Pourquoi, par exemple, revenir à la version présentée par l'ancien communiste anglais Douglas Hyde, et selon laquelle c'est Raymond Guyot, qui, de retour de Moscou, le 20 septembre 1939, apporta les nouvelles consignes ? C'est faire bon marché des liaisons radio, auxquelles S. Courtois fera d'ailleurs allusion par la suite. Sinon comment expliquer, par exemple, le départ, dès le 23 août 1939, de Clément (Fried), le mentor de Thorez, l'homme du Komintern pour la Belgique, où il devait préparer la base de repli de la direction du P.C.F. ?

Il reste que, au-delà des observations de détail, et elles seraient nombreuses, on est en présence d'un ouvrage sérieux et riche : cinq cents pages de texte et près de soixante-dix d'annexes avec des documents plus ou moins inconnus : le manifeste de février 1940, les textes de juillet 1940, la lettre de François Billoux à Pétain, en décembre 1940, l'appel pour un Front national, de mai 1941, l'accord P.C.F.-de Gaulle de novembre 1942, etc. Ce livre a, en outre, le mérite de poser ou de rappeler des questions importantes, fort graves même, par exemple celle de l'éventuelle responsabilité de Duclos dans les arrestations, et par conséquent dans les exécutions, de Gabriel Péri et de Jean Catelas (note 24, pages 201-202).

An total, les spécialistes de l'histoire du mouvement communiste comme le grand public disposent, avec l'ouvrage de S. Courtois, d'un précieux instrument de référence et d'analyse. On s'en rendra compte, après l'excellente monographie de Philippe Robrieux sur Maurice Thorez, publiée il y a quelques années, le nouvel ouvrage pose les éléments de la biographie d'un autre leader communiste, Benoît Frachon. Et à quand un troisième livre, consacré à celui qui fut peut-être, au fond, le plus important des dirigeants communistes, Jacques Duclos ? Certes, l'essentiel des sources, en ce qui le concerne, a toutes les chances de se trouver à Moscou. Mais, dans notre pays même, compte tenu de l'ouverture progressive, au fil des années, des archives officielles, peut-être serait-il déjà possible de réunir sur lui une documentation intéressante et à bien des égards inédite.

RENÉ L'HERMITTE.

★ **LE P.C.F. PENDANT LA GUERRE**, de Stéphane Courtois, éd. Ramsay, 588 p., environ 83 F.

LE DANEMARK
est le pays des vacances heureuses
Y avez-vous pensé ?

Coupons à retourner
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE DANEMARK
142, Champs-Élysées, 75008 Paris - tél. 562.17.02
et vous saurez tout (brochures, cartes, etc.)
sur vos prochaines vacances au Danemark.

NOM _____
ADRESSE _____

DANEMARK
— à vous de tout cœur !

**LENTILLES
DE CONTACT**

Un progrès fondamental pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles américaines, souples, ultra-minces. Adaptation par spécialiste.

Forfait complet à 796 F.
Laboratoire OSMIS
21, av. de Friedland - B - Tél. 563.55.99

**LIVRES
POLONAIS**
et livres français
sur la Pologne

LIBELLA
12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (4e)
Tél. 7.328.31-39

Léon Trolsky
ŒUVRES
le volume n° 7 est paru

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE - VENTES TT ET CD

GAP Paris-est
PARIS 12* - 37, Av. du Général BIZOT - Tél. : 340.80.47
NOISY-LE-SEC 93130-112, Rue VAILLANT COUTURIER - Tél. : 843.93.39

Le 11^e centre Berlitz vous ouvre ses portes et celles du succès.

9, RUE DE LA PAIX
TEL. 261.64.34

10 autres centres en région parisienne :

PARIS :	CHAMPS-ÉLYSÉES : 35, av. Franklin-Roosevelt - 720.41.60	NATION : 15, place de la Nation - 371.11.34	OPÉRA : 29, rue de la Michodière - 742.13.39
PANTHÉON : 31, rue du Sommerard - 633.98.77	ST-AUGUSTIN : 24, rue de la Pépinière - 522.22.23	VICTOR-HUGO : 14, rue Léonard-de-Vinci - 500.34.38	
EN BANLIEUE :	BOULOGNE : 35, av. Edouard-Vaillant - 609.15.10	LA DÉFENSE : 5, av. du Général-de-Gaulle - 773.68.16	ST-GERMAIN-EN-LAYE : 11, rue de Paris - 973.75.00

VERSAILLES : 22 bis, av. de St-Cloud - 950.08.70

BERLITZ
Langues vivantes Organisme privé

Martin WALSER
UN CHEVAL QUI FUIT

Traduit de l'allemand par Bernard Kreiss

Cet écrivain allemand de 53 ans, auteur de 8 volumes racés, mérite d'être aussi connu que Heinrich Böll et Günter Grass. Jacques-Pierre Amette - Le Point.

Gallimard

lettres étranges

« L'écrivain japonais, le douleur et le sacré » quatre ouvrages importants.

YASUNARI KAWABATA de son nom complet Yasunari Kawabata. Il est né le 29 mai 1899 à Kyoto. Il a écrit de nombreux romans, nouvelles, essais. Ses œuvres ont été traduites en français. Il a reçu le prix Nobel de littérature en 1968.

YASUNARI KAWABATA de son nom complet Yasunari Kawabata. Il est né le 29 mai 1899 à Kyoto. Il a écrit de nombreux romans, nouvelles, essais. Ses œuvres ont été traduites en français. Il a reçu le prix Nobel de littérature en 1968.

L'empereur mythique

Son succès à deux en France, son succès en France, son succès en France. L'empereur mythique, un roman de Jean-Pierre Amette. Il raconte l'histoire d'un homme qui devient empereur.

PANDOR
48, cours Mirabeau

SCIASCIA
fables de la dictature

PANDORA
édition bilingue

J.L. MASSOT
les inspirés des maisons standards

PANDORA
édition bilingue

DIFFUSION PL
rue de l'Université

مكتبة الأصل

lettres étrangères

Mishima ou "la folie de mourir"

● **L'écrivain japonais, la douleur et le sacré : quatre ouvrages importants.**

YUKIO MISHIMA (de son vrai nom Kimitake Hiraoka) était voué à toutes les ambiguïtés : il tenta de les réduire par une voracité universelle, une rage de vivre surpassée par son goût profond, irrémédiable, de la mort. Né en 1925, il était doté d'une nature tout ensemble vulnérable, violente et sensuelle : dominé par une grand-mère gravement malade, tyrannique, névrosée, passionnée par les scènes sanglantes du théâtre kabuki, il fut empêché par elle de vivre avec sa mère une relation normale. Il s'aventura dans tous les domaines : le roman (il en écrivit une quarantaine, dont le plus beau est le *Poillon d'or*), les nouvelles (celle intitulée *Patriotisme*, traduite par Dominique Aury dans la NRF, est à mon sens la clef de l'œuvre), le théâtre, les essais, le ballet, le cinéma, l'écriture, l'athlétisme. Il aurait voulu, malgré sa méfiance du monde occidental, le Prix Nobel, mais ce fut son maître et ami Kawabata qui l'obtint.

Pourtant, cette vie incroyablement remplie d'éclats, de voyages, d'œuvres et de fastes, ne pouvait faire que le temps reculé, et que Mishima appartint aux siècles féodaux où vécut le samouraï, au lieu d'être le contemporain de l'époque où l'Empereur capitula et renoua à la divinité de sa personne. Mishima avait vingt ans en 1945, année où un médecin militaire refusa son enrôlement à cause de sa santé plutôt frêle : sans doute ne s'est-il jamais remis d'avoir quotidiennement frôlé la mort à travers sa grand-mère, puis de l'avoir évitée à l'âge où les kamikazes s'écrasèrent au sol.

L'empereur mythique

Son suicide à dix-huit ans, avec son ami Morita, suicide spectaculaire et choquant, a parfois obscurci l'importance d'une œuvre qui le place parmi les écrivains les plus marquants du siècle. On sait comment, à quarante-cinq ans, lassé de la plume, se tournant vers l'action et le sabre, après avoir rédigé les trois mille pages de sa tétralogie, *La Mer de la fertilité*, il se révolta contre le climat d'après-guerre, synonyme pour lui de médiocrité et de trahison des anciennes valeurs. Ayant échoué dans son désir de persuader les officiers de la force d'auto-défense qu'il fallait transformer celle-ci en armée active, il commit le rituel du seppuku (ou hara-kiri), suivi de décapitation, au cri de « Vive l'Empereur ». La biographie (aujourd'hui traduite en français) de John Nathan tente de cerner les innombrables rai-

sons de ce drame sur lequel il faut revenir, tant il est inséparable de la création littéraire.

A l'empereur réel de l'après-guerre, Mishima voulut opposer un empereur mythique, source d'énergie révolutionnaire, mais le taxer de fascisme serait fausser une vérité complexe : le fascisme vise à une domination efficace, tandis que Mishima devait savoir combien sa cause était irréaliste, perdue, et avait pour but secret l'immolation de lui-même.

Il s'agit chez lui d'un nationalisme qui se confond avec un sentiment exalté du sacré, où l'obsession d'une pureté destruc-

la *Maison de Kyoto* (1959), se valait-il que « cette douleur et ce sang qui l'avaient convaincu de l'existence seraient en sorte à la longue d'entraîner la sienne ».

Rarement le récit d'une vie a-t-il autant donné l'impression d'accumuler des variations sur le thème de la mort, alors que la vie, paradoxalement, affichait une richesse en définitive illusoire. Il semble que pas un instant Mishima n'ait pu échapper au démon de l'imagination : le défi qui le força toujours à se forger un adversaire, ne serait-ce que son propre corps qu'il

lège se déroule comme un merveilleux conte d'amour, avec tout le raffinement et les rites présents dans les chroniques antiques, Satoko y joignant le rôle de la favorite du seigneur, dotée d'une longue chevelure noire comme les dames de l'époque Héian, surveillée par la suivante au visage blanc craquelé de fards, et Kiyooki incarnant le jeune homme resplendissant à la beauté cruelle, désirable et romantique.

L'histoire finira mal, et plus mal encore si l'on connaît la conclusion de la tétralogie où Satoko, devenue une abbesse de quatre-vingts ans, prétend n'avoir jamais connu de Kiyooki : aussi cette œuvre n'est-elle pas une recherche d'un temps perdu, mais bien l'ineffable quête d'un onirisme d'un vide aussi pur que peut l'être la mort. Innombrables sont les notations visuelles, auditives, que l'on pourrait dire prosaïques, si ce n'est qu'elles sont infiniment plus charnelles : les eaux rougies par le reflet des érabes, la neige si blanche qu'elle éveille des désirs de viol, la description stupéfiante d'un paravent érotique où la luxure d'une femme fait d'elle un spectre au visage de vulve.

La hantise des samouraïs

Le deuxième volume, *Cheveux déshampés*, ne peut se lire sans malaise. Mishima le commence en 1968. L'action, qui se passe dans les années 30, s'inspire d'une révolte de samouraïs contre l'occidentalisation des institutions sacrées par le gouvernement pendant l'ère Meiji, en 1888. Le complot échoue, et les chefs commencent le seppuku en 1874. C'est une longue et sombre analyse du dévouement fanatique et viril, un hymne à une pureté liée au sang et au fer : les hommes y tombent comme des pétales de cerisier, et leurs cadavres « deviennent d'odorantes fleurs ».

Isao, un jeune idéaliste devenu terroriste, réincarne Kiyooki, mais pas un instant nous ne sommes convaincus par la croyance de Mishima dans la réincarnation : il semble plutôt que le roman ait été écrit en procédant pour faire fi de la chronologie, et décrire, malgré le temps qui passe, un héros toujours jeune. Il court dans ce livre une sorte de froidure mathématique et sadienne dont le lecteur est libéré un moment par d'admirables pages sur le Nô. A l'époque où Mishima finissait cet ouvrage, il constituait sa fameuse armée personnelle qui devait s'appeler la Société du Bouclicier, et il est difficile de lire ces pages sans croire qu'il avait déjà résolu de mourir.

La mort retrouvée

Cette fascination de la mort en pleine fleur, Ivan Morris l'étudiera, entre autres, dans son admirable livre *La Noblesse de l'échec*, qui apporte d'essentiels lumières sur le tempéra-

ment japonais à travers les siècles. La mort d'Ivan Morris, spécialiste de l'époque Héian, nous prive d'un érudit dans l'initiation va loin dans l'âme japonaise : il se livre ici à une étude émouvante des jeunes kamikazes dont le sacrifice volontaire les apparente à une longue lignée de héros et de samouraïs. Leur fin, suicidaire n'apparaît pas comme un acte absurde, mais comme la fulguration de l'homme devenu torche vivante : se tuant, il tue à la fois l'ennemi, la tiéde médiocrité de la vie, la dégradation latente du corps, l'horreur d'une capitulation certaine. Ainsi le bonze dans le *Poillon d'or* met-il le feu sans songer à sa dépouille mortelle, devenant le Temple qu'il détruit mais incarne.

Cette tension, cette façon de n'exister que dans l'essentiel et l'ultime, cette manière de frôler le sacré en se brûlant les ailes, n'est-elle pas une des clefs de l'univers japonais, tout comme l'intensité du Nô réside en son mouvement retenu ? Le livre de Morris, à travers ses neuf essais, débouche chez ces héros voués à l'échec « l'antithèse même de l'éthique du succès ». Mais le traité samouraï le plus influent ne combinait-il pas les deux mots shimi (mourir) et kumi (devenir fou) en un seul : shiniguri, la folie de mourir ?

DIANE DE MARGERIE

★ *LA MER DE LA FERTILITÉ*, par Yukio Mishima : I. NEIGE DE PRINTEMPS, II. CHEVEUX ÉCHAPPÉS, traduit de l'anglais par Tanguy Kenech. Gallimard, 444 p. et 468 p. Environ 62 F chacun.

★ *LA VIE DE MISHIMA*, par John Nathan, traduit de l'anglais par Tanguy Kenech. Gallimard, « Les Figures », 320 p. Environ 50 F.

★ *LA NOBLESSE DE L'ÉCHEC. HÉROS TRAGIQUES DE L'ÉPIQUE DU JAPON*, par Ivan Morris. Traduit de l'anglais par Suzanne Nétilard, Gallimard, 462 p. Environ 62 F.



★ Dessin de Renée GLENE.

trice s'allie à un érotisme aigu de la mort. Aussi n'est-ce pas la politique qui peut expliquer cet homme, ces textes, cette vie, cette fin, mais un ensemble de fantasmes où se mêlent une vision morbide, une sensibilité tournée vers la beauté, une horreur de l'usure du corps et, à travers l'exemple des samouraïs, une hantise continue du fer, de l'acier, du sabre et du sang. Masochisme, narcissisme, fanatisme, délire de création, exhibitionnisme théâtral, tout projetait Mishima hors du réel vers un autre réel où la connaissance par la douleur devait aboutir à l'acte final du seppuku.

Un autre mérite de cette biographie, à laquelle on peut ajouter la lecture de celle faite par Henry Scott-Stokes, avec sa précieuse iconographie (Farrar, Straus and Giroux, 1974), est de débarrasser dans l'écriture de Mishima, nourri des *Adolescence* de Wilde, Huysmans, Péguy, Tzvetan et Kawabata, certaines formules préconçues. Ainsi Osamu, protagoniste de

PARTICULIER

COLLECTIONNEUR

ACHÈTE à particulier
LIVRES ANCIENS
ET MODERNES

Lots de livres - Bibliothèques
Ecr. n° 10.182 - de Monde - Pub.

PANDORA ÉDITIONS
48, cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence

L. SCIASCIA

fables de la dictature
la sicile, son cœur

édition bilingue

Nouveau

PANDORA

H. TIKKANEN

le héros oublié

Nouveau

PANDORA

J.L. MASSOT

les inspirés des maisons standards

Nouveau

PANDORA

P.O. ENQUIST

la cathédrale olympique

A paraître : 28 mars

PANDORA

DIFFUSION PLASMA CDE-SODIS
30, rue de l'Université - 75007 Paris.

BARJAVEL



La charrette bleue

"...Cette remontée du temps va au cœur parce qu'elle sent bon le pain chaud, les herbes de la garrigue, parce qu'elle nous dit que le monde est beau au cœur même du malheur."

SINETTE GUITARD-AUVISTE/LE MONDE

"...Un livre gorgé de vie, de choses vécues et, surtout, de découvertes...des pages entières que je n'oublierai jamais : des pages sur le pain, des pages sur la mort... un ouvrage sans aucun doute exceptionnel."

JEAN-PAUL LIEGEIS/L'UNITÉ

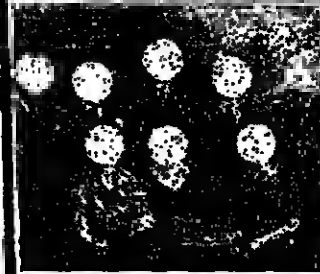
"...Un livre plein de sincérité, de générosité et de nostalgie."

TELE 7 JOURS

roman dénoël

MARCEL MARTÉN

L'ACTIVITÉ SURREALISTE EN BELGIQUE



Cet ouvrage, dû au grand historien d'art et peintre belge MARCEL MARTÉN, retrace l'histoire des activités surréalistes en Belgique. Il reproduit, en fac-similé, dans l'ordre chronologique, tous les documents, manifestes, tracts, articles, qui ont vu le jour de 1924 à 1950. Par l'image comme par le texte, ce livre exhaustif sera désormais indispensable à tous ceux qui s'intéressent non seulement au Surréalisme belge, mais aussi aux origines, à la naissance et à l'expansion du Surréalisme international.

Un ouvrage de 512 pages, au format 27,5x20 cm, cartonné, sous jaquette illustrée. Plus de 1000 reproductions en noir et blanc. Bibliographie.

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS

3 PLACE DE L'ODÉON
75006 PARIS - 833.13.18

... vient de paraître :

AUX EDITIONS SOCIALES ES

LA PROVOCATION



LA PROVOCATION

Régie de Castelnaud, Daniel Voguet, François Salvaing.

Un an après le 23 mars... La violence comme moyen de gouvernement ? Qui écrit le scénario ? Avec quelles idées en tête ? Qui s'y oppose ? Qui s'en accommode ? Des avocats, des inculpés et un journaliste racontent.

LA CLASSE OUVRIÈRE FRANÇAISE ET LA POLITIQUE

Collectif d'historiens
ELEANOR, CHRONIQUE FAMILIALE DES MARX
Yvonne Kapp

Un succès mondial enfin traduit !
"Une biographie perspicace et sympathique". The Times.
"C'est réellement fascinant. Tout ce qu'Yvonne Kapp touche, elle l'illumine. Un livre magnifique". The Guardian.

AUX EDITIONS FRANCAIS REUNIS EFR

S'IL FAISAIT BEAU NOUS PASSIONS PAR LES QUAIS

Roman - Hubert Comté
"Une écoute fine, des passions partagées, un aller retour entre les âtres. C'est vraiment très beau." P. Rosset. ELLE.

ET L'HOMME TUA LA FEMME

Roman - Pierre Roudy
"Un roman de science-fiction sociale teinté d'humour et de fantaisie, une caricature exagérée de notre société phallo-cratique."

LA TACHE AVEUGLE

Nouvelles - Alain Nadoud
"Les héros découvrent dans l'écriture la moyen d'aller jusqu'au bout d'eux-mêmes, là où la tâche aveugle se substitue aux mots et à leur sens."

JEAN RENOIR LA DOUBLE MEPRISE

Claude Gauteur
Jean Renoir... Un grand parmi les grands du cinéma. Mais aussi un homme contesté, des films controversés. Qui est Jean Renoir ? Les faits, longtemps occultés, rétablissent ici la vérité.

(Publiée)

LE CENTRE DE FORMATION DES JOURNALISTES

ouvre en deux ans aux maîtres
de l'information écrite et parlée.
l'Université par examen en
Scolarité à temps
complet.

- Enseignements possibles des
programmes pour les étudiants
des universités des études dans
les facultés
- Dispensation après un C.F.J.
- Diplôme reconnu par C.F.J.
- Diplôme professionnel (re-
cognition nationale Convention col-
le) pour l'examen d'entrée aux
études les 15 et 16 septembre 1990
les inscriptions seront reçues à
Paris (75) du 16/10 jusqu'à 30 août
1991 (75) au Louvre, 10 (75) de
14 h. 30 à 18 h. 30 sauf le samedi
et exceptionnellement sur ren-
dement.

pour inscription
et renseignements et documents
à : CENTRE DE FORMATION
DES JOURNALISTES, 32 rue du
Louvre, 75002 PARIS.

هكذا من الأصل

ÉCOLES

des établissements, aujourd'hui réalisée partout sauf dans les écoles normales, d'autre part, le transfert de l'E.N.S. de Saint-Clément à Lyon, dont le principe est arrêté, mais dont les modalités restent à définir.

Tout cela a poussé le ministère des universités à annoncer l'été dernier (« le Monde » du 10 août 1979) une « restructuration » des écoles normales supérieures

suivant le principe de la « rationalisation des compétences ». Cette restructuration, qui doit être étudiée les 24 et 25 mars prochains par les conseils d'administration des écoles de Saint-Clément et de Fontenay-aux-Roses, devrait aboutir à la création d'un nouvel établissement à Lyon, regroupant les sections scientifiques des établissements de Saint-Clément, de Fontenay-aux-Roses et de Cachan.

Ces projets inquiètent beaucoup les syndicats et les quelque trois mille normaux actuellement en cours d'études, car tout projet de « rationalisation », pour ne pas dire de « redéploiement », suppose une redéfinition des missions et des moyens. Or, en période d'austérité budgétaire et de crise morale dans l'éducation, on peut légitimement redouter une réforme à la balaise.

La grogne des archicubes

C'EST la grande « déprime ». « A quoi servent toutes ces années d'études si c'est pour en arriver là ? », se plaint un normalien agrégé, enseignant le français en cinquième dans un collège de Nanterre (Seine). « Nos élèves se présentent au concours des écoles normales primaires pour être sûrs d'avoir un poste », dit un professeur de khâgne de Bordeaux. « Un normalien qui échoue au CAPES et à l'agrégation est nommé professeur de collège, ajoute son collègue de Marseille. Les postes en lycée sont occupés par les maîtres auxiliaires ».

Quelle est cette grogne qui s'empare aujourd'hui des élèves professeurs ou élèves fonctionnaires stagiaires qui, pendant leurs quatre années d'études en école, perçoivent un traitement compris entre 3 800 francs et 4 000 francs par mois ? La raison en est simple. Pendant les années 60 et jusque vers 1973-1974, une bonne part des archicubes étaient « aspirés » par l'enseignement supérieur et la recherche. Puis ce fut le freinage brutal : l'université s'est fermée, le C.N.R.S. a affiché complaisamment ses portes, les postes offerts aux concours d'agrégation se sont réduits.

Un normalien agrégé, aujourd'hui, est mis comme les autres à la disposition des recteurs et se voit contraint d'enseigner pendant plusieurs années dans des établissements de deuxième ordre s'il n'a pas la chance de décrocher un poste de faveur (écoles françaises de Rome, d'Athènes ou du Caire, Fondation Thiers, Bibliothèque nationale, postes d'attaché culturel, cabinet ministériel ou université étrangère pour les littéraires ; C.N.R.S., université étrangère ou centre de recherche quelconque pour les scientifiques).

Mais qu'il dira-t-on. Les écoles normales supérieures n'ont-elles pas pour mission de « fournir » des enseignants du second degré ? Les E.N.S., en 1980, ont au moins quatre missions : former des professeurs du second degré hautement qualifiés dans leur discipline ; former des enseignants d'université capables de conjuguer enseignement et recherche ; former des chercheurs de haut niveau ; former de futurs hauts fonctionnaires « adaptables » à toute situation nouvelle.

Première difficulté, pour le nouveau normalien : la réduction « drastique » des postes offerts aux concours de CAPES et d'agrégation, dont le succès sanctionne en fait les études dans les écoles normales puisqu'elles ne débouchent pas de diplômes professionnels. Les places offertes au CAPES sont passées de 7 150 en 1974 à 1 700 en 1979 ; quant à l'agrégation, les postes offerts aux concours ont été ramenés de 2 200 en 1974 à 1 000 en 1979 ; 1 000 postes d'agrégés pour 700 normaliens chaque année !

« Nos élèves ont tort de s'inquiéter », répètent les directeurs d'école normale : la pourcentage d'agrégés normaliens est inversement proportionnel au nombre de postes offerts, notamment dans les disciplines scientifiques. Ainsi, en mathématiques, les normaliens constituaient 48 % des admis à l'agré-

gation en 1978 alors qu'ils en représentent 70 % en 1979 (70 % en physique et 80 % en chimie). Il n'empêche : même si la réduction des places affecte

L'attrait du pré-calaire

Qu'est-ce donc qui attire encore les bacheliers dans cette voie ? Bien sûr, il y a qualité des « prépas » qui, même si elles ne débouchent pas sur un succès au concours, permettent de recevoir une formation tout à la fois générale et de haut niveau.

Il ne faut pas négliger non plus l'attrait du présalaire. « L'E.N., pour moi, cela revenait à gagner ma vie à vingt et un ans en lieu de vingt-quatre ans. Ce n'est pas négligeable », explique un archicube d'Ulm agrégé de grammaire, qui enseigne depuis dix ans dans un lycée de la banlieue parisienne. Militant du S.G.E.N.-C.F.D.T., donc d'un syndicat « anti-hiérarchique », il ne défend pas à tout prix le principe de l'Ecole normale. « On devrait en tout cas garder le système de l'étudiant fonctionnaire », dit-il, et même l'étendre. Pourquoi ne pas rétribuer les élèves à partir de la classe de seconde, ne serait-ce que pour les responsabiliser en cas de prépa ? »

Pour beaucoup d'anciens normaliens, « le bénéfice du concours, c'est pendant l'école. Après... ». Que font-ils après ? Prenons par exemple une promotion d'Ulm lettres (1965). Dix ans après leur sortie, la majorité (17 sur 31 répertoriés) sont assistants à l'université et deux sont maîtres-assistants. Cinq

seulement sont restés dans l'enseignement secondaire. La proportion d'archicubes scientifiques restés dans le second degré est encore plus faible, au moins chez les hommes. Chez les femmes, la proportion d'enseignants du second degré est beaucoup plus forte : 32 sur 35 dans la promotion 1972 du boulevard Jourdan ; 23 sur 37 dans la promotion 1973. On retrouve des proportions semblables dans les promotions de Saint-Clément, Fontenay-aux-Roses et Cachan.

Une nouvelle brèche a été ouverte dans la tradition avec la possibilité pour les archicubes de postuler aux concours des « grands corps » de l'Etat (mines, ponts et chaussées, télécoms, eaux et forêts).

En 1979, neuf normaliens (Ulm et Sèvres) ont été admis aux mines et aux ponts et chaussées. D'autres préparent l'E.N.A. (deux séries d'admission dans la promotion 1972), les concours des affaires étrangères, ou sont placés directement par l'école dans des cabinets ministériels. « J'en ai trois chez Peyrefitte », dit M. Bonquet, le directeur d'Ulm. « On détourne les normaliens de l'enseignement et de la recherche pour les transformer en exécutants dociles du pouvoir ou en cadres de l'industrie privée », dit

le SNE-Sup. Au SNE-S, le syndicat majoritaire parmi les normaliens (élèves professeurs), on s'indigne : « Sous couvert de rationalisation et d'adaptation, disent ses représentants, on démantèle les écoles, on cloisonne les disciplines et, au lieu de créer les postes nécessaires à l'éducation et à la recherche, on promet aux élèves d'hypothétiques places dans le privé et l'administration. » Le SNE-S-C.F.T. pour sa part, affirme : « Le ministère ne peut pas détruire les E.N.S. mais restructurer tout le système de la formation des maîtres pour le rentabiliser par la hiérarchisation et la spécialisation. »

Les E.N.S. sont aujourd'hui en crise parce qu'elles doivent redéfinir leur finalité. A une époque où chacun se demande « à quoi sert l'école », il n'est pas étonnant que l'on doive se demander à quoi servent les écoles normales supérieures. L'une des vocations, et probablement la plus profonde, de l'Ecole normale supérieure consiste dans le maintien et l'approfondissement d'une véritable culture générale, expliquait en 1967 M. Robert Flacellier, alors directeur de la rue d'Ulm. « Les E.N.S. constituent un moyen de ramener vers le système universitaire un ensemble d'élèves qui sont parmi les meilleurs », explique M. Dubus, directeur de Saint-Clément. « Les E.N.S. sont un instrument de référence pour les enseignants et la recherche de haut niveau », disent élèves et professeurs. « L'Ecole normale est un merveilleux outil », constate M. Bousquet. Reste à maintenir l'outil en état de marche. — R. C.

POINT DE VUE

Ulm en péril

par
JACQUES LAUTMAN (*)

depuis la création de l'E.N.A. (citons MM. Charbonnel et Peyrefitte), soient mauvais en soi, mais tout est question de nombre.

Devant cette situation, un essai d'ajustement est, dit-on, en préparation avec la spécialisation des E.N.S. et l'accentuation de la vocation humaniste pour la section littéraires de la rue d'Ulm : réduction du nombre des places pour retrouver la sélectivité et rapprocher les flux de sortie du total absorbable par le brochette de ces nobles institutions que sont les écoles françaises d'Athènes et de Rome et la Bibliothèque nationale. Malheureusement, cette voie de réforme, qui réunit les triples suffrages de la rationalité technocratique à la chasse des « doubles emplois » entre les écoles, de la défense générale des humanités menacées et du conservatisme corporatiste des littéraires, n'en est tout simplement pas une. Le jour où l'E.N.S. littéraire recrutait plus que des humanistes voués aux disciplines humanistes et accessoirement à la philosophie, ce jour-là, la section des lettres de l'E.N.S. aurait cessé d'être une vraie grande école et les scientifiques auraient raison de ne plus accepter de la tirer, avec leur autorité et le prestige de leurs laboratoires, le poids mort d'une section littéraire trop manifestement indigeste en quantité.

L'originalité de l'Ecole normale et sa force ont été de faire ce collier des garçons ayant des bases de culture larges et se destinant aux disciplines les plus diverses. Une Ecole normale réduite à un conservatoire des disciplines anciennes risquerait de ne former que des intellectuels vivants et nullement des intellectuels capables de questionner

l'antiquité à partir des questions de la culture de notre temps. Une voie autre est pensable, possible : continuer de recruter cinquante-cinq élèves par an, les vouloir et les avoir bons, les orienter par petits groupes vers des voies intellectuelles diversifiées. La majeure partie de la bonne ressource scolaire est, qu'on s'en afflige ou qu'on s'en réjouisse, en section C. Il faut cesser de détourner quasi systématiquement (il y a des réfractaires, heureusement) les bacheliers C des classes du khâgne. Pour ce, il suffit d'offrir le choix à l'écrit entre une épreuve de langue ancienne et une épreuve de mathématiques. Ce ne serait, au demeurant, que revenir à l'esprit du concours de l'anneau-doux-querre ou à une épreuve de mathématiques pour littéraires existant. Ja na croia pas au risque, avancé par certains, de voir des candidats malheureux aux écoles d'ingénieurs frapper en foule à ce portillon. Qu'on le veuille ou non également, une capacité minimale à maîtriser des raisonnements quantitatifs ou une écriture formalisée sont et seront de plus en plus nécessaires, dans presque toutes les domaines de la connaissance.

En second lieu, il faut que les scolarités diversifiées des élèves soient organisées et gérées. Un normalien a dû faire preuve de capacités légèrement au-dessus de celles de l'étudiant moyen et il coûte beaucoup plus cher à la République. Voilà deux raisons pour ne gaspiller ni la ressource humaine ni les deniers de l'Etat et donc pour réguler, dans une négociation raisonnable avec les intéressés, les flux normaliens, de façon qu'ils ne se concentrent pas trop, par effet de tradition ou de mode, dans quelques jardins de la connaissance. Longue serait la liste des centres de recherches du C.N.R.S., des universités et de l'Ecole des hautes études où un apport de culture normalienne pourrait être un ferment d'activation important et il ne faut guère de doute que, si de telles perspectives conviennent, s'ouvraient aux élèves, l'Ecole retrouverait des candidats et de très bons. Tels qui pensent gagner du temps en se spécialisant trop vite à l'université verraient tout le profit à tirer de l'effort d'un passage par deux ans de khâgne.

On peut aussi dire que l'Ecole de la rue d'Ulm est une institution qui a fait son temps et qu'il convient de l'enterrer. Le patrimoine culturel à sauvegarder en cette année du patrimoine ne serait-il donc que celui des pierres et des statues ? Ignorera-t-il le culture qui se crée dans les institutions et qui est portée par les hommes vivants ?

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS — TÉL : LIEN DIRECTE (0) 958.43.51
ou (0) 958.80.00, postes 430, 434, 488, 478, 482
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

En vue de la rentrée de septembre 1980
date limite de dépôt des dossiers
de candidature pour la 2^e session :
lundi 31 mars 1980.

INSTITUT LIBRE D'ÉTUDE
DES RELATIONS INTERNATIONALES

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. 296-51-48

Établissement d'enseignement supérieur, l'Institut donne une formation de caractère juridique et économique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer sur

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université. Le Diplôme est admis en équivalence de la dernière partie de l'examen de dernière année de Droit (Arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux Doctorats
Titres : Baccalauréat, maîtrise, Statut étudiant
Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures

Comment réussir un séjour linguistique
en Angleterre

Sélection rigoureuse des familles : accueil chaleureux.
Recrutement des professeurs anglais diplômés ; classes à effectifs très réduits ; à Oxford cours individuels pour adultes étudiants. Choix de salles de cours dignes de ce nom, l'environnement jouant un grand rôle dans le sérieux des cours.
Équilibre judicieux travail/détente loisirs avec activités sportives, visites culturelles, etc.

OISE

Oxford Intensive
School of English
Bureau d'accueil en France
21, rue Théophraste Renaudot
75001 Paris - Tél. 533.13.02

M M
Rue
Ville
désire recevoir la documentation complète
sur les séjours linguistiques en Angleterre.

Bacheliers !

Un groupe d'Enseignement
renommé
LE GROUPE E.S.S.E.C.
vous propose d'apprendre
un métier ouvrant sur

- Des carrières vivantes et variées.
- Un secteur aux débouchés nombreux.

École des Praticiens du
Commerce International

2 ans d'études, allongement de la scolarité au projet
Enseignement supérieur privé reconnu par l'État
Vous êtes bachelier ou vous avez obtenu des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'E.P.S.C.I. créée par le Groupe E.S.S.E.C., peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

2 SESSIONS D'ADMISSION :
2, 3, 4 JUIN 1980 et 15, 16 SEPTEMBRE 1980
M Adresse
désire recevoir la documentation de l'E.P.S.C.I.
E.P.S.C.I., B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : 030-40-57

VACANCES EDUCATIVES
EN SUISSE
OU EN ANGLETERRE

L'Ecole américaine de Suisse et d'Angleterre organise des stages d'été en juillet et août pour étudiants de toutes nationalités.

Stages Linguistiques (de 12 à 18 ans)
Cours intensifs d'anglais, français et allemand - sports - excursions - cours dramatique - activités artistiques.

Le Château des Enfants (de 6 à 12 ans)
Anglais, français - théâtre - travaux artistiques - natation - équitation - camping - excursions.

L'Ecole américaine offre aussi des cours d'anglais et le baccalauréat international pendant l'année scolaire.

Ecrivez à : The American School, Ext. CH 6926 Montagnola-Lugano, Suisse. Tél. 091/548471, Telex 79317 ou Goldharbour Lane, Thorpe, Surrey, Angleterre. Tél. (09328) 62522, Telex 829172.

Ecole des Attachés
de Direction

École supérieure de gestion

- Gestion financière
 - Gestion du Personnel
 - Etude du Produit et Distribution
 - Publicité et Relations publiques
 - Commerce International
- Pour les candidats désireux préparer le diplôme d'Etat du B.T.S.S. :
E.S.D. - QUARTIER LATIN
● Formation pratique en un ou deux ans.
● Sténographie de débats.

NOM
Adresse
désire recevoir la brochure de l'E.A.D. □, l'E.S.D. □

Niveau
15, rue Soufflot, 75240 Paris - Cedex 05 - Tél. 325-44-40

LE CENTRE DE FORMATION
DES JOURNALISTES

prépare en deux ans aux métiers de l'information écrite et parlée.
● Admission sur examen en septembre. Scolarité à temps complet.

● Aménagements possibles des programmes pour les étudiants achevant des études dans des universités ou universités par correspondance avec le C.F.J.

● Diplôme reconnu par les organisations professionnelles (article 4 de la Convention collective nationale).

Le prochain examen d'admission aura lieu les 3 et 4 septembre 1980. Les inscriptions seront reçues à partir du 16 juin jusqu'au 30 août 1980 (23, rue du Louvre, 8^e étage) tous les jours, sauf le samedi, de 9 h à 18 h. 30 et de 14 h à 18 h, exceptionnellement sur rendez-vous.

Aucune inscription n'est reçue par correspondance.

Remarque : Centre de formation des Journalistes, 23, rue du Louvre, 75002 PARIS.

SPORTS

RADIO-TÉLÉVISION

européennes de football français qualifié

très défensive, Gilbert Gress, l'entraîneur des Alsaciens, avait fait un choix, qui s'est avéré mauvais face à l'Ajax d'Amsterdam, dont le réalisme n'est pas le moindre atout.

Dans la Coupe de l'Union européenne (U.E.F.A.), le sort de Saint-Etienne était scellé depuis la défaite sans appel (4 à 1) des « verts ». Il y a quinze jours, au stade Geoffroy Guichard, A. Moenchengladbach, en un quart d'heure de jeu, Tyckosen (11') et Haunes (15') avaient enlevé leurs derniers espoirs aux Stéphanais. Dans cette Coupe de l'U.E.F.A., les demi-finales opposeront quatre équipes de République fédérale d'Allemagne, Francfort, Moenchengladbach, Stuttgart et le Bayern de Munich.

Strasbourg en chute libre

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — Comme l'an dernier à Duisbourg en Coupe de l'U.E.F.A., c'est sur le score de 4 à 0 que le Racing Club de Strasbourg, battu cette fois par l'Ajax d'Amsterdam, quitte la Coupe européenne des clubs champions au stade des quarts de finale. Une telle répétition quant à l'ampleur du score peut surprendre, si l'on se réfère à certaines déclarations de Gilbert Gress, l'entraîneur strasbourgeois, faites dans l'euphorie de la qualification acquise en huitième de finale face au Dukla de Prague. « Cette année, disait-il alors, Strasbourg peut compter sur l'expérience acquise l'an dernier en trois tours de Coupe de l'U.E.F.A. A Duisbourg, j'ai commis une erreur. J'ai pris le risque énorme d'aligner une équipe entièrement offensives, avec trois attaquants soutenus par Francis Planchet et Roger Joupé. Je me suis trompé, je ne me tromperai pas une seconde fois. »

De fait, compte tenu des indisponibilités pour blessure de Roland Wagner et de Carlos Bianchi, Gilbert Gress avait choisi d'aligner contre l'Ajax seulement deux attaquants de métier, Francis Planchet et Joël Tanter, et de confier à deux arrière-arrières, Jacques Marx et Francis Bracci, des postes de milieu de terrain et d'ailier gauche. Si l'on se fie au résultat de cette expérience, faut-il conclure que l'Ajax d'Amsterdam est redevenu irrésistible ou que l'entraîneur strasbourgeois s'est trompé en alignant une équipe entièrement défensive ?

A Strasbourg, Ajax avait déjà (le Monde du 7 mars). Après le match retour, nous restons sceptiques sur la valeur de ses footballeurs, comparée à celle des autres qualifiés pour les demi-

Les erreurs du Racing

Dès lors, les footballeurs d'Ajax ont compris qu'ils avaient tout intérêt à déborder l'entraîneur afin d'inciter certains Strasbourgeois à abandonner leurs positions de repli pour tenter l'aventure. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Trente-quatrième minute, l'arrière central et capitaine Rudy Krol, le dernier rescapé du grand Ajax, lance en position d'ailier son arrière gauche Peter Boeve. Le centre de celui-ci est repris victorieusement de la tête par Dick Schoemaker. Trois minutes plus tard, le même Rudy Krol alerte en pointe Frank Arnesen. Les Strasbourgeois, qui avaient cru à un hors-jeu, encaissent le deuxième but.

Cinquante-sixième minute : Rudy Krol, encore, lance cette fois Søren Lerby. Toutefois, le but de celui-ci est paré par le défenseur Dominique Dropsy pour la troisième fois. La quatrième but sera obtenu par Tschan La Ling à la dernière minute.

A l'image d'une loi de Rambrandt, le style d'Ajax apparaît comme un savant dosage d'ombres et de lumières. C'est le travail obscur fait de permutations et d'incessants démantèlements de la plupart de ses coéquipiers qui permet à un grand joueur comme Rudy Krol de se mettre en lumière en dirigeant la manœuvre sans quitter son poste d'ultime défenseur. Toutefois, les Strasbourgeois ne lui ont-ils pas grandement facilité la tâche en présentant une attaque stérilisée et atteinte d'inefficacité chronique depuis plusieurs mois ?

Strasbourg, sixième du championnat de France à dix points du premier et éliminé la même semaine des Coupes de France et d'Europe, la chute est aujourd'hui d'autant plus dure que l'ascension avait été rapide : champion de deuxième division en 1977, vice-champion de France en 1978 et champion de France en 1979. Il semble bien que le club alsacien paie au prix fort le coût de certains principes et des erreurs de recrutement à l'inter-saison. Depuis quelques mois, ces problèmes semblent, en effet, liés au départ de quatre éléments d'un ensemble où chacun avait depuis trois ans un rôle et des automatismes précis. Pris individuellement, leurs successeurs paraissent supérieurs, mais leur intégration a nécessité trop de retouches.

Ecarté des coupes européennes pour la saison prochaine, Strasbourg, qui a prolongé d'un an le contrat de son entraîneur, devrait enfin trouver le temps de renforcer ses structures encore précaires et de rebâtir une équipe digne de la vocation européenne de la ville.

GÉRARD ALBOUY.

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

18 h 35 Un, rue Sézanne.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
La poudrière et l'indifférence.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les toisés et le retraité.
19 h 20 Informations régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Série: « La Fortune des Rougon ».
N° 4.
21 h 30 L'événement.
Emission d'Henri Marquet et Juliette Beaumont.
Après l'affaire des « défilés Nobel », où en est l'insubordination artistique ? Bengali, six mois après Bokassa, San-Salvador : une révolution qui change les portes de l'Amérique ? Les vagabonds du combat à Sotchi-Mandir.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 55 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h 10 L'accord pas d'accord.
Emission de l'I.N.C.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Emission réservée aux formations politiques.
L'opinion: 10 P.O.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Le Passager de la pluie ».
Film français de R. Clément (1969), avec

M. Joubert, C. Bronson, A. Cordy, J. Ireland, G. Tixier, J. Claven, M. Béga, C. Marchand. Violée par un inconnu, dans un village isolé, une jeune femme tue son agresseur en état de légitime défense, mais n'aurait pas la sagesse de se tuer la soeur dans la mer. Un mystérieux Américain se présente alors à elle et cherche à lui faire passer la mesure. Un drame apocalyptique dont l'écriture originale s'est faite le ressort d'un débat moral, du secret douloureux d'une personnalité psychologiquement délicate. Mises en scène et interprétations remarquables.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
Minitel (21 h): le Mystère des canaux touristiques et l'écologie de la terre. Dérive des continents.
18 h 55 Tribune libre.
Le P.S. (parti radical socialiste).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 35 (Cinéma cycle Alain Delon): « L'Écluse ». Film italien de M. Antonioni (1961), avec A. Delon, Virna L. Lippi, L. Bruni, L. Sgarbi, A. Romy, M. Biondini (N. rediffusion).

A Rome, une femme femme qui n'a rompu avec son mari qu'en 1968, mais qui a pu séduire par un autre homme qu'elle avait aimé et après lequel elle cherche une solution à ses problèmes personnels. Les rôles dominants de l'histoire d'Autonoma. Perfection poussée au maximum d'un langage cinématographique moderne. Montée Vitti et Alain Delon superbes.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Poésie: « Un préface marié », d'après Barbey d'Aurevilly.
19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine: Les sciences (deuxième partie).
19 h 35, « Faust », de Goethe, chanté en français en direct du Grand-Théâtre de Genève, dir. musicale, M. Plasson; mise en scène, Luca Ronconi; décors et costumes, P.L. Puri; chorégraphie, G. Urban; avec G. Aragall, R. Belmont, Y. Besson, L. Solis, M. Salmay, D. Perrier.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, Six-Buit: Jazz live: 18 h 30, Concert en direct de Radio-France: Sébastien Pierre Barthez, piano; « Sonate Appassionata en fa mineur » opus 57 (Beethoven); « Six Moments musicaux » (Schubert); « Pièces d'orchestre » (Chabrier).
19 h 30, Les chants de la terre.
20 h 30, Ecole de Paris (Concert donné à Radio-France): « Poésie » opus 106 (M. Ravel); « Concerto pour violon et orchestre n° 2 » (Maurice Ravel); par le Nouvel Orchestre philharmonique de France, dir. Jean Martinon.
21 h 45, Cycle symphonique INA-G.R.M.: « Ouvert la nuit: Le Quatuor de Prague, œuvres de Mozart, Bartók, Haydn et Dvořák »; 1. Jazz forum; 2. Trajet Charles Mingus.

Vendredi 21 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 30 Minutes première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h 5 Images de la vie rurale hier et aujourd'hui.
Emission du C.N.O.P.
17 h 30 Algorithmes de la division.
Emission du C.N.O.P.
19 h TF 4.
19 h 30 Un, rue Sézanne.
19 h 55 C'est arrivé un jour.
L'enfant prodige.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les toisés et la sécurité.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 « Les Noces de Fauré ».
Opéra bouffe de L. de Ponte, d'après Beethoven.
Avec M. Devlin, S. Rainey, V. Masterson. Enregistré au Festival international d'art lyrique et de musique d'Atz-en-Provence, en 1979, cet opéra, une des œuvres majeures de Fauré, n'a été mis en scène par un des maîtres du théâtre, Jorg Luevli.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

10 h 30 A.N.T.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série: La vie des autres (le bec de l'aigle).
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h 50 Face à vous.
14 h 55 Aujourd'hui madame.
Séance et le tennis.
15 h Série: « Mission impossible ».
Meurtre en direct.
19 h Quatre saisons.
Magazine des saisons.
17 h La télévision des téléspéctateurs.
17 h 20 Feuille sur...
Peinture: G. Gassiot Talabot.
17 h 30 Récit A 2.
Enquête: Sophie la sorcière; Candy.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 55 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Série: « Médecins de nuit ».
Palais-Royal.
21 h 35 Apostrophes.
La Comte et les Comtes.

Avec MM. S. Marascole (conteur de Corse à la poudrière), P. Pouchon (le Mémorial des Corsas), A. Sanguinetti (Lespe ouverte à mes compatriotes corses), X. Verani (la Vie quotidienne en Corse au temps de Mériade).

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
Les contes du folklore japonais: Le mille-pattes géant; Des livres pour nous: la Fable de la chèvre et du lion.
19 h 55 Tribune libre.
Fédération des centres culturels communaux.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les Jeux.
20 h 30 V3: Le nouveau vendredi: le roman-photo.
Emission de J.-M. Corvade et M. Thoulouze; Enquête: J. Radigue.
Un Français sur trois lit des romans-photos, ou plutôt une Française sur trois. Ici, on s'occupe de l'écriture de la fiction, on s'occupe de la lecture de la fiction, on s'occupe de la fiction de la fiction. En fait, il faut l'occurrence.
21 h 30 Un jour de presque hiver.
Scénario de J. Bap, réalisation G. Marc; avec: C. Kottel, J. Serra, G. Saint-Jean, A. Martin et M. G. Saint-Jean.
Dans un village isolé du Québec, un double meurtre vient d'être découvert, en même temps que des hautes et basses terres, l'histoire de Fernand pour Adèle. La justice des villages opère...
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine: Thalassa.

FRANCE-CULTURE

17 h 2. Matinale.
18 h Les chemins de la connaissance: Langage des nuages, langage des autres (le silence de Lillith); à 8 h 32, Transmission orale des connaissances ancestrales: le bis

3 h 30, Poésie au hasard.
18 h 30, Matinée des arts du spectacle.
18 h 30, Emissions musicales franco-musicales (et à 16 h): Le passé musical de Lyon, de Goudimel à Witkowski.
12 h 45, Fanturama: L'écologie.
13 h 30, Musiques extra-européennes.
14 h, Sons: Communications (radio et réactions).
14 h 30, Un livre des vents: « Le Lion de Saint-Barthé », d'après Rudinow.
14 h 45, Un homme, une ville: Igor Stravinsky à Venise.
18 h 30, Poésie de la musique.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.

FRANCE-MUSIQUE

17 h, Quotidien musique; 9 h 30, Musique.
9 h 2, Le matin des musiciens: Mahler, « Das Lied von der Erde » (K. Perle, J. Patzak), dir. S. Walle; « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
12 h, Musique de table: Musique de chambre, œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L. de Provençat; « Venise pour grand orchestre du Quatuor en sol mineur de Brahms » opus 29 (Schubert), dir. H. Waksberg; « Cinq pièces pour orchestre » opus 10 (Debussy), dir. J. Horowitz.
18 h 2, Six-Buit: Jazz live (jusqu'à 18 h 30).
18 h 30, Concerts internationaux de guitare.
19 h 30, Festival de Saint-Denis 1979 (Concert donné au Grand-Théâtre de Saint-Denis): « Symphonie n° 8 » et « Symphonie n° 9 », dir. C.-M. Giulini.
19 h 35, Les grandes œuvres de la science: œuvres de Dostoevski et Eschigali; 12 h 35, Jazz classique: Tout Dux; 13 h, France et musique.
14 h, Musiques: Les chants de la terre (enquêtes et suppléments); 14 h 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans); 15 h, Cours et monastères d'Espagne: la Castille; 15 h 45, Les églises dispersées de la famille Bach; « Clavier bien tempéré », extraits du premier livre (J.-S. Bach), avec R. Fisher et G. Gould; 18 h 30, Henry Barraud, « Quatre Préludes », 16 h 40, Musiques symphoniques: « Symphonie n° 1 » (Gustav Mahler), dir. L.

	La ligne T2	La ligne T3
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,03
OFFRES D'EMPLOI	14,00	18,46
MOBILIER	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROG. COMB. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne T2	La ligne T3
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	26,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	26,40

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

L'Agence Spatiale Européenne
recherche des ingénieurs expérimentés dans les disciplines suivantes:

Pour son Centre technologique de l'ESTEC, Noordwijk, Pays Bas:

Ingénieur confirmé responsable de la définition et de l'évaluation des performances des systèmes de télécommunications spatiales et des techniques qui s'y rapportent, notamment en ce qui concerne l'accès aux canaux et la commutation.

Ingénieur d'essais en orbite responsable de l'élaboration des documents relatifs aux essais en orbite de satellites de télécommunications, ainsi que du suivi, de l'analyse et de l'interprétation des résultats desdites missions spatiales.

Ingénieur-mécanicien responsable de la définition, de la conception, de l'analyse et du développement d'ensembles mécaniques et électromécaniques consacrés aux nouvelles méthodes et installations d'essais d'ambiance (en particulier essais aux vibrations, essais acoustiques et essais mécaniques).

Ingénieur spécialiste en batteries responsable du fonctionnement du centre d'essais de batteries implanté à l'ESTEC. Le poste exige une bonne connaissance des moyens d'essais automatisés; une expérience de la technologie spatiale et de l'électrochimie appliquée au stockage de l'énergie électrique est d'autre part souhaitable.

Pour son Programme de Ressources Terrestres, Toulouse, France:

Ingénieur spécialiste des Radars qui participera à la définition, la conception, le développement, les essais et l'expérimentation d'instruments hyperfréquences actifs tel que: radar à synthèse d'ouverture, altimètre diffusiomètre, etc.

Les candidats devront posséder un diplôme universitaire dans leurs disciplines respectives et avoir derrière eux plusieurs années d'expérience professionnelle, acquise préférentiellement dans le secteur aérospatial. Ils devront être capables de mettre en application des notions fondamentales dans un contexte inédit.

Une parfaite maîtrise de l'anglais ou du français est indispensable; une bonne connaissance de l'autre langue serait également appréciée.

Ambiance de travail internationale, Indemnité d'expatriation, allocations familiales, régimes de sécurité sociale et de pension particulièrement intéressants. Remboursement des frais d'installation.

Adresser curriculum vitae détaillé au Chef du Personnel, ESTEC, Zwarteweg 62, Postbus 299, 2200 AG Noordwijk (Pays Bas).

emplois régionaux

Une IMPORTANTE SOCIÉTÉ RENNAISE crée un poste d'

ASSISTANT en ORGANISATION
- GESTION INFORMATISÉE du PERSONNEL -

Au sein de la Direction du Personnel et dans le cadre d'un important projet d'informatisation, vous mènerez des études ponctuelles (par exemple, formation, congés payés, suivi des carrières...) en vue de la rédaction du cahier des charges.

Ce poste nécessite une réelle aptitude au travail en équipe et la goût du dialogue avec les utilisateurs. Il sera confié:

- soit à 1 jeune diplômé informatique possédant un début d'expérience (ou stage) en organisation administrative;
- soit à 1 personne justifiant d'une réelle expérience à un poste identique.

La durée de votre contrat sera liée à celle du projet (environ 18 mois).

Adresser C.V. + photo sous réf. 039 à Olivier FLESCHE au

CEIP 35 CONSEIL D'ENTREPRISES
20, rue de Brez - 35000 RENNES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BATIMENT
recherche pour la

Région de BESANCON

1 CONDUCTEUR DE TRAVAUX
2^e ÉCHELON T.C.E.

- Très Qualifié pour secondar Chef d'Agence.
- Très sérieuses références exigées.

Envoyer C.V. et présent. n° 80.943, Contesse Pub. 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Importante Entreprise de Travaux Publics
Région Orléans,

recherche

UN INGÉNIEUR

Diplômé d'une Grande Ecole qui serait appelé à prendre, sous 3 ans, la Direction du Département. Le poste comprendrait particulièrement: 1 un candidat ayant exercé les fonctions de Directeur d'Agence Travaux Publics et ayant une grande expérience des problèmes techniques, administratifs, financiers et commerciaux de la profession. Candidature manuscrite + C.V. et photo, à adresser à: PFC Publicité (sous le numéro 33), 21, rue Lecourbe - 75015 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

SOFREM
Société Française d'Electro-Metallurgie

FIJIALE DU GROUPE
PEGHNEY UGNE KUHLMANN

recherche

POUR SES USINES DES PYRÉNÉES

INGÉNIEURS D'ENTRETIEN
DÉBUTANTS

CENTRALES, SUP. ELÉC. ARTS ET MÉTIERS, ICAM, ECAM, INSA...

Adresser C.V. avec photo à M. CABANE - SOFREM, 10, rue du Général-Foy - 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE DÉPANNAGE
PLOMBERIE - CHAUFFAGE
ayant très gros budget publicité

recherche

LIBRE DE SUITE

un ou une

CHEF DE PUBLICITE

Créatif, Inventif, Innovateur, Esprit d'initiative. Sens des responsabilités. Grande expérience. Carrière d'avenir si résultats probants et rapides.

Tél. pour rendez-vous au 341.12.12

Importante Société
recherche

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

SPECIALISATION: RECHERCHE avec thèse de Docteur-Ingénieur ou Docteur d'Etat dans le domaine de la Chimie ou de la Biochimie des matériaux ligno-cellulosiques.

Env. avec C.V. et présentations n° 50.638 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, q. 12.

INTERUNION-BANQUE
8, place Vendôme - 75001 PARIS.
Tél.: 261-55-25

recherche

UN DIRIGEANT
de nationalité française
agé de 35 ans minimum,
pour l'expansion de ses activités domestiques.

Les candidats, bacheliers d'expérience, devront avoir fait preuve des plus hautes qualités d'intelligence et de dynamisme, ainsi que d'un tempérament commercial et d'un bon esprit d'équipe. Dans une ambiance stimulante nous leur offrons une carrière solide avec d'excellentes possibilités de promotion et une rémunération intéressante.

Veuillez adresser votre curriculum vitae au Président ou téléphoner à son secrétariat.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTION
BÂTIMENTS INDUSTRIELS
recherche pour son Agence de PARIS
Quartier Saint-Lazare

CHARGÉ D'AFFAIRES
pour lancer et coordonner les travaux de réalisation (Urbanisme, entreprises, bureaux)

Le candidat devra avoir une connaissance de tous les corps de métier et une expérience similaire.

Envoyer lettre manuscrite, photo et C.V. sous réf. 36.855 P.A. 572, 37, rue du Général-Foy, 75006 PARIS.

GROUPE BANCAIRE FRIVE PARIS 8e
recherche pour son Département
CREDITS AUX PROMOTEURS

JEUNE CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Formation juridique supérieure ou Ecole de Commerce.

chargé (e) de la gestion des crédits. Expérience gestion immobilière appréciée.

Envoyer curriculum vitae, présentations et photo à No 11283 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ TETA
recherche

INGÉNIEUR
CHAUFFAGE-CLIMATISATION

CONFIRMÉ

Téléphoner entre 9 h et 11 h 30
342-62-11

ASSOCIATION F.J.T. LIMOGES
recherche rapidement

ADJOINT DIRECTION
25 a. env. Form. CAPASE, DEFA ou équivalent. Env. C.V. photo r.c. - présent. Directeur F.J.T. LAURENCE, 2, avenue Vincent-Auriol, 87100 LIMOGES. Tél. 85-01-65-51.

secrétaires

Organisation Internationale
recherche

SECRÉTAIRE
langue maternelle anglaise,
libre de suite.

Ecrire avec C.V. et photo à
C.C.C.R. S.P. n° 3,
3000 VILLEJUIF.

CH. STENOACTYLO
296-99-99

représent. offre

Recherche plusieurs
AGENTS COMMERCIAUX
très introduits
auprès des comités d'entreprise
Paris et province.

Ecrire n° 3.585 HAVAS
37047 TOURS CEDEX.

capitaux ou proposition com.

ACHÈTE
SECTEUR BATIMENT
SA. par S.A.R.L. au forfait
Tél. (1) 451-32-22 matin

gerances appointées

MARNE-LA-VALLÉE
LIBRAIRIE-PAPEL-JOURNAL
GERANCE LIBRE. T. 420-24-79.

information divers

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés, à
tous et tous avec ou sans
diplôme. Pour les connaître
demandez une documentation
gratuite sur la revue
France-Carières (C 16)
B.P. 402-07 Paris

travaux a façon

Demande
ENTREPRISE. Sérieuses réfé-
rences étatiques rapides. Tra-
vaux: bois, décoration, coordi-
nation tous corps d'Etat. Devis
gratuit. 368-87-84 et 893-36-02

demandes d'emploi

Artisan ayant vendu son affaire

« LÉVAGE - MANUTENTION - TRANSPORT »
Réparation P.L. et Matériel T.P. C.A. : 30 000 F.
Bonne clientèle établie, commandement M.O.
Déplacement, responsabilité, recherche emploi.

SIMILAIRE OU EN RAPPORT AVEC APTITUDES
Libre de suite.

GOBY, 22, rue du Gal-Leclerc, 95130 Franceville.
Tél.: 414-16-66.

TEMPS PARTAGÉ
40 ans, trilingue, spécialiste confirmé
GESTION ENTREPRISES:

- Planification et trésorerie.
- Prix de revient et contrôle de gestion.
- Reporting.

Propose collaboration efficace et durable
à TEMPS PARTIEL.

Envoyer sous le numéro 2.074, « le Monde » Publ.
5, rue des Italiens - 75427 PARIS, CEDEX 08.

ADJOINT DE DIRECTION
quarant. cap. secondar efficace.
dirig. PME de tous domaines.
Bonne clientèle établie, commande-
ment M.O. Réception clientèle
Garde d'enfant.

Téléph. apr. 19 h 30 : 539-46-79.

automobiles

vente

8 à 17 C.V.

Part. vd Fiat 131, racing,
12.000 km, parfait état.
Tél.: 452-22-12.

A voir Opel Rekord 2800 B aut.
71.154 F. 723-43-40, p. 228, h. b.
état. T. 723-43-40, p. 228, h. b.

Ingénieur, 28 a., vd csc 2400
citroën. Affaire numéro 1.
Lieu de vin, 1600 GT Junior 1976.
Moteur et peinture refaits.
Excellent état général.
Radio Carthouche stéréo.
Prix: 12.000 F. Tél. le soir ou
matin avant 8 h. au 65-32-57.

Commandez le nouveau

BREAK 305
Prix à partir de 28.000 T.T.C.
Véhicules de direction
ou d'exposition.

CHOIX ET PRIX
EXCEPTIONNELS

M. Gérard, 227, bd A-France,
St-Denis, Me. Maître-de-St-Ouen.
Tél.: 34-00-43.

12 à 16 C.V.

12 à 16 C.V.

CX 2000 PALLAS, 1976,
IMPECABLE, 42.000 km,
grs fond. mét. 34.000 F.
Tél.: 532-30-85.

MERCEDES

Belge, intér. cuir noir, Boite
mécan. Peinture ave 11 ant H.T.
Tél. à part. 19 h : 899-19-55.

représent. demande

V.R.P. M.C. très introduit cen-
trales d'achat, eds magasins,
hyper, rech. fabricant ou impor-
tateur pulis, t-shirt, chemise
(homme, femme, enfant)
pour remplacer carte détaillante
étudier. Des projets.

Ecr. n° 2072 « le Monde » Publ.
5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 08

enseignem.

APPRENDRE L'AMÉRICAIN

L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, PARIS (14^e)
Tél.: 633-67-28

Cours de conversation
dans la journée et le soir.
Lycées à partir de 13 ans.
INSCRIPTIONS IMMÉDIATES
OUBERT 21 AVRIL
COURS PRIVÉS
PRÉPARATION AU TOEFL
COURS POUR ENFANTS
Fortit: cours + séjour U.S.A.

cours et leçons

Franc. orthogr. Allem. par spé-
cialiste de retransp. 250-77-71

travail à domicile

Demande
SECRÉTAIRE réf. le ordre
cherche manuscrit à taper.
Travail soigné.

Ecr. n° 6196 « le Monde » Publ.
5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 08

occasions

MOOIFITE A SAISIR
PURE LAIN
80 F le m2 (T.T.C.)
Beau velours synthétique
20 F le m2 (T.T.C.)
Téléphone 658-81-12.

PROTOTYPE - SKIMER
vêtements sport d'hiver
solde sa collection 75-80
les 20/21 et 22 mars,
de 10 h. 30 à 19 heures,
65, rue St-Honoré, 75001 Paris

demandes d'emploi

Artisan ayant vendu son affaire

« LÉVAGE - MANUTENTION - TRANSPORT »
Réparation P.L. et Matériel T.P. C.A. : 30 000 F.
Bonne clientèle établie, commande-
ment M.O. Réception clientèle
Garde d'enfant.

SIMILAIRE OU EN RAPPORT AVEC APTITUDES
Libre de suite.

GOBY, 22, rue du Gal-Leclerc, 95130 Franceville.
Tél.: 414-16-66.

TEMPS PARTAGÉ
40 ans, trilingue, spécialiste confirmé
GESTION ENTREPRISES:

- Planification et trésorerie.
- Prix de revient et contrôle de gestion.
- Reporting.

Propose collaboration efficace et durable
à TEMPS PARTIEL.

Envoyer sous le numéro 2.074, « le Monde » Publ.
5, rue des Italiens - 75427 PARIS, CEDEX 08.

ADJOINT DE DIRECTION
quarant. cap. secondar efficace.
dirig. PME de tous domaines.
Bonne clientèle établie, commande-
ment M.O. Réception clientèle
Garde d'enfant.

Téléph. apr. 19 h 30 : 539-46-79.

automobiles

vente

8 à 17 C.V.

Part. vd Fiat 131, racing,
12.000 km, parfait état.
Tél.: 452-22-12.

A voir Opel Rekord 2800 B aut.
71.154 F. 723-43-40, p. 228, h. b.
état. T. 723-43-40, p. 228, h. b.

Ingénieur, 28 a., vd csc 2400
citroën. Affaire numéro 1.
Lieu de vin, 1600 GT Junior 1976.
Moteur et peinture refaits.
Excellent état général.
Radio Carthouche stéréo.
Prix: 12.000 F. Tél. le soir ou
matin avant 8 h. au 65-32-57.

Commandez le nouveau

BREAK 305
Prix à partir de 28.000 T.T.C.
Véhicules de direction
ou d'exposition.

CHOIX ET PRIX
EXCEPTIONNELS

M. Gérard, 227, bd A-France,
St-Denis, Me. Maître-de-St-Ouen.
Tél.: 34-00-43.

12 à 16 C.V.

12 à 16 C.V.

CX 2000 PALLAS, 1976,
IMPECABLE, 42.000 km,
grs fond. mét. 34.000 F.
Tél.: 532-30-85.

MERCEDES

Belge, intér. cuir noir, Boite
mécan. Peinture ave 11 ant H.T.
Tél. à part. 19 h : 899-19-55.

divers

CONCESSIONNAIRE
B.M.W.
63, Bd J. Jaurès
92015 CLICHY. Tél. 731-05-05

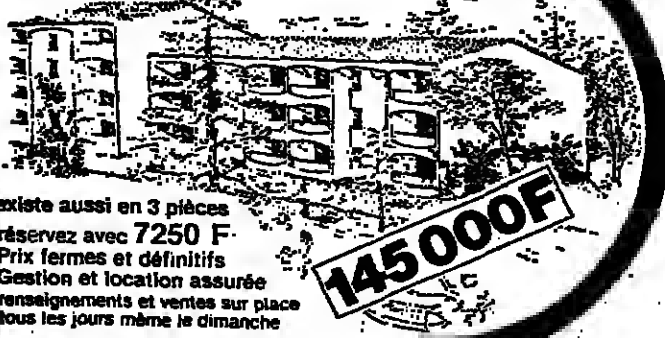
ACHETER ou LOUER
VOTRE B.M.W.
PRESENTATION
ET ESSAIS DE
TOUTE LA GAMME
NOUVEAUX DISPONIBLES
NOMBREUSES OCCASIONS.
GARANTIE B.M.W.

SPECIAL

immobilier côtes de France montagne

ARGELES PLAGE

A 300 m. de la plage
2 pièces avec loggia cuisine équipée - parking
aux CALANQUES



existe aussi en 3 pièces
réservez avec 7250 F
Prix fermes et définitifs
Gestion et location assurée
renseignements et ventes sur place
tous les jours même le dimanche

Jacques Ribourel

carrefour Maillet 83200 St. Cyprien plage
Tél. (68) 81.19.44 & 21.11.89
veuillez m'envoyer votre documentation Calanques

Nom : _____ Adresse : _____

Tél. : _____ Tél. bur. : _____

POUR L'ETE PROCHAIN
Le Petit Prince
au calme, à 1 km des plages de Juncos-Pins
FINITIONS LUXUEUSES
documentation gratuite : Le Petit Prince
Angle avenue Gal. Foch et Lorient
06000 Antibes (33) 81.31.17
Réalisation
ALTA CONSTRUCTIONS

AU CŒUR DES VACANCES EN COTE D'AZUR
"Les Heures Claires à Mandelieu"
Près centre, beaux appartements. Grand confort
Chauffage individuel - Label Promotelec
LANCERMENT 2^e TRANCHE
2 P. 62 m² + balcon 377.000 F
3 P. 74 m² + balcon 452.500 F
4 P. 94 m² + balcon 548.000 F
Bureau Promoteur
au place : 400 rue des
Vacciniers - 06210 Mandelieu
Tél. (93) 47.44.40
Documentation gratuite sur simple demande

COTE D'AZUR VAROISE
TOULON - CAP BRUN
"PORT MEJEAN"
19 appartements très haut standing dans parc
naturel de 3 hectares, accès direct à la mer.
Région. SOMER - B.P. 564 - 83400 HYERES.
Tél. (94) 65-36-30 ou sur place :
3018, avenue de la Résistance - 83100 TOULON
Tél. (94) 41-31-14.

résidence club de LA ROCHELLE
le bois doré
LA ROCHELLE
171, av. Cornudet
Tél. 46/67.13.13
PARIS Agence Scott
42, rue d'Alsace 75014
Tél. 327.13.10
NOM : _____ Tél. domicile : _____
ADRESSE : _____
Je souhaite un supplément d'information sans aucun engagement de ma part.

le Barre Pointe Vermelle
Des vacances de standing au bord du lac marin,
avec plages, bords de rivières,
quais à l'assiette.
Du studio + cabine au 3 pièces.
Studio + cabine: 140 000 F
avec 7 000 F comptant
JPM
Je désire recevoir la documentation gratuite sur place
ou par courrier. 2 pièces 01 pièces

LA LONDE LES MAURES
Côte Varoise
18 appartements de luxe
antérieurs rénovés
1-2-3 pièces dans
IMMEUBLE 1900
RESTAURÉ
Superbe parc avec piscine,
vue directe sur la mer
Réalisation
Cabinet MARCHAND
29, rue du Bât d'Argent, 69001 LYON.
Tél. (7) 828-76-88

Je suis un bâtisseur, je construis des maisons hors
du commun avec des matériaux traditionnels
Robt VACCARÉ
c'est la beauté allée au fonctionnel ou à l'art bon vivre
PRIX à partir de 400 000 F
Pour recevoir une documentation
Ecrivez à : LES MAISONS DE ROBERT VACCARÉ
1, rue Roumy - 33000 NIMES - Tél. : 215.45.59

DOMAINE DE CARHEIL
à 45 km de La Baule
320 TERRAINS A BATIR
DANS UN CADRE PRIVILEGE
LIBRES DE CONSTRUCTEUR
300 hectares de verdure, d'eau et de soleil.
500 ans d'histoire. C'est tout un monde.
15 000 m² de terrain.
Tél. (44) 72.32.58
A 151.500 F T.T.C. (5340 m²)
LE DOMAINE DE CARHEIL, UN PLACEMENT SÛR
Renseignements et vente
Pavillons de l'Adantique
Route de Vannes Le Lieu au
S.P. n° 9 - MAILLÉ 44260
Tél. (44) 72.32.58
ou (40) 72.32.58
Je désire recevoir gratuitement votre documentation :
Nom et Prénom _____
Adresse _____
Tél. Domicile _____
Bureau _____

DEAUVILLE
Résidence l'ARMORIAL
Boulevard Cornudet
GRAND STANDING
Du studio au 4 p., duplex et terrasses
Cuisines et salles de bains équipées
(6000 à 7500 F/m²) LIVRAISON EN COURS
Renseignements : Week-end, sur place
32, rue des Villes-Tournoises - 14600 DEAUVILLE
Tél. (16-31) 88.67.15. En semaine : 260.88.78
Sogecim

DEAUVILLE et ses environs
pour vos loisirs et enfin un bon investissement
du grand standing du studio au 4 pièces
Profitez des dernières affaires
RENTABILITE EXCEPTIONNELLE
INFORMATION ET DOCUMENTATION
LUC GÉRALD 88, Champs-Élysées
75008 PARIS
Tél. : 723-68-18
NOM : _____
Adresse : _____ Tél. : _____

Offrez-vous Monte-Carlo à des prix défiant ceux de Monte-Carlo
Quelques appartements dans une résidence en lisière de Monte-Carlo
Cuisines tout équipées A partir de 479.000 F prix définitif
Livraison printemps 80.
L'ACAZAR
3, av. du Gal. Leclerc - Beausoleil
Renseignements sur place
Melle THUIN (93) 78.29.12.
Paris Mme CHANGEL (1) 265.85.60
Une réalisation ETUFR
12 rue de Penthhièvre 75008 - PARIS

à Sète
vivez vos prochaines vacances
la Corniche
votre appartement plein sud,
dominant la mer
studios 2 et 3 pièces
copra
la Corniche
34000 Montpellier
Tél. (67) 58.52.58
NOM : _____
Adresse : _____
COPRA la Corniche 34000 Montpellier Tél. (67) 58.52.58

UNE VRAIE TERRASSE
résidence LES BOSQUETS
à Sète
la Corniche
34000 Montpellier
Tél. (67) 58.52.58
NOM : _____
Adresse : _____
COPRA la Corniche 34000 Montpellier Tél. (67) 58.52.58

LOISIRS
TELEPHÉRIQUE DES GLACIERS DE LA MEJE
OUVERTURE permanente
jusqu'au 15 octobre
de 9 h. à 16 h.
pour les
SKIERS
TARIF SPECIAL
50 F enfants
de 6 à 12 ans
5.250 adultes
HAUTES-ALPES
LA GRAYE (76) 86-07-78
Office du Tourisme
Tignes
(33) 81-59-50

BIEN SITUÉS, BIEN CONSTRUITS.
URBIPLAN BREDERO
36, rue Tronchet 69006 LYON (Tél. (7) 889.12.25)
tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h sauf samedi, dimanche
M. Mlle _____ Tél. _____
Adresse : _____
Désire recevoir des informations sur les programmes
☐ Ski et Golf ☐ Les Médiannes ☐ Les Terrasses du Port ☐ La Résidence du Port ☐
Urbiplan Bredero 36, rue Tronchet 69006 Lyon

ÉTRANGER
Au Soleil! Costa Brava
PROFITEZ de la BAISSÉ de la PESETA.
• Terrain à partir de 28 500F
• Studio avec garage 69 500F
• Terrain avec amarra 10 m 79 000F
• Villa à partir de 89 000F
• Possibilité de crédit jusqu'à 80%
Pour tous renseignements, retourner ce bon à :
FUNDAMENTA S.A. PLAZA SAN PEDRO 4, ROSAS
GERONE-ESPAGNE, Tél. (19) 34.72.58.54.
Nom : _____
Adresse : _____

Pour tous renseignements concernant cette rubrique :
RÉGIE-PRESSE
Mme P. BALAGUER
233-44-21
ou
P.A. « LE MONDE »
246-72-23

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

LE «TANIO» MAIS AUSSI LE «GINO»

Deux épaves de pétroliers menacent toujours les côtes bretonnes

M. Aymar Achille-Fould, président de la mission internationale de la mer, après s'être rendu sur les lieux de la marée noire, le mercredi 19 mars, a réuni une conférence de presse. Il a déclaré, à propos des opérations de reconnaissance de l'épave du «Tanio» : «Il est plus facile de prendre une solution à court terme que de prendre le temps de choisir une solution raisonnable. Il a d'autre part, réaffirmé qu'il était opposé à la solution du dynamitage. Selon M. Achille-Fould, «ou bien l'armateur du «Tanio» prendra ses responsabilités avec notre accord pour traiter l'épave, ou bien il déclenche, au cas où l'autorité nationale prendra la suite en mettant en compétition des moyens publics et privés».

Toutefois, sur place, les populations touchées par la marée noire, même si elles sont conscientes des difficultés techniques de la tâche, commencent à s'impacienter et demandent que les pouvoirs publics prennent rapidement une décision. La coque engorgée du «Tanio» est soumise à de fortes pressions, à la houle et aux courants. Combien de temps résistera-t-elle ?

Cette impatience est d'autant plus vive que le gouvernement n'a toujours pris aucune décision pour traiter l'épave du «Gino», un pétrolier libérien qui avait coulé au large de la pointe Saint-Mathieu le 28 avril 1979. Il était chargé de 40 000 tonnes de carbon black, un hydrocarbure très toxique. Des nappes se sont étalées au fond de la mer, autour de l'épave qui est hors des eaux territoriales. M. Jean Spatol, commissaire de la marine, estime, dans un article publié dans le dernier numéro de la Revue maritime, qu'il reste encore environ 10 000 tonnes d'hydrocarbures dans les cales du navire. L'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) a organisé pour sa part, du 4 au 19 mars, une campagne consacrée à l'étude de la pollution autour de l'épave du «Gino», avec le navire «Pelagie», qui sera achevée le 18. Ses résultats seront publiés.

LE POMPAGE, UNE SOLUTION GOUTEUSE MAIS TECHNIQUEMENT POSSIBLE

Depuis le 9 mars, le fuel lourd échappé du pétrolier malgache souille les plages bretonnes. Le navire transportait environ 28 000 tonnes de fuel lourd. On estime que 5 000 tonnes environ se sont répandues dans la mer. La partie arrière du pétrolier, qui a pu être remorquée jusqu'au Havre, en contenait 13 000 (dont le pompage a été terminé le 19 mars). Il devrait donc rester 15 000 à 20 000 tonnes dans les dix cuves de la partie avant, qui a coulé par 80 mètres de fond, encore que, selon d'autres sources, l'épave contenait environ 10 000 tonnes. On ne sait pas encore dans quel état se trouve l'épave, mais il semble que l'écoulement du fuel se fasse très lentement, au rythme, peut-être, d'une tonne par jour.

La question essentielle qui est posée est la suivante : faut-il faire pour mettre fin à ce suintement ? Forts de l'expérience récemment acquise après le naufrage du pétrolier allemand *Bohlen* (le Monde du 1^{er} juin 1977), les Ateliers et Chantiers de Bretagne, la COMEX, l'Institut français du pétrole et sa filiale COFLEXIP, n'ont pas attendu des subsides publics pour étudier le problème posé par le *Tanio*. Les deux profonds sont comparables (80 mètres contre 110 mètres), la viscosité des deux hydrocarbures aussi.

Une première solution, possible mais très difficile, serait de renflouer l'épave. Le poids de la ferraille est estimé à 3 000 tonnes. Comme le fuel est plus léger que l'eau de mer, il donne une poussée de 1 000 tonnes environ. 2 000 tonnes suffiraient donc pour donner à l'épave une flottabilité positive.

Le procédé le plus risqué serait le «renflouement par force». Une grue flottante capable de soulever 2 000 tonnes dans l'eau, traitée par l'épave, qui serait remise en flottaison. De telles grues existent, mais pas en France. En outre, se poserait le problème très délicat de l'accrochage des câbles.

Il serait plus sage d'envisager un renflouement en douceur. On pourrait fixer des réservoirs (des «châteaux» dans le jargon des spécialistes) sur le *Tanio*. D'une contenance de 100 à 200 tonnes chacun, ces réservoirs seraient disposés de façon à répartir l'effort. Remplis d'air, ils éleveraient suffisamment l'épave pour la faire remonter.

On pourrait aussi vider par pompage deux des dix cuves et remplacer le fuel par de l'air. Mais si on installe le dispositif nécessaire à la vidange de deux cuves, pourquoi ne pas vider les huit autres ?

Les possibilités de pompage sont donc envisagées dès à présent. L'opération *Bohlen* a coûté quelque 150 millions de francs ce qui pourrait effrayer. Mais, sur ces 150 millions, seuls 60 millions ont effectivement été consacrés au pompage proprement dit. On a, en effet, commencé par essayer de couler

les brèches du *Bohlen* : ces essais, très longs et infructueux, ont coûté 40 millions de francs. Quant aux 50 millions restants, ils sont imputables aux interventions de la Marine nationale et à la dépollution.

En outre, l'opération *Bohlen* a été une «première». Jamais, en effet, on n'avait eu à pomper sous plus de 100 mètres d'eau, un hydrocarbure tellement visqueux qu'il fallait le réchauffer pour le rendre pompable. Il y a donc eu des tâtonnements. Il a aussi fallu préparer un matériel spécial, dont une partie est réutilisable.

D'autre part, pour le *Bohlen*, on s'est servi de bateaux de forage (d'abord le *Pétrel*, puis le *Pétrel*) dont le coût d'exploitation était de l'ordre de 200 000 à 220 000 F par jour. Or, actuellement, la prospection pétrolière sous-marine est devenue très active et aucun bateau de forage n'est disponible. Il faudrait se contenter de navires moins importants, et donc moins chers.

Cependant, on sait depuis le 19 mars que l'épave du *Tanio* repose sur le fond à 80 mètres. Une telle position compliquera singulièrement les opérations, en particulier celles de renflouement, qui semblent donc maintenant très aléatoires.

YVONNE REBEYROL

CORRESPONDANCE

L'affaire du cargo «Nanoula» bloqué à Dunkerque

Après l'article intitulé «Le *Nanoula* est bloqué depuis une semaine dans le port de Dunkerque» (le Monde du 21 mars), nous avons reçu de la société Margarita Compania Naviera S.A. de Panama la lettre suivante :

«Le conflit entre une partie de l'équipage du navire *Nanoula* et son armement a trouvé une solution.

L'équipage en conflit, qui réclamait l'application du barème I.T.F., a finalement accepté de recevoir le solde de ses salaires, suivant la convention collective grecque, comme prévu au contrat d'engagement.

L'armement a refusé de signer l'accord I.T.F. et avait invité l'équipage à faire valoir une créance éventuelle devant le tribunal.

Dans l'attente du débarquement de l'équipage pakistanaï, le nouvel équipage grec a logé à l'hôtel pour éviter les incidents. L'armement, en effet, avait choisi d'éviter toutes formes de violence et, contrairement à ce qui avait été indiqué, l'équipage en conflit n'a jamais été privé de nourriture.

Le consulat général de Panama s'est, quant à lui, refusé à participer à toute négociation et a réservé ses droits.

TRANSPORTS

LE PROJET DE LIGNE FERROVIAIRE ERMONT-INVALIDES EST CRITIQUÉ PAR L'ENSEMBLE DES ÉLUS PARISIENS DE LA MAJORITÉ

Les élus du septième arrondissement, dont M. Raymond Long (P.R.), président de l'inter-groupe U.D.F. au Conseil de Paris, et le professeur Lépine (C.D.S.), condamnent le projet de liaison ferroviaire Ermont-Invalides («le Monde» du 1^{er} janvier) dans sa forme actuelle. Ils viennent de le confirmer dans une lettre collective adressée au président de la commission de l'enquête publique ouverte jusqu'au vendredi 28 mars à la mairie annexe du septième arrondissement.

«Il nous paraît nécessaire que la création de la nouvelle liaison ne se fasse pas au détriment des conditions de fonctionnement de la ligne Auteuil-Pont Cardinet», écrivent les élus, qui déplorent «les graves lacunes de protection phonique et visuelle en plusieurs endroits de l'arrondissement : gorge de la porte Dauphine, boulevard Flanin et Emile-Augier, gare du président Kennedy, rue du docteur-Sée et rue du Ranelagh». Les auteurs de la lettre demandent «que soit décidée la couverture des voies de chemin de fer d'une façon totale et efficace, et que les couvertures définitives soient réalisées dès l'aménagement initial de la liaison».

Le projet Ermont-Invalides consiste à créer une nouvelle ligne de banlieue en réutilisant les voies ferrées existantes dans les septième et dix-septième arrondissements, notamment la ligne de raccordement Champ-de-Mars-Petite Ceinture, inutilisée depuis l'exposition de 1900, pour laquelle elle avait été créée. La nouvelle liaison devrait relier Ermont à la ligne Pont-Cardinet-Auteuil avant de traverser la Seine au-dessus duquel Kennedy. Une gare serait construite près de la Maison de la radio. Justifiant ce projet, M. Lucien Lander, préfet de Paris, déclarait récemment : «L'intérêt de cette ligne est particulièrement net pour les trente-cinq mille personnes habitant les 15, 16, 17^e arrondissements et qui doivent traverser la Seine pour aller travailler». Le préfet de Paris précisait que ce projet avait obtenu «l'accord de principe de M. le ministre des transports».

Les riverains de la future ligne ont toujours redouté et dénoncé les nuisances sonores qu'ils vont subir, notamment le matin (à partir de 5 heures) et tard le soir (jusqu'à minuit), ainsi qu'aux heures de pointe (un train toutes les trois minutes).

Dès qu'il fut connu, ce projet rencontra l'hostilité du maire de Paris, M. Jacques Chirac, précisant alors qu'il était «favorable au principe de cette opération, sous réserve que sa réalisation n'ait pas pour effet d'apporter des nuisances inacceptables aux riverains». Le maire de Paris réclame notamment une couverture solide des voies dans le quartier des Epinettes et pour les boulevards Flanin et Augier. Mais aucun accord n'est jusqu'à présent intervenu entre la région, la ville et la S.N.C.F. pour financer une couverture éventuelle pour laquelle, il est vrai, on pourrait peut-être faire appel aux promoteurs privés.

Après ceux, R.P.R. du dix-septième arrondissement, les élus U.D.F. du septième condamnent donc aujourd'hui le projet Ermont-Invalides telle qu'elle est présentée à l'enquête publique. Il y a bien longtemps qu'un projet n'avait recueilli une telle unanimité en Conseil de Paris.

JEAN PERRIN.

URBANISME

LE NOUVEL HOTEL DES VENTES DU QUARTIER DROUOT SERA INAUGURÉ LE 13 MAI

Contrairement aux informations données par M. Jacques Chirac, le 18 mars, et confirmées par les services de la mairie de Paris (le Monde du 20 mars), l'hôtel des ventes installé dans le nouvel immeuble construit entre les rues Drouot et Chaussette dans le neuvième arrondissement sera inauguré le mardi 13 mai prochain, comme prévu initialement.

Quatre journées «portes ouvertes» sont prévues du 14 au 17 mai. A cette occasion, la compagnie des commissaires-priseurs de Paris présentera deux expositions destinées au grand public. L'une montrera, en avant-première, les toiles, les manuscrits, les objets les plus remarquables mis en vente aux enchères publiques aux mois de mai et juin ; l'autre retracera, à travers des tableaux, des aquarelles, des dessins, des estampes et des bronzes signés Daumier, l'histoire des ventes aux enchères à Paris.

Le droit d'entrée dans les musées et monuments affectés au ministère de la culture et de la communication vient d'être augmenté. Il est porté de 7 à 9 F pour les musées et monuments suivants : Musée du Louvre, château de Versailles, arc de triomphe de l'Etoile, château d'Azy-le-Rideau, château de Chambord, ancienne abbaye du Mont-Saint-Michel, château du Haut-Koenigsbourg, grotte de Font-de-Gaume.

DES «SANISETTES» A NICE COMME A PARIS

Après Paris, la ville de Nice va expérimenter à son tour les nouveaux sanitaires publics à usage automatique : les «sanisettes». Au cours de sa dernière séance, le conseil municipal a décidé de passer avec la société Decaux un contrat de location et de maintenance pour dix toilettes. La municipalité versera pour l'installation de chacune une somme forfaitaire de 41 500 F. Chaque sanisette sera ventilée et dotée des produits hygiéniques nécessaires.

Reporteur en personne du dossier, le député (P.R.) et maire de Nice, M. Jacques Médéric, a plaidé avec chaleur pour ces nouveaux équipements. Au sein du conseil, le projet a suscité de vives réactions. Les socialistes ont dénoncé ces «pissoires-tireuses», qui constituent, selon eux, «une opération fructueuse pour le constructeur».

des réactions le plus souvent émusées. Un conseiller communiste, M. Louis Fiori, coprésident dénoncé ces «pissoires-tireuses», qui constituent, selon lui, «une opération fructueuse pour le constructeur».

P.T.T.

UN BUREAU DE POSTE A L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le premier bureau de poste de France fonctionnant à l'énergie dite éolienne, couplant les énergies solaire et géothermique à basse température en utilisant le procédé de la pompe à chaleur, sera inauguré, le 20 mars, à Berre-l'Étang. Ce bureau équipé de 314 mètres carrés de capteurs solaires, de deux pompes de puisage dans le nappe phréatique ainsi que de deux pompes à chaleur, permettra à l'administration des P.T.T. de réaliser une économie de 18 000 litres de fuel par an.

AÉRONAUTIQUE

IRANAIR REÇOIT SON PREMIER AIRBUS

(De notre correspondant régional)

Toulouse. — Le consortium européen Airbus Industrie vient de livrer à la compagnie Iranair, sur le terrain de Saint-Martin-Touch, à Toulouse (Haute-Garonne), un appareil A-300. Ce premier avion européen livré à l'Iran portait sur son fuselage, en caractères arabes tracés à la peinture verte, l'inscription «Allah Akbar» (Dieu est le plus grand).

A cette occasion, le directeur d'Airbus Industrie, M. Roger Be-telle, rappelant que quatre-vingt-neuf avions sont maintenant utilisés à travers le monde par seize compagnies, s'est félicité de la présence à ses côtés de navigateurs et techniciens iraniens, qui sont en stage à la société Aéroformation de Toulouse.

De son côté, M. Kouze Kanani, directeur d'Iranair, a déclaré que «le premier Airbus allait être mis au service du peuple iranien qui lutte avec énergie contre le colonialisme et l'impérialisme».

L'Iran a commandé six Airbus ferme, auxquels s'ajoutent trois options. — L. P.

Plus de printemps à perdre

AU PRINTEMPS, PRENEZ DU BON TEMPS.

Le Val de la Seine en face de la préfecture de Nanterre, à 200 m du RER, lequel vous conduit place de l'Étoile en 7 min. Sur place, commerces, écoles et crèches vous rendent la vie plus facile.

AU PRINTEMPS, PRENEZ LE BON AIR.

Le Vallon borde le très beau parc de la Défense : 17 hectares de vallons et massifs. Des balcons, terrasses et jardins privatifs individualisent la plupart des appartements.

SANS ATTENDRE.

AVEC LA «LOCATION-VENTE» SUR 3 ANS.

Au Vallon, vous emménagez rapidement dans un appartement dont vous pourrez devenir propriétaire dans 3 ans. A titre d'exemple, la 1^{re} année, vous louez un studio de 39 m² + 36 m² de terrasse + parking : 1 560 F* (hors charges), ou un 6 pièces duplex de 130 m² + 24 m² de terrasse + jardin + parking : 4 125 F* (hors charges). Toutes les sommes versées — indemnité d'immobilisation, dépôt de garantie, loyers (hors charges) — entrent dans la constitution de votre apport personnel. Les appartements, proposés également en vente.

Ensemble de l'immeuble avec les appartements en fosse et les duplex individuels avec jardin.



«LOCATION-VENTE» SUR 3 ANS

Je vous livre un appartement avec tous les équipements de son type.

Adresse : _____ Tél. : _____

La Boutique OCL - Le Vallon - 55, bd Malesherbes - 75008 Paris.

traditionnelle, peuvent permettre l'obtention du prix conventionné (P.C.) et, pour la plupart, du 1^{er} emploi.

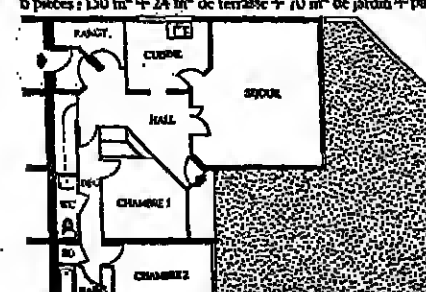
Appartement modèle sur place : le Vallon - 6, rue Salvador-Allende - 92000 Nanterre. Tél. 721.79.08. Samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

Lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 18 h. Ou en semaine à la Boutique Ocl : 55, bd Malesherbes - 75008 Paris. Tél. 261.81.15.

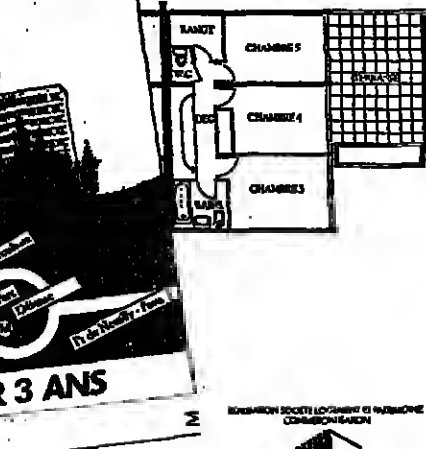
* Le loyer est déterminé en fonction du prix de l'appartement, prix valeur février 1980.

LE VALLON, EN FACE DE LA PRÉFECTURE DE NANTERRE.

6 pièces : 130 m² + 24 m² de terrasse + 70 m² de jardin + parking.



Ensemble de l'immeuble avec les appartements en fosse et les duplex individuels avec jardin.



«LOCATION-VENTE» SUR 3 ANS

Je vous livre un appartement avec tous les équipements de son type.

Adresse : _____ Tél. : _____

La Boutique OCL - Le Vallon - 55, bd Malesherbes - 75008 Paris.

LES LOSANGES



• CAPEL - 74, bd de Sébastopol, Paris 3^e - 272.25.09 • Capel Riva Gauche - Centre Commercial Maine-Montparnasse, Paris 15^e - 538.73.51 • Capel Madeleine - 28, bd Malesherbes, Paris 8^e - 266.34.21.

AFFAIRES

LA LIBÉRATION DU PRIX DU LIVRE

L'« effet Monory »

Les adeptes de la liberté des prix du livre pourront bientôt se compter sans difficulté excessive. En effet, les *Nouvelles littéraires* de ce jeudi 20 mars, publient l'analyse d'un vaste sondage qui, parmi les sept cents réponses reçues, montre le très grand hostilité des libraires à l'« effet Monory », après neuf mois d'application. Cet arrêté, on le sait, interdit, depuis le 1^{er} juillet dernier, le préjudice de l'ancien prix conseillé au public par l'éditeur.

Cette décision, assortie de mesures pratiques, devait, selon ses partisans, permettre aux libraires d'alléger le tuteur des éditeurs, de fixer eux-mêmes leur politique de vente et, surtout, contraindre les « discounters » à ne plus édicter des rabais à partir d'un prix de référence qui n'existerait plus.

Malgré, dès janvier, le Syndicat national de l'édition communiquait les résultats d'un sondage (1) qui montrait, au contraire, que l'« effet Monory » avait accéléré la pratique du « discount », même si les rabais n'étaient plus indigés.

En février, la revue *Que choisir* publiait une enquête de ses unions de consommateurs (2) d'après laquelle la libération des prix avait amplifié les difficultés de la librairie traditionnelle et accentué les différences de prix sur un même ouvrage (de l'ordre de 23 % à 135 %). De même, les consommateurs estimaient que la disparition des librairies des petites villes « concurrencées » par les grandes rayons « littéraires » des supermarchés « était entamée ».

Les sept cents réponses que les *Nouvelles littéraires* ont reçues après avoir adressé un questionnaire à quatre mille cinq cents libraires, entre le 28 février et le 14 mars, révèlent cette fois l'opposition massive des professionnels (91,5 %) à la libération des prix. Les libraires estiment que leur avenir est menacé (71,4 %), voire condamné (15,5 %) si la formule n'est pas rapportée.

Parmi ceux-ci, 65 % considèrent que l'application de l'arrêté a délégué leurs relations avec les éditeurs et les diffuseurs et 52,5 % avec leur clientèle. De même, ils jugent à 85,35 % que leurs tâches de gestion et de comptabilité ont été alourdies.

De plus, 76,5 % des libraires se prononcent pour le prix fixe (prix égal pour tous et partout), 15 % pour le retour au système antérieur et 8,5 % seulement pour la liberté des prix.

M. Bernard Brunet, président de la Fédération française des syndicats de libraires, selon les *Nouvelles littéraires* a obtenu notre confrère qu'il conteste le principe de cette enquête avant même d'en connaître les résultats, « persuadé », a-t-il dit, qu'il est trop tôt pour porter un jugement valable sur les effets de la libération du prix du livre ».

M. PIERRE EMMANUEL (R.P.R.) : la création littéraire est menacée

M. Pierre Emmanuel, délégué national du R.P.R. à la culture, affirme que la liberté des prix appliquée au marché du livre menace la vie intellectuelle et la création littéraire.

Dans un communiqué, M. Emmanuel fait notamment remarquer que, « de nos jours, le livre n'est pas un produit de masse : la littérature ne sera plus faite que d'ouvrages à gros tirages ». Ainsi, poursuit-il : « Un domaine essentiel du patrimoine de notre culture sera-t-il abandonné sans protection à la seule logique de la rentabilité immédiate ? »

« Le R.P.R. ajoute-t-il, ne peut rester insensible à la dégradation d'une situation qui met en péril notre culture et le droit de l'auteur littéraire ou l'économiste qui soutient que le pouvoir d'achat des libraires est une exigence d'une politique du livre qui puisse attirer cette dégradation et que cette étude soit menée avec la participation de toutes les parties prenantes ».

Les Pays-Bas et la Belgique sont déterminés à combattre les propositions de la Commission du Marché commun tendant à imposer la libération du prix du livre, apprend-on mercredi 19 mars à La Haye.

La Chambre néerlandaise a adopté à l'unanimité moins une voix une motion rejetant la proposition de la Commission de Bruxelles. Elle estime que la libération compromettrait les revenus « des auteurs, des éditeurs et des libraires » — (A.F.P.)

SOLEIL A PARIS

Si vos soirées vous paraissent monotones : essayez notre formule Rencontres dans des restaurants

Renseignez-vous :
Tél. : 285-55-37 - 720-51-21

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des nouvelles d'actualité. Vous y trouverez aussi LES BUREAUX qui vous renseignent.

LA RÉFORME DU STATUT DU SEITA

Faire d'un service public une entreprise

Le conseil des ministres a adopté, le 19 mars, un projet de nouveau statut pour le Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA). Le SEITA ne changera pas de nom, mais deviendra une société nationale dont l'Etat conservera le contrôle, notamment en détenant les deux tiers du capital.

Ce nouveau statut devrait permettre à l'entreprise, aux dires de ses dirigeants, de mieux organiser son développement international et de répondre à la concurrence de plus en plus vive sur le marché français. Le personnel ne devrait être touché ni dans son statut particulier, ni dans son emploi. Dans un communiqué, la fédération C.G.T. des tabacs et allumettes dénonce ce qu'elle considère comme un « nouveau pas vers la privatisation de cette industrie ».

La décision du conseil des ministres a été accueillie avec une satisfaction non dissimulée à la direction de ce qui deviendra, si le Parlement suit le gouvernement, la SEITA. L'association des exploitants industriels des tabacs et allumettes (A.I.T.A.) restant sous tutelle du ministère du budget n'aura pas la faculté de fixer librement ses prix de vente, mais elle devra à son tour respecter les contraintes administratives qui, selon la direction, compromettent jusqu'à la gestion de cette grosse entreprise de dix mille cinq cents personnes, qui a enregistré un déficit de 250 millions de francs en 1979.

Le lin du monopole, officialisé en 1974, a permis à la SEITA d'accentuer la pénétration étrangère, et les campagnes gouvernementales contre le tabacisme ont bouleversé le marché français et luxiné la part du SEITA. En 1978, les ventes de cigarettes blanches représentaient moins de 16 % des ventes totales. Trois ans plus tard, sur 65 milliards de cigarettes en France, 20,6 % étaient blanches. Un changement de goût que la SEITA, jusqu'à présent spécialiste de cigarettes noires, croit durable. Pour répondre à la concurrence étrangère, américaine notamment, la nouvelle société lancera donc à l'automne prochain une cigarette blonde de classe internationale. Ce nouveau produit devrait permettre d'accroître les exportations, qui ont péniblement atteint 20 % du chiffre d'affaires en 1978 (3,4 milliards de francs au total). L'association avec d'autres gros producteurs étrangers — la SEITA est située au septième rang mondial — est des négociations d'accords de coopération étant déjà en cours.

Pour l'heure, M. Carrière, directeur général, cultive les médians des primes de participation croissantes. Certes, avec son nouveau statut, le capital du SEITA pourra désormais être détenu à concurrence d'un tiers des intérêts privés. Mais le contrat, mentionne-t-il, a été signé à ce que M. Papon a affirmé, aucune négociation dans ce sens n'a été amorcée. « Vous en connaissez beaucoup des capitalistes qui veulent acheter des entreprises ? », demande M. Carrière. « Non, ajoute-t-il, avant d'ouvrir le capital aux intérêts privés, en

Le Grand-Orient de France organise, le samedi 22 mars, de 9 h 30 à 19 heures, au siège de la direction des Cigarettes, un colloque sur le thème « Travail, emploi », auquel prendront part, outre le grand maître M. Roger Leray, MM. Jacques Delors, membre de l'Assemblée des Communautés européennes (P.S.), Albert Tevedjre, directeur de l'Institut international d'études sociales, Alain Cotté, professeur à l'université Paris-Dauphine, etc.

PATRICE CLAUDE.

ÉNERGIE

En 1979

Les investissements d'E.D.F. ont représenté plus de 47 % de son chiffre d'affaires

Electricité de France a bien passé l'hiver. Comme le souligne son directeur général, M. Charles Chevalier, le 30 mars, lors de la présentation des résultats de l'exercice, E.D.F. a enregistré de nombreux succès : bonne hydraulique, température adéquate, bonne disponibilité des matériels et la loi de aide par les consommateurs.

Ainsi, bien qu'un nouveau record de consommation ait été établi le 16 janvier, E.D.F. a procédé à peu de délestages et n'a pas connu de pannes majeures. L'année 1979 a donc, de ce point de vue, été bonne. D'autant que la consommation intérieure s'est accrue, comme l'ont passé de 12 %. Il est vrai que la principale progression est constatée en haute tension (18,7 %) principalement en raison d'Eurodif (sans l'usine d'enrichissement d'uranium cette hausse ne serait que de 3,2 %).

Cependant, sur le plan financier, les résultats sont loin d'être satisfaisants. Le programme nucléaire pose lourdement sur les résultats de l'entreprise nationale, s'il commence à contribuer significativement à l'approvisionnement des Français en électricité. Avec 36,2 terawatts-heure (1) la production E.D.F. d'énergie nucléaire a progressé de 34 % par rapport à 1978 et a couvert près de 19 % de l'électricité produite. Mais les vingt-quatre réacteurs de 900 MW et les six de 1 300 MW qui sont actuellement en construction, auxquels s'ajoutent quelques aménagements en hydroélectricité, la construction de deux centrales à charbon et l'installation de quatre turbines de 85 MW et de huit de 25 MW, obligent l'entreprise à faire des investissements impressionnants : 33,3 milliards de francs pour un

chiffre d'affaires hors taxe de 49,3 milliards de francs, soit un rapport de 47,2 % et ce chiffre dépassera 50 % en 1980, année où les investissements atteindront 35 milliards de francs. La formation brute de capital fixe d'E.D.F. représente 4,5 % de l'investissement total du pays.

Or la politique tarifaire menée ces dernières années — comprise l'an passé où l'on a assisté à un important renchérissement des combustibles achetés par E.D.F. — a réduit la capacité d'auto-financement. En 1979, le compte d'exploitation fait apparaître une perte de 1,93 milliard de francs et E.D.F. n'a pu financer sur ses propres ressources que 5,6 milliards de francs d'investissements.

Pour 1980, avec les tarifs actuels, les besoins d'emprunts devraient s'élever à près de 23 milliards de francs, soit 8 milliards de plus qu'en 1978 et 14 milliards de plus qu'en 1979. Or E.D.F. ne pourra guère emprunter que 8 à 10 milliards de francs dans l'Hexagone et devra recourir, une fois encore et plus massivement, au marché américain. L'année en cours de ses dettes sur ce poste est déjà de près de 10 milliards de francs. Compensé par l'évolution des taux d'intérêt et du dollar, est-on si sûr qu'il suffise d'une bonne affaire ? Ne faut-il pas penser, comme l'écrivait la commission des finances de l'Assemblée, que le poids financier du programme nucléaire est trop lourd ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) 1 terawatt-heure : 1 milliard de kWh.

Quelle mécanique demain ?

« Vous savez lire jusqu'à présent une bataille obstinée dans le crépuscule décadent, il vous a fallu lutter avec des concurrents qui avaient occupé le terrain avant vous et qu'il était très difficile de déloger. Vous avez montré votre acharnement à votre capacité de vaincre dans cette difficile lutte des tranchées... » Il vous appartient aujourd'hui d'offrir des mutations technologiques qui viennent pour faire de grandes œuvres commerciales. Il y a tout lieu de penser, en effet, qu'au cours de la nouvelle décennie la guerre de tranchées se transforme en guerre de mouvement. Prenez donc garde d'être surpris par ces événements », a déclaré le 19 mars M. Giraud, ministre de l'Industrie, devant cinq cents chefs d'entreprises réunis à l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (F.I.M.T.M.) qui regroupent huit mille firmes employant 624 000 salariés, et qui ont révisé en 1979 un chiffre d'affaires de 127 milliards de francs, dont 60 milliards à l'exportation.

Pour préparer cette « guerre de mouvement », la Fédération de la mécanique a pris une initiative originale en préparant un volumineux rapport prospectif destiné à ses adhérents. Dans l'esprit de ses rédacteurs, ce document devrait permettre aux chefs d'entreprise de mieux mesurer les bouleversements qui vont intervenir dans les dix prochaines années, et de mieux s'y préparer. Ce dernier rap-

port — d'autres suivront — examine les discontinuités qui risquent de se produire en amont de la profession. Il comporte cinq chapitres consacrés à l'énergie, aux matières premières, à l'évolution des marchés mondiaux, aux mutations techniques, et aux stratégies étrangères.

Même si la Fédération se refuse à confondre prospective et prédiction, les conclusions du rapport, pour être générales et prudentes, n'en marquent pas moins les difficultés qui attendent cette activité essentielle pour l'industrie française. Le choix stratégique des créneaux à occuper sera plus périlleux que jamais, écrivent ainsi les rapporteurs avant d'ajouter : « Les changements profonds dans les prix relatifs des facteurs de production (en provenance de l'étranger) vont modifier l'équilibre des facteurs de prix de revient de l'entreprise. Mais, chose plus grave, la modification en sera chez le client. Il ne suffira pas de calculer ce que coûtera le produit vendu, mais ce qu'on cotera l'emploi comparé à d'autres produits similaires, ou à des solutions de substitution radicalement différentes. Quelles seront les conséquences de ces évolutions sur les entreprises ? L'accumulation d'un chèque en blanc d'une part des formes de « conception et d'ingénierie » ayant vocation d'ensembliers et liés axés sur l'exportation », et, d'autre part, des entreprises de composants regroupées horizontalement et assurant leur diversité par la multiplication de leurs débouchés ».

La B.N.P. rachète une banque californienne

La Banque nationale de Paris vient de racheter à la Bancwest Corporation la totalité du capital de la Bank of the West, quatrième banque de Californie, avec trente-sept agences et un bilan de près de 600 millions de dollars (environ 25 milliards de francs). En même temps, la Bank of the West a été fusionnée avec une filiale de la B.N.P., la French Bank of California (six agences et un bilan de 121 millions de dollars).

La B.N.P., qui d'autre part, gère deux succursales à San Francisco et Los Angeles, est la seule banque française à posséder une banque de plein exercice en Californie, septième région du monde par sa production intérieure brute. En renforçant sa présence sur la côte ouest des Etats-Unis, la B.N.P. entend de-

velopper à la fois ses services à sa clientèle française qui s'intéresse à la Californie et ses opérations de commerce international à partir de cette région.

Il convient de noter que le principe de cette acquisition avait été décidé en juin 1978, sous réserve de l'autorisation des autorités américaines, de plus en plus sourdilles à l'égard de la pénétration étrangère sur le marché bancaire des Etats-Unis. Cette autorisation a fini par être donnée, mais elle a longtemps été retardée pour le rachat de Marine Midland, troisième établissement bancaire américain par le Hongkong and Shanghai. D'autre part, les banques britanniques ont, depuis deux ans, acquis plus de trois établissements aux Etats-Unis, dont la cinquième banque californienne, Union Bancorp.

CONJONCTURE

BAISSE DE L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN JANVIER

L'indice mensuel de la production industrielle française a baissé de 1,5 % en janvier, revenant — après correction des variations saisonnières — de 136 en décembre à 134 sur la base 100 en 1970. Par rapport à janvier 1979, l'indice de la production industrielle est en hausse de 3,9 %.

En janvier, la production a beaucoup augmenté dans les secteurs « gaz » (+ 24,4 %), « automobiles » (+ 3,2 %), « automobile » (+ 11,3 %). Elle a en revanche nettement baissé dans la construction électrique (- 15,7 %), le cuir (- 11,4 %) et a reculé dans la chimie et le caoutchouc (- 1,8 %).

Le résultat de janvier laisse perplexité. En effet, la forte hausse enregistrée au niveau de la production de gaz s'explique par une très vive demande des industriels, notamment de la part des entreprises de la chimie. Or ce poste recule dans l'indice de janvier. Il y a, semble-t-il, contradiction entre ces deux évolutions. De même, le recul de la construction électrique (- 15,7 %) ne semble pas correspondre à la réalité.

M. Monory et le pouvoir d'achat. « Vous savez, nous faisons une mutation essentielle, considérable, de l'économie. Notre pays est entré dans le club des pays modernes », a déclaré M. Monory, jeudi 19 mars à Clermont-Ferrand, ajoutant qu'en 1974 « la France vivait dans une économie assistée, contrainte, en difficulté, et que l'on n'avait pas pu, alors, repenser la série sur les prix ». Pour M. Monory, l'effort actuel doit se poursuivre. Toutefois, en 1980, « il faudra accepter une certaine stagnation du pouvoir d'achat tout en restant vigilant en ce qui concerne les entreprises » — (A.F.P.)

LES POSITIONS DE LA SONATRACH ET DE G.D.F. SUR LE PRIX DU GAZ RESTENT TRÈS ÉLOIGNÉES.

(De notre correspondant.)

Alger. — Une délégation de Gaz de France a séjourné, les lundi 17 et mardi 18 mars, à Alger, pour entamer avec la Sonatrach des négociations concernant le prix du gaz livré à la France. Une nouvelle rencontre aura lieu la semaine prochaine.

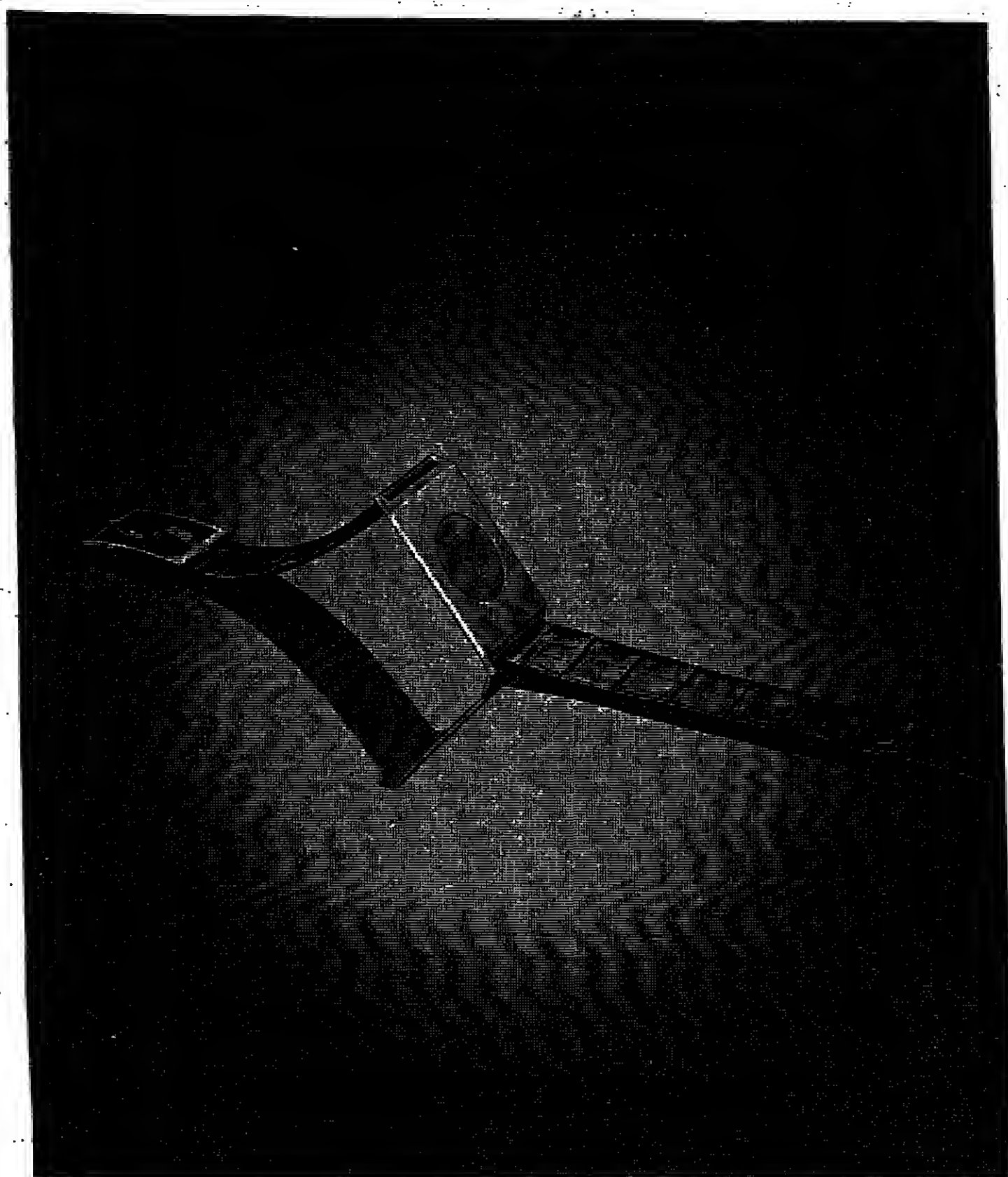
Les points de vue semblent très éloignés. Les discussions pourrissent être longues. On ne se référerait pas, du côté français, à modifier la formule d'indexation en vigueur et qui lie l'évolution du prix du gaz à un « panier » de substituts composés de fuel lourd, de fuel domestique et de gazole. On n'envisage pas non plus l'idée de revalorisation du prix du gaz, mais celle-ci, en tout état de cause, ne saurait dépasser les prix pratiqués par les autres pays exportateurs. Or ceux-ci n'excèdent pas 3,50 dollars le million de B.T.U. (1), les frais de transport et de régazéification venant s'ajouter à cette somme. On est donc loin des 6 dollars demandés par Alger.

Parallèlement aux discussions menées avec Gaz de France la Sonatrach a entamé des négociations avec la société américaine El Paso et le prix du gaz qu'elle lui fournit. Une délégation de cette société séjourne actuellement à Alger. L'Algérie s'est engagée à livrer annuellement à El Paso 10,5 milliards de mètres cubes de gaz pendant vingt-cinq ans. Les premiers livraisons s'établissent au prix de 35 cents le million de B.T.U. La révision du contrat, le 11 mai 1979, avait porté ce prix de base à 1,15 dollar. Il doit atteindre par paliers, au cours des deux prochaines années, 1,75 dollar.

DANIEL JUNQUA.

(1) B.T.U. : British thermal unit ; 252 calories = 293 kJ.

مكتبة الأمل



Modèle déposé

Omega saisit le temps à l'état pur.

Pour ses 10 ans de montres à quartz, Omega a créé une petite merveille de précision.
Un bijou qui saisit le temps à l'état pur: L'Omega Quartz 1355.
C'est un exploit technique, une porte ouverte au rêve, à la magie. Ultra-fine. Plate: 1,48 mm.
Omega a réussi également une version 1,35 mm: une vraie pièce de collection.

Ω
OMEGA

AGRICULTURE

Les propositions de hausse des prix (7,9 %) de la commission de l'Assemblée européenne vont faire l'objet d'un débat serré

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La commission de l'Assemblée européenne de Strasbourg s'est prononcée en faveur d'une augmentation moyenne de 7,9 % des prix agricoles communs, au lieu des 2,4 % proposés par la Commission européenne. Le rapporteur, M. Delatte (groupe libéral, France), avait préconisé initialement, pensant que ce serait une bonne base de compromis, un relèvement moyen de 5 %, mais la majorité de la commission de l'Assemblée a estimé qu'il fallait faire davantage.

Pour justifier cette prise de position, la commission insiste sur l'augmentation rapide des coûts de production et la détérioration continue du revenu des agriculteurs. M. Delatte présentera son rapport lors de la session spéciale que le Parlement consacra du 24 au 26 mai aux affaires agricoles. Ce relèvement de 7,9 % est celui qui ressortait, aux dires même de la Commission européenne, de la « méthode objective », autrement dit qui correspond à l'ajustement nécessaire pour maintenir le niveau de vie des producteurs. Il correspond également à ce que réclame le COPA (Comité des organisations agricoles de la C.E.E.).

L'Assemblée va-t-elle suivre sa commission de l'agriculture ? C'est loin d'être évident, et en tout cas le débat promet d'être serré. En novembre, la majorité des élus avaient réclamé des mesures visant à réduire les dépenses engagées pour soutenir les marchés agricoles, ce qui, pensent certains, exige une politique de prix prudente. C'est en raison de cette nécessité de pratiquer des économies que la Commission européenne a proposé un ajustement très limité des prix de campagne.

M. Delatte réplique « qu'il ne faut pas s'affoler outre mesure et que le coût pour le budget européen en 1980 d'un relèvement des prix de 7,9 % ne sera que de 250 millions d'unités de compte (1,45 milliard de francs), ce qui est raisonnable ». Le seul secteur

vraiment dépensier, note M. Delatte, est celui du lait ; c'est donc là que des économies doivent être réalisées.

Le rapport de la commission approuve le relèvement de la taxe de co-responsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de lait, proposé par la Commission européenne. Aucune dérogation autre que celles prévues par Bruxelles n'est demandée. La taxe passerait de 0,5 à 1,5 % du prix indicatif, les exploitants des régions « défavorisées » bénéficiant d'une franchise pour les 80 000 premiers litres et ceux des zones de montagne restant complètement dispensés de la taxe. En revanche, le rapport ne se prononce que d'une manière très approximative sur la proposition de « super-prélèvement laitier » présentée par la Commission européenne. La commission de l'Assemblée se contente de dire qu'elle n'y est pas opposée à condition que son produit soit affecté à la promotion de la consommation et de l'exportation des produits laitiers.

C'est là une lacune qui sera, probablement, regrettée dans la mesure où le super-prélèvement, qui est très critiqué par les gouvernements membres, constitue le principal élément du dispositif de stabilisation de la production bâti par la Commission. M. Delatte estime à titre personnel que le « super-prélèvement » tel qu'il est présenté par la Commission est difficilement acceptable.

Ph. L.

■ Au cours d'un déjeuner organisé par le groupe des Démocrates européens de progrès (en majorité gaullistes) de l'Assemblée de Strasbourg, M. Chirac a condamné la volonté exprimée, selon lui, par la Grande-Bretagne de transformer le Marché commun en une zone de libre-échange. A cette hypothèse, M. Chirac en oppose deux autres : soit la Grande-Bretagne décide de se retirer du Marché commun, soit M. Giscard d'Estaing et Schmidt s'accordent pour lui faire entendre raison.

Le plan d'aide aux industries agro-alimentaires

(Suite de la première page.)

Quels sont les moyens envisagés par les pouvoirs publics pour transformer en réalité les propos optimistes tenus sur l'avenir de l'agro-alimentaire ? Le conseil des ministres a fixé « des objectifs ambitieux » pour quatre secteurs :

■ Les fromages, dont les ventes devraient augmenter de 2 milliards d'ici à 1984 (en francs courants), ce qui correspondrait à un quasi-doublement ; des techniques nouvelles doivent en outre être mises en œuvre pour assurer des débouchés permanents aux produits laitiers moins valorisés, notamment par des conventions bilatérales avec les pays solvables disposant d'usines de reconstitution de lait.

■ Un demi-milliard d'exportations supplémentaires devrait être trouvé dans le secteur des vins, avec l'augmentation des ventes de vin de table, qui devraient atteindre le million d'hectolitres.

■ D'ici à 1984, le déficit des postes viandes et abats devrait être réduit de 2 milliards et celui des exportations d'animaux vivants augmenté d'un demi-milliard. Pour ce faire, trois points d'impact : la production, la gestion des marchés (avec un réajustement d'ensemble de la politique agricole commune) et la consommation, avec le développement des industries de découpe et de fabrication de viande hachée.

■ Enfin, la réduction du déficit des conserves de fruits et la réduction des importations de conserves de champignons devraient contribuer à résorber totalement en 1984 le déficit du poste fruits et légumes.

Les contrats de développement

La constitution de fonds propres, l'encouragement de ces productions et de ces exportations feront l'objet de contrats de développement, notamment avec les P.M.E., qui sont le tissu vivant de ce secteur. Le secrétariat d'Etat, avec des moyens administratifs renforcés, deviendra le maître d'œuvre de ces conventions de développement, en relation toutefois avec les ministères

de l'économie et de l'agriculture « lorsque se posent des problèmes d'approvisionnement agricole ».

Le volet commercial du plan prévoit « une orientation de la politique agricole commune (P.A.C.) dans un sens favorable aux produits transformés », avec une « meilleure gestion des restitutions » complétées au plan national par des mesures de « caractère professionnel ». L'action de la Sopexa (1) sera réorientée vers les entreprises plus que vers les produits. Le fonds de promotion, prévu par la loi d'orientation et que devrait gérer la Sopexa, sera doté rapidement d'une somme de 100 millions de francs.

Sur le plan financier, les pouvoirs publics estiment qu'il est vain pour les industriels de s'en prendre au rôle de la distribution dans l'exercice d'une libre concurrence, sauf s'il apparaît des distorsions de concurrence criantes avec les autres pays d'Europe. Une concertation est engagée avec les distributeurs pour établir un « code de bonne conduite », portant notamment sur la question des crédits fournisseurs.

Renforcement des fonds propres

Mais, surtout, M. Debatisse s'assigne comme tâche prioritaire le renforcement des fonds propres des entreprises. « Le secrétariat d'Etat a reçu une proposition de mise en pool de financements bancaires, provenant notamment du Crédit agricole, de l'Idi et du Crédit national (...) Ce pool pourrait être réalisé dans le cadre d'un établissement financier existant », il s'agit en fait d'une filiale du Crédit national, mais la prudence observable dans les termes employés par M. Debatisse montre à quel point cet aspect du plan a été difficile à mettre en œuvre. « Comme il n'était pas question dans notre esprit que l'Etat ni telle ou telle banque orientent l'action des entreprises, c'est l'idée d'un pool de financement, ouvert à qui voudra y participer, qui a été retenue », nous a déclaré M. Debatisse.

Autres orientations financières : mobilisation des prêts par-

ticipatifs, création de sociétés de caution mutuelle professionnelle, adaptation des formules de crédit pour le financement des stocks. La recherche privée, insuffisante puisqu'elle est cloquée moins développée que chez les concurrents de la France, sera encouragée par des financements publics, dans la mesure, semble-t-il, où les entreprises réaliseront elles-mêmes des efforts.

Nuances

Dans l'ensemble, ces mesures ont le mérite d'être concrètes. A quelques nuances près qu'il convient d'observer.

Cette sorte d'Idi alimentaire — qui n'en portera pas toutefois le nom — ne sera efficace que dans la mesure où elle dégagera des moyens complémentaires à ceux que les organismes financiers qui la constituent auront de toute façon distribués séparément. Seul l'usage apportera la preuve de cette efficacité.

On peut aussi émettre des doutes sur l'efficacité d'un code de bonne conduite qu'adopterait le secteur de la distribution. L'épisode récent des engagements de maintien des marges pris vis-à-vis du ministère de l'économie et tenus sur le dos des fournisseurs, incite à la prudence. En fait, tant que la politique agro-alimentaire s'intégrera pas la distribution, elle sera bâtarde.

Le gâchis unique pour l'examen et la signature des conventions de développement peut effectivement favoriser un nouveau mode de relation des pouvoirs publics avec l'industrie. Mais le doute subsiste s'agissant de la revendication d'une réforme de la politique agricole commune et d'une meilleure gestion des restitutions, puisque ces objectifs lointains sont accessibles seulement à Bruxelles.

La définition des objectifs sectoriels est courageuse, voire téméraire puisque chiffrée et datée. Le doublement ou presque des exportations de fromages en cinq ans est-il un dessin réaliste ? Quant au million d'hectolitres de vin de table à exporter, aux Etats-Unis ou ailleurs, la tâche sera plus difficile maintenant que

les Italiens, voire les Allemands, ont réagi plus vite que les producteurs et négociants français.

Bien que l'effort à faire en faveur du génie alimentaire soit mentionné dans le document remis à la presse par le secrétariat d'Etat, il reste qu'on voit mal quelles actions seront entreprises pour que les entreprises industrielles s'orientent vers la fabrication d'équipements agro-alimentaires, soutien qui fait largement défaut aux fabricants de produits, comme à l'exportation.

A cette dernière remarque près, les décisions du secrétariat d'Etat ne sont pas très éloignées des esquisses de travail de l'ancien délégué aux L.A.A., M. Jean Wahl (Le Monde du 15 août 1978), qui avait entamé, sans doute trop discrètement, des actions au coup par coup, dans la logique du propos actuel. Cela n'est guère surprenant car, depuis le temps que le secteur agro-alimentaire est un secteur d'avenir pour l'industrie française, chacun sait en gros ce qu'il convient d'entreprendre. Mais les « orientations », en régime libéral, ne sont pas assez ardentes pour que les réalisations suivent. La difficulté épineuse pour mettre en place un organisme de financement des L.A.A. en apporte une nouvelle preuve.

JACQUES GRALL

(1) Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires.

LE REVENU DES AGRICULTEURS ALLEMANDS A PROGRESSÉ DE 2,9 %

Le revenu des agriculteurs d'Allemagne fédérale a progressé de 2,9 % pour la campagne 1978-1979, selon le rapport annuel présenté devant le Bundestag par le ministre de l'Agriculture, M. Erli. Cette relative bonne année fait suite à une hausse élevée en 1977-1978 (+10,3 %), qui cependant ne compensait pas la baisse enregistrée au cours de la campagne précédente (-13,8 % en 1976-1977). Pour la campagne à venir, M. Erli émettait une nouvelle hausse des revenus pouvant atteindre 4 %.

Prenez de l'assurance.



هكذا من الأصل

Au Japon

Nouvelles mesures pour lutter contre l'inflation

Le gouvernement japonais a autorisé les compagnies d'électricité à relever leurs tarifs de 50,8 % en moyenne à compter du 1^{er} avril. Ce pourcentage est inférieur au relevé de 55,5 % réclamé par les compagnies (*Le Monde* du 11 mars). Pour les usages domestiques, le relèvement sera de 43,3 % et de 54 % pour l'industrie. Le premier semestre hausse de prix de l'électricité depuis 1976. Quant au prix du gaz, il sera majoré de 45,3 %.

Ces suggestions vont ajouter à la hausse de 1,7 % de hausse annuelle à l'indice des prix à la consommation, montant auquel pourrait s'ajouter 50 % d'effets indirects. Le gouvernement japonais a déclaré qu'il utilisait « de son influence » pour empêcher que les prix industriels ne grimpent trop du fait du renchérissement de l'électricité. Le plus grand avantage envisagé de réduire la taxe sur l'électricité pour ne pas mettre en cause par cette politique de hausse l'économie d'énergie les mesures qui viennent d'être prises contre l'inflation.

Outre le relèvement important du taux de l'escompte (1,75 point) pour passer 10 ans au niveau exceptionnel de 1962 (*Le Monde* du 19 mars), le nouvel ensemble

de mesures contre l'inflation porte sur sept points :

- 1) Le gouvernement va reporter de plusieurs mois le démarrage de nombreux travaux publics. Il s'efforcera de resserrer le crédit et de limiter l'engorgement de la masse monétaire ;
- 2) Les prix de gros et de détail vont être surveillés par producteurs et par industries, en particulier ceux des produits pétroliers ;
- 3) La gestion des services publics — qui dépendent souvent du secteur privé — va être améliorée ;
- 4) L'application de la loi anticartel va être surveillée de façon soignée, que les entreprises puissent bénéficier de réductions de relèvements de tarifs du gaz et de l'électricité pour augmenter les leurs ;
- 5) Des efforts vont être faits pour stabiliser les prix des denrées périssables (la flambée de prix des légumes cet hiver à Japon a été en bonne partie responsable de l'évolution de l'indice des prix) ;
- 6) L'opinion va être mobilisée pour économiser l'énergie ;
- 7) Des efforts vont être également faits pour limiter les prix des biens de consommation par la surveillance des crédits accordés

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

● **La balance commerciale finlandaise** a enregistré un déficit de 385 millions de marks finlandais (environ 98 millions de dollars), en février, contre un excédent de 422 millions en janvier 1979. Les exportations ont atteint 3 796 millions de marks et les importations 4 161 millions. Au cours des deux premiers mois de 1980, le déficit commercial s'est élevé à 1 050 millions de marks, contre un excédent de 265 millions durant la période correspondante de 1979.

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

[illegible]

La meilleure manière d'avoir la Carte American Express c'est encore de la demander.
American Express Carte-France. Libre réponse N° 600 92 - 92509 Rueil-Malmaison Cedex.

PARIS

20 MARS

Le napoléon en vedette

Tassement des actions

Prol de nouveaux tenu la
 redette jeudi de la Source de
 Paris. Mais tous les «*amateurs*»
 sont revenus cette fois au napé-
 leon, qui, toujours en retard
 d'une séance, a littéralement
 été «*évincé*» d'inscrire, après une
 interruption, les nouvelles de
 quart d'heure, à 695 F (+ 12,6 %).
 Toutes les autres pièces ont suivies
 son exemple le vendredi suisse
 et ont causé un court instant
 le moment de la séance. Le
 lingot n'en a pas moins dé-
 rité, enregistré sur les indi-
 cations de Londres une nouvelle
 hausse de 17,7 pour établir à
 79 200 F, ce qui lui a permis de
 à 20 % en l'espace de 43 heures.
 A équivalence, le prix de l'once
 d'or à Paris est ainsi ressorti
 à 2 000 millions contre 25,59 dol-
 lars. Tous les autres métaux
 ont suivi la même tendance.
 17-8. 1973, à 112 % 1973, mine-
 sud-africaines) ont suivi le même
 dans sa nouvelle ascen-

Ce très vil regain d'intérêt pour l'investissement, alimenté non par le risque d'une possible dévaluation en raison du larissement de devises soviétiques effectuées jusqu'ici pour régler les achats de céréales, mais par le fait que les capitaux bloqués à l'étranger l'attendent de valeurs françaises. En outre, une reprise dans le marché des valeurs étrangères, qui a entraîné une certaine hausse des titres étrangers, mais plutôt dans le sens du repli, si bien qu'il clôture l'indicateur instantané s'inscrit à près de 0,6 % de baisse. La réaction du marché de la veille. La réponse des primes, qui avait lieu ce jour, n'a eu aucun effet, la presque totalité d'opérations d'achat ayant été absorbée par la Bourse de Moscou, la Bourse avoisinant 3 % d'un mois à l'autre.

Manifestement découragés, les professionnels ne dissimulent pas leur amertume, craignant que l'érosion du pouvoir d'achat évoquée par M. Monory pour 1980 n'ait un effet dissuasif sur les placements-actions.

LONDRES

Les mines d'or tiennent à nouveau la vedette dans un marché d'autre part assez déprimé. Repli des industries, des pétroles et des Fonds d'Etat.

De inventaris (Molnar) 561 . contre 527		
VALUES2	CLOSURE 10 6	COURS 20 6
Eschelon	119	121
British Petroleum	356	256
Caracaras	85	70
De Bours	264	6 65
Imperial Chemical	362	271
Rio Tinto Zinc Cor.	362	358
Shell	115	112
Vickers	28 1/2	28 1/2
West Coast 3 1/2 %	81 1/4	80 1/2
Long Distance	52	56 1/2
Western Holdings		

1) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ — Bénéfice net pour 1978 : 272,1 millions de francs (+ 21 %).
Dividende global : 20 F contre 27 F.

PROMODES. — La bénéfice net total consolidé pour 1979 s'élève   85,3 millions de francs (+ 38 % pour un chiffre d'affaires de 8 125 millions de francs accru de 33,4 % (+ 18,3 %   structure comparable). Le dividende global est majoré de 30 % et passe de 30 F

SANOFI. — Les actions de cette société, filiales du groupe ILLF, ont été introduites sur le marché le 24 mars à 18 francs. Elles ont démarré à ce comptant Le régime fiscal est identique aux opérations d'échanges. Elles ont entraîné l'absorption de Parcor et de Labanof (3 Sanofi pour 1 Parcor et 2 Sanofi pour 1 Labanof).

Rappelons que, en 1979, Sanofi a réalisé un chiffre d'affaires de 1.200 milliards de francs, dont 48,3 % proviennent des ventes pharmaceutiques, 42,3 % de la chimie, 5,3 % de la chimie fine, 3,8 % du secteur santé animale et 3,3 % d'activités diverses. Les ventes pharmaceutiques ont représenté 140 millions de francs, soit 14 % du chiffre d'affaires, contre 89,9 millions Hors intérêts minoritaires, son montant atteint 100 millions de francs, soit 10 % des ventes pharmaceutiques et structures comparables.

Taux du marché monétaire
Effets privés 12 1/4 %

NEW-YORK

Nouvelle avance

sous la direction des valeurs p
 res, toujours très recher
 ale que des mines d'or en e
 scence, Wall Street a pour
 terré son ascension. Mais
 surtout les valeurs de se
 dre qui ont été favorisées p
 usses, une grande irrégul
 gnant parmi les « Blue Chip
 e sorte qu'à la clôture l'ind
 industrielles s'inscrivait à 806,93
 0,68 en dessous de son niveau
 ndent.

En revanche, globalement, le rendement des hausses (885) a très largement dépassé celui des baisses (100 actions démontant d'autres échanges).

L'activité s'est ralentie et les millions de titres ont changé de mains contre 47,34 millions la semaine dernière.

Le président de la grande bourse de courtage, Merrill Lynch, a dit que le marché est actuellement dominé par le creux de la vague et que de nouveaux courants d'achat se développent à la fin du premier trimestre quand les gérants de portefeuille, en faisant leurs comptes, apercevront que les obligations sont moins rémunératrices que les actions.

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS

(INS^{TE}, base 100 : 29 déc.
18 mars

Valours français ..	100,9
Valours étrangères ..	97,7

Clé DES AGENTS DS CHA
Base 100 : 29 déc. 196
Indice général 1934

BOURSE DE PARIS - 20 MARS - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté de même que vous est impartie pour publier le corrigé complet dans nos prochaines éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

[illegible]

La Casamère syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la culture, la cotisation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 10 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL		COURES FRAN.	COURES 20 3	MONNAIES ET VALEURS		COURES FRAN.	COURES 20 3
				177	248		
Extr.-Ind. (5 %)	4 987	4 987	4 479	4 488			
Aluminium (1000)	233 270	233 280	228	228		72588	72588
Antimoine (1000 p.)	14 422	14 278	18 400	13 888		74558	74558
Pays-Bas (100 %)	212 65	212 678	297	212		817	825
Ind. (1000 p.)	74 738	738	212	212		525	525
Ind. (1000 p.)	68 280	68 250	53	53		512	512
Ind. (1000 p.)	6 597	6 580	6 338	6 298		530	530
Ind. (1000 p.)	11 000	11 000	27	27		512	512
Ind. (1000 p.)	347 280	245 838	327	328		2762	2762
Ind. (1000 p.)	90 638	84 758	53 508	181		1358	1480
Ind. (1000 p.)	90 638	84 758	53 508	181		1358	1480
Ind. (1000 p.)	8 272	8 272	53 508	181		3616	3616
Ind. (1000 p.)	8 715	8 745	2 100	1 110		558	558
Ind. (1000 p.)	718	718	2 582	2 110			
Ind. (1000 p.)	1 755	1 755					

⁵ MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

هكذا من الأصل